

ANDRÉ DE HEVESY

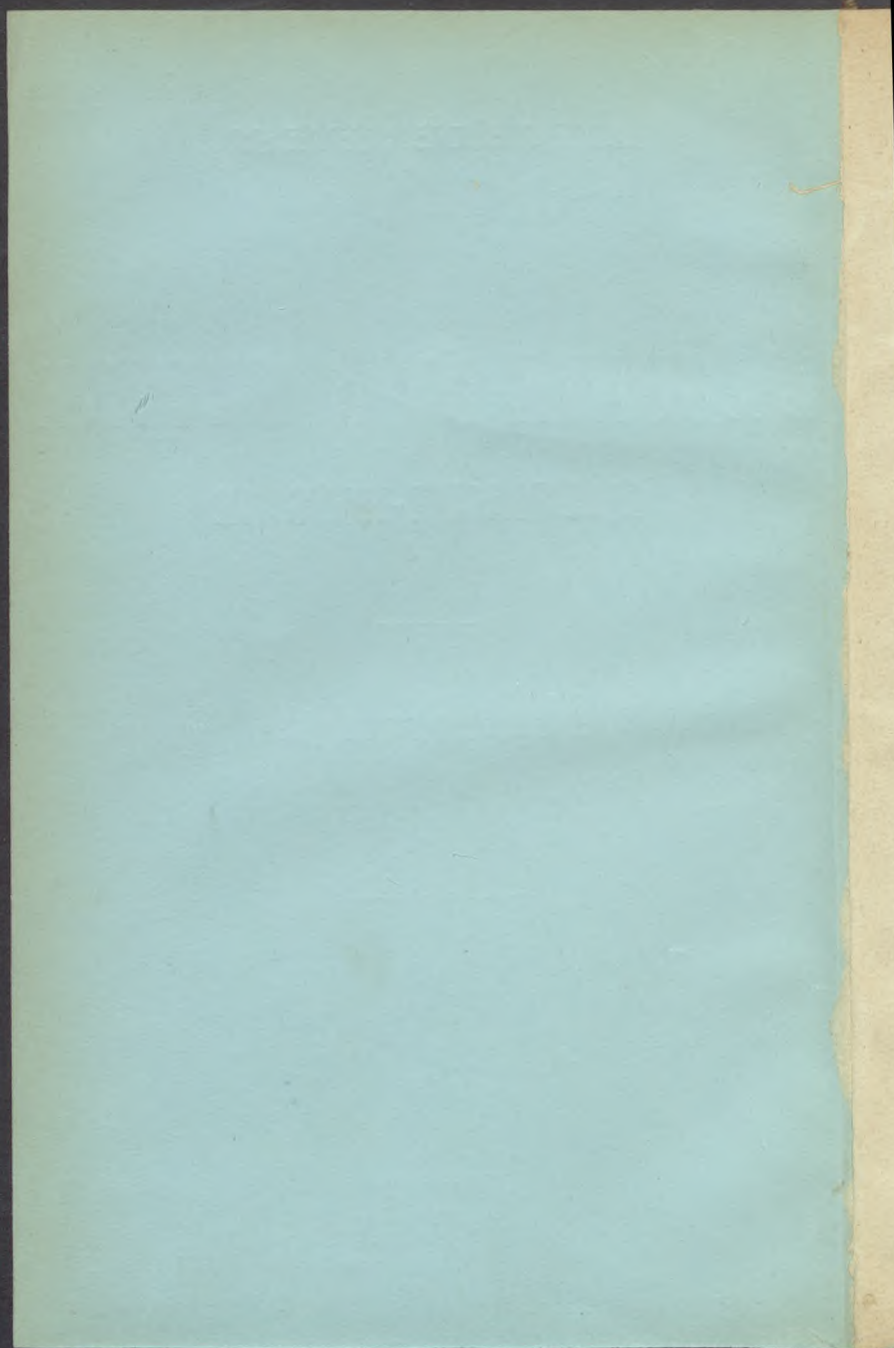
L'AGONIE D'UN EMPIRE

L'AUTRICHE-HONGRIE

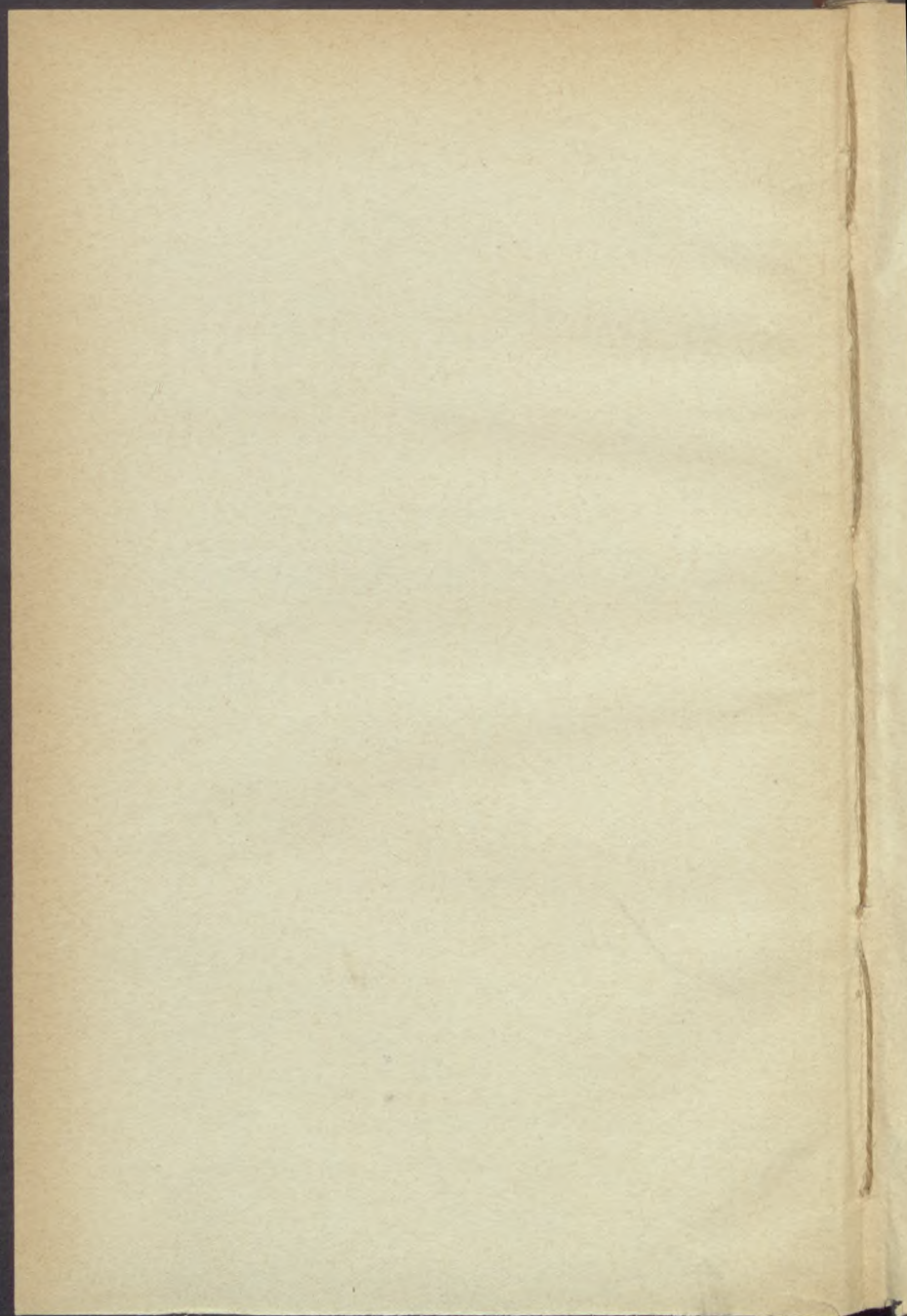
MŒURS ET POLITIQUE

Librairie académique PERRIN et C^{ie}

34/



L'AGONIE D'UN EMPIRE



ANDRÉ DE HEVESY

L'AGONIE D'UN EMPIRE

L'AUTRICHE-HONGRIE

MOEURS ET POLITIQUE

PARIS

LIBRAIRIE ACADÉMIQUE

PERRIN ET C^{ie}, LIBRAIRES-ÉDITEURS

35, QUAI DES GRANDS-AUGUSTINS, 35

1923

Tous droits de reproduction et de traduction réservés pour tous pays.

80
Hung. n.
2446 f



210990

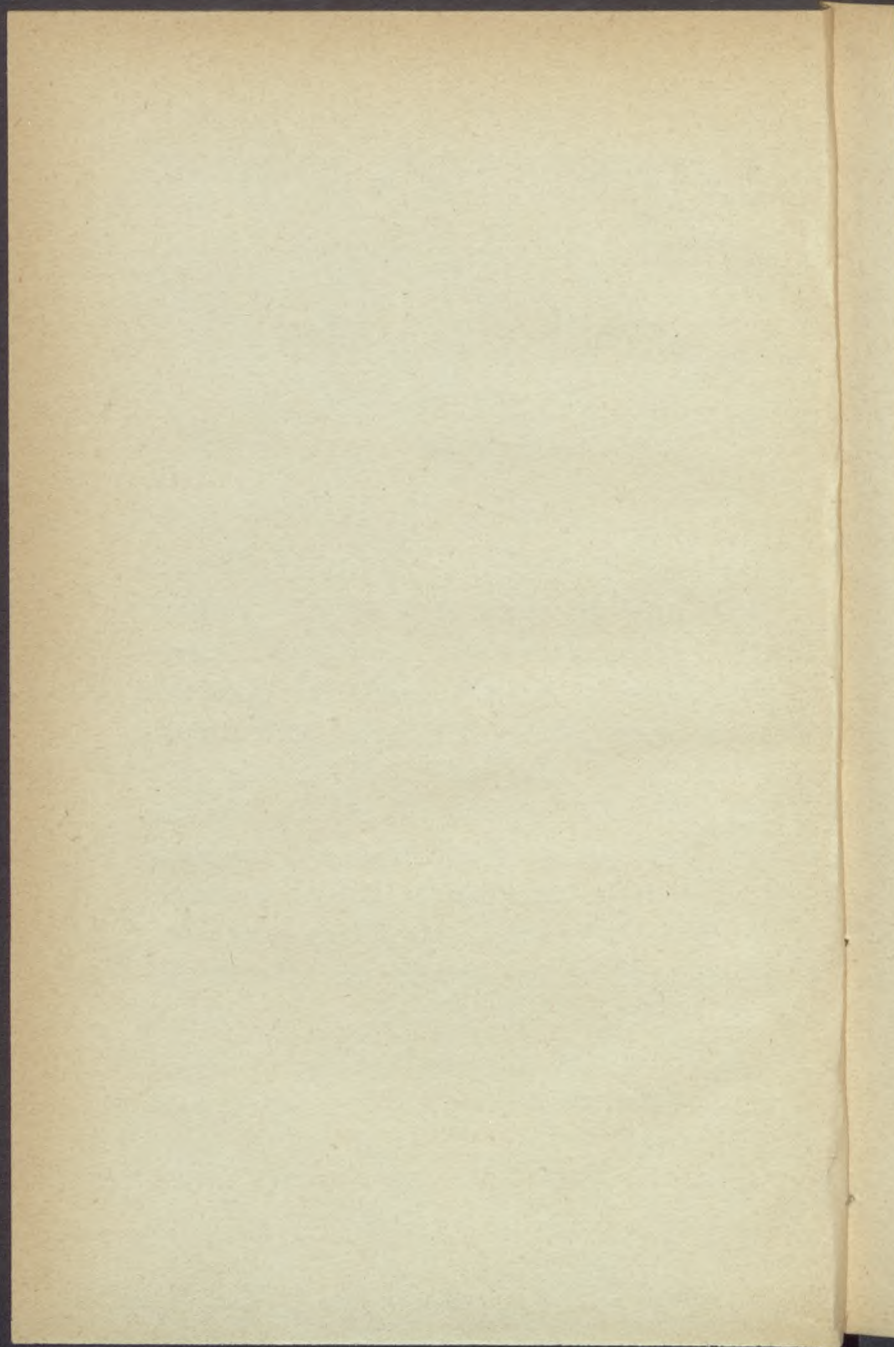


M. N. MUSEUM KUTYVTA
H. Nyom. Nyelvéközpont
1923 év 332. sz.

L'AGONIE D'UN EMPIRE

AVANT-PROPOS

On possède de nombreux écrits sur l'histoire de l'Autriche-Hongrie. Ce sont des travaux de détail, et en général sortis de plumes inspirées par la passion. Au lieu de considérer isolément la vie de ces peuples, l'auteur a donc entrepris d'embrasser d'un coup d'œil d'ensemble, pour ainsi dire à vol d'oiseau, l'humanité bigarrée qui vivait dans les frontières de cette ancienne monarchie. Il s'est efforcé de pénétrer les mœurs publiques et privées, d'entrer dans les pensées, de saisir les sentiments de ces frères ennemis. A travers l'immensité du mensonge imprimé, il a tenté d'atteindre le but suprême de l'historien : comprendre.



PREMIÈRE PARTIE

1814-1848.

CHAPITRE PREMIER

LES GOUVERNANTS

Le 9 juin 1815, on signait l'acte final du Congrès de Vienne. Les calèches emportaient à grandes guides les maîtres du monde, leurs conseillers, leurs comparses. Plus d'un de ces brillants personnages mêlait à la fatigue de ses plaisirs quelque déception dans ses intérêts ou dans ses vanités particulières. Pourtant, ces hommes qui venaient de se poser en régulateurs d'États, s'en allaient tous avec la conviction d'avoir fixé « les bases durables du repos de l'Europe ». Ne venaient-ils pas, en effet, de se mettre d'accord « sur la distribution des pays rendus disponibles par la dernière guerre »¹ ? Ils s'étaient plu à tailler les limites des États selon la part que leurs maîtres avaient prise

1. Protocole de la Conférence, cité par H. Houssaye, 1815. 424.

à la lutte contre Napoléon ; chaque prince avait été récompensé suivant l'empressement qu'il avait montré à abandonner la fortune chancelante du « Corse », dans la mesure de ses relations et de son adresse à bien placer ses générosités.

Pour ces courtisans et généraux le territoire était tout, l'homme n'était rien. Ils considéraient l'État comme la propriété particulière du monarque. Ce droit de possession du souverain était désigné du nom pompeux d' « autorité de droit divin ». La Révolution française et Napoléon lui-même avaient bien porté une grave atteinte à ce principe. Mais aujourd'hui — après vingt-trois ans de lutte — la France républicaine et impériale était vaincue, l'ordre était rétabli, et l'on assignait à chacun sa part dans l'Europe remaniée, sans tenir compte le moins du monde des nations.

Ce grand Conseil de l'Europe marquait l'apogée des Habsbourg et de leur métropole. Le chancelier Metternich avait présidé le Congrès à Vienne. Et c'est à la maison d'Autriche que revint la part du lion dans les traités de 1815.

A l'exception de ses terres de Souabe et de la Belgique, elle recouvrait toutes ses provinces perdues. Désormais ses possessions comprenaient dans leur intégrité les Etats héréditaires d'Autriche : c'est-à-dire les archiduchés de la Haute et de la Basse Autriche, la Styrie, la Carinthie, le Carniole, l'Istrie, le Tyrol ; les pays de la Couronne de Bohême : la Bohême, la Moravie, la Silésie ; un

tiers de la Pologne : la part attribuée à l'Autriche dans le démembrement de ce royaume. Au titre de rois de Hongrie, les Habsbourg régnaient sur la Hongrie, la Transylvanie, la Croatie. Les heureuses négociations de 1815 leur rendaient le Milanais, leur donnaient le Mantouan ainsi que la Vénétie. Des princes de leur sang réoccupaient les trônes de Modène et de Toscane. En cas de guerre la maison d'Autriche disposait de leurs armées. Ces États et celui de Naples s'engageaient à gouverner leurs pays selon les principes du Conseil de Vienne. A part le Piémont, l'Italie devenait un fief de l'Autriche.

En 1806, au moment de ses revers, François I^{er} avait dû déposer la couronne du Saint-Empire Romain Germanique ; deux ans auparavant, il avait pris la dignité d'empereur d'Autriche. Aujourd'hui, sa fortune relevée, l'Autriche reprenait sa place à la tête de la Confédération germanique qui succédait au Saint-Empire. L'Empereur redevenait un des premiers personnages de la chrétienté. Son autorité allait jusqu'au Rhin. Son domaine s'étendait des terres pontificales à la Russie, de la Suisse à la Turquie. Deuxième État du continent par sa superficie et par le nombre de ses habitants¹, l'Au-

1. En 1815, l'Autriche et la Hongrie couvraient 668.000 kilomètres carrés et comptaient 28 millions d'âmes. La Russie était supérieure à la monarchie des Habsbourg par son territoire, la France par le chiffre de sa population. V. Himly, *Histoire de la formation territoriale des États de l'Europe centrale*. Paris, 1896. I, 462.

triche occupait le premier rang par sa situation internationale et sa puissance effective.

Cette Autriche était le fruit de trois siècles d'effort. Au seizième et au dix-septième siècles, cet effort présente un caractère de violence : c'est la guerre permanente, aggravée par les fureurs de la religion. Les passions religieuses servent d'armes aux puissances adverses. Louis XIV révoque l'Édit de Nantes ; toutefois, ils s'allie avec le Turc et les calvinistes de Hongrie contre les Habsbourg. L'Autriche, « le colosse angélique », — ainsi que le surnomma un jésuite contemporain, — se coalise avec l'Angleterre et la Hollande protestantes. Au dix-huitième siècle, tout s'adoucit, tant la guerre que les dissensions religieuses. Une longue ère de prospérité s'ouvre pour l'Autriche.

Jadis, de la Méditerranée aux Carpathes, il y eut une civilisation florissante. Le Turc et les discordes intérieures la détruisirent. De 1473 à 1708, on n'imprima pas à Bude. Quelle éloquence dans ces deux dates, et dans ce long espace de temps, que de maux, que de sang, que de fleurs humaines éteintes ! L'Autriche, la Bohême et les régions occidentales de la Hongrie eurent moins à souffrir. C'est d'elles que la maison d'Autriche tirait ses ressources pour reconquérir le Danube. Quand, enfin, elle y parvint, les Habsbourg du dix-huitième siècle, Charles, Marie-Thérèse, Joseph et Léopold, se mirent à construire sur les décombres. Sans doute, aucun n'échappa aux préjugés de son

temps : ils travaillaient à augmenter les ressources intérieures afin d'être en mesure d'accroître les possessions de la Couronne en profitant des conflits du dehors. Cependant, ils furent tous utiles et humains ; leur œuvre apparaît vaste et féconde : ils créèrent des institutions, ils augmentèrent le bien-être, ils assurèrent à leurs sujets la paix intérieure et une organisation de défense commune.

Dans cette tâche, la maison d'Autriche sut aussi bien utiliser les étrangers que les indigènes. Eugène de Savoie, petit-collet dédaigné à Versailles, devint un des grands architectes de cet appareil gouvernemental. Des Français, des Allemands, des Italiens, des Hongrois, des Tchèques, des Polonais, des Espagnols, des Wallons, des Flamands, des Irlandais, contribuèrent à le développer et à le diriger. De toutes les frontières des territoires agglomérés que l'on appelait l'Autriche, arrivaient constamment dans sa capitale des hommes que le service de la maison des Habsbourg fondait dans le même moule.

Toutefois, les conditions ethnographiques, les traditions nationales, les énergies locales empêchèrent toujours l'empire des Habsbourg de se transformer en une monarchie centralisée, comme la France ou la Prusse. Chaque pays avait à cœur de conserver ses usages et les traditions du passé. En province, on n'avait de sens que pour le particulier. A Vienne, les dirigeants ne considéraient que l'ensemble. Ces courtisans, ces officiers, ces

magistrats ne connaissaient d'autre but que de combattre le morcellement de la Monarchie et de lui maintenir son rang de grande puissance. Ils n'avaient l'œil que pour la manœuvre, rangés sur le pont de commandement autour du souverain. Aussi le caractère du monarque n'exerçait pas moins d'influence sur les destinées de l'Autriche que la volonté du chef de la communauté dans une demeure patriarcale.

Quatre personnalités remarquables s'étaient suivies sur le trône de l'Autriche. Leur successeur, François I^{er}, ne possédait que les vertus étroites d'un père de famille à l'ancienne mode. On le voit apparaître, enveloppé de son éternelle redingote, au lendemain de la révolution, et il ne s'efface qu'à la veille du grand bouleversement de 1848. Sous la simplicité de son extérieur et de ses manières, François restait le descendant l'une lignée qui avait fait la loi au monde. Avec cela, le sort de la maison de France avait laissé une empreinte ineffaçable sur l'esprit de ce neveu de Marie-Antoinette. Enfin, par tempérament, il était enclin à confondre le progrès avec l'anarchie, la liberté avec le désordre. Cette méfiance contre les novateurs et particulièrement contre les intellectuels s'accrut chez lui avec l'âge. « Je ne veux pas de savants, je veux seulement de bons sujets », voilà les encouragements qu'il adressait en 1819 aux professeurs venus pour le haranguer¹. Un jour son vieux médecin, le baron

1. J. Beidtel. *Geschichte der Oesterreichischen Staatsverwaltung*. Innsbruck, 1896. II, 95,

Stift, lui dit : « Votre toux ne m'inquiète pas, Sire. Vous avez une excellente constitution. » Mais l'Empereur, vivement : « Dites, bonne nature ou bonne complexion. Il n'y a pas de bonne Constitution. »

François I^{er} craignait les intelligences actives et les tenait à l'écart. Il étendait cette règle jusqu'à sa propre famille. Ses préférences allaient à la routine laborieuse, tant au regard de l'État que pour ses affaires intimes. On ne lui connut pas de maîtresse ; toutefois, il remplit assidûment auprès de quatre impératrices ses devoirs d'époux, devoirs qu'il faisait précéder par un petit concert où il tenait la partie de violoncelle. Ce goût du violoncelle était le penchant le plus vif de l'empereur. Lors de l'entrée solennelle des Alliés à Paris, il chargea le général Schwarzenberg de l'y représenter. Quant à lui, demeuré dans une bourgade de l'Ile-de-France, il termina cette journée solennelle l'archet à la main.

Son chancelier, le prince Metternich, Rhénan qui s'était élevé à la place suprême dans cette cour altière, eut à lutter sans cesse contre des préventions et des rivalités. « Nul n'a confiance en lui, sauf l'Empereur », écrivait à son sujet le grand-duc de Weimar pendant le Congrès de Vienne¹. Metternich réussit à conserver son crédit grâce à la méthode traditionnelle des courtisans : il s'efforçait

1. A. Fournier, *Die Geheimpolizei auf dem wiener Kongress*. Wien, 1913. 77.

toujours de s'associer aux vœux intimes du maître.

François rendait justice à sa virtuosité en matière diplomatique et lui laissait les coudées franches pour la politique extérieure. Quant au reste, l'Empereur en disposait lui-même. L'ennemi intime du chancelier, le comte Kolowrat, descendant d'une grande famille de Bohême, avait l'oreille du souverain pour les affaires intérieures. Metternich n'exagérait pas quand il dit, après sa chute : « J'ai quelquefois tenu l'Europe dans mes mains, l'Autriche jamais ». Le système d'arbitraire cauteleux, auquel on a attaché son nom, n'était pas son œuvre. Colloredo, gouverneur, et, par la suite, ministre de l'empereur, en fut l'initiateur. François le développa ; Metternich l'adopta. Il ne l'approuvait pas sans réserves. Toutefois, courtisan dans l'âme, il n'attribuait que peu d'importance aux murmures des petites gens qui s'agitaient en dehors de l'enceinte privilégiée du Palais et des ambassades. Ses rivaux, ses collaborateurs, se calfeutraient, eux aussi, dans cette vie de château. Parfaitement versés dans les affaires de cabinet et dans les particularités de la haute compagnie européenne, mais peu informés de ce qui se passait dans les régions inférieures, ils allaient, le sourire aux lèvres, au-devant d'un avenir incertain. Pour ces gens de cour et de chancelleries, tout se réduisait à des questions de personnes.

II

Tel était l'esprit des gouvernants de l'Autriche au début du dix-neuvième siècle. Leur politique intérieure consistait à imposer une obéissance passive aux diverses classes et à tirer d'elles, au moyen du grand appareil administratif, les ressources nécessaires pour maintenir cet empire à la tête des puissances.

L'administration autrichienne avait fait ses preuves et possédait ses quartiers. Depuis trois siècles, de l'Espagne aux Flandres, de l'Italie à la Pologne, l'Europe entière lui fournissait des hommes rompus aux affaires. Les abus et les rapines disparaissaient avec leurs auteurs ; mais la grande œuvre de civilisation et de colonisation, fruit de l'effort collectif et de l'expérience accumulée de plusieurs générations, demeurait et prospérait. Depuis que le Turc avait été repoussé, les vastes espaces repeuplés, les Habsbourg géraient l'immense domaine à la manière bénigne d'anciens seigneurs. Les « nouveaux riches » du Brandebourg, âpres et hardis, humilièrent et dépouillèrent Marie-Thérèse. Son fils, Joseph II, voulut frapper Frédéric en s'appropriant ses méthodes. C'est pourquoi Joseph II imprima une allure vertigineuse au carrosse de l'ancienne Autriche. Les vieux serviteurs murmuraient, les ressorts grinçaient, les essieux menaçaient de sauter. Mais soudain la

mort arrachait du siège le prince réformateur. Le carrosse se mit au pas, et désormais il n'avancait que grâce à la placidité de l'attelage et à l'empressement des laquais qui sautaient du siège pour pousser à la roue, ou, plutôt, pour donner l'illusion de contribuer à la marche du véhicule. Cent quarante mille fonctionnaires civils se chargeaient de cette besogne. Les administrations centrales s'abritaient dans ces pompeux hôtels dont le goût du dix-huitième siècle avait enrichi Vienne. Les lourdes cariatides qui flanquaient les portes de ces édifices semblaient les gardiennes jalouses d'un esprit archaïque. La routine, la prudente lenteur, le culte des formes et du style vétuste régnaient dans ces lieux. On y consommait, prétendait la malignité publique, la moitié du papier que produisait l'empire. Et l'on n'y exécutait jamais la veille ce que l'on pouvait laisser pour le lendemain.

Ces fonctionnaires n'avaient aucun rapport avec le peuple ; le personnel des domaines seigneuriaux ou des municipalités leur servait d'intermédiaires. Ils n'avaient aucun accès auprès du souverain, à moins de s'élever au sommet de la hiérarchie. Ce n'est guère que les chefs de division qui paraissaient devant le monarque. Celui-ci entendait le Conseil d'État avant d'agréer leurs propositions. Souvent, il prenait ses décisions sur l'avis de quelque familier qui ne remplissait aucune charge publique. Mais l'Empereur préférait traiter les affaires par écrit. Cette manière s'accordait mieux avec sa

nature hésitante et méticuleuse. Les dossiers accumulés lui donnaient la satisfaction du devoir accompli. Cette paresse active ne fit que s'accroître avec l'âge. On eût dit qu'une main invisible avait tracé dans le cabinet de François I^{er} la fameuse devise des gratte-papier :

« Quod non est in actis, non est in mundo. »

(Ce qui ne se trouve pas dans les dossiers n'existe point.)

Chaque matin, l'Empereur trouvait sur son bureau les rapports de la police. Depuis 1792, un ministre particulier dirigeait ce département. Metternich lui-même reconnaissait que la police était devenue « un des principaux instruments du gouvernement »¹. Tout était soumis à une surveillance minutieuse : les convictions politiques et religieuses, les propos, les lectures, les mœurs, jusqu'aux lambeaux de papier jetés au panier. Le « Cabinet noir » et ses succursales de province, les « loges de postes », interceptaient toutes les correspondances, voire celles de l'impératrice². « Je vous prie, dit un jour l'ambassadeur d'Angleterre à la chancellerie de Vienne, faites diligence et envoyez-moi mes lettres dès que vous les aurez lues³. » Sur l'avis du préfet de police de Milan,

1. Hubner. *Une année de ma vie*. Paris, 1894. 49.

2. M. H. Weil. *Les dessous du Congrès de Vienne*. Paris, 1917. II, 67.

3. Stanhope. *Conversations with the Duke of Wellington*. London, 1889. 226.

Metternich refusait l'exequatur à Stendhal, nommé consul à Trieste, mais qualifié, dans un rapport secret, « d'homme irréligieux, révolutionnaire, ennemi de la légitimité et de tout ordre politique »¹. Et Saint-Aulaire, secrétaire à l'ambassade de France à Vienne, écrivait en 1834 : « Je me suis fait à la police d'Autriche comme Mithridate au poison »².

Un gouvernement rigide, une bureaucratie fossile, une police tracassière, ce n'étaient pas là des traits propres à l'Autriche. A cette heure, le même esprit, les mêmes institutions fleurissaient dans presque tous les pays du continent. Mais ce qui marquait l'empire de François d'un caractère particulier, c'était une sorte de quarantaine de l'intelligence, ou, selon l'expression de Metternich : « la fermeture morale des frontières contre l'étranger ». Un de ses intimes, l'ambassadeur Hubner, a retracé avec beaucoup de vivacité l'aspect de ce singulier système³. Et Karl Marx en a laissé un tableau presque identique à celui du diplomate.

« Les Universités, rapporte Marx, étaient organisées de manière à ne produire que des spécialistes, toutefois sans donner cette libre instruction que répandaient les Universités étrangères. Il n'y avait pas de presse, excepté en Hongrie ; cependant

1. Bettelheim. *Stendhal Consul in Triest*. *Suddeutsche Monatshefte*, 1912.

2. Barante. *Souvenirs*, Paris 1895. V, 138.

3. Hubner. *Ouvr. cit.* 19.

les journaux hongrois étaient prohibés dans les autres parties de la Monarchie. Aux frontières, une chaîne de censeurs, renforcée d'un cordon de douaniers, montaient la garde. Aucun livre, aucun journal ne parvenait en Autriche, sans subir deux ou trois examens et à moins d'être exempts de la plus légère souillure du mauvais esprit du temps¹. »

Déjà en 1795, on avait ordonné la suspension des cabinets de lecture. Peu après, on interdisait le colportage des imprimés. Grâce à la vigilance de la censure, il ne paraissait en Autriche pas un seul ouvrage contenant la moindre critique du gouvernement. Celui-ci tenait la régie de l'opinion comme celle du sel ou de la monnaie.

« Pendant trente ans, ajoute Marx, à partir de 1815, ce système fonctionna avec un résultat surprenant. L'Autriche restait presque inconnue à l'Europe, et l'Europe n'était pas plus connue en Autriche. On adorait l'Empereur, et les faits semblaient donner raison au vieux François, qui finissait par déclarer avec complaisance, chaque fois que des doutes sur la stabilité de ce système lui passaient par la tête : « Allons, il nous survivra toujours, à moi et à Metternich ».

La mort de l'Empereur, en effet, ne changea rien aux choses. Son héritier, Ferdinand, respecta la dernière volonté de son père qui lui enjoignait de s'en tenir à ses principes et de garder ses con-

1. Karl Marx, Articles publiés dans la *Tribune* de New-York en 1851.

seillers. « Vraiment, se serait-il exclamé le lendemain de son avènement, ce ne serait pas chose difficile de régner, si ce n'étaient ces diables de signatures! » Ses fonctions de souverain se bornaient là. « Le nouvel empereur d'Autriche, consignait en 1833 dans son journal l'impératrice de Russie, est si misérable de corps et d'âme, qu'il convient de le considérer comme une poupée installée sur le trône¹ ». On institua un conseil de régence, la « Conférence d'État ». Metternich, Kolowrat et deux archiducs en faisaient partie. L'un, François-Charles, bien qu'héritier de la couronne, ne demandait qu'à s'effacer. L'autre, Louis, le doyen de ce conseil, était un François I^{er} maussade.

Ainsi, dans cet empire, grâce à un appareil immense et complexe, un gouvernement de vieillards s'évertuait à arrêter le temps. L'Autriche n'avait plus d'hommes. Pourtant elle conservait ses institutions, cette large voie créée par le travail opiniâtre des prédécesseurs. Tous les peuples en bénéficiaient. Mais ces bienfaits leur semblaient aussi naturels que les avantages du réseau des chaussées, dont l'utilité essentielle n'apparaîtrait que s'il était détruit par un cataclysme. Ces nations ne tiraient que peu de matière à reconnaissance des services permanents rendus par le vaste engrenage de l'Autriche. Elles ne voyaient que la

1. Schiemann. *Geschichte Russlands unter Nicolas I.* Berlin, 1904. III, 276.

médiocrité des gouvernants et les sacrifices qu'imposaient aux parties le maintien de l'ensemble. Pour ces peuples, la monarchie des Habsbourg constituait la vie quotidienne; en face d'elle se dresse une immense espérance collective : la nationalité.

CHAPITRE II

LES PEUPLES

I

Dans la lutte de l'ancienne société avec Napoléon, les peuples avaient sauvé les rois. Du bronze des canons pris aux Français, on fit frapper des médailles qui portaient la légende : « *Europa liberata asserta* ».

La réalité ne répondait guère à cette pompeuse devise. « Jamais les nations n'ont été plus méprisées, foulées aux pieds d'une manière plus irritante pour elles », — écrivait Joseph de Maistre en 1815. Et un témoin encore moins suspect de jacobinisme, l'archiduc Jean, frère cadet de François, consignait dans son journal : « On a éveillé les peuples, on a fait appel à leur énergie. On a tonné contre l'arbitraire, on a fait des promesses, on les a éclairés sur leurs droits, sur leur nationalité, bref on a appris aux peuples à penser, à désirer, à réclamer, à connaître leur puissance. Comment pouvait-on espérer le retour de l'ancien état de choses? Et les procédés dont on usa pour arriver à cette impossi-

bilité, n'étaient-ils pas des moyens qui devaient produire des résultats contraires? ¹ »

En effet, dans tous les pays, les fils des hommes qui avaient vu la Révolution et versé leur sang dans les campagnes de l'Empire se préparaient à l'assaut contre l'ordre établi par le Congrès de Vienne. Deux forces travaillaient les foules. L'une était l'éternelle poussée sociale, le désir de la bourgeoisie d'obtenir l'égalité avec la noblesse. Les idées de la Révolution française, les changements économiques, enfin la contrainte exercée par les gouvernements, donnaient un élan irrésistible à ce mouvement que les contemporains désignaient du nom de libéralisme. L'autre force, la nationalité, était fille du siècle. L'antique amour du terroir, l'instinct de la liberté, le besoin de domination, l'intuition que les intérêts personnels de l'individu dépendaient du crédit moral et matériel de la collectivité, tout cela engendrait un sentiment qui tenait à la fois de l'esprit de cité et de la ferveur religieuse. Une solidarité enthousiaste associait les êtres grands dans la même atmosphère, cette solidarité allait à travers le temps et l'espace vers les groupes d'origine ou de langue commune, et faisait vibrer des millions de cœurs à l'unisson. Ce grand sentiment collectif vit le jour dans la classe moyenne; il s'empara peu à peu de l'aristocratie cosmopolite et se répandit parmi le petit peuple urbain, toute-

1. *Mémoires de l'archiduc Jean*. Oesterreichische Rundschau. 1908.

fois sans pénétrer encore les campagnards illettrés. Avec cette conscience de la nationalité naissait une puissance comme il n'en avait pas surgi depuis les guerres de religion. De même que les dissensions religieuses avaient été exploitées jadis à l'usage des rivalités dynastiques, les passions de la nationalité, elles aussi, serviront d'armes de combat dans les luttes qui vont diviser l'Europe.

Aussi, pour suivre les mouvements de ces mosaïques de peuples qui constituent l'Autriche, faut-il que la pensée se porte tantôt dans les profondeurs où se préparent les grands combats du siècle, tantôt vers le Rhin, vers Pétersbourg, vers les pôles d'attraction des diverses nationalités.

II

Depuis le moyen âge, les Habsbourg étaient souverains honoraires de l'Empire Germanique. Ils allaient se faire couronner à Francfort. L'empereur d'Autriche demeurait chef de l'Empire sans être le maître. Néanmoins, le Sud et l'Ouest de l'Allemagne formaient pour ainsi dire des provinces morales de Vienne. Cette capitale apparaît comme une sorte d'Espagne à demi germanique et poudrée à la française. Sans doute, la langue de l'administration était l'allemand. Joseph II s'évertuait à généraliser son usage. Mais il imposait cette langue sans la moindre tendance intellectuelle ou natio-

naliste, comme il eût prescrit aux bureaux l'emploi d'un papier uniforme.

Ce furent les guerres de l'Allemagne contre Napoléon, cette levée commune contre le conquérant étranger, qui éveillèrent le sentiment germanique. Les littérateurs, les universités le cultivèrent avec amour. De l'Allemagne, il se répandit sur les rives du Danube.

Aux yeux des amis du progrès en Autriche, l'Allemagne n'était pas seulement le berceau de leur race, le centre des lettres et de la science allemande; c'est de là qu'ils attendaient le signal de leur émancipation politique.

Dans cette Allemagne, volière de trente-quatre souverains, la contrainte pesait pourtant moins qu'en Autriche. Sur le Rhin, dans les provinces du Sud, la France avait détruit la féodalité et semé des germes d'idées libres, voire républicaines. L'Autriche libérale comptait sur l'Allemagne démocratique pour l'heure décisive. Et plus d'un, parmi ces Autrichiens, ébauchait des rêves d'une commune patrie sur la base d'une commune liberté.

L'Autriche officielle possédait, elle aussi, de puissants intérêts en Allemagne. Elle présidait toujours la Confédération Germanique. Mais d'un côté, c'était l'esprit du siècle qui minait son ascendant; de l'autre, c'était la Prusse. La Sainte-Alliance subsistait encore. L'Autriche et la Prusse restaient coalisées pour faire respecter l'ordre politique et social fixé par le Congrès de Vienne. Cependant cette riva-

lité pour la primauté en Allemagne augmentait l'initimité amassée entre ces deux puissances depuis les jours de Frédéric. Des traditions séculaires, les ressources réunies de l'Autriche, de la Hongrie, de l'Italie, le suffrage des dynasties et des populations catholiques, constituaient les titres des Habsbourg. La Prusse, logée au cœur de l'Empire, avec cela entièrement germanique, se targuait de sa situation, de son homogénéité et de la solidarité protestante. Mais ces confédérés, suivaient-ils la bannière des Habsbourg ou celle des Hohenzollern, l'enseigne des conservateurs ou celle des libéraux, ou bien même le drapeau rouge, ils se rencontraient tous dans un sentiment commun : l'enthousiasme pour la nationalité germanique.

Pourtant, chez les autrichiens de sang allemand, ce sentiment s'alliait ou se heurtait à un patriotisme autrichien. Patriotisme d'une essence à part, c'était le *genius loci* du vieux manoir, l'esprit de famille qui dirige les prudents et ne cesse d'agir inconsciemment sur les téméraires.

Vienne fut le lieu de naissance et restait le centre de gravité de cet austrianisme. Dans la vieille France, la Cour et la ville formaient deux mondes distincts. Dans l'ancienne Autriche, Vienne réunissait Paris et Versailles. On y retrouvait les grands qui montaient en carrosse, les intendants qui gouvernaient les provinces, les négociants qui faisaient rouler les écus. Les principaux magistrats y siégeaient; la robe et l'épée considéraient cette ville comme

leur terre promise ; nobles et roturiers y accouraient pour leurs affaires ; c'est là qu'aboutissaient les fils qui dirigeaient l'immense troupeau humain.

A Vienne, dans les États héréditaires et dans les Alpes, on était « autrichien » comme les sujets de Louis XIV étaient français ; le dévouement au prince et l'amour de la patrie ne faisaient qu'un. Ces sentiments étaient bien plus complexes et muables pour le reste des peuples où chacun gardait ses traditions et ses affections propres. Elles étaient foncièrement catholiques et conservatrices en Styrie, en Carinthie, et surtout en Tyrol. Là, après les guerres napoléoniennes, pour récompenser ces montagnards de leur héroïque persévérance, le gouvernement de Vienne avait renoncé à la conscription et admis les députés des cantons ruraux à siéger aux États provinciaux. Ces Tyroliens ne souffraient aucune ingérence étrangère dans leurs affaires, aucun changement de leurs anciens us et coutumes. Cependant, ils respectaient leurs prêtres et vénéraient l'Empereur. Ces populations autrichiennes lui étaient profondément dévouées. Il en était de même pour les habitants de la Bohême et les Marches méridionales de la Monarchie, toutes de fermes soutiens du Conseil de Vienne.

III

Depuis 1526, la Bohême et la Hongrie faisaient partie de la Monarchie. Chacun de ces deux

royaumes avait possédé une civilisation particulière et connu de hautes destinées. Le danger turc et les troubles intérieurs les incitèrent à s'abriter sous le sceptre des Habsbourg. Le duel du pouvoir central contre les États généraux, que l'on vit dans toute la chrétienté, prit dans ces pays l'acharnement d'une guerre d'indépendance contre la domination étrangère. Cependant, son issue ne fut pas la même dans les deux royaumes.

Tandis que la Hongrie résistait à des assauts séculaires, la Bohême, plus exposée, moins étendue¹, moins forte et moins heureuse, succombait dans la mémorable bataille de la « Montagne Blanche », en 1620. Les grands domaines allèrent aux partisans des Habsbourg. La bourgeoisie émigra, déchut ou se confondit dans le flot des colons allemands. Le vainqueur imposa au royaume tchèque le régime des États héréditaires d'Autriche.

Mais dès la fin du dix-huitième siècle, en Bohême tout comme en Hongrie, la langue, la littérature prenaient un essor remarquable. On faisait revivre les souvenirs des anciennes grandeurs, toutes les pensées allaient à la restauration nationale. Cependant, les conditions si dissembla-

1. La Hongrie, avec la Croatie-Slavonie, mesurait 322.000 kilomètres carrés. (La Croatie-Slavonie 43 mille km. carrés.) Le territoire de la Bohême était de 52 mille km., celui de la Moravie de 22 mille km., enfin le tronçon de la Silésie que l'Autriche conserva après la guerre de Sept ans, cinq mille kilomètres carrés.

bles des deux pays imprimaient à ce mouvement un caractère fort différent.

Ce qui subsistait réellement en Hongrie ne restait qu'à l'état lointain de réminiscence en Bohême. Tout y était fondu, jusqu'aux cadres de l'ancien royaume de saint Venceslas. La Bohême proprement dite, la Moravie, la Silésie, formaient des provinces détachées. On les administrait comme les autres provinces de l'Autriche. Comme dans celles-ci, le pouvoir du monarque était illimité. Les Parlements provinciaux ne servaient que pour la parade.

L'idée tchèque apparut dans ces contrées pour ainsi dire comme une croyance religieuse. Une poignée d'illuminés la firent revivre. Ils trouvèrent des disciples, quelques protecteurs parmi la noblesse, des fidèles dans la classe moyenne. Ces initiateurs étaient des hommes de cabinet, l'imagination surchauffée par l'étude. « Savants modestes, — écrivait Mickiewicz, — pauvres, laborieux, et qui nous rappellent le dévouement des Pères de l'Église; ils aiment la nationalité comme ces saints hommes aimaient la religion¹. »

Un tiers de la population du Royaume, la majorité de la bourgeoisie, étaient allemandes. Ces animateurs tchèques eux-mêmes sortaient des universités allemandes et mêlaient la pensée de leurs voisins aux débris pieusement recueillis du patri-

1. *Les Slaves*. Cours professé au Collège de France, 1842-44. Paris, 1914. 23.

moine national. Bourgeois tudesques, patriotes tchèques s'entendaient comme des citoyens de la même classe, élevés dans des opinions différentes. Ils vivaient en bonne intelligence, n'ayant pas à se disputer le pouvoir, inaccessible aux uns et aux autres.

A ses débuts, le mouvement tchèque paraît essentiellement intellectuel. L'histoire et l'archéologie lui servaient d'inspiratrices. Elles mettaient en évidence que tous les Slaves étaient rejetons de la même souche commune ; elles engendraient à l'égard de la lignée entière une sorte de fraternité spirituelle. Le passé, habillé de couleurs éclatantes, entretenait l'espoir d'un glorieux avenir. « Dieu montrera au monde de grandes choses par les Slaves et chez les Slaves, — annonçait l'abbé Dobrovsky dès 1795. Le royaume de Bohême s'étendra et s'agrandira. La Pologne, qui a été punie pour avoir négligé sa langue maternelle, refleurira ; l'empire russe étendra ses limites jusqu'aux frontières de l'Inde et de la Perse ; les Slaves reprendront leurs anciens territoires¹. »

Ce messianisme ne se manifestait pas seulement dans la Bohême riche et cultivée. On le retrouve chez tous les fragments de peuple de la Monarchie et jusque chez leurs frères sujets de l'empire ottoman. Pour la génération qui entra en scène vers 1830, le renouvellement national ne semblait

1. Denis. *La Bohême depuis la Montagne Blanche*. Paris, 1903. II, 65.

qu'une première étape. Et au-dessus de ces rêves flottait une utopie collective : la chimère de réunir tous les rameaux de la race sous l'égide de la seule puissance slave constituée en Europe, la Russie.

L'ancienne cité de Prague fut le point où se concentraient ces aspirations. Les armées du Tsar y avaient campé pendant les guerres napoléoniennes. On les reçut avec enthousiasme. La paix rétablie, cette ville attirait des savants de toutes les branches slaves, dont quelques-uns étaient parvenus, au cours de leurs études, jusqu'à Kiev ou jusqu'aux couvents du mont Athos. Ces docteurs du slavisme déployèrent une vive activité sur le terrain littéraire. Ils établirent des relations intellectuelles entre les Slaves d'Occident et leur grande sœur de l'Est. Ils préparèrent la voie au mouvement d'idées qui se dessinait autour des coupes dorées de Moscou.

Dans le monde russe, où les préoccupations morales prennent une si large place, il subsistait un fervent intérêt pour les petits peuples frères de religion ou de sang. Deux traits distinguaient cette ardeur des sentiments analogues des autres grands peuples : l'appui que cet enthousiasme trouvait dans l'Église orthodoxe, et l'esprit de croisade qu'il sut mettre au service des ambitions des hommes d'État moscovites.

Ceux-ci étaient imbus de la tradition de convoitise territoriale qui datait de Pierre le Grand. Le

hasard des événements avait beau l'arrêter de temps en temps : on y revenait toujours. Les noms d'Alexandre et de Constantin apparaissaient dans la maison Romanov, symboles de sa persévérance dans cette expansion systématique qui fit d'un pays secondaire le plus vaste empire continental.

L'action religieuse, littéraire et sentimentale du monde gréco-slave était un auxiliaire agité et pas toujours docile de la chancellerie de Pétersbourg. Cette action travaillait les Slaves d'Autriche, de Hongrie et surtout ceux des Balkans. Mais là, Pétersbourg avait à combattre les influences rivales de Vienne et de Constantinople.

Le sultan était le maître de ces chrétiens d'Orient. Naguère, la tyrannie des seigneurs, le mécontentement du petit peuple avaient facilité la conquête ottomane. « Les Turcs sont bons pour le paysan, ils lui promettent la liberté », écrivait en 1463 le roi de Bosnie au pape. Au cours des siècles suivants, le serf chrétien de Valachie ou de Moldavie allait souvent chercher une vie plus douce chez les Infidèles, dans la *Raya* : zone militaire qui entourait les châteaux de frontière turcs¹. Par la suite on appela ainsi tous les serfs chrétiens du sultan.

Jadis, la mansuétude de l'Islam à l'égard des humbles l'aida à établir son règne dans les prin-

1. Jorga. *Geschichte des Rumänischen Volkes*. Gotha, 1903. II, 7.

cipautés danubiennes. A l'époque de sa décadence, le nom de *raya* devient le synonyme de misérable esclave, et la détresse des masses rurales contribuait efficacement à mettre fin à l'autorité de la Porte dans ces régions.

Tout ce qui en Orient appartenait au rite orthodoxe, la force de l'idéal religieux et l'espérance de l'affranchissement l'attachaient à la Russie. Déjà, vers la fin du seizième siècle, un ambassadeur rapportait au Sénat de Venise : « Le sultan craint le Moscovite, car ce prince est orthodoxe ; les peuples de la Moldavie, de la Bulgarie, de la Morée, lui sont dévoués, puisque lui aussi est de la foi grecque. Et ces peuples sont prêts à prendre n'importe quand les armes pour se libérer du joug turc¹. » — « Nous n'attendons de secours de nulle part, excepté de Dieu et de la puissante Russie », écrivait dès 1756 le métropolite du Montenegro. Et les notables serbes mandaient en 1814, après l'échec du soulèvement contre la Turquie, à l'archiprêtre Nénadovic : « ... Si vous n'avez pas d'argent, pourquoi n'allez-vous pas à pied, en mendiant votre pain, jusqu'à ce que vous arriviez auprès du Tsar?... ».

Tandis que le clergé orthodoxe secondait avec zèle la pénétration moscovite dans les Balkans, les catholiques y considéraient les Habsbourg comme leurs protecteurs naturels. Maintes fois, le hasard des campagnes ou des traités avait porté leurs

1. Hurmuzaki. *Documents concernant l'histoire des Roumains*. Bucarest, 1890. II, 69.

bannières dans ces contrées. La convention de Passarovic, en 1718, assurait aux Habsbourg la petite Valachie et la Serbie septentrionale avec Belgrade. Il est vrai que la paix conclue dans cette ville en 1739 leur enlevait ces provinces. Mais la puissance militaire de la maison d'Autriche ne continuait pas moins à exercer un vif attrait sur ces populations guerrières.

Au long de la frontière ottomane de l'Adriatique jusqu'aux confins de la Russie, les Habsbourg avaient établi une chaîne de colonies militaires, des milices permanentes à la manière des Cosaques, qui pouvaient servir et dans la guerre et dans les troubles intérieurs. Sauf quelques districts de Sicules, tribu magyare, dans l'Est, ces gardes-frontières se recrutaient parmi les Croates, les Serbes, les Roumains; les uns descendants d'ancêtres réfugiés devant le Turc en Hongrie, les autres autochtones, tous jouissant d'un sort plus favorable que celui de leurs frères restés *rayas*, avec lesquels ils entretenaient de constants rapports de voisinage et de parenté. Ces « confins » demeuraient dans la dépendance directe du chef de l'armée; ils constituaient une vraie pépinière d'officiers connaissant la langue, les usages de leurs frères balkaniques. Ces derniers tiraient des domaines de la maison de Habsbourg leurs vivres, leurs armes; c'est là qu'ils trouvaient un refuge quand la fortune favorisait le Turc.

Dans *La Serbie délivrée* du poète Obradovitch,

parue vers la fin du dix-huitième siècle à Vienne, se trouve une gravure qui représente Joseph II ôtant les chaînes de la Serbie¹. En effet, longtemps les Serbes mirent leur espérance dans l'Autriche. A diverses reprises Kara-George, le commandant des *rayas* soulevés contre la Turquie, fit des ouvertures à la cour de Vienne. La situation géographique, la civilisation supérieure et la prépondérance matérielle de l'Autriche semblaient contre-balancer, à certains moments, l'emprise religieuse et morale de la lointaine Russie. Pourtant, l'issue de la rivalité des deux puissances ne pouvait être douteuse. L'Autriche pratiquait dans les Balkans une politique de subtile prudence. La Russie lui opposait la force d'une croyance.

Cet ascendant de la cour de Russie sur tous les Slaves d'Occident restait un objet d'inquiétude constante pour les Habsbourg. Lors du Congrès de Vienne, l'empereur François reçut les députés serbes en leur demandant :

— Avez-vous été chez l'empereur Alexandre?

— Nous avons sollicité une audience, répondit l'archiprêtre qui conduisait la délégation, mais il ne nous a pas encore reçus.

— Ah! quelle politique de diables! s'exclama l'Empereur. Il croit que personne ne sait ce qu'ils font avec les Serbes! Et pourquoi ne vous reçoit-il

1. V. Léger. *Nouvelles études slaves*. Paris, 1886. 393.

pas ? Peut-être parce qu'il habite mon palais¹...

De même, lorsqu'Alexandre I^{er} entreprit une course à Bude, on eut des appréhensions à Vienne — nous apprennent les rapports de police — que sa présence n'émût outre mesure ses coreligionnaires de Hongrie². En effet, ce prince vouait à ceux-ci un vif intérêt. L'idée slave, chez lui, apparaît comme un singulier mélange de convoitises de chancellerie à l'ancienne mode et de sincères désirs humanitaires. Son successeur, Nicolas, rejeta tout ce que l'apostolat slave contenait de libéral, il mit le mors à l'enthousiasme slave et fit de son empire le donjon de l'Europe.

Le sentiment slave des tsars avait beau s'adapter aux modes spirituelles du jour, tous étaient inspirés par la même pensée dominante. On rapporte que lord Hervey, parcourant l'Italie, et se trouvant non loin de la mer, traversa une lagune ; il y trempa son doigt : « Ah ! dit-il, l'eau est salée : ceci est à nous ». A Pétersbourg, dans le fond des cœurs, on éprouvait le même sentiment pour tout ce qui était slave de sang ou orthodoxe de religion.

Pendant le règne d'Alexandre et de Nicolas, avec le crédit et le prestige de la Russie, l'ascendant religieux, le patronage spirituel du Tsar augmentait constamment parmi les Slaves de la monarchie des Habsbourg. Cependant, pour le moment, l'accord

1. Grégoire Jakschitch. *L'Europe et la résurrection de la Serbie*. Paris, 1907. 345.

2. Fournier. *Ouvr. cit.*, 423.

des principes, les nécessités des conjonctures diplomatiques, liaient les cours de Pétersbourg et de Vienne. La première se contentait d'exercer un patronage réservé et distant sur les Slaves du Danube. Quant aux Habsbourg, ils considéraient le slavisme comme un élément essentiellement conservateur.

IV

En dépit de trois siècles d'efforts du Conseil de Vienne, la Hongrie gardait les apparences d'un État constitutionnel, et même, en une certaine mesure, elle conservait une liberté effective. Elle devait ces avantages à sa situation géographique, aux révolutions que cette nation avait entreprises pour défendre ses antiques franchises, enfin aux conditions générales de l'Europe. Les Bourbons, rivaux des Habsbourg, aidaient les Hongrois tantôt ouvertement, tantôt secrètement, selon les conjonctures.

Pendant deux siècles, tout comme la Pologne et la Turquie, la Hongrie fut le client et l'instrument de la monarchie française. Une fois l'accord rétabli entre Versailles et Vienne, la politique française cessa ses anciennes liaisons avec la Hongrie. Mais celle-ci avait traversé les pires tempêtes. Elle restait enchaînée dans le cadre de l'empire des Habsbourg. C'était une nation désarmée. Malgré cela, elle persévérerait dans sa vie particulière.

Les fondements et les formes demeuraient indemnes. Les tentatives de centralisation, brusques par accès, récoltant violence pour violence, revenaient la plupart du temps aux procédés respectueux, occultes, caressants. On se gardait de renverser les institutions. Mais, à force de les rogner, le Conseil de Vienne avait fini par réunir dans sa dépendance la guerre, les finances, le commerce, tous les instruments du pouvoir.

Ainsi, trois siècles après sa chute, la Hongrie conservait sa façade. Les articles de la constitution du royaume de saint Étienne subsistaient. Les générations se succédaient dans ce Palais Dormant. Elles prenaient les textes du droit écrit pour des réalités. Cette abstraction était entrée dans leurs entrailles mêmes. C'était là leur force et leur faiblesse.

Grâce à ces dispositions, les Hongrois sauvegardèrent les franchises publiques et les libertés civiles. Lorsque la *Diète*, c'est-à-dire les États généraux, ne pouvait élever sa voix solennelle pour les défendre, on entendait le bourdonnement des assemblées de *comitats*, sorte de cantons, à la fois organes exécutifs de l'État, mandataires des députés et asiles de l'esprit public.

Royalistes républicains à la manière des Anglais, les Hongrois ajoutaient à la ténacité de ceux-ci dans la défense de leurs droits une sorte de hauteur de tribu guerrière, enfin la force et aussi l'exagération que donnent les siècles aux idées.

C'était une tradition classique de la diplomatie secrète de chercher à tirer parti de cet esprit d'indépendance des Magyars chaque fois qu'une puissance se trouvait en conflit avec la maison d'Autriche. Cependant, là où Louis XIV réussit, Frédéric, la Convention et Napoléon échouèrent. Adrien Lézai, que Napoléon avait envoyé en Hongrie vers 1800 pour sonder ce pays, a reconnu avec une parfaite clairvoyance la raison de ces déceptions. Voilà comment il résumait l'état d'âme de la Hongrie : « Ce qui la fait souffrir, ce n'est pas d'être unie, c'est d'être mal unie, c'est de ne plus être comptée que parmi les provinces autrichiennes, après l'avoir été parmi les puissances de l'Europe. Son orgueil, sa prospérité, tout en souffre, mais les rois y perdent aussi; elle ne vaudra pour eux, comme pour elle, tout ce qu'elle peut valoir que lorsqu'ils la gouverneront de Bude ¹. »

Dans l'ancienne Hongrie, les droits politiques constituaient des prérogatives de naissance. Cette société de nobles ne connaissait aucun privilège de race. Elle se renouvelait par une sélection naturelle : elle accueillait dans son sein tout roturier qui se distinguait dans les œuvres de la guerre ou de la paix. C'est ainsi que depuis les temps les plus reculés des milliers de Germains, de Slaves ou de Roumains, tantôt vilains, tantôt immigrés, adoptaient ses mœurs, souvent aussi sa langue, et deve-

1. Chélaré. *Napoléon et la Hongrie*. Revue Britannique, 1897. VI.

naient Hongrois. L'idée de la nationalité et tout ce qui en dérive étaient inconnus. L'étranger ou le serf de n'importe quelle souche se transformait en noble hongrois comme l'habitant des cantons éloignés, attiré par les lueurs d'une grande ville, se métamorphosait en citoyen. De cette façon la société hongroise s'enrichissait de la fleur des peuples qui l'entouraient. La plupart des nations ont grandi par cet heureux mélange.

En raison de cette sélection spontanée, les races que les Magyars avaient trouvées lors de leur établissement sur le sol du royaume, ou celles qui immigrèrent à des époques plus récentes, restaient des populations de paysans et de prêtres. Seuls, les Croates présentaient une exception. Dès le douzième siècle, la Croatie, la Slavonie et la Dalmatie avaient accepté la suzeraineté et suivi la fortune des rois de Hongrie. Cependant la Dalmatie fut incorporée, en 1814, à l'Autriche. Quant à la Croatie-Slavonie, elle restait subordonnée à la Hongrie. Sa situation répondait à peu près à celle d'une province autonome de droit, mais dépendante de fait.

Alors que les Croates demeuraient une nation constituée, le reste des peuples qui habitaient la Hongrie vivait mélangé et dispersé dans le Royaume. Les Allemands venus au moyen âge des régions supérieures du Rhin en qualité de colons, de marchands, de mineurs, avaient fait souche dans les villes. Les Slovaques, les Ruthènes (Ukrainiens), les Serbes et les Roumains menaient

une vie rurale. Quant aux paysans magyars, qui formaient presque la moitié des classes rustiques de la Hongrie, ils subissaient le même sort que les serfs d'autre sang. La nature et la qualité des redevances et des prestations, les rapports du seigneur avec ses sujets ne variaient que selon les coutumes en vigueur dans la région.

Il n'y a pas en Europe de pays où l'élément humain ait été exposé à tant de fluctuations, et où son tassement se soit opéré si tard qu'en Hongrie. De 1526 à 1715, des guerres constantes désolèrent ce pays. Elles transformèrent la plaine du Danube en un vaste désert. La marche en avant du Turc jetait des cantons entiers dans les Carpathes du Nord ou en Transylvanie. Une fois la paix rétablie, ces réfugiés magyars retournaient vers les steppes. Des Slaves, des Roumains quittaient leurs rochers arides pour ces gras pâturages. En 1694, quarante mille familles serbes s'établissaient dans la Hongrie méridionale. Enfin les Balkans, l'Autriche, l'Allemagne, l'Italie, voire la Lorraine, y envoyaient des colons. On évalua leur nombre à deux millions environ. Au cours du dix-huitième siècle, la Hongrie fut le théâtre d'une vraie migration de peuples. C'est ainsi que le temps et le hasard mêlaient et enchevêtraient les races.

Ce berger ou ce cultivateur, de quelque sang qu'il fût, n'avait d'autre souci que son pain et l'Eglise. Souvent on viola sa religion : le seigneur imposait la sienne à ses serfs. Jamais il ne subit de contrainte quant à sa langue et à ses mœurs. Et les émeutes

ou les jacqueries parmi le petit peuple des Marches slaves ou roumaines n'eurent jamais que des causes sociales ou religieuses.

Les préférences de la noblesse et même, au début, celles de la bourgeoisie naissante de ces contrées, allaient à la Hongrie. Les jeunes croates complétaient leurs études dans ses écoles. Le hobereau serbe ou roumain se mêlait à la noblesse des *comitats*. Enfin, le clergé, le commerce et les rares représentants des professions libérales qui constituaient l'ordre moyen de ces peuples, trouvaient un abri sûr dans le Royaume, alors que la misère, l'insécurité et l'absence de toute lumière les attendaient en Serbie ou en Moldo-Valachie. Ici, des principautés à l'encan, le grec devenu la langue de ses exploiters, le roumain relégué au sein du peuple accablé par les exactions; là, les révoltes, les répressions et les guerres civiles alternent sans cesse. En Hongrie, la paix, le bien-être, des traditions d'instruction classique, un mouvement d'idées qui sans doute n'avait pas la force de répandre son éclat jusqu'en Occident, mais assez vaste pour influencer les peuples d'éducation rudimentaire qui l'environnaient. Avec cela, le gentilhomme hongrois qui protégeait les lettres, le savant qui les cultivait, considéraient en quelque sorte la langue, les mœurs du Serbe, du Roumain, du Slovaque, comme les intelligences éclairées envisagent les littératures, les usages régionaux. Ils ne lui refusaient pas leur intérêt sympathique.

La Hongrie fut le berceau de la littérature, de l'esprit national et des Serbes et des Roumains. Même les Slaves d'Autriche profitèrent de ces heureuses dispositions. Presbourg, dans ce temps-là le centre politique de la Hongrie, apparaît comme un des premiers foyers des études slaves¹.

L'imprimerie de l'Université hongroise de Bude mit au jour de nombreux travaux des érudits slaves et roumains. Les nationalités qui se partageaient la Hongrie et les pays limitrophes puisèrent leur civilisation aux mêmes sources que l'ancienne société magyare et souvent elles bénéficièrent de son appui fraternel.

Ces mœurs paisibles, cette collaboration spontanée de tant de peuples mêlés, commencent à se troubler dès 1830. Partout, les revendications sociales prennent des formes nationales. Et comme naguère les passions religieuses de leurs rudes aïeux en cottes de mailles, les passions nationalistes de ces romantiques seront exploitées par les grandes factions européennes en présence.

1. Le lycée protestant de cette ville possédait à partir de 1803 une chaire de littérature tchèque. Le tchèque et le slovaque sont des langues parentes, mais non analogues. Quand les Hussites de Bohême introduisirent le protestantisme parmi les populations de la Haute Hongrie, les Slovaques protestants adoptèrent le tchèque en guise de langue ecclésiastique. Aussi, dans ces régions, les protestants favorisèrent l'étude du tchèque, tandis que le clergé et l'aristocratie catholique encouragèrent de bonne heure la langue du peuple, le slovaque.

V

Dès 1830, de la Baltique à la Méditerranée, on voit bouillonner un instinct national exalté. Hier, par la Révolution, c'était l'individu qui voulait se faire entendre; aujourd'hui, ce sont les nations ou les fragments de nation qui réclament leur droit à la vie.

Naguère, les classes obscures s'en allaient patiemment vers l'existence publique. Ça et là, le talent ou la chance élevait quelques individus de marque à une brillante fortune. Les autres, les générations qui se succédaient, avançaient avec la même lenteur que les idées, les hommes et les choses. Par la suite, la marche générale de l'humanité s'accéléra. Les nouveaux venus réclamaient en masse, avec une hâte fébrile, leur part des biens terrestres. Dans les pays homogènes, cette poussée amena des convulsions sociales; dans les États mixtes, elle prit la forme de rivalités nationales.

Des fils de campagnards ou de pauvres ecclésiastiques apparaissent comme les premiers animateurs du sentiment national. Que de fois ces apôtres furent-ils éclaboussés par les dédains nobiliaires! « Le noyau de notre aristocratie oligarchique, — écrivait Kubeck, fils d'artisan parvenu aux plus hautes dignités, — est en Bohême et en Hongrie, et particulièrement en Bohême, car la Hongrie commence à se transformer en une démocratie de

nobles C'est le népotisme de Bohême qui s'empare des grandes charges, entoure le trône, détruit ou écarte tout ce qui menace sa situation de grand feudataire. De là l'exclusivisme de cette haute noblesse dans les salons et dans les affaires, et son hostilité contre la classe moyenne¹. »

Et le patriote tchèque Joseph Jungmann, précepteur dans la maison d'un de ces orgueilleux seigneurs de Bohême, rapporte qu'à table tout le monde avait devant soi un couvert d'argent, lui seul était tenu à se contenter d'une cuillère en zinc².

Cette cuillère de zinc, symbole de révolte intérieure, se retrouve dans tous les pays de la Monarchie. En Hongrie aussi, dans la vie privée, l'inégalité subsistait toujours entre le noble, fût-il sincèrement libéral à la tribune, et l'intellectuel slave sorti du peuple. De là, la rancune de ce dernier et son désir de rénovation nationale, laquelle comprenait pour lui l'espoir d'un meilleur avenir personnel.

Partout, le mécontentement social se réfugiait dans l'espérance nationale. Ainsi grandissaient dans les profondeurs les forces qui allaient dominer l'Europe. Mais, pour le moment, les rivalités nationales allaient servir d'auxiliaires dans le combat des deux vastes camps qui se disputent le

1. Kubeck, *Tagebücher*. Wien, 1909. I. 2. 333.

2. Jungmann, *Zapiski*.

pouvoir : l'ancien régime et l'opposition libérale.

Tout prédisposait Italiens et Hongrois à s'associer à la dernière. La tutelle de Vienne était plus modérée en Italie que sur le Danube. Néanmoins, pour ces gens du Midi elle paraissait plus importune parce qu'elle était plus récente et plus étrangère. Stendhal consignait dans ses carnets que la Haute Italie attendait avec la patience de la haine le premier moment d'embarras de l'Autriche pour faire cause commune avec les Hongrois¹.

Ceux-ci aussi luttèrent pour s'émanciper du gouvernement de Vienne. La Russie servait de principal auxiliaire à celui-ci. Par contre, le Magyar craignait dans le tsarisme l'autocratie, et détestait en lui l'oppresseur de la Pologne.

Les trois partages de la Pologne n'avaient pu tuer son âme. « La Galicie sacrifierait tout pour redevenir Pologne et ne tient à son souverain actuel que par force », — écrivait en 1806 Roger Damas². Et Gentz, quelques années après : « La majorité des Polonais s'extasie au seul nom du royaume de Pologne³.

La pierre du tombeau était légère du côté de l'Autriche, lourde du côté de la Prusse, accablante du côté de la Russie. Aussi en 1831, les Polonais se soulevèrent contre le régime moscovite. Ils furent écrasés. Mais leur action entraîna un mou-

1. *Promenade dans Rome*. 1829.

2. *Mémoires*. Paris, 1914, II, 37

3. Weil. *Ouvr. cit.*, I, 45

vement d'idées, une effervescence de passions qui firent craquer la charpente édifiée par le Congrès de Vienne. La Pologne devint une sorte d'emblème qui contribua à décider le groupement des diverses nationalités de la Monarchie.

Les Magyars, enthousiastes de tempérament, voisins de la Pologne et dans le passé souvent victimes d'un sort semblable, prirent à cœur plus qu'aucune nation la détresse de la Pologne. Le Parlement de Presbourg avait réclamé une intervention en sa faveur. Les gentilhommières hongroises recueillirent un grand nombre de victimes de la révolution polonaise. Sous l'influence de ces proscrits et de l'esprit du temps, une génération de jeunes Magyars grandit dans des idées de libéralisme romanesque. Les institutions, les traditions du terroir se prêtaient également à leur épanouissement. Le Parlement appartenait à la noblesse et au clergé ; les députés de quarante-neuf villes libres prises ensemble ne disposaient que d'une voix. Pourtant, c'était là une tribune, à ce moment la seule dans la Monarchie entière. Enfin, l'esprit qui prévalait dans cette assemblée corrigeait ce que sa structure avait de vétuste. Ces ordres privilégiés travaillaient à élever en liberté civile celle qu'ils possédaient à titre de monopole. Le Parlement hongrois devenait le chef de file du libéralisme dans l'empire des Habsbourg.

En Bohême aussi, Lord Byron, les journées de Juillet, le martyre de la Pologne, les figures, les

événements qui formaient les étapes du siècle faisaient vibrer les cœurs juvéniles. Toutefois, la Bohême ne possédait pas d'institutions libres, pas de tribune parlementaire. Les opinions libérales avaient fait encore moins de chemin parmi les Slaves du Sud. Les idées modernes pénétraient à peine dans ces provinces éloignées. Une partie de leur territoire constituait des colonies militaires, des milices permanentes, pour lesquelles rien ne comptait en dehors de la personne et du service du souverain. Enfin, tous ces Slaves vénéraient dans la personne du Tsar le chef de leur Église ou bien le protecteur magnanime de leur nationalité. Des monts de Bohême aux bouches de Cattaro, les sympathies moscovites revêtaient l'aspect d'une croyance spirituelle.

Ainsi, à la veille de 1848, la monarchie des Habsbourg présentait le tableau suivant : au sommet, on apercevait le gouvernement central, l'Autriche officielle, ses chefs absorbés entièrement par les préoccupations européennes, les sous-ordres enfermés dans la routine bureaucratique, tous adversaires résolus de l'esprit du siècle et protecteurs du slavisme, qu'ils considéraient comme un élément conservateur.

En Bohême, le réveil national avait débuté par un fécond travail de concentration, des efforts consacrés à l'instruction publique, aux lettres, à tous les moyens qui servent à élever un peuple ; mais, par la suite, ce mouvement prenait une vive

tendance au chimérique. La jeunesse avait pour livre de chevet la *Slavy Dcera* (La fille de la Gloire) de Kollar; ce poète prônait un immense État slave sous l'égide de la Russie et précipitait les ennemis des Slaves dans le feu éternel.

En Croatie, le philologue Louis Gaj prêchait la réunion de tous les peuples de l'Adriatique jusqu'à la Mer Noire, Slovènes, Croates, Serbes et Bulgares, dans une Illyrie plus vaste encore que le royaume éphémère de ce nom fondé par Napoléon. Plus tard le terme « Illyriens », créé par l'administration napoléonienne, fut remplacé par celui de « Yougo-Slaves ».

Aula est pro nobis (la cour est pour nous), chuchotait Gaj à ses partisans¹. En effet, dans ces hautes sphères, on destinait à la Croatie une double mission : au dehors, ce pays slave et catholique devait servir de contrepoids en face de l'expansion russe et orthodoxe dans les Balkans; à l'intérieur, on espérait que les Croates seraient de fermes soutiens contre les Magyars qui donnaient au gouvernement de plus en plus matière à inquiétude.

Le Parlement hongrois demeurerait le porte-flambeau de l'esprit de réforme. Les vœux de l'assemblée législative se rencontraient avec les revendications des nouvelles couches, de sorte que la noblesse éclairée restait le chef naturel du gros

1. Tkalac. *Souvenirs de jeunesse d'un Croate*. Revue Britannique. Paris, 1897. V, 259.

de la nation. Cependant, chez leurs compatriotes non-magyars, l'action slave et l'immense prestige de la couronne attiraient les conducteurs de l'opinion vers l'Autriche. Et ils espéraient trouver leur compte dans le litige entre le Conseil de Vienne et la magistrature hongroise.

« Tout n'est pas faux, dit Metternich au comte de Falloux, au sujet des *Prisons* de Silvio Pellico, mais tout est exagéré¹. » On pourrait appliquer ce mot aux querelles qui divisaient ces nationalités. Il ne faut pas s'imaginer ces groupes comme des phalanges fermes et constantes. Les raisons de divergence étaient atténuées par mille liens invisibles. Ces peuples, tous sujets du même souverain, avaient partagé le même sort depuis une longue suite de siècles. Ils restaient mêlés et confondus jusque dans les passions qui les séparaient.

Ces nationalités s'étaient formées par des apports successifs. Chacune continuait à donner au voisin des idées et des hommes. Souvent, dans la même demeure, les affinités ethniques déterminaient le sentiment national des uns, la nourriture spirituelle celui des autres.

Dans une bourgade de la grande plaine, dévastée par le Turc, et repeuplée seulement en 1715, naissait en 1823, d'un boucher serbe et d'une servante slovaque, le génie le plus original de la poésie hongroise, Petöfi. Le théologien Strossmayer,

1. Falloux. *Mémoires d'un Royaliste*. Paris, 1888. I. 78.

fil d'Allemands de Linz, mais grandi dans une ambiance slave, commençait à sentir que l'infériorité des Slaves lui « rongeaient le cœur ». Dans les maisons blanches à volets verts des campagnes autrichiennes, d'autres étudiants ne rêvaient que de Weimar et de la grandeur allemande. De pâles séminaristes, sortis des montagnes de Transylvanie, évoquaient la Rome antique dont ils se croyaient descendants, et recueillaient pieusement les vestiges de la civilisation latine. Partout le tourbillon des forces morales emportait les âmes au delà des frontières assignées par le hasard de la naissance ou de la loi.

Avec cela, les controverses de la place publique n'arrivaient pas à effacer les attaches de la vie privée. Kollar, le véhément auteur de *Slavy Dcéra*, avait épousé la fille d'un professeur d'Iéna. Kosuth, le plus ardent des Magyars, assistait souvent aux sermons de Kollar, au temps où ce dernier était pasteur de la communauté évangélique de Pest. On se plaisait à colorer, à exagérer démesurément la pensée par goût romantique autant que dans une intention de propagande. Pourtant, ces dissensions ne dépassaient pas les compétitions intérieures communes à chaque État, compétitions que l'habileté gouvernementale, le hasard, le temps apaisent ou remplacent par de nouvelles rivalités. En dépit des bruyantes querelles, la Monarchie demeurait une famille de peuples. Germains, Slaves et Magyars tournoyaient comme dans un

manège de foire où chacun tend le bras vers son devancier sans l'atteindre. Aussi longtemps que l'appareil fonctionne, on en reste au geste. Dès que les secousses de 1848 rompent l'engrenage de la vieille Autriche, tous ces cavaliers se heurteront les uns contre les autres.

CHAPITRE III

LES HOMMES ET LES CHOSES

Grâce à la cour, aux grandes institutions de l'État, aux richesses accumulées, Vienne constituait le centre des affaires et des plaisirs, la foire des nations du Rhin jusqu'en Moldavie. La noblesse d'Autriche, des Allemagnes, d'Italie, de Hongrie, de Pologne, y dissipait ses ducats, y mariait ses goûts et ses filles. Devancés par de lestes coureurs, une canne à grosse pomme d'argent à la main, les lourds carrosses roulaient à travers la foule bigarrée, vers la « Bourg », le château des Habsbourg. L'aspect de la demeure reflétait le caractère des maîtres.

Enfermé au milieu de la ville, séparé des maisons bourgeoises seulement par d'étroites ruelles, le palais impérial présentait un groupe d'édifices de diverses époques. Au-dessus du sombre portail, orné de trophées et de bucrânes, on voyait gravée la date de 1552. Chaque génération avait respecté l'œuvre des devanciers tout en y ajoutant la sienne. La dernière construction était la bibliothèque impé-

riale terminée par Joseph II. Ses vastes proportions, sa vigoureuse sécheresse, respiraient encore la grande volonté morte du fils de Marie-Thérèse.

Depuis Joseph II, aucune personnalité marquante n'avait habité ces lieux. François de Lorraine s'était efforcé d'en bannir la rigidité espagnole. Elle ne réapparaissait qu'aux grandes occasions. Dans l'ordinaire, la famille impériale montrait une simplicité patriarcale. Souvent, à la tombée du jour, on voyait cheminer dans le jardin de fleurs du *Prater* un vieillard conduisant un garçonnet. Sans le profond coup de chapeau des passants, l'étranger ne se serait guère douté que le bonhomme était l'Empereur, et son compagnon « le petit de Madame l'archiduchesse Louise », — c'est ainsi que les Viennois appelaient le fils de Napoléon.

Les grands déployaient bien plus de faste que le souverain. La magnificence, la beauté, la perfection dans les arts d'agrément, habitaient la cour de Vienne. Elle était composée des premières maisons de vingt pays. Celles-ci n'avaient de commun qu'un ton de famille variant selon l'époque et les inclinations personnelles du prince ; le cérémonial ; enfin l'ardent désir des faveurs du maître.

Le français était familier à ces gens de cour. Plus d'un était originaire des Pays-Bas autrichiens. Les révolutions avaient peuplé de Français tant les salons de Vienne que ceux de province, Charles X et la Dauphine, — celle que Chateaubriand appelait l'Antigone de la Chrétienté — égrenaient les jours

dans la résidence délaissée de Prague. Dans un cimetière près de Vienne on lit aujourd'hui encore l'inscription : « Cy-git le fidèle Cléry, dernier serviteur de Louis XVI ».

Princes proscrits, gentilshommes exilés donnaient un léger vernis français à la société autrichienne. Un peu de fougue et de morbidesse lui venaient des palais d'Italie. Vagues parfums, impuissants à vivifier l'air inerte de la cour de Vienne !

Cette aristocratie tirait ses origines de grands services ou de grandes actions. Elle dépérissait dans l'inaction. L'épée, la robe, la fortune élevaient constamment de nouvelles familles dans ses rangs. On les admettait après un stage d'humiliations. Elles y apportaient de la bravoure, du talent, de l'activité. Mais dans l'atmosphère viennoise, ces énergies finissaient aussi par s'engourdir dans une sorte de souriante torpeur.

Le milieu que l'on appelait à Vienne la « deuxième société », n'avait pas plus de nerf que le monde aristocratique. D'ailleurs, ces officiers, ces fonctionnaires, ces négociants, se trouvaient dans une étroite dépendance de la cour. Les marchands, les fournisseurs, les artisans considéraient leur échoppe en quelque sorte comme les communs du Château.

Aux divers échelons de cette société sévèrement hiérarchisée on retrouvait les mêmes habitudes morales, le manque d'élan personnel, toutes les nuances de la soumission, de la docilité discrète

jusqu'à la basse flagornerie, enfin une insouciance excessive des intérêts publics.

Voici le tableau de ces mœurs, tracé par un anglais, le docteur Neale, la veille de la bataille d'Austerlitz :

« Pendant que les préparatifs de cette sanglante tragédie s'achevaient derrière les coulisses, tout allait comme à l'ordinaire dans la galerie, dans les loges et dans l'orchestre. Monsieur le Baron buvait avec Monsieur le Chevalier au succès de la bonne cause, tandis que Madame la Baronne s'amusait le dimanche soir à l'Opéra avec son Excellence. Les allées du *Prater* étaient couvertes tous les soirs de plus de trois mille voitures, et les cris de joie, les éclats bruyants de la gaieté retentissaient plus que jamais sur les bastions et sur les fossés de la ville. Comment pouvait-il en être autrement ? Nous étions au mois d'août, le temps était superbe, et il est rare que des présages douloureux fassent une impression profonde sur les habitants de cette heureuse capitale.

— Quel dommage, me dit un vieil abbé, que des hommes pensent à se battre par un si beau temps !

— Oui, monsieur, mais je ne suis pas militaire.

— Tant mieux pour vous, monsieur, dit un officier autrichien, qui, pendant dix-huit ans, avait languï dans les grades subalternes.

— Je m'inclinai ¹.

1. Adam Neale, docteur en médecine. *Voyage en Allemagne, en Pologne, en Moldavie et en Turquie*. Paris, Gide, 1818. I, 216.

La bonne chère et les plaisirs formaient le souci essentiel des habitants débonnaires de cette métropole. « L'argent qui circule dans Vienne, rapporte un étranger, presque tout acquis sans peine, est dépensé avec la plus grande facilité, avec une espèce de gaité, et on s'applique surtout à satisfaire les sens¹. » Cette sensualité n'avait rien de cérébral. La galanterie était bien moins répandue qu'une sorte de licence sentimentale. D'ailleurs, celle-ci avait une certaine importance sociale : elle constituait un mode de rapports entre les grands et le peuple.

« Tout est permis, écrivait de Vienne un voyageur français, tout y est possible, sauf de diriger son esprit sur les graves et mâles objets d'où dépendent les destinées de l'homme et du genre humain. Des spéculations profondes à Vienne? erreur! De l'enthousiasme? folie! Il faudrait écrire sur les poteaux de la route de Vienne : On ne pense point ici². »

Et le plus indulgent des philosophes, le prince de Ligne : « L'imagination est ici une plante hétérogène. Ici, on ne sent pas le bonheur de l'enthousiasme. »

Il était bien quelques frondeurs : vieux « joséphistes » imbus du rationalisme du dix-huitième siècle; jeunes romantiques secrètement libéraux.

1. *Voyage en Pologne et en Allemagne, fait en 1793*, par un Livonien. Paris, 1807. II, 223.

2. Lherminier. *Au delà du Rhin*. Paris, 1835. I, 70.

Ces derniers passaient le jour à griffonner des vers ou de la prose à l'ombre des piles de dossiers; la littérature ne nourrissant pas son homme, ces mauvais esprits demandaient à l'État la subsistance et la considération. Le soir, réunis à huis clos dans quelque cabaret de faubourg, il arrivait à ces jeunes gens irréfléchis de murmurer entre deux verres : *Austriacum regimen est sicut missa pro defunctis: sine gloria, sine credo, longum offertorium et in fine nulla benedictio*. (Le régime autrichien est comme la messe des morts, sans gloire, sans crédo, un long offertoire et à la fin nulle bénédiction.) Après quoi, effrayés de leur propre audace, ils vidaient leur chope et regagnaient leur logis, en tournant la tête pour voir s'ils n'étaient pas suivis par un espion. Le lendemain, crainte ou remords, ils prenaient contenance de sujets les plus dévoués de Sa Majesté¹.

Il faut lire l'autobiographie de Grillparzer pour se rendre compte de l'état d'âme de ces révoltés timides et de l'atmosphère de contrainte mielleuse pesant sur eux. Seule, la nonchalance propre à ce régime ouvrait des échappées. Grillparzer rapporte qu'il vit souvent des cochers de place lire sur leur siège des livres prohibés.

Le public viennois, peu friand de bonnes lettres, raffolait de spectacles. L'Empereur aussi appréciait ce genre. Sa pièce favorite était la farce d'un

1. Beidtel. *Ouvr. cit.* 1. 56.

certain Stiepanek : *L'Allemand et le Tchèque*. Par contre, François I^{er} dit un jour au Nonce : « Je ne lis jamais de romans. Je n'en ai lu qu'un dans ma vie, *Télémaque* ; mais j'avoue que cette Calypso m'a toujours déplu. »

Le soin des choses de l'esprit restait confiné dans un cercle restreint de professionnels. Cette capitale, où le croisement des races répandait tant de sève, ne produisit qu'un nombre infime d'écrivains de valeur. Dans la société, nulle trace de ce goût de mémorialiste et d'épistolier auquel on doit tant de récits naturels et profonds en France. A Vienne, on écrit peu et mal. Les esprits les plus subtils en action ont l'insincérité malhabile, une fois la plume à la main. Les *Mémoires* de Metternich ne sont que de fastidieux verbiages. Et si les chefs militaires de cet empire n'avaient pas considéré au-dessous de leur dignité de noircir du papier, sans doute seraient-ils tombés dans l'autre extrême et auraient-ils laissé des portraits du genre de celui que Radetzky donnait de Macdonald : « C'était un très galant homme. Il prisait beaucoup. »

Les hommes des siècles passés, qui construisirent l'Autriche sur de si vastes plans, élevèrent pour eux-mêmes des demeures magnifiques. Ils avaient fait de l'Italie une colonie de l'Autriche. Mais, l'Italie, comme la Grèce, conquit ses vainqueurs. Des artistes de la Péninsule, ou bien des officiers de génie élevés en Italie bâtirent les palais de Vienne. L'architecte lorrain Jadot de Ville-Issey,

qui construisit le bel hôtel de l'ancienne Université, ne fit pas long feu dans cette capitale. Au dessin à la française, sobre, net, léger, les maîtres de l'Autriche préféraient l'ampleur italienne, les puissantes façades soutenues par le torse de géants paresseux.

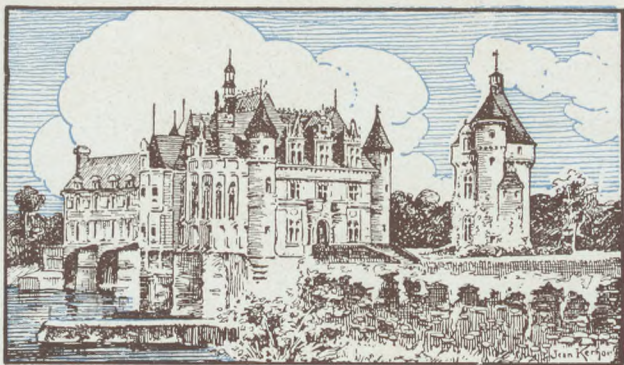
Le récit d'un contemporain nous introduit dans un de ces palais du dix-huitième siècle : « On voyait des papiers peints, enluminés d'immenses citrouilles et de corbeaux indiens; des tapisseries à figures; des sièges en vernis blanc, à pieds de bouc; des tentures chinoises; des oiseaux empaillés entre des statuettes de Saxe. Du milieu du lourd plafond en stuc, les girandoles en cristal pendaient comme des glaçons menaçants. Ces pièces vieillottes semblaient vides en dépit de ce fouillis. Une douzaine d'êtres s'y mouvaient avec une précision d'horloge; chacun se bornait aux gestes indispensables et se taisait quand il n'était pas obligé à parler. Une discipline occulte réglait chaque seconde du jour. Les enfants n'approchaient leurs parents qu'à certaines heures, appelaient ceux-ci *Votre Grâce*, et terminant l'entrée ainsi que la sortie, la demande comme le remerciement par un baise-main et une révérence. Des idées personnelles ou la contradiction eussent été punies comme de la félonie¹. »

Mais le jour vint où seule une ombre blanchâtre

1. F. A. O. Schönholz. *Traditionen zur Charakteristik Osterreichs*. Munchen, 1914. I. 3.

VOYAGES = EXCURSIONS = VILLÉGIATURES

sur les Réseaux de Paris à Orléans et du Midi



Château de Chenonceaux.

LA TOURAINE

et les Châteaux des Bords de la Loire

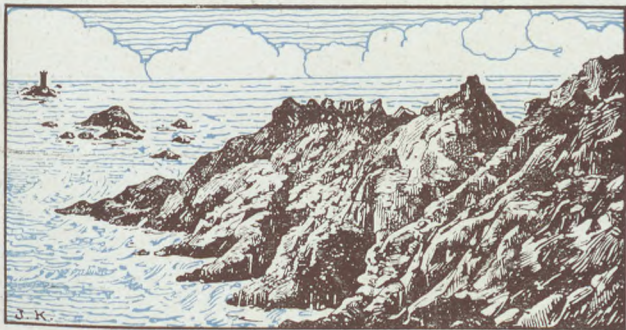
Blois - Chambord - Chaumont - Cheverny - Amboise - Chenonceaux
Villandry - Loches - Langeais - Azay-le-Rideau - Chinon - Ussé
Luynes - Valençay, etc...

Au départ de Tours et de Blois, Circuits Automobiles pendant l'été

La Côte Sud de BRETAGNE

*Falaises de roches et mer sauvage
Belles Plages de sable -- Forêts de pins
Menhirs et Calvaires*

Saint-Nazaire - Pornichet - La Baule - Le Pouldu - Batz
Le Croisic - Port-Navalo - Quiberon - Le Pouldu - Concarneau - Beg-Meil
Morgat - Douarnenez - Audierne - Belle-Ile, etc...



Pointe du Raz (Finistère).

Pour tous Renseignements, s'adresser :

A Paris : A l'Administration de la Compagnie d'Orléans, 1, Place Valhubert;
à l'Agence des Compagnies Orléans et Midi, 16, boulevard des Capucines; aux
Bureaux de Renseignements de la Gare du Quai d'Orsay et 8, rue de Londres.

Consulter le LIVRET-GUIDE OFFICIEL de la Compagnie d'Orléans
en vente dans ses Gares et Bureaux de ville.

CHEMINS DE FER DE PARIS A ORLEANS ET DU MIDI



Le Mont-Dore

L'AUVERGNE

*Célèbres Stations
Thermales
et Climatiques*

Anciens Volcans

La Bourboule
Le Mont-Dore
Saint-Nectaire
Besse - Royat
Le Lioran
Vic-sur-Cère
Chaudesaigues
Nérès-les-Bains
Châteauneuf-les-Bains
Evaux-les-Bains
Miers (près Rocamadour)
etc...



Les Eyzies (Dordogne).

Les PYRÉNÉES

*La Côte d'Argent
La Côte Vermeille*

Arcachon - Biarritz
Saint-Jean-de-Luz
Hendaye - Pau - Dax
Lourdes - Salies-de-Béarn
Eaux-Bonnes
Eaux-Chaudes
Cauterets
Bagnères-de-Bigorre
Luz-Saint-Sauveur
(Cirque de Gavarnie)
Barèges - Luchon
Ax-les-Thermes
Vernet-les-Bains
Amélie-les-Bains
Lamalou-les-Bains
Collioure - Port-Vendres
Banyuls, etc..

ASCENSIONS FACILES
EXCURSIONS INNOMBRABLES
CIRCUITS AUTOMOBILES EN ÉTÉ

SERVICES D'AUTO-CARS
DE LA ROUTE DES PYRÉNÉES
STATIONS CLIMATIQUES OU DE SPORTS D'HIVER
à SUPERBAGNÈRES (LUCHON) et à FONT-ROMEU



Biarritz. — Rocher de la Vierge

dans le dos des fracs vert-bouteille rappelait les mœurs et le catogan poudré des vieux temps. L'air du siècle avait miné la discipline familiale, sans toutefois ouvrir à la société autrichienne les mâles voies de la pensée. On se laissait vivre dans un aimable laisser aller. Les arts fleurissaient, portés moins vers le grand que vers le familier. Ils produisirent un style qui exprime le paisible épicurisme autrichien, le « Biedermeier », c'est-à-dire style bonhomme.

La pensée et le sentiment se faisaient jour dans la musique. Celle-ci constituait une partie essentielle de l'éducation. Pas d'intérieur de petit bourgeois sans clavecin, des quatuors hebdomadaires chez les plus aisés; des gentilshommes mélomanes avaient une troupe de musiciens à leurs gages, parfois même un orchestre complet. C'est de ces musiciens de château que sortirent les grands compositeurs de l'époque : Mozart, petit-fils de relieur, fils d'un valet de chambre maniant le violon; Haydn, fils de charron marié à la fille d'un coiffeur; Beethoven, fils d'un ténor de la chapelle de l'électeur de Bonn, transplanté dès son adolescence dans le milieu viennois. En dépit de leur génie et de leurs succès, on continue à les considérer comme des inférieurs. Haydn, chef d'orchestre du prince Esterhazy, est tenu d'endosser la livrée rouge de la maison. Le claveciniste Mozart a beau transporter la mélodie italienne à travers les Alpes et la marier à la profonde inti-

mité de sa patrie, il reste fils de premier laquais. Beethoven lui-même, l'ouragan, subjugué hommes et femmes, penché sur son instrument. Mais les bougies éteintes, le charme envolé, il demeure le subalterne, tout au plus l'égal par condescendance.

L'étroitesse de la vie publique était compensée par la douceur de la vie privée. C'est celle-ci qui produisit la civilisation autrichienne. De Prague à Belgrade, de Cracovie à Fiume, édifices religieux, architecture civile, meubles, parures, le décor et l'attirail de la vie quotidienne portent son empreinte. Pourtant, cette aimable civilisation autrichienne, sans force et sans flamme, reste à la surface, incapable de transformer les nationalités diverses qui constituent la Monarchie. Elles sont jeunes; chez elles, tout est enthousiasme. Elles poussent comme ces rapides acacias qu'on venait d'introduire dans leur pays. Vienne, grâce à l'autorité du pouvoir et au charme d'une ancienne civilisation, tient ces peuples dans sa dépendance matérielle. Moralement, ils demeurent indépendants. Sous les guirlandes viennoises, on voit transparaître partout les fortes traditions nationales.

II

C'est dans la bourgeoisie que ces traditions particulières à chaque peuple se montraient le moins

vivaces. Presque toute, elle est allemande ou use de l'allemand, même en Hongrie, en Bohême, en Pologne. Nulle trace de républiques municipales et du civisme qu'elles engendrent. Ces bourgeois sont soumis par intérêt et par tempérament. Sans la bienveillance du gouvernement, ils ne sauraient prospérer dans leurs affaires, ni atteindre leur suprême rêve d'ambition : placer leurs fils à Vienne dans un « dicastère », c'est-à-dire une administration centrale. Grâce à ses connaissances de l'allemand et ses habitudes laborieuses, ce jeune roturier peut espérer revenir dans sa province anobli, voire titré, et frayer sur le pied d'une demi-égalité avec les gens de condition.

Les artisans s'enferment dans leurs corporations. Ces associations exclusives sont ancrées dans leur routine, jalouses de leurs privilèges. « Je puis vous faire conseiller aulique, répondit Metternich à un quémandeur. Mais il me serait impossible de vous faire drapier à Brunn. »

Haute et petite bourgeoisie témoignent un absolu respect à l'égard du souverain et des hommes en place. Il n'y a que les finances qui troublent parfois cette ferveur. Si les sujets de Sa Majesté sont dociles, le « florin » est frondeur. En 1809, le gouvernement se voit obligé de réduire au tiers la valeur de ses assignats. En 1816, c'est la banqueroute : le billet autrichien tombe à un cinquième de sa valeur nominale. « L'Empereur a-t-il le droit de faire aujourd'hui des mendiants de ses

sujets qui, hier, étaient des gens à leur aise? », murmure-t-on dans les cafés¹. Un homme, condamné à la corde pour avoir fabriqué de faux billets, s'écrie en marchant vers la potence : « Ce n'est pas moi qui ai volé, mais l'État ». Il reste une certaine fermentation dans la classe moyenne lésée dans ses intérêts. En 1815, le Nonce craint pour l'Autriche la banqueroute qui produirait « des maux incalculables, une révolution qui finira par rendre la monarchie constitutionnelle »². Les appréhensions du prélat ne se réalisèrent pas. Néanmoins, les finances de l'Empire restaient incertaines et mystérieuses. « Elles sont un dédale où personne n'a encore pénétré, écrivait en 1842 l'économiste Michel Chevalier. Il n'y a pas en Europe un seul banquier qui en connaisse le secret³. »

Pourtant, la longue paix et sa situation internationale donnaient à l'Autriche du crédit sur les marchés extérieurs, un crédit de prestige. A l'intérieur, le Conseil de Vienne ménageait la banque et disposait d'elle.

Les Juifs étaient maîtres d'une partie considérable du numéraire. Les uns, de race méditerranéenne, s'étaient échoués, dès le moyen âge, sur le Danube. Les autres, la majorité, venaient du Nord, tantôt descendants de Sémites réfugiés

1. Tkalac. *Ouvr. cit.*, 98.

2. Weil. *Ouvr. cit.* II, 219.

3. *L'Autriche*. Revue des Deux Mondes, 1842.

d'Allemagne en Pologne, tantôt rejets de tribus barbares ayant adopté jadis la religion judaïque. Disséminés à travers l'Empire, exclus des corporations de métier, des carrières libérales et de la possession du sol, isolés, recroquevillés sur eux-mêmes, l'activité des Juifs s'épuisait à amasser des écus par le trafic ou l'usure. Ils étaient soumis à un impôt particulier, la taxe de la tolérance. Les villes frontières et les districts miniers leur étaient interdits. En Bohême, en Moravie, un fils seulement pouvait se marier. La législation hongroise ne connaissait pas cette restriction; de là, l'affluence considérable d'Israélites dans ce royaume. Les Juifs étaient tout acquis au gouvernement de Vienne, leur seul protecteur contre l'animosité universelle et la jalousie particulière du négoce bourgeois.

Le grand commerce se trouvait concentré dans les mains des « Grecs ». On réunissait sous cette dénomination Levantins, Hellènes, Macédoniens, Serbes des Balkans et de Hongrie. Les croyances religieuses étaient le fond des mœurs privées. Aussi ces « Grecs » avaient-ils établi une trame de relations d'intérêts et de famille dans un cercle allant de Vienne à Constantinople, de Trieste à Alexandrie. Ils employaient l'aisance que leur procurait les affaires à soutenir l'Église orthodoxe et à encourager le mouvement slave.

Les milieux bourgeois et le monde slave alimentaient la moelle de l'armée. Celle-ci ne cons-

tituait pas une aristocratie de prétoriens. Sans doute, les chefs étaient des archiducs, des courtisans, des cadets de famille. Les conscrits se recrutèrent dans les campagnes. Cependant, les officiers étaient des fils de citoyens, ou bien provenaient des « Confins », de ces colonies militaires où l'on naissait et mourait soldat.

Chaque régiment de « Confins » formait une communauté fermée, dans laquelle tout était militarisé. Une sage-femme en uniforme apportait les premiers soins au nouveau-né; un instituteur en uniforme donnait l'instruction première à l'enfant; un aumônier militaire offrait les dernières consolations au vieillard. Une vie pareille engendrait un esprit très particulier, pour lequel le monde civil apparaissait comme une planète étrangère.

La première règle de cette armée était le dévouement absolu au souverain. Les militaires s'enorgueillissaient d'être ses serviteurs les plus qualifiés. En effet, celui-ci les considérait comme tels. « N'est-ce pas l'affection des officiers qui maintient l'Empereur? », avait répliqué Wallenstein aux bourgeois venus pour se plaindre des exactions de la soldatesque. Depuis, le panache avait changé; l'esprit demeurait. Après trente ans de services, tout officier obtenait ses lettres de noblesse. Il se créait de cette manière une sorte de patriciat militaire, ayant un pied dans les maisons bourgeoises, l'autre dans les blockhaus des frontières balkaniques. L'esprit exclusivement et rigoureuse-

ment militaire de ce milieu exercera une influence considérable sur le sort de la Monarchie.

Cette immense garde dynastique est un instrument coûteux. A certains moments de l'Histoire, où l'Autriche fut l'armée continentale de l'Angleterre, les guinées payaient les équipements et les hommes. Afin de subvenir à ces frais par ses propres moyens, l'Autriche aspire à la prospérité industrielle. Marie-Thérèse, cette grande femme d'État, déclancha ce mouvement. Ses successeurs ne négligèrent rien pour stimuler cette branche d'activité, particulièrement à Vienne ainsi qu'en Moravie et Bohême. Prague, capitale aux palais déserts, apparaît environnée de contrées faisant l'effet de ruches bien ordonnées. L'économiste Michel Chevalier, qui visita ce royaume en 1843, constatait que, depuis trente ans, aucun pays de l'Europe n'avait fait matériellement plus de progrès que la Bohême¹. Elle était entourée d'un cercle de monts métalliques ; son sol cachait d'abondants gisements de houille. L'application de la vapeur, les nouveaux modes de production donnaient une importance particulière à ces richesses. De tous les pays de la Monarchie, la Bohême demeurait la mieux placée pour profiter du zèle assidu des Habsbourg à augmenter les ressources de leurs contribuables.

La Hongrie était considérée comme un marché réservé pour l'industrie autrichienne. Une ligne de

1. *Essais de politique industrielle*. Paris, 1843. 190.

douane séparait ce royaume et les autres pays des Habsbourg. Les produits manufacturés de l'Autriche entraient librement en Hongrie; le blé et le vin hongrois ne pénétraient en Autriche que grevés de droits onéreux. Trois cent vingt-cinq mille nobles possédaient en Hongrie 16/20^{es} de la terre; le peuple comptant presque sept millions d'âmes n'en possédait que 4/20^{es}, et seulement à titre de tenanciers à corvées. La noblesse hongroise jouissait d'une entière immunité en matière d'impôts. Le paysan et le bourgeois étaient les seuls contribuables. De cette manière, la richesse du sol demeurait en grande partie affranchie des charges publiques. Aussi le Conseil de Vienne prétendait-il ne pouvoir se passer de ces douanes intérieures, faute d'autres moyens pour tirer de la Hongrie sa part des frais communs de la Monarchie et pour protéger les propriétaires imposés de l'Autriche contre la concurrence des agriculteurs non taxés de Hongrie. Les Hongrois soutenaient que ce système économique les empêchait de faire valoir les ressources dormantes de leur fertile patrie.

En réalité, c'était un cercle vicieux. « Les Hongrois, lit-on dans le *Bulletin de la Grande Armée*, se plaignent d'un gouvernement illibéral qui ne fait rien pour leur industrie, et se montre constamment jaloux de leurs privilèges, inquiet de leur esprit national¹. »

1. *Correspondance de Napoléon*. Paris, 1863. XI, 400.

Renoncer à cet esprit, accepter docilement la tutelle de Vienne, ou bien demeurer dans un état de surabondance et de stagnation, telle était l'alternative devant laquelle se trouvait la noblesse terrienne qui représentait la Hongrie. « L'Autriche, remarquait un voyageur français, ne s'en croit pas assez maîtresse pour l'enrichir¹. »

III

Le gentilhomme hongrois, dans l'Ouest et dans les Carpathes, habite d'antiques manoirs; dans la plaine, où les guerres turques ont tout rasé, soit des maisons à double pignon du dix-huitième siècle, soit des bâtisses à péristyle et à pilastres dans le goût de l'Empire. La demeure, œuvre des serfs experts dans les métiers de charpentier et de maçon, est variée. Le maître du lieu est partout le même, tel que l'ont forgé le terroir et sa vaste existence au faste rustique.

Voici un portrait qui fait pénétrer dans le vif de ses mœurs; le poète Kazinczy l'a tracé de son grand-père : « Dans sa maison en chaume, couverte de jonc, il vivait en patriarche, juge, arbitre, conseiller des malheureux, des plaideurs, des partageurs, qui venaient à lui de plusieurs lieues à la ronde. Il n'acceptait ni argent ni cadeaux. Il ne prenait guère soin de sa fortune, ses troupeaux de

1. Guibert. *Journal d'un voyage fait en Allemagne en 1773*. Paris, 1803. II, 99.

bœufs et de chevaux étaient plutôt pour son plaisir que pour son profit. Son dolman et ses pantalons étaient toujours de la même couleur, bleu de bleuet, gris fer ou tabac, chaussé de bottes montantes jusqu'aux genoux, ornées d'un cordon doré et toujours éperonnées; hiver comme été, il portait un bonnet de fourrure; pendant les chaleurs, un tricorne. Il était grand, svelte, le nez aquilin, les cheveux grisonnants, les yeux bleus, la voix claire et forte. Le matin, il disait sa prière les doigts joints en se promenant de long en large, puis il descendait à l'écurie pour inspecter ses chevaux; après quoi, s'asseyait sous le péristyle de sa maison, lisait, causait avec les passants. Sa femme n'était ni sa servante, ni sa compagne. En voiture, elle se plaçait à sa gauche; quand ils entraient dans une maison étrangère, elle entrait après et non pas avant lui. Elle savait lire, mais pas écrire; sa basse-cour, sa cuisine et sa dépense richement garnies étaient son univers. »

Cette existence patriarcale avait ses revers. Le domaine fournissait presque tout ce qui est nécessaire aux besoins du maître. Les richesses naturelles du pays restaient en jachères. On pouvait voyager des lieues sans rencontrer d'habitation humaine. A de vastes terres que jamais la charrue n'avait entamées succédaient des sables mobiles, des marais occupés par des millions de bêtes aquatiques, des prés où les grands bœufs blancs émergeaient à peine des herbes sauvages.

Des auteurs classiques, quelques vieilles chroniques hongroises, et surtout le *Corpus Juris*, recueil des lois du Royaume, faisaient la pâture intellectuelle de ces hobereaux. Ils tenaient table ouverte. L'auberge ne servait qu'aux roturiers. Dans chaque pièce du « château », un lit tout préparé attendait l'étranger de passage. Le mobilier était simple; les costumes, les attelages, l'argenterie constituaient le luxe de ces descendants de nomades.

Entre le hobereau et le serf, il y avait le paysan noble. Lors des anciennes guerres, des villages entiers avaient été anoblis. Dans ces communes, le vacher conduisait son troupeau, ceint du sabre, en signe de noblesse. Au prétoire, on offrait un siège à la servante noble.

Un latin corrompu servait de langue de communication. Son usage était général jusque dans le petit peuple. Poniatowski remarquait que dans la Haute Hongrie, tout le monde, même les femmes, parlaient « un mauvais latin d'housard ». A une porte, il entendit l'hôtesse ordonner en latin à son chien de monter dans la roue du tourne-broche¹.

En Pologne, la petite noblesse était assez semblable à celle de la Hongrie, tant pour le latin que pour son orgueil naïf, son goût des discussions politiques, son patriotisme frondeur, les vertus et les faiblesses des âmes libres. En Hongrie et en

1. Poniatowski. *Mémoires*. Pétersbourg, 1914.

Pologne, cette classe vivait de ses terres. En Autriche, elle vivait de l'Empire.

Une élite sortie des rangs de cette noblesse moyenne de Hongrie prenait, vers 1830, la tête du mouvement dirigé contre le pouvoir central de Vienne. Ces jeunes enthousiastes étaient passionnés de la France. A la nouvelle des événements de Juillet, ils buvaient à la France et à cette révolution qui allait « régénérer le monde ».

En Autriche, la prospérité de la bourgeoisie nourrissait ses ambitions. Le triomphe de cette classe, en France, où elle était montée au pinacle avec Louis-Philippe, ne faisait que mieux sentir à la bourgeoisie autrichienne sa propre infériorité. A ses aspirations politiques se joignait « le malaise démocratique de l'envie »¹, cet amour-propre dont Napoléon disait brutalement qu'il avait fait la révolution et que la liberté n'avait été qu'un prétexte. Les distinctions de naissance, fort accusées à Vienne, ajoutaient une note aiguë au désir de liberté civile et d'égalité sociale. Ce sentiment n'avait rien de subversif : « Il faut convenir, mon cousin, disait M^{me} de Sévigné à Bussy-Rabutin, que nous avons le plus grand Roi du monde ! », — après que Louis XIV eût dansé un menuet avec elle. Il n'en eût pas fallu davantage pour amener à la même conclusion l'Autriche bourgeoise.

Cette fronde respectueuse d'Autriche suit la

1. Tocqueville.

fronde véhémente de Hongrie dans sa campagne contre le pouvoir central. Mais les grandes factions des conservateurs et libéraux, les petites factions de nationalités rivales ferraillent au-dessus de la tête du peuple courbé sur le sillon. « Dans ma jeunesse, c'est-à-dire jusqu'à 1840, rapporte un contemporain, je ne connaissais pas un seul paysan qui eût fréquenté l'école et sût lire et écrire¹. »

IV

Le paysan cultivait le domaine du seigneur; lui-même ne tenait des terres qu'à titre de jouissance. Les économistes du dix-huitième siècle désignaient le serf du terme « *aerarium vivum* ». Les Habsbourg reconnurent de bonne heure la nécessité de ménager ce trésor public afin d'en tirer le meilleur parti. Le Conseil de Vienne prit l'initiative d'établir et de faire adopter par les États provinciaux des « *urbarium* », c'est-à-dire des terriers fixant les charges et les droits des vassaux. Joseph II ordonna l'abolition du servage; il interdit l'emploi même de ce terme. Ses décrets émancipaient la personne du vilain, toutefois ne libéraient pas son travail. Le paysan gardait l'usufruit du bien-fonds qu'il cultivait contre certaines prestations et redevances.

Après la mort de ce prince, il y eut un revirement en défaveur des serfs. Le seigneur conservait sur

1. Tkalac. *Ouvr. cit.* V, 270.

eux un pouvoir très étendu. Il en usait selon les habitudes de sa région, son éducation, son caractère. Souvent, l'intendant cupide et corrompu du châtelain absent pressurait, maltraitait, accablait le peuple. Plus d'un hobereau n'eût pas demandé mieux que de remettre en pratique l'ancien adage : *Rusticus nihil habet præter mercedem laboris*. (Le paysan ne possède rien en dehors du produit de son travail.) Cependant ces abus, — amplifiés par la propagande des initiateurs de l'émancipation des serfs, — ne donnent pas la vraie mesure des relations entre noble et vilain.

Dans maint endroit, le gentilhomme éclairé soignait ses villageois comme les arbres de son allée. Une sorte de protectorat patriarcal présidait aux rapports du maître et de ses sujets. L'autorité n'allait pas sans devoirs d'aide et d'assistance. Cette solidarité se retrouvait dans toutes les manifestations de la vie. Dans les campagnes, elle gardait le cachet familial des vieux âges. Après la récolte, les moissonneurs offraient au seigneur des couronnes d'épis entrelacés de fleurs. En Pologne, le cortège des paysans chantait :

« Ouvrez-vous, portes du château, puisque nous avons achevé la moisson dans les champs du propriétaire, et que nous lui avons dressé autant de belles gerbes qu'il y a d'étoiles au ciel...

« Nous avons bien mérité que vous nous receviez dans votre palais, car nos têtes sont brûlées par le soleil, nos mains sont coupées par la faucille, nos

genoux se sont brisés en se ployant vers la terre, nos pieds sont blessés par le chaume, et notre dos s'est roidi à force de se courber sur vos champs.

« Ordonnez, seigneur, que le sang coule en ruisseaux sur le vert gazon de votre cour, et que les feux soient allumés aux quatre vents de la terre, car un grand remède est nécessaire pour délasser les moissonneurs de leurs fatigues.

« Et n'oubliez pas, seigneur, qu'un bœuf rôti est bon pour calmer les douleurs de l'épine dorsale, une brebis pour les genoux, un veau pour les pieds, une oie pour les mains, et de l'eau-de-vie pour la tête brûlée par le soleil.

« O seigneur, ne vous cachez pas plus longtemps, car nous sentons souffler de Cracovie un vent violent, qui écarte les rideaux des fenêtres du château et nous permet de voir votre figure, semblable au soleil qui brille au ciel; celle de votre femme, comme une lune dans tout son éclat; et celle de vos enfants comme des étoiles étincelantes¹. »

Il est vrai que parfois ces « étoiles étincelantes » dilapidaient en parures le fruit de ce travail, le « soleil » perdait au jeu terre et âmes. La dissipation, l'ignorance, l'incurie, laissaient libre cours aux exactions des subalternes. Pourtant, une partie considérable de la noblesse ne manquait pas de sens social. La morale chrétienne y était pour beaucoup, et le clergé servait d'instrument à ce

1. Ch. Förster. *La Pologne*. Paris, 1840. 233.

patronage, particulièrement ces prêtres campagnards sortis du peuple, vivant dans leur humble paroisse comme le vigneron dans sa vigne.

En dehors des dispositions du maître, le sort des paysans dépendait des us et coutumes, de la qualité du sol, de l'état de l'agriculture. Dans les archiduchés d'Autriche, en Bohême, en Moravie, la division de la propriété et l'activité agricole étaient des sources d'aisance pour les ruraux. Dans l'immense plaine du moyen Danube, au milieu de communes de cultivateurs atteignant parfois quinze à vingt mille âmes, on voyait de vastes étendues à peine entaillées par le soc en bois. La nourriture y était abondante, la vie facile. La petite noblesse, les magnats, et les descendants de généraux ou de courtisans, auxquels la maison d'Autriche avait distribué des domaines, se partageaient le sol. Ces grandes familles possédaient souvent d'autres biens dans les Carpathes ; de là-bas elles envoyaient des Slaves, des Allemands, des Roumains pour coloniser la steppe. Ces transplantés conservaient leur langue, leurs usages, leur costume. L'aspect de chaque village indiquait ses origines.

A mesure que l'on approchait de l'Orient, le mélange de luxe et de misère augmentait, les entraves du peuple se resserraient. L'indigence et la superstition atteignaient leur comble au delà des Carpathes. En Moldavie, en Valachie, le paysan doux et passif végétait dans un taudis, portant

à sa ceinture toute sa fortune : sa pipe et son couteau¹. La bouillie de maïs constituait leur nourriture exclusive; un village entier s'agenouillait autour du chocolat offert par un voyageur, et que l'on croyait être la manne biblique.

La foi orthodoxe commandait la vie entière de ces populations du bas Danube. « Mon père, raconte un Serbe de Hongrie², me remit jeune encore aux mains de notre pope pour qu'il m'apprît à lire. Je commençai d'épeler dans un abécédaire de Moscou dont les lettres initiales étaient imprimées en rouge. Le pauvre pope m'instruisait comme on l'avait instruit lui-même. En ce temps-là, — il s'agit de la fin du dix-huitième siècle, — personne en Serbie n'avait l'idée de ce que pouvait être une école. Quiconque voulait apprendre quelque chose devait aller chez le pope ou au monastère. Les élèves pauvres étaient tenus de servir ou de soigner les chevaux, mais on s'y résignait volontiers pour apprendre quelque chose... En ce temps-là, il n'y avait chez nous d'hommes considérés que les knezes (maires), les popes, les moines et les pandours (gendarmes). J'appris ainsi à lire chez le pope Stanoïé; je commençais à lire le calendrier, je savais distinguer les fêtes. Et les bonnes femmes disaient à ma mère : — Tu es bien heureuse, sœur, d'avoir un fils si savant, qui peut t'indiquer les fêtes et te

1. M. P. Zallony. *Essai sur les Fanariotes*. Marseille, 1824. 54.

2. *Mémoires du protopope Nenadovic*. Trad. par Louis Léger. *La Save, le Danube et les Balkans*. Paris, 1889. 123.

préserver du péché qu'on commet en travaillant les jours défendus ».

Ces populations orthodoxes formaient la majorité des milices permanentes des *Confins*. Sur une large bande de terre s'étendant de l'Adriatique jusqu'à la Bucovine, le souverain était le propriétaire du sol. Il le concédait aux gardes-frontières. Ces hommes passaient leur vie en armes. A portée de fusil, les postes montaient la garde dans une baraque de bois dressée sur quatre poteaux. Le produit de la terre leur tenait lieu de solde. L'Empereur était un seigneur bénin. Et, dans ces provinces perdues, les territoires des *Régiments de Confins* constituaient des organisations économiques relativement avancées.

Le sort des classes agricoles était donc des plus variés dans les diverses contrées de la Monarchie. En cette matière, les usages l'emportaient sur les lois. Parfois, les redevances et les prestations n'étaient pas les mêmes aux deux extrémités du hameau. Ceci pour le détail. Quant à l'ensemble, le campagnard demeurait une sorte de fermier amovible de la terre qu'il cultivait. Aucune part ne lui revenait dans l'administration locale. Sans droit de possession, sans droit civil, il restait soumis à la justice dominicale.

Au dix-huitième siècle les serfs s'estimaient heureux d'obtenir quelques allègements à leurs charges. Puis vint l'époque où les vassaux censitaires commencèrent à se racheter à l'amiable.

Les effluves de la Révolution, la misère des guerres napoléoniennes répandirent un malaise général dans la classe laborieuse. Les exactions, les disettes la faisaient gronder. Cependant, il fallait des causes affectives ou mystiques pour imprimer un élan à ces masses. En 1831, l'épidémie du choléra déchaîna une formidable jacquerie : les serfs se mirent à massacrer les seigneurs qu'ils accusaient d'empoisonner les puits. Dix ans plus tard, des raisons sociales et religieuses armèrent le serf ruthène et orthodoxe contre le noble polonais et catholique. Vienne laissa libre cours à cette émeute dirigée contre ces sujets insoumis. Metternich songeait à user de semblables moyens contre les Magyars. Kossuth lui arracha cette arme. « Émancipons le serf, sinon la révolution sociale est inévitable ! », proclamait-il. Partageons les charges avec le peuple ! La marée monte jusqu'à nos lèvres. Il faut satisfaire le peuple et nous unir avec lui. »

Cette politique éclairée, ainsi que l'ascendant du gentilhomme campagnard sur ses sujets, assuraient une partie de la classe rustique aux libéraux magyars. Cependant, aux yeux du paysan slave et roumain, le « César » de Vienne apparaissait comme une sorte d'idole trônant sur des nuages dorés. Et au long des frontières, un coup du gong en planches suffisait pour faire courir aux armes les populations aguerries des districts militaires.

La crise de 1848, qui divisera les pays, les nationalités, les familles, partagera également la classe rustique entre les deux factions européennes en présence.

SECONDE PARTIE

1848-49

CHAPITRE PREMIER

LA RÉVOLUTION

I

Les événements de 1848 élargirent les cadres, précisèrent les lignes, fixèrent les pactes flottants et exercèrent une influence décisive.

A Vienne, la fuite de Louis-Philippe éveilla de vives inquiétudes. Anselme de Rothschild avait présenté à Metternich une dépêche contenant un seul mot : *République*. Le vieil homme d'État pâlit et se laissa choir dans son fauteil. Dès que la nouvelle des événements de Paris transpira, le public assaillit la Banque; on vit ce jour-là les bons bourgeois de Vienne poussant des charrettes chargées d'argent monnayé.

Les conséquences politiques de la révolution de février ne se firent pas longtemps attendre. La première secousse se manifesta au Parlement hongrois,

à Presbourg. Dans un discours prononcé le 4 mars, Kossuth engageait l'Empereur à accorder une constitution aux États héréditaires d'Autriche. « Aussi longtemps que ces États ne posséderont pas un gouvernement constitutionnel, disait l'orateur hongrois, la constitution de notre pays sera menacée. »

A Vienne, huit jours après, la jeunesse universitaire et l'effervescence populaire forçaient la main au conseil de régence. L'Autriche obtenait la charte. Metternich, le principal objet de la haine populaire, s'en fut en exil. Le nouveau ministère manquait de relief. La femme de l'héritier du trône, l'archiduchesse Sophie, de la maison de Bavière, semblait le vrai chef d'État.

Le faite des grandeurs ne change guère la nature humaine. Cette mère de famille était animée de la volonté passionnée de conserver la demeure patrimoniale pour y établir son aîné, François-Joseph. Le système de Metternich inspirait à l'archiduchesse Sophie des inquiétudes; l'autorité du chancelier contre-balançait la sienne. Elle ne fut pas étrangère à sa chute. La noblesse libérale agissait avec son agrément et celui de l'archiduc Jean¹.

Mais ces hauts personnages restaient atterrés devant la marche de la révolution. L'archiduchesse et les siens assistaient à ces événements dans l'état d'âme d'une personne qui ne consent qu'à regret à ce que l'on change les tentures de son

1. Friedjung. *Ouvr. cit.* I, 49.

salon et qui voit sa maison bouleversée de fond en comble.

Ce bouleversement ne se bornait pas à l'Autriche. Sur la proposition de Kossuth, le Parlement de Presbourg réclamait un ministère hongrois indépendant et décidait l'abolition des charges féodales. Le 11 avril, Ferdinand donnait sa sanction à ces lois. Un gouvernement représentatif s'installait à Bude.

Les Tchèques aussi députèrent vers l'Empereur. « La Bohême, consignait l'archiduc Jean dans ses cahiers, quelle force et quelle intelligence ! Mais là aussi tout est vivant, une province compacte, elle parle, et on ne peut pas faire la sourde oreille¹. » En effet, les Tchèques obtenaient la promesse d'une administration autonome et responsable à la *Diète* de Bohême, enfin, l'assurance que la question de l'union des trois pays de la couronne de saint Venceslas serait soumise au futur Parlement autrichien.

Tandis que les villes retentissaient du bruit des revendications politiques, un changement vital s'accomplissait dans les campagnes. La volonté populaire, ratifiée bientôt par la loi, abolissait dîmes et corvées, initiant la réforme foncière qui devait transformer le sujet et le tenancier en propriétaire. Le cultivateur ne connaissait d'autre désir que celui de la terre. Toutes ses pensées se

1. *Ouvr. cit.* Oesterreichische Rundschau, 1908.

confinaient dans ce cercle. Quand on annonça dans les villages la liberté de la presse, dans maint endroit les paysans haussèrent l'épaule : « A quoi bon, nous n'avons pas de vin ! »

Les classes agricoles n'exercèrent pas d'action directe sur le mouvement politique. Mais les Parlements de Vienne et de Pest, de même que les *Diètes* de province, sentaient planer au-dessus de leur tête l'ombre d'une immense jacquerie. L'égoïsme et la pusillanimité cédèrent. Il n'y eut que des troubles passagers. L'ancien serf, désormais libre de sa personne et de son bien, demeurait penché sur le sillon.

Dans les villes, c'était le carnaval de la liberté. Des étudiants, coiffés du chapeau calabrais, offraient le bras à des dames serrées dans leur châle multicolore, pour les conduire vers la barricade à la mode. Devant la « Bourg » de Vienne, on avait renversé les candélabres. De leurs tronçons, chaque soir, une colonne lumineuse montait vers le ciel. Ce feu de Bengale éclairait un chaos.

Depuis que le pouvoir public avait cédé à la poussée populaire, les unités historiques, la Hongrie, la Bohême, la Pologne se dressaient contre l'empire d'Autriche. Ces unités elles-mêmes se trouvaient aux prises avec les intérêts régionaux, avec les provinces qui craignaient d'être réduites à la condition d'arrière-vassaux. La Monarchie donnait l'impression de ces jeux de boîtes japonaises

où chaque coffre cache un nouveau coffret de couleur et de tissu différents¹.

Le nouveau Parlement d'Autriche se réunissait à Vienne. Pourtant, dans cette Constituante on cherchait en vain le sens de la mesure, l'esprit de concessions mutuelles. Le mot « égalité » résonnait dans toutes les bouches, mais ce terme était devenu le synonyme de domination.

C'est en Bohême que cette lutte prit le plus grand acharnement. À peine l'ancien régime avait-il expiré que les prétendants, Tchèques et Allemands, en vinrent aux mains pour l'héritage.

Avec la révolution, le désir d'unité qui travaillait depuis longtemps l'Allemagne prit une forme précise. Il s'agissait de transformer en une importante puissance la débile Confédération Germanique. Une Assemblée constituante, comprenant des représentants de tous ces membres, devait se réunir le 29 avril à Francfort. Sauf la Hongrie, les provinces italiennes et polonaises, tous les pays des Habsbourg faisaient partie de cette Confédération. Les Allemands de Bohême désiraient une association intime de l'Autriche avec la grande Allemagne. Les Tchèques s'y opposaient avec véhémence. Le comité qui préparait les élections pour le Parlement de Francfort invita Palacky à s'associer à ses travaux. L'illustre historien refusa son adhésion dans une lettre

1. V. Springer. *Geschichte Oesterreichs*. Leipzig, 1863. II, 270.
— Denis. *Ouvr. cit.* II, 221.

retentissante¹. Et le publiciste Havlicek exprimait les vues de ses compatriotes avec moins d'élévation, mais d'une manière plus succincte : « Notre confédération naturelle est l'Autriche. Nous nous y rencontrons avec nos frères slaves et par la force des choses nous y aurons toujours la prépondérance. » Au Parlement de Vienne, les Tchèques combattirent avec énergie le rapprochement de l'Autriche et de l'Allemagne. Les libéraux autrichiens considéraient celle-ci non seulement comme le berceau de leur nationalité, mais encore comme un soutien de leur émancipation politique. A Pest, on ne doutait pas que si ces « États-Unis d'Allemagne » devaient voir le jour, la force des choses imposerait à l'Autriche un gouvernement démocratique. D'ailleurs, dans l'enthousiasme de la première heure, le Parlement de Francfort décidait qu'aucune partie de la Confédération Germanique ne pourrait être réunie en un seul État avec un pays non allemand. Cela semblait aux Magyars une garantie efficace contre tout retour offensif des centralistes de Vienne. La maison de Habsbourg ne pouvait admettre l'unité germanique autrement que sous son égide. Enfin, les Slaves croyaient leur hégémonie assurée dans une Autriche puissante et indépendante de l'Allemagne.

Éloigner l'Autriche de l'Allemagne n'eût pas

1. *Eine Stimme über Österreichs Anschluss an Deutschland*. Vienne, 1848.

suffi pour garantir aux Slaves le premier rang dans la Monarchie. Afin d'atteindre ce but, il fallait modifier à leur gré sa construction intérieure. Le souffle national, la solidarité de race se mêlaient dans leurs esprits à des visions historiques et à des théories de rationalisme en matière d'État, qui constituaient l'antipode des premières. « L'histoire — déclarait Palacky — a entassé au sud-est de l'Europe, le long des frontières de la Russie, un groupe de peuples, très divers par la langue, les mœurs et le passé : Slaves, Allemands, Roumains, Magyars, sans parler des Grecs, des Turcs et des Albanais; ces tribus, dont aucune n'est assez forte pour résister à leur redoutable voisin, ont mis en commun leur faiblesse : le Danube est le lien qui les rattache les unes aux autres, et l'État qui les embrasse ne saurait s'en éloigner sans danger; cet État est cependant indispensable à la sécurité de l'Europe et à l'humanité. Si l'Autriche n'existait pas, il faudrait l'inventer. Elle est affaiblie actuellement et menacée parce qu'elle a méconnu le fondement moral de sa puissance, qui est le respect absolu des droits des divers groupes ethniques. L'égalité de toutes les races est d'équité naturelle : aucun peuple sur la terre ne saurait exiger d'un autre qu'il renonce à sa personnalité; la nature ne reconnaît pas, parmi les nations, de maître ni d'esclave. L'Autriche a oublié cette vérité; de là les difficultés dans lesquelles elle se débat; mais il n'est pas trop tard pour

qu'elle se rattache à cette ancre de salut qu'est la justice ¹. »

Palacky entendait, par le « respect absolu des droits ethniques », le démembrement de la Monarchie et sa reconstruction dans la forme de huit États neufs, qu'il voulait créer sur la base exclusive de la nationalité ². Dans son cabinet, où ne parvenaient pas les grondements de la vie, ce savant pouvait aisément retoucher la carte à sa guise. Esprit d'une parfaite probité, mais doctrinaire par excellence, il ne doutait pas que ce système assurerait la concorde des peuples, la grandeur de l'Empire, le repos du Continent. Pourtant, ces rêves ne répondaient que très imparfaitement à la réalité.

Dans tous ces pays on trouvait des limites fort sinueuses, des populations mêlées les unes aux autres d'une manière inextricable. On voyait dans

1. Traduction d'Ernest Denis. *Ouvr. cit.* II, 262.

2. Dans le projet qu'il présenta en 1849 au Parlement de Kremsier, Palacky proposait de découper la Monarchie de la manière suivante : Groupe allemand : les deux Autriches, Salzbourg, le Vorarlberg, les parties allemandes des provinces héréditaires, de la Bohême, de la Moravie, de la Silésie. Groupe tchèque : les parties tchèques de ces trois pays, le nord de la Hongrie habité par les Slovaques. Groupe polonais : la Galicie, la Bukovine, la partie ruthène (ukrainienne) de la Hongrie. Groupe illyrien : les parties slovènes des provinces héréditaires. Groupe italien : le Tyrol méridional, la Lombardie et la Vénétie. Groupe slave du sud : la Dalmatie, la Croatie, la Slavonie, les districts de la Hongrie habités par les Serbes. Groupe magyar : les parties magyares de la Hongrie et de la Transylvanie. Groupe roumain : les parties roumaines des mêmes pays et de la Bukovine. — V. Eisenmann. *Le compromis austro-hongrois*. Paris, 1904, 127.

la même région des représentants de trois ou quatre nationalités. Le propriétaire terrien, dans ce temps-là presque unique dépositaire de la fortune et des lumières, vivait entouré de paysans d'autres races. Les villes s'élevaient parmi des campagnes de sang étranger. Du milieu des masses homogènes qui peuplaient une province émergeaient des groupes disparates. Enfin, dans ces enclaves mêmes, il était des villages habités conjointement par plusieurs peuples. Dans ces pays mixtes, « le respect absolu du droit ethnique », comme le comprenait Palacky, comportait le mépris absolu du travail des générations, d'innombrables existences violentées et déracinées, un bouleversement plus brutal que celui qu'inflige l'épée du conquérant et qu'après lui la vie recouvre de ses flots¹. Certes, l'égalité des races est non seulement une exigence de l'humanité, mais encore la pierre angulaire de la sécurité et de la force d'un État, — à condition de fonder cette égalité sans substituer à la dépendance des uns la sujétion des autres. Or, l'arrière-pensée d'établir la suprématie des siens dans la Monarchie inspirait les théories de Palacky. Leur réalisation faisait de la Bohême le maître de l'Autriche et réduisait la Hongrie en une province secondaire. De là un antagonisme violent entre

1. Plus tard, Palacky reconnut son erreur. « On s'aperçut, écrit M. E. Denis, que les querelles de races, si bruyantes qu'elles fussent, n'avaient pas supprimé les liens noués par l'histoire... et on reprit pour bases les divisions traditionnelles. » — *Ouvr. cit.* II, 344.

Tchèques et Magyars, lequel ne pouvait cesser à moins que les uns ne renoncassent à ce dessein et que les autres n'assurassent le libre développement des Slaves de Hongrie.

Les Polonais de Paris entreprirent une tentative de conciliation, afin de réunir Slaves et Magyars dans le mouvement démocratique. Cette tentative échoua. La Pologne elle-même restait condamnée à l'immobilité entre la lance du cosaque et la faux du paysan ruthène.

C'est dans ces conditions que le 2 juin 1848 un congrès slave se réunissait à Prague. Tous les rameaux slaves y étaient représentés. La première section comprenait les Tchèques, les Moraves, les Silésiens et les Slovaques; la seconde, les Polonais, les Ruthènes; enfin, la troisième, les Slaves du Sud.

Mais dans cette foule, les divergences politiques se montraient bien plus efficaces que les affinités ethniques. A côté de quelques nobles et de l'élite de la bourgeoisie tchèque, des savants, des politiciens slaves des différents parages de la Monarchie, on remarquait une jeunesse d'humeur inquiète et de vieux routiers des révolutions, accourus des quatre coins de l'Europe. Le personnage le plus marquant parmi ceux-ci était le Russe Bakounine. Il avait pris une part active aux combats du Faubourg Saint-Antoine. « Quel homme! disait de lui Caussidière. Le premier jour de la révolution, c'est un trésor; le second jour, il est bon à fusiller. » De

Paris, Bakounine s'était rendu en Allemagne. « Ce n'est qu'un mouvement anarchique et l'éducation de la bourgeoisie par la banqueroute qui peuvent sauver l'Allemagne », mandait-il à son ami Herwegh. Bakounine n'arrivait pas à Prague pour entendre de beaux discours. Il a narré lui-même l'intention qui l'y amenait et l'action qu'il y déploya :

« En 1848, le premier congrès des peuples slaves à Prague — congrès qui, soit dit entre parenthèses, avait été réuni par le comte Thun, Palacky et Riéger dans une pensée réactionnaire, celle de former sous le sceptre des Habsbourg un puissant État tchèque, oppressif à son tour et centre de la monarchie autrichienne — avait pris sous nos efforts réunis, grâce surtout aux dispositions tout à fait révolutionnaires du peuple et de la jeunesse de Prague, une tendance diamétralement opposée, ce qui le fit bombarder et dissoudre par les troupes autrichiennes¹. »

En effet, les canons du prince Windischgraetz eurent raison des barricades. La fuite, l'exil, la prison dispersèrent les radicaux tchèques. La droite, sous la conduite de Palacky, se rallia à la cour. Elle allait la soutenir dans son action contre les démocrates autrichiens et contre la Hongrie. Elle se flattait d'obtenir le rétablissement du royaume de saint Venceslas et la prépondérance des Slaves

1. Nettlau. *Michael Bakounine*. London, 1896. Privately Printed. I, 83.

dans la Monarchie, comme récompense de sa fidélité.

II

En Autriche, au début de la révolution, le peuple et le moyen ordre témoignaient une sympathie enthousiaste pour les Hongrois. N'étaient-ce pas eux qui conduisaient l'assaut contre les institutions surannées? — « L'Autriche ne peut suivre sa vieille routine tandis que la Hongrie s'élance pleine d'espérance et de foi dans la voie nouvelle », écrivait en 1847 un publiciste autrichien¹. Kossuth lui faisait écho : « Ce n'est pas les intérêts des deux États qui ne s'accordent pas, dit-il, mais le système autrichien et le système hongrois ».

Dans le cabinet de Vienne, deux courants existaient à l'égard de la Hongrie. Le président du conseil, Wessenberg, était enclin à la reconnaître comme un État autonome, égal et associé de l'Autriche. Ses collègues se montraient hostiles aux Magyars, soit par regret endurci du passé, soit par l'appréhension que Vienne ne perdît son rang de centre exclusif des pays du Danube. Ces dignitaires sortaient des bureaux. La vie publique avait forgé les hommes du cabinet hongrois. Les nouvelles lois attribuaient à Pest une autonomie complète et resserraient l'autorité de Vienne. L'émulation de

1. *De l'Autriche et de son avenir*. Paris, 1847. II, 20.

corps, des préventions traditionnelles, l'aspect quelque peu emphatique que prennent d'habitude les événements en Hongrie, constituaient des sujets d'aigreur pour le cabinet de Vienne. Mais celui-ci était particulièrement inquiet à cause de l'état d'esprit de l'armée.

Celle-ci restait unie et aux ordres du souverain. Cependant, les régiments stationnés en Hongrie prêtèrent serment à la constitution. L'opinion demandait le rappel des régiments magyars se trouvant en dehors des frontières de la Hongrie. Les passions nationales commençaient à ronger la discipline. On considérait de part et d'autre l'armée comme la garantie et l'instrument du pouvoir. La cour tenait d'autant plus à l'avoir en mains, qu'une guerre extérieure se greffait sur la révolution.

La Lombardie aussi s'était soulevée sous le coup des événements de mars. Charles-Albert, roi de Piémont, beau-frère de l'empereur Ferdinand, hésitait entre son attachement pour l'ancienne société et le désir de s'associer aux patriotes italiens dans l'intérêt de la monarchie piémontaise. La fermentation parmi ses propres sujets et la faiblesse de l'Autriche le décidèrent. Le 25 mars, ses troupes entraient en Lombardie.

Pour le cabinet de Vienne, cette campagne mettait en jeu sa plus riche province et ce prestige international qui paraissait aux yeux de ces hommes d'État le ciment de l'Empire. « L'existence de

l'Autriche dépend de la puissance qu'elle déploie à l'extérieur », déclarait le ministre de la guerre Latour¹.

Pour l'armée, la conservation de la Lombardie semblait un point d'honneur. L'opinion populaire était favorable aux Italiens. Depuis un quart de siècle, il cheminait constamment à travers l'Autriche et la Hongrie des condamnés politiques italiens enchaînés deux à deux, dirigés vers quelque lointain château. Dès qu'un convoi pareil arrivait près d'une ville, bourgeois et ouvriers se pressaient autour du bivouac pour offrir du pain, de l'argent, des cadeaux aux prisonniers². Aussi quand il fut question de porter les armes contre l'Italie, le peuple témoigna une hostilité nullement déguisée contre cette campagne. Ce sentiment était particulièrement vif en Hongrie.

La cour demanda quarante mille hommes à la Chambre de Pest. Celle-ci se refusa, votant un ordre du jour qui constituait une offre de médiation entre l'Autriche et l'Italie. Les vœux du peuple allaient aux patriotes italiens. Kossuth suivait le courant populaire et l'encourageait de son autorité. Il faisait entendre que le Conseil de Vienne n'avait pas renoncé à ses traditions de centralisation ; qu'une fois la puissance de l'Autriche rétablie en Italie, ses armées victo-

1. Anton Springer. *Geschichte Oesterreichs seit dem Wiener Frieden*, 1809. Leipzig, 1865. II, 3.

2. Tkalac. *Ouvr. cit.*, 336.

rieuses pourraient se tourner contre la Hongrie.

Kossuth avait été un des initiateurs de l'émancipation du paysan : le campagnard croyait sa liberté en quelque sorte l'œuvre personnelle du grand orateur. Ce foudre d'éloquence accumulait les passions du jour et les rendait en paroles lumineuses, en explosions pathétiques. Esprit de haute volée, admirablement instruit des choses de la Hongrie et de l'Autriche, dans ce temps-là, il ne connaissait encore l'Europe que par les livres. En dépit de son inexpérience des affaires internationales, il entrevoyait que la cause hongroise n'avait aucune chance de succès sans s'attacher à celle de la démocratie européenne.

De fiévreuses intuitions poussaient un grand nombre de ses contemporains dans ce sens. Les cerveaux étaient troublés par la hantise d'une vaste cabale réunissant tous les « ci-devant » à travers l'Europe ; on croyait que Metternich, réfugié à Londres, tenait le fil du complot.

Le même phénomène de psychologie collective se manifestait chez les défenseurs de l'ancien régime. Ils étaient convaincus que, de l'Atlantique jusqu'en Russie, les « ennemis de la société » se donnaient la main pour renverser les trônes. Les conservateurs parlaient de « l'aile hongroise de la sédition européenne ». Un mystérieux comité subversif, chuchotaient d'autres, agissait à Versailles, ayant pour émissaires des Polonais et des « hommes en blouse » de France, « faiseurs de

barricades », metteurs en œuvre de la révolution¹.

Les classes conservatrices redoutaient la fièvre française; elles voyaient déjà la France « impie et sanguinaire » relever les échafauds de 1793 à travers le continent.

Les démocrates vivaient le regard tourné vers la France. Quelques années auparavant, à Pest, Berlioz, qui venait de faire exécuter sa *Marche hongroise*, fut abordé par un inconnu :

— Ah! Monsieur! moi Hongrois... pauvre diable... dit l'inconnu en l'embrassant. Pardonnez mon extase. Ah! j'ai compris votre canon... oui, oui... la grande bataille... — Et se frappant la poitrine à grands coups de poing — : dans le cœur, moi, je vous porte... ah! Français révolutionnaire... savoir faire la musique des révolutions². »

En réalité, le gouvernement de la République ne songeait guère à reprendre la tradition jacobine, à saisir les armes pour l'affranchissement des peuples. Lamartine, qui dirigeait les affaires étrangères, abhorrait la guerre; dans sa pensée, la victoire menait à la dictature, la défaite à l'invasion. Il s'employait à réconcilier « les susceptibilités monarchiques de l'Europe avec les susceptibilités républicaines des hommes qui l'entouraient³. »

1. Helfert. *Geschichte Oesterreichs seit der October-Revolution*. Leipzig, 1869-72. I, 310.

2. Berlioz. *Mémoires*. Paris, 1870. 368.

3. Quentin-Bauchard. *Lamartine, homme politique*. Paris, 1903. 291. — *Lamartine et la politique étrangère*. Paris, 1907.

Tandis que le peuple de Paris manifestait bruyamment ses sympathies pour les Italiens, les Polonais, les Hongrois, la diplomatie française travaillait à rassurer les chancelleries. Le Tsar, grand maître de la légimité et protecteur de l'Autriche, refusait de reconnaître la République. La politique française sur le Danube allait être subordonnée au but d'obtenir la reconnaissance de la République par la cour de Russie.

Cependant, à Paris, l'opinion populaire se passionnait pour les nations qui voulaient recouvrer leur liberté. Le *Club pour l'émancipation des peuples*, soutenu par les partis avancés, proclamait la guerre aux despotes. A Vienne et à Pest, la jeunesse ne lisait que les livres, les journaux de Paris ; elle se plongeait dans les souvenirs de la Révolution française ; elle chantait avec Béranger :

« Peuples, formez une sainte alliance
Et donnez-vous la main. »

Ce danger de sédition générale émut l'armée autrichienne. Les officiers recevaient des circulaires anonymes :

« Camarade, où sont les cuirassiers de Dampierre¹? On a braqué le pistolet contre la poitrine de notre bon empereur pour lui extorquer des concessions. Et nous, qui sommes trois cent mille, nous souffrons cela ! Il faut agir et nous agirons, même sans ordre. »

1. En 1649, ce régiment avait arraché Ferdinand II des mains des ligueurs protestants.

III

Dans l'empire des Habsbourg, la révolution laissait le souverain hors de cause. La Monarchie n'était pas ébranlée. Il faut remonter à la France de Louis XIV pour se faire une juste idée du prestige de la couronne.

Quand l'empereur François rentra à Vienne après la bataille d'Austerlitz, la foule arrêta sa voiture et se jeta sur ses mains pour les baiser. Ce qui fit dire à Napoléon : « Il est reçu après la défaite comme je ne le suis pas après les plus grandes victoires »¹. Ferdinand rencontrait la même adulation que son père. A Prague, la révolution commença aux clameurs de : « Vive l'Empereur ! ». Elle se termina aux cris de : « Vive notre bon roi, le restaurateur de la constitution »². Pour exciter le campagnard tchèque contre le Parlement de Francfort, il suffisait de lui faire croire que cette assemblée voulait arracher le sceptre à Ferdinand. Au lieu du nom d'un candidat, le paysan écrivait sur son bulletin de vote : « Je ne veux pas me séparer de mon empereur »³.

L'ascendant de la couronne n'était pas moindre en Hongrie. Les Magyars faisaient grand cas des

1. Merode-Westerloo. *Souvenirs*. Bruxelles, 1872. II, 304. — Voir aussi M^{me} de Rémusat. *Mémoires*. II, 219.

2. Denis. *Ouvr. cit.* I, 557.

3. Thomas. *Ouvr. cit.*, 728.

caresses de leurs princes. L'archiduc Étienne, élu palatin¹ en 1847, entreprit à cette occasion un voyage à travers le pays. Il arrivait harassé dans une ville de province et il se retirait sans pouvoir faire honneur au festin de son hôte, l'évêque Balassa. Peu après, un bruit insolite réveillait l'illustre voyageur. L'affliction avait donné une attaque d'apoplexie au prélat. Il serait exagéré d'avancer que la foi royaliste soit allée jusqu'à cette limite chez le reste de la nation. Pourtant, elle apparaît attachée à la dynastie et animée du désir de réunir la liberté avec la royauté.

En Autriche, et particulièrement dans sa capitale, la présence constante des empereurs avait créé entre eux et le peuple une sorte de familiarité qui rappelait les relations des villageois des vieux âges avec leur seigneur. Le monarque, les princes, parlaient la langue du peuple, le dialecte viennois. Le citadin les considérait comme ses divinités tutélaires. Il ne doutait pas que la famille impériale n'eût charge d'âme envers le moindre des siens. Le duc d'Abrantès, visitant Vienne vers 1830, rapporte une anecdote qui exprime bien cette foi naïve. Un secrétaire de l'ambassade d'Espagne menaçait de jeter dans l'escalier son tapissier trop exigeant. Et ce dernier de lui dire, pour toute réponse : « L'Empereur le saura »².

1. Lieutenant général du Royaume.

2. *Le livre des Cent et un*. Paris, 1839. 252.

La révolution n'avait pas effacé ces sentiments. Le 18 mars, l'Empereur et l'Impératrice sortaient en voiture. Le peuple les entourait et les acclamait. Soudain, l'Empereur se sent indisposé. Un officier de la garde nationale saute près du carrosse et s'écrie : « Silence. Sa Majesté est souffrante ! ». Et ce fut le silence le plus profond¹.

Cependant on ne sut pas tirer parti de ces affections séculaires. L'Autriche de 1848 était un gouvernement personnel sans personnalité. La famille impériale ne comptait que des vieillards et des adolescents. Les hommes qui les entouraient étaient inférieurs aux circonstances. Et l'ombre de Marie-Antoinette planait au-dessus de leur tête.

De son temps, la Révolution française n'avait pas épouvanté la cour de Vienne outre mesure. On prête à l'empereur Léopold la phrase : « J'ai une sœur en France, mais la France n'est pas ma sœur ». Au premier abord, son conseil ne voyait dans ce cataclysme que l'abaissement d'une ancienne rivale.

Cinquante ans avaient passé. Les récits de la tragédie de Marie-Antoinette émurent l'enfance de ses neveux et celle de leurs familiers. La chute de Charles X et de Louis-Philippe rapprochait ces souvenirs de la réalité. Le spectre de la Terreur faisait bien plus d'effet dans la *Bourg*, à un demi-siècle de distance, qu'il n'avait donné d'émotion à

1. *Rapports secrets sur les journées de Mars 1848*. Oesterreichische Rundschau, 1898.

L'heure où le roulement des tambours étouffait la voix des victimes. Le nom seul de la Révolution troublait les cœurs. Ces réminiscences, ces trompeuses analogies historiques, la croyance d'une conspiration subversive universelle, n'étaient pas étrangères aux alarmes parmi lesquelles vivait la cour. Le soir du 17 mai, la famille impériale entreprit une promenade à Schœnbrunn. Là, on ordonna aux postillons de continuer vers Insbruck. L'Empereur cherchait un refuge parmi ces montagnards fidèles et dans la proximité de l'armée, massée dans la plaine lombarde.

Pour ces militaires, les armes constituaient une vocation. D'aucuns parmi les vétérans comptaient jusqu'à cinquante campagnes. Les conscrits portaient l'habit blanc de l'Empereur pendant dix ans ; souvent ils se réengageaient pour la vie. L'esprit de corps était particulièrement développé dans cette armée. Les événements récents n'avaient fait que le renforcer et l'exaspérer. Au dédain de l'homme d'action contre le rhéteur, l'officier autrichien ajoutait celui de l'homme de plaisir et de bonne compagnie pour le plébéien. Le comte Radetzky, chef de l'armée d'Italie, enfant de troupe, vétérans de Marengo et de Wagram, était décidé à marcher sur Vienne, dès que les événements le permettraient, afin de restaurer l'Empereur dans la plénitude de son autorité. Radetzky entretenait des intelligences avec le prince Windischgraetz, qui commandait à Prague. C'était un

féal seigneur, officier plus brave qu'habile, avec un caractère qui présentait un singulier mélange de morgue et d'humanité, et des idées politiques datant d'un autre âge. Grand vassal de la couronne attardé dans le siècle, ses officiers l'appelaient « le dominateur ». Quand il apprit que le Parlement autrichien hésitait à donner au monarque le titre traditionnel *par la grâce de Dieu*, Windischgraetz s'écria : « Ils ne veulent pas entendre le : *par la grâce de Dieu*, ils ouïront le : *par la grâce* du canon ! »¹. Le canon lui semblait l'instrument infailible de l'éducation des peuples. Cette méthode lui avait réussi en Bohême. Il s'apprêtait à l'appliquer à Vienne et à Pest.

Dans l'action d'ensemble que projetaient les chefs de l'armée, il entraînait également d'embrigader les passions déchaînées parmi les Croates, les Serbes, les Roumains de Hongrie. « Il faut que la Hongrie soit transformée, écrivait le 6 novembre 1848 Schwarzenberg à Windischgraetz. Pour cela, nous avons besoin des nationalités². » Aux yeux de ces hauts barons, les passions nationales ne semblaient qu'une sorte d'arrière-ban que l'on appelle le jour de la bataille et que l'on renvoie au village le lendemain.

1. Friedjung. *Ouvr. cit.* I, 33.

2. Helfert. *Ouvr. cit.* I, 33.

IV

En Hongrie, le relâchement passager des ressorts du pouvoir, la brusque altération de tous les rapports sociaux avaient encouragé la licence et provoqué des tentatives anarchiques. Dans les villes, le petit commerce organisait des chasses aux Juifs. Dans maints endroits de la plaine magyare, les villageois croyaient ferme que le nouvel ordre comportait la distribution des terres seigneuriales. Il fallait l'intervention de la troupe pour les faire démordre de cette interprétation excessive de la liberté. La même effervescence régnait dans les régions habitées par les Serbes, les Roumains ou les Slovaques. On coupait les bois du seigneur, on mettait son gibier en broche, on brûlait les bancs qui servaient ci-devant pour les peines corporelles. Ces pauvres gens se réjouissaient de leur affranchissement sans se rendre bien compte de sa portée. Et partout, le paysan était travaillé par sa convoitise innée pour la terre.

Dans la bourgeoisie, les nouvelles lois démocratiques suscitèrent d'abord une allégresse universelle : rues pavoisées, feux de joie, actions de grâces célébrées simultanément par le curé, le pasteur, le pope et le rabbin. Mais la fermentation générale, les exagérations des patriotes à outrance de Pest, et le travail souterrain de la contre-révolution, mirent un terme à ces effusions fra-

ternitaires et réveillèrent les antagonismes de nationalité.

Les mandataires des Serbes de Hongrie se présentèrent devant le Parlement à Presbourg. On les reçut en audience solennelle. Là, tout se passa en belles paroles, en assurances de fraternité. Pourtant après la séance, dans l'appartement de Kossuth, il y eut éclat et choc des passions. La fougue du chef magyar se heurta au tempérament encore plus excessif de ses interlocuteurs. Un des leurs, Stratimirovic, ancien officier autrichien, s'écria : Si l'on refusait d'accorder les revendications des Serbes de Hongrie, ceux-ci s'adresseraient « ailleurs ». Sur cette menace de lier partie avec l'Autriche militaire, Kossuth lui lança : « En pareil cas, le glaive décidera entre nous »¹.

Les Magyars se trouvaient dans l'état d'âme des Français de 1792. Ils n'ignoraient pas que ces nationalités servaient d'instrument à la cabale qui se préparait à frustrer la Hongrie de son indépendance et à lui imposer par les armes un régime détesté. La menace de l'invasion et du démembrement écartèrent les partisans d'une politique d'apaisement. Le pays, entouré de frontières hostiles, appelait un pouvoir fort. Le comte Batthiany présidait le conseil de Pest ; pourtant, Kossuth était le maître du cabinet et de la nation.

Déjà l'incendie flamboyait. Les paysans surexcités

1. Général v. Stratimirovic. *Was ich erlebte*. Wien, 1911.

entraînaient les hommes politiques. Des violences contre les propriétaires, des querelles au sujet de champs ou de pâturages furent les germes de ces émeutes. Elles dégénérèrent vite en un sérieux soulèvement. Les Serbes de Hongrie, puis les Roumains de Transylvanie refusèrent l'obéissance au gouvernement de Pest. Les Slovaques s'agitaient. On convoquait des assemblées dans lesquelles on apprenait au paysan slovaque qu'il était « l'habitant autochtone et naguère le seul possesseur du sol de la Haute-Hongrie ».

Parmi les gens instruits de ces nationalités, les uns étaient des hommes de valeur, passionnément dévoués à leur peuple, mais adonnés depuis leur adolescence aux fumeuses rêveries historiques, l'imagination enflammée par les théories du Congrès de Prague. D'autres, compagnons de mauvais aloi, dressaient déjà en pensée l'échafaud pour leurs ennemis personnels ou pour ceux dont ils convoitaient le bien. Chez les Serbes et chez les Roumains, le clergé orthodoxe, jusque-là déprécié et tenu en infériorité, versait dans ce flot ses ressentiments, ses ambitions et son enthousiasme national.

Les masses rurales, réunies par ces dirigeants, ne comprenaient pas grand'chose aux revendications politiques. Un désir les animait : celui de la terre. Leurs chefs en étaient issus. Ils apportaient à l'égard de la propriété publique les instincts que leurs ouailles avaient au sujet de la propriété par-

ticulière. Leur solidarité avec le sort de leur peuple, ce mélange de généreuses illusions et d'envies haineuses qui les travaillaient, ne pouvaient aboutir qu'à un but : le partage. Les Magyars n'avaient d'autre objet que l'unité.

Le parti militaire sut profiter du débordement universel de la conscience nationale, du manque d'esprit fédératif des Magyars, du désir impétueux de se tailler des États des autres nationalités. Le cabinet de Pest, maître au centre du royaume, restait impuissant dans la périphérie. On désigna le colonel Jellacic pour liguer toutes ces frondes et pour les déclancher contre les Hongrois.

Son élévation à la dignité de *ban* (vice-roi) de Croatie fut si brusque que les contemporains chuchotaient d'une tendre protectrice en haut lieu. La réalité est moins romanesque. Pour s'assurer des Croates, la cour cherchait un officier sûr appartenant à cette nation. Le choix tomba sur Jellacic. Les contemporains l'ont comparé à Murat : il lui ressemblait bien plus par le costume que par ses exploits. Cependant, Jellacic sut tirer parti avec habileté et audace de la situation où son heureuse fortune l'avait placé. Elle lui valut tous les honneurs jusqu'au plus grand parmi tous : celui de passer à la postérité comme le représentant de sa nation.

Tandis que ces officiers généraux préparaient la contre-révolution par l'armée et par la levée des

provinces éloignées, que les démocrates de Vienne et le ministère de Pest s'apprêtaient à la résistance, la cour flottait entre son aversion de supporter le nouvel ordre et les risques de le brusquer. Il y eut donc trois gouvernements. A Insbruck, Ferdinand, roi de paille, détenait l'autorité formelle. La coterie contre-révolutionnaire, inspirée par l'archiduchesse Sophie et le comte Medem, ambassadeur de Russie, creusait ses mines, le gouvernement hongrois ses contre-mines. Le cabinet de Vienne restait réduit à l'impuissance entre une majorité libérale et les premiers de l'Empire, pour lesquels ces principesses semblaient un joug intolérable. Chacun disposait au nom du souverain, chacun invoquait la légalité. Au milieu de cette confusion, les succès de la campagne d'Italie penchèrent la balance du côté des serviteurs du drapeau. Le 24 juin, Radezky défaisait le roi de Sardaigne à Custozza ; le 6 août, il réoccupait Milan. En septembre, Jellacic et ses Croates passaient la Drave et envahissaient la Hongrie. La maison impériale ne cachait plus sa résolution de ramener les peuples à l'obéissance par la force. C'était la guerre civile : d'une part, l'armée et l'Autriche dynastique, alliées aux Slaves et aux Roumains de Hongrie ; de l'autre, le peuple de Vienne, les démocrates autrichiens, les proscrits polonais et les patriotes magyars¹.

1. Pourtant les passions politiques, les animosités, les intérêts particuliers rompirent ce cadre général des factions. Ainsi, les Allemands de Transylvanie furent les plus âpres à combattre les

Magyars. Par contre, ceux de Hongrie donnèrent de nombreux soldats aux armées de Kossuth. Les Serbes catholiques se rangèrent du côté magyar. La majorité des Roumains de Hongrie, contrairement à leurs frères de Transylvanie, témoignèrent de la sympathie à la cause hongroise, en premier lieu par crainte de leurs antagonistes serbes. On trouvait même quelques volontaires tchèques dans l'armée hongroise.

CHAPITRE II

LA GUERRE CIVILE

Un manifeste royal ordonnait la dissolution du Parlement de Pest et investissait Jellacic de pouvoirs illimités en Hongrie. Batthiany démissionnait. Le Parlement instituait un Comité de salut public sous la présidence de Kossuth. La Hongrie se déclarait solidaire avec la Pologne, l'Italie, l'Allemagne démocratique.

Le 19 septembre, la Chambre hongroise envoyait à Vienne une députation chargée de se mettre en rapport avec le Parlement autrichien, de traiter de nation à nation, de les unir contre l'absolutisme.

Pourtant, sur la proposition du professeur Helfert, de Prague, la Chambre décidait par 186 voix contre 108 d'opposer une fin de non-recevoir à la délégation magyare. Mais le peuple de Vienne pensait autrement. Le 6 octobre, les faubourgs se soulevèrent pour empêcher la sortie de la garnison qui allait renforcer les troupes croates. Les émeutiers égorgèrent le comte Latour, ministre de la guerre. La cour, depuis le 12 août réinstallée à Vienne, se réfugia dans la forteresse d'Olmütz.

La première bataille de la guerre civile eut lieu sous les murs de Vienne. Les troupes aguerries de Windischgraetz et de Jellacic repoussèrent les Hongrois accourus pour délivrer la ville. Le lendemain, 31 octobre, l'armée impériale occupait Vienne. L'Assemblée constituante fut reléguée dans la bourgade de Kremsier. La révolution était terrassée en Autriche.

Le 2 décembre, à Olmutz, Ferdinand abdiquait en faveur de son neveu François-Joseph. Le vieux souverain tombé en enfance se retirait à Prague, où il termina sa vie à cultiver des fleurs.

François-Joseph montait sur le trône en pleine Terreur. Hubner, qui le vit lors de la fuite de la famille impériale à Olmutz, remarquait que le jeune archiduc trahissait plus d'indignation que de tristesse. Il arrivait au pouvoir au moment où les passions atteignaient leur paroxysme. Sa mère, l'archiduchesse Sophie, d'une certaine élévation de sentiment, mais ignorant le siècle, était animée d'un ardent mysticisme contre-révolutionnaire. Et dans l'entourage du souverain de dix-huit ans, il n'y avait pas une femme de cœur, pas un prêtre humain, pas un homme d'État voyant de haut.

Le nouveau président du conseil d'Autriche, le prince Félix Schwarzenberg, était le fils cadet de cette belle Pauline Arenberg qui périt dans l'incendie de l'ambassade d'Autriche lors des fêtes nuptiales de Napoléon. Une des sœurs du prince avait épousé Windischgraetz. Lui-même remplit

des postes élevés, et dans la diplomatie et dans l'armée. Impérieux dans ses volontés, implacable dans ses vengeances, — si l'on peut donner ce nom à des actes de force accomplis avec la plus parfaite impassibilité, quand il croyait que ceux-ci pouvaient avancer ses desseins, — ce diplomate à cheval marchait droit au but : dompter les peuples, concentrer dans ses mains toutes les ressources de l'Empire, jouer la partie du monde et rétablir l'Autriche la première parmi les puissances.

Il jugeait la charte un dangereux hochet extorqué à la faiblesse de Ferdinand; il regardait les libéraux comme de fastidieux brouillons, les démocrates comme des criminels d'État, les Magyars comme des rebelles obstinés qu'il convenait d'abattre et de réduire à jamais.

Le moulin à paroles de Kremsier broyait de vains discours. Les baïonnettes tenaient en respect les étudiants et les ouvriers de Vienne. Depuis la suppression du servage, en Autriche, les masses agricoles témoignaient la plus entière insensibilité à l'égard des événements publics. De jeunes révolutionnaires avaient parcouru les villages pour appeler les paysans au secours de Vienne : « Nous n'avons plus de corvées, répondaient ceux-ci. Le reste nous est égal¹. »

La « grande Autriche » autocratique, qui devait rétablir la maison de Habsbourg en Allemagne et

1. Helfert. *Ouvr. cit.* I, 422.

en Italie, ne rencontrait d'autre obstacle intérieur que les Hongrois. Ils faisaient face de toutes parts. Kossuth improvisa des armées. Görgey, officier de trente ans, s'éleva au commandement. Schwarzenberg mit en ligne tous les moyens pour vaincre cette résistance.

Des officiers impériaux prenaient le commandement des frondes armées en Hongrie. La diplomatie autrichienne réussit à décider Alexandre Kara-George, prince de Serbie, à envoyer des Serbes de la Principauté grossir l'armée impériale qui combattait les Magyars. Cette guerre engendrait une vive agitation parmi les tribus slaves de Turquie. Des soldats de fortune de la Bosnie, de l'Herzégovine, du Monténégro paraissaient en Hongrie. De confus projets d'action surgissaient : tantôt celui d'un soulèvement général des Balkans ; tantôt celui de s'emparer, de concert avec les sujets slaves des Habsbourg, de certaines provinces de l'Empire.

Le prince de Monténégro mandait à Jellacic que si ce général voulait occuper la Dalmatie pour « donner à l'Europe une configuration nouvelle », il se joindrait à lui avec ses Monténégrins¹. Cependant, la Russie restait l'alliée de l'Autriche. Et tous ces rêves demeuraient enfouis au fond des cœurs.

Après la rupture entre les Magyars et Vienne, le commandement militaire de la Transylvanie fit

1. Pour la traduction de cette lettre, voir : Loiseau, Ch. *Le Balkan Slave*. Paris, 1898. 53.

appel aux masses roumaines. On leur insinua que les Magyars voulaient rétablir leur servage et anéantir leur religion. Déjà au dix-huitième siècle, ces contrées avaient subi de sanglantes éruptions d'anarchie paysanne. Celles qui s'ensuivirent les surpassèrent. En vain quelques Roumains d'une inspiration plus élevée, ayant à leur tête Ianku, sorte de Danton de village, s'opposèrent-ils à ces débordements. Le fanatisme, les hommes de sac et de corde, l'emportèrent. Le soulèvement se changeait en guerre sociale. Ces paysans roumains, armés pour la légitimité, commettaient les mêmes excès qu'on accomplit au nom de l'égalité, en France, pendant la Terreur. Leur colère se déchaînait premièrement contre les archives, les chartiers; ne croyaient-ils pas que leur sujétion était consignée dans ces papiers? Ils s'en prenaient ensuite aux personnes et aux biens des propriétaires, pour terminer par la torche leurs sanglants exploits. Le pays restait couvert de ruines, rongé de vengeances mal éteintes, de haines acharnées.

Durement éprouvés par ces jacqueries, menacés par l'armée autrichienne qui revenait d'Italie, les Magyars, au premier abord, ne furent pas unanimes à se rallier à la révolution. Un enthousiasme belliqueux animait la jeunesse. Le paysan, depuis la veille maître de sa terre, redressait sa faux pour défendre son bien. Pourtant, parmi les gens mûrs, les uns étaient franchement hostiles au soulèvement, les autres l'acceptaient comme une tra-

gique nécessité. Les premiers engagements ne furent pas heureux. Tout prêtait à un compromis.

Avec cela, en Hongrie, la royauté restait à tel point enracinée dans les mœurs, que la résistance nationale prit une teinte monarchique et légale. On menait la guerre au nom de Ferdinand, qui avait renoncé à la couronne, contre son successeur François-Joseph, que l'on refusait de reconnaître.

Kossuth, le maître de la Hongrie, avait subi autrefois trois années de prison comme « personnalité violente ». Il exécrait l'ancien régime et croyait dans la victoire générale de la cause populaire. Pourtant, à cette époque, il n'était pas encore un adversaire irréductible de la maison d'Autriche. Le 13 janvier 1849, le Parlement de Pest acceptait la motion : « Le gouvernement hongrois est prêt à négocier avec le ministère autrichien sur la base des lois de 1848 ».

On n'admettait aucun accommodement à Vienne. Le 6 mars 1849, un manifeste impérial octroyait une « constitution unique » pour l'ensemble de l'Empire. Quelques jours après, un décret ordonnait la dissolution du Parlement autrichien. C'était la dictature militaire. Elle offusquait les esprits modérés parmi les légitimistes autrichiens; consternait les libéraux; brisait les espérances d'autonomie nationale des Tchèques et des petits peuples alliés à la cause dynastique; elle exaspérait les Magyars. Ces mesures rabaissaient leur patrie au rang d'une province subordonnée à l'Autriche.

Le 14 avril, le Parlement Hongrois votait la déchéance des Habsbourg et élevait Kossuth à la magistrature suprême.

Cet événement jeta la division dans le camp magyar. Un conflit éclatait entre l'armée de Görgey, qui désapprouvait l'acte de destitution, et le gouvernement civil de Kossuth, alors même qu'un nouvel adversaire se levait contre les Hongrois.

Dans sa foi mystique en sa toute-puissance, le tsar Nicolas avait contemplé de loin et avec quelque dédain le tumulte des peuples. Il s'était borné à envoyer une lettre autographe de félicitations au prince Windischgraetz, quand celui-ci réprima l'émeute de Prague. A présent, Nicolas jugeait que le moment était venu de faire sentir le poids de son autorité.

Sur un appel pressant de François-Joseph, le Tsar ordonnait au général Berg de préparer l'entrée de cent mille hommes en Galicie. Une note de la chancellerie de Pétersbourg communiquait à M. de Ferrières, chargé d'affaires de France : « Les événements de Hongrie ont pris un tel caractère que notre propre intérêt nous force à envoyer à l'Autriche les secours qu'elle nous demande. Nous ne pouvons pas souffrir qu'il se forme sur les frontières de Pologne une Hongrie indépendante et polonaise¹. » Le 8 mai, Nicolas

1. Edmond Bapst. *Les origines de la guerre de Crimée*. Paris, 1912. 49. — Tocqueville. *Souvenirs*. Paris, 1883. 370.

publiait un manifeste dans lequel il annonçait qu'il avait donné à ses troupes « l'ordre d'avancer pour étouffer la révolte ». Ce jour même, le Tsar reconnaissait la République française et il dépêchait un courrier pour l'annoncer à Drouyn de Lhuys, ministre des affaires étrangères¹.

Pas plus que la France, l'Angleterre ne s'opposa à l'intervention russe en Hongrie. Palmerston jugeait la monarchie des Habsbourg indispensable pour l'équilibre du continent. La Hongrie constituait le pivot de cette puissance. Palmerston voulait rendre viable l'Autriche en la débarrassant de ses provinces italiennes, mais en lui conservant la Hongrie. Aussi le cabinet anglais, tout en travaillant contre l'Autriche en Italie, eut-il garde d'empêcher les Russes de venir au secours de la cour de Vienne².

En vain, à Paris, les envoyés de Kossuth essayèrent-ils de soulever l'opinion contre l'intervention russe. Le cri public était unanime à la condamner. A la Chambre, il y eut diverses interpellations, suivies de réponses évasives.

Tandis que les Hongrois n'obtenaient du dehors que les vœux stériles de l'opinion libérale, les corps russes et autrichiens débordaient leur armée. Görgey se rendait compte que dans ces conditions la victoire était impossible, la résistance un sacri-

1. Bapst. *Ouvr. cit.*, 52.

2. Charles Sproston. *Palmerston and the hungarian revolution*. Cambridge, 1919.

fice inutile. Dans la nuit du 10 au 11 août, Kossuth se démit de ses pouvoirs en faveur du général. Ce dernier rassembla un conseil de guerre et proposa la capitulation. Il n'y eut que deux voix contre soixante-dix-neuf pour s'y opposer¹. Görgey exécuta la décision commune. Les Hongrois déposaient les armes devant le généralissime russe Paskiévitchs. La voix publique accusa Görgey de trahison. Injustice populaire renouvelée dans toutes les catastrophes !

Des représailles cruelles terminèrent cette tragédie. Le même jour, treize généraux hongrois subirent la peine capitale. L'ancien président du conseil Batthyani fut fusillé à l'anniversaire du meurtre de Latour. Ces exécutions — aveugle passion ou méconnaissance absolue de l'âme populaire — furent faites de manière à frapper l'imagination des contemporains et à travailler celle des générations futures.

La légende a enveloppé cette révolution de ses fleurs et de ses ronces. Mais quand on sonde ses profondeurs, il semble que de sages mesures, appliquées à temps, pouvaient la prévenir, et peut-être même la calmer jusqu'en ses pires convulsions. L'autorité morale de la couronne constituait un puissant instrument d'apaisement. Elle pouvait coordonner les intérêts variés des classes et des nations, atteindre le but que Pal-

1. Général de Woinovich. *Görgey*. Oesterreichische Rundschau, 1908.

merston a indiqué en deux mots : « Generous conciliation¹ ».

Pourtant, les dirigeants préférèrent user d'une nationalité pour abattre l'autre. Après quoi ils désarmèrent leurs auxiliaires et instituèrent une répression universelle.

1. Evelyn Ashley. *The life of Viscount Palmerston*. London, 1876. I, 141.

TROISIÈME PARTIE

1849 — 1914

CHAPITRE PREMIER.

LES GOUVERNANTS

I

La révolution matée, le prince Schwarzenberg et les généraux qui menaient l'Empire tambour battant, confièrent la réorganisation de la Monarchie à un groupe de bureaucrates à la tête duquel ils mirent Alexandre Bach. Celui-ci, auparavant chef des libéraux viennois, était parvenu à la dignité de ministre de l'intérieur grâce à ses heureuses dispositions à défendre les causes les plus diverses. Il employa des méthodes de jacobin au bénéfice de l'absolutisme. Sans tenir compte de la formation historique, des conditions particulières, du tempérament moral des peuples, il porta la hache dans les anciennes institutions et imposa partout son administration uniforme.

La police surveillait le prêtre dans le sanctuaire, le professeur dans la chaire, le magistrat dans le

prétoire. L'obéissance devenait l'unique vertu d'État. Les frondeurs s'exposaient aux pires violences. Viel-Castel rencontrait dans ce temps-là un officier qui vantait beaucoup la pendoison, « dont il dit avoir usé très souvent, et il la conseille comme moyen de répression à tous les peuples qui ne veulent pas périr »¹. Le prince Ernest de Saxe-Cobourg, de passage à Vienne, lisait avec stupéfaction, dans le *Journal officiel*, le nombre de coups de bâton que distribuaient les tribunaux militaires².

La nécessité d'un pouvoir fort servait de prétexte à ce régime. Conserver l'héritage de Charles-Quint, maintenir la maison d'Autriche en Allemagne et en Italie constituait son but essentiel.

Afin de reconquérir à l'Autriche sa situation prépondérante en Allemagne, Schwarzenberg entreprit d'introduire dans la Confédération Germanique la grande Autriche entière, y compris ses « provinces » polonaises, italiennes et hongroises. Par ce moyen, il visait à un double effet : dominer l'Allemagne grâce à la Hongrie, la Pologne, l'Italie ; régenter ces pays vassaux par l'Allemagne. La souveraineté de l'empereur d'Autriche et l'unité économique devaient transformer ces régions en une sorte d'immense Empire du Milieu, centre de gravité du continent³.

1. Viel-Castel. *Mémoires*. I, 29.

2. Saxe-Cobourg. *Aus meinem Leben*. Berlin, 1888. II, 46.

3. En octobre 1848, au Parlement de Francfort, un Autrichien,

Déjà, à la Constituante de Francfort, Schwarzenberg avait exigé l'admission de tous les pays des Habsbourg dans la Confédération Germanique. Après la victoire de la contre-révolution, il revint à la charge. A un moment, il se crut maître des affaires d'Allemagne. Sûr de l'appui de la Russie, il réussit à intimider la Prusse ; celle-ci n'était pas prête et céda. A la conférence de Dresde, en 1851, Schwarzenberg demanda l'incorporation de l'Italie autrichienne et de la Hongrie dans la Confédération. Cependant Napoléon III, d'accord avec l'Angleterre, déjoua ce projet.

L'Allemagne restait partagée entre les factions prussiennes et autrichiennes. La cour de Vienne n'avait rien de germanique ; elle était, avant tout, dynastique et catholique. Des descendants d'émigrés français y occupaient des places importantes ; l'un d'eux, le comte Henri de Bombelles, avait été le gouverneur de François-Joseph. Ces courtisans, ces généraux ne connaissaient d'autre conviction que la grandeur de la Maison qu'ils servaient ; ils n'admettaient d'autres titres de possession que le droit dynastique ou la conquête.

« L'empereur d'Autriche, proclamait en 1849 Schwarzenberg, est le premier prince de l'Allemagne. Cette place lui revient grâce aux traités,

le comte Deym, proposait la création d'un « État géant de l'Europe Centrale, de 70, voire de 80 ou 100 millions d'âmes, armé contre Slaves et Latins, capable d'arracher aux Anglais la domination des mers... ». — Helfert. *Ouvr. cit.* II, 283.

aux traditions séculaires et à la puissance politique de l'Autriche¹. »

Schwarzenberg ne vit pas l'effondrement de son œuvre et la faillite de ses principes. En 1852, une mort foudroyante l'emportait. Et bientôt l'Autriche, champion de la vieille Europe des traités, soulevait contre elle les forces réunies de la jeune Europe des nationalités.

Ces forces étaient écloses grâce à la révolution française. Au droit de propriété du souverain sur le pays, au trafic des peuples, au troc des États, la révolution avait opposé la doctrine que toute nation devait cesser d'être la chose d'autrui. C'était une sorte de déclaration du droit des peuples ; elle fut surnommée le principe des nationalités. Pour l'opinion démocratique en Angleterre, aux États-Unis, et particulièrement en France, il signifiait la cause populaire en face des conceptions césariennes. En France, où déjà la Convention avait promis secours et fraternité à tous les peuples qui voudraient recouvrer leur liberté, le principe des nationalités ne comptait d'adversaires que dans les régions supérieures. Le peuple n'en permettait pas même la discussion.

Le suffrage de Napoléon avait confirmé cet article de foi des démocraties. Un jour, arpentant la falaise de l'Océan, l'exilé de Sainte-Hélène dit à Montholon : « L'Europe marche vers une transfor-

1. Friedjung. *Ouvr. cit.* I, 182.

mation inévitable ; la retarder, c'est s'affaiblir par une lutte inutile ; la favoriser, c'est se fortifier des espérances et des volontés de tous. Il y a des désirs de nationalité qu'il faut satisfaire tôt ou tard, et c'est vers ce but qu'on doit marcher. »

L'opinion publique de son pays, l'autorité napoléonienne, enfin ses inclinations personnelles conseillaient à Napoléon III de défendre la liberté et la nationalité des peuples. La solidarité de métier et la puissance effective des cours l'attiraient vers les gouvernements réguliers. Ce prince avait la versatilité naturelle des faibles ; aussi sera-t-il balotté continuellement entre ces deux extrêmes.

Le Conseil de Vienne ne flottait pas. « L'Autriche, déclarait l'ambassadeur Hubner à Napoléon, a pour principe le respect dû aux droits imprescriptibles des souverains, et la non-reconnaissance des prétentions des nationalités de s'établir en États politiques¹. »

De pareilles dispositions finirent par dresser contre la maison de Habsbourg les nationalités, tant au dehors que dans ses propres frontières. Les populations qui s'étaient rangées parmi les auxiliaires de la contre-révolution avaient subi le même traitement que celles qui s'étaient insurgées. Ce sort commun effaçait les rancunes particulières. Peu à peu, frondeurs et fidèles s'unissaient dans une sorte de demi-révolte passive, plus aiguë en

1. Hubner. *Neuf ans de souvenirs*. II, 164.

Hongrie qu'ailleurs, pourtant répandue dans chaque pays de la Monarchie, embrassant presque tous les rangs de la société.

L'effervescence intérieure paralysait la politique extérieure de l'Autriche. Dans la guerre de Crimée, François-Joseph abandonnait son alliée la Russie, en premier lieu par crainte d'une explosion en Hongrie et en Lombardie¹.

Quelque temps après, Nicolas I^{er} dit en public à un de ses familiers : « Savez-vous quels étaient les souverains les plus bêtes de l'histoire ? Sobieski et moi. Nous avons sauvé l'Autriche. »

Napoléon pouvait soutenir le Piémont et secourir la Hongrie sans craindre la Russie ; en 1858, il en obtenait l'assurance formelle du tsar Alexandre².

À Vienne, on sentait l'approche de la tempête. C'est en Italie où l'orage était le plus menaçant. Le gouvernement du royaume lombardo-vénitien fut confié à Maximilien, frère cadet de François-Joseph. C'était un de ces princes qui font le bonheur de leurs sujets et l'honneur de leur maison. Son humanité froissa les militaires ; sa popularité naissante donna de l'ombrage à l'Empereur. Rien ne put consolider le régime autrichien en Italie. « Nous ne demandons pas à l'Autriche qu'elle soit humaine et libérale, déclarait Manin. Nous lui demandons qu'elle s'en aille³... »

1. Bapst. *Ouvr. cit.*, 466.

2. A Plombières. Ollivier. *Ouvr. cit.* III, 505.

3. Ollivier. *Ouvr. cit.* III, 433.

Cavour s'ingéniait à irriter l'Autriche afin de la charger de l'odieux de l'agression. Tout était prêt pour la guerre. Les diplomates avaient élaboré leurs textes, les états-majors leurs plans ; enfin, dans l'ombre des chancelleries, on avait travaillé les forces occultes qui seront désormais les auxiliaires inévitables de tout dessein international : les nationalités.

Au début de son règne, Napoléon s'était montré fort réservé envers elles. Les adversaires de l'ordre social et de l'ordre politique se confondaient. Le pouvoir leur opposait les mêmes rigueurs. En 1852, un républicain fut condamné à six mois de prison pour avoir colporté un porte-monnaie sur lequel se trouvaient les portraits de Ledru-Rollin et de Kossuth¹.

Réfugié en Turquie après la chute de la révolution hongroise, Kossuth avait été interné en Asie-Mineure sur la demande de l'Autriche et de la Russie. Il dut sa liberté à l'intervention des États-Unis. Il en profita pour plaider, en Angleterre et en Amérique, la cause de sa patrie. Les deux Chambres du Congrès l'honorèrent d'une réception solennelle. En 1852, le grand manieur d'hommes s'établissait à Londres. Depuis que les anciens pouvoirs affermis avaient domptés le continent, cette capitale était devenue le refuge des divers chefs révolutionnaires. Une atmosphère d'amertume et d'exaltation enve-

1. Albert Thomas. *Le Second Empire*. Histoire socialiste. V. X. 446.

loppait ces proscrits. Chacun se jetait à corps perdu dans son illusion. L'Allemand Marx élaborait la théorie de la lutte des classes. L'Italien Mazzini, le révolutionnaire intégral, rêvait du coup de main qui allait établir la république universelle. Kossuth, ce libéral romanesque, avait puisé à l'école de la démocratie anglo-saxonne des vues plus nettes. Il projetait la reconstruction de tous les pays du Danube. La discorde entre les Magyars et leurs voisins avait assuré en premier lieu le triomphe de l'autocratie. Pour reprendre la lutte contre celle-ci, il fallait écarter les motifs de dissentiments entre ces divers peuples, afin de substituer à l'empire d'Autriche un groupe de nations libres et fédérées.

Vers la fin de 1849, le prince Czartoriski avait réuni à Paris Rieger, gendre de Palacki, avec les envoyés de Kossuth. Depuis, le chef hongrois avait noué des intelligences dans les pays danubiens¹. Dans sa pensée, la succession de la Turquie ne devait revenir ni à l'Autriche, ni à la Russie, mais aux nations des Balkans. Le calme de l'Europe ne pouvait être durable avant que la Pologne soit ressuscitée, les petites nations du Sud-Est libérées, leurs désirs d'unité satisfaits.

Napoléon s'apprêtait à attaquer l'Autriche pour émanciper l'Italie. Les nationalités paraissaient ses auxiliaires naturels. Avant son départ pour l'armée, l'empereur des Français reçut Kossuth.

1. Voir Kossuth. *Mes écrits de l'émigration*. (En hongrois.) Budapest, 1880. I. 369, 386, 398.

Napoléon lui déclara qu'un des buts de la guerre était d'affranchir les Hongrois. Il ne leur posait qu'une condition : c'est qu'ils n'établissent pas la république, mais s'en tiennent à la monarchie constitutionnelle. Kossuth acquiesça. Napoléon demandait une insurrection des Hongrois en guise de diversion contre l'Autriche. Kossuth promettait le soulèvement général de sa nation, à condition que l'Empereur la reconnût comme l'alliée de la France et envoyât une armée en Hongrie¹.

Kossuth retourna à Londres afin de travailler l'opinion anglaise. Napoléon défit l'armée autrichienne à Solferino.

Cependant, cette victoire avait éveillé des inquiétudes à Londres et bien plus encore à Berlin. La Prusse s'appêtait à porter la guerre sur le Rhin. Napoléon accueillit Kossuth « avec une affectueuse considération » à Valeggio. Mais, quelques jours après, l'empereur des Français proposait une entrevue à l'empereur d'Autriche. Le prince Napoléon continua les négociations. Elles furent aisées. La flotte française venait de mouiller devant Fiume. Le prince fit entendre qu'on pensait à soulever les Hongrois. François-Joseph fléchit.

Relativement à la cession de la Lombardie, le jeune souverain demanda au prince ce que signifiaient ces mots : « selon les vœux des populations » —. Le prince lui donna les éclaircissements

1. Voir le récit de Kossuth chez Ollivier. *L'Empire libéral*. IV, 106.

nécessaires. « Mon cher prince, répondit le monarque, nous ne sommes pas là pour faire un cours de droits de gens... sur les principes, nous ne saurions nous entendre; ce que vous appelez le vœu des populations, le suffrage universel, je l'appelle, moi, le droit révolutionnaire : je ne connais que le droit écrit par les traités¹. »

Napoléon et François-Joseph signèrent la paix à Villa-Franca. Grande fut la colère de Cavour, profond le désespoir de Kossuth. Napoléon avait soulevé les nationalités, puis il les abandonnait pour l'Autriche impériale. Celle-ci comptait retrouver en Allemagne ce qu'elle perdait dans la Péninsule. François-Joseph dit au prince Napoléon :

« — Ils seront bien étonnés à Berlin². »

II

La gestion intérieure de la Monarchie variait selon les écarts de la politique extérieure. Solferino renversa Bach. Après le gouvernement inspiré par les militaires, géré par le fonctionnarisme, les seigneurs terriens, conservateurs et régionalistes, arrivaient au pouvoir. Sauf le servage, ils désiraient rétablir les institutions que la révolution avait détruites ; assurer à l'Église une large autorité en matière temporelle ; revenir sur

1. Ollivier. *Ouvr. cit.* IV, 230 et 238.

2. Ollivier. *Ouvr. cit.* IV, 247.

le cadran de l'histoire à 1847. L'Empereur réunissait à Vienne une assemblée de notables. Celle-ci se prononçait pour le rétablissement de l'autonomie législative des différents pays. On devait les organiser en une vaste fédération, dans laquelle on n'eût traité en commun que les suprêmes affaires de l'État. Mais l'application de ce principe fut posée selon le goût des hommes de l'ancien régime. La haute noblesse avait voix décisive et dans l'assemblée, et au conseil du souverain. Le nouveau système assurait à tel point la domination de cette classe, que le terme « fédéralisme » gardait sur les bords du Danube, longtemps encore, le sens du règne de l'aristocratie terrienne. Aussi, l'acte qui assurait sa prépondérance, le « Diplôme d'octobre », que François-Joseph octroyait à ses peuples en 1860, mécontentait les éléments les plus disparates : la bureaucratie centraliste, la bourgeoisie libérale en Autriche, et la Hongrie entière. Celle-ci refusait l'aumône du « Diplôme ». Elle réclamait sa constitution abolie, la mise en vigueur intégrale des lois démocratiques de 1848.

L'Autriche ne tenait qu'un pan de l'Italie à Venise. Rétablir la prépondérance de sa maison en Allemagne devenait la préoccupation dominante de François-Joseph. Pour gagner contre la Prusse l'Allemagne libérale, un nouveau ministre, le chevalier Schmerling, entreprenait, en 1861, un nouveau remaniement du ménage d'État : « la Patente de février ».

Avec cet homme d'État, légiste au tempérament militaire, le centralisme de Schwarzenberg et de Bach reparaissait sur la scène, débotté, drapé dans une charte.

Ce système, germanique pour des raisons d'État, bourgeois par opportunisme, centraliste par tradition, réunit contre lui tout ce qui n'était ni l'un, ni l'autre dans la Monarchie : les Tchèques, les Polonais, les Slaves du Sud, les Autrichiens allemands catholiques et régionalistes ; enfin, encore une fois, les Hongrois unanimes.

Même la majorité des nationalités non-magyares de Hongrie se prononçait contre le ministère et refusait d'envoyer des représentants au Parlement central convoqué à Vienne.

Ce n'est pas seulement la politique de Bach et de Schmerling qui avait atténué les vieilles préventions. D'autres causes encore contribuèrent à diminuer les frottements entre les diverses nationalités de Hongrie.

Kossuth et les patriotes groupés autour de lui s'étaient affranchis des querelles de clocher. « Qui ne se contente pas de ce que le Magyar soit le premier parmi des égaux, — écrivait par la suite Kossuth, — mais qui veut dominer les autres nationalités... creuse le tombeau de l'avenir de notre race, de la liberté de notre nation¹. » Fixé à Turin, il déployait une vive activité pour rapprocher

1. Kossuth. *Ouvr. cit.* VI, 12.

les petits peuples du Danube. Il espérait les réunir contre l'empire d'Autriche dans une phalange dont la Hongrie formerait le noyau : la *Confédération du Danube*¹.

Tandis que Kossuth et les émigrés attendaient le moment pour reconquérir l'indépendance de leur patrie, grâce à un soulèvement appuyé par l'intervention armée des adversaires de l'Autriche, en Hongrie, un autre chef fit prévaloir d'autres idées.

Nourri de Tacite et d'Horace, formé aux réalités, tout en conservant une droiture, une passion de la justice hors ligne, François Deak présentait, en dehors de ces qualités personnelles, les traits les plus caractéristiques du paysan magyar : sa gravité native, sa prudence, son énergie patiente. Après une vie consacrée entièrement au bien public, ce gentilhomme campagnard devint une sorte de *pater patriae*, l'arbitre de sa nation.

Au Parlement hongrois, réuni en 1861 après douze ans de suspension, Deak proclamait la nécessité de garder une certaine unité afin de maintenir la Monarchie comme grande puissance. Par contre, il exigeait du souverain la légalité absolue, le respect de la constitution et des lois de 1848. Quant aux rapports de la Hongrie avec l'Autriche, il n'en admettait d'autres que ceux « d'un pays libre et indépendant avec des pays libres et indépendants ».

Il ne se contentait pas de revendiquer ces prin-

1. Kossut. *Ouvr. cit.* VI, 41. — Eisenmann. *Ouvr. cit.* 354.

cipes dans les relations de l'Autriche avec la Hongrie. Il n'acceptait pas d'autres règles dans les affaires intérieures de celle-ci. « Nous voulons, écrivait-il dans l'adresse présentée au souverain, que toutes les exigences de nos concitoyens de langue non-magyare concernant leur nationalité soient garanties par la loi, dans tout ce qui peut être réalisé sans morceler le pays et sans sacrifier sa légitime indépendance. »

« L'unité obtenue par la violence ne rend pas une monarchie forte, — proclamait Deak dans cet acte solennel. — La contrainte blesse les sentiments individuels de chaque pays, elle aigrit les cœurs, elle provoque des désirs de séparation et même de démembrement. Pour être forte, la Monarchie a besoin de l'enthousiasme et de l'énergie de toute les nations. »

L'adresse fut repoussée par François-Joseph. Cependant, les conceptions élevées de Deak aidèrent à gagner une partie considérable de la jeunesse de différentes nationalités de Hongrie. Cette jeunesse partageait les idées générales des libéraux magyars et appuyait l'action de Deak.

Le régime absolutiste s'adoucissait. Il y eut des négociations entre Deak et l'Empereur. Elles ne purent aboutir. Le Saxon Beust, depuis 1865 ministre des affaires étrangères de François-Joseph, conseillait le rapprochement avec les Magyars avant d'engager le duel contre la Prusse pour l'hégémonie en Allemagne. La cour, particulièrement

la maison militaire de l'Empereur, espérait que le succès des armes dispenserait le maître des concessions libérales.

« Que l'Empereur forme en Hongrie un ministère représentatif selon les lois de 1848, — dit un Hongrois au ministre autrichien Belcredi, — et la Hongrie entière marche contre Berlin. »

« C'est possible, répondit Belcredi, mais dans ce cas, après la victoire extérieure, nous serions obligé à préparer une expédition de conquête dans les pays de la couronne de saint Étienne¹. »

L'Autriche continuait donc à traîner l'absolutisme comme un boulet. Le cabinet de Vienne brigait l'alliance de la France. En 1862, lors de l'arrivée de Bismarck à Paris, la cour de Vienne donnait à son ambassadeur, Metternich, des pouvoirs illimités pour s'entendre avec Napoléon III. L'Empereur préféra « l'amitié » de la Prusse² ».

Les raisons de cette préférence, Bismarck les rapporte lui-même dans ses Mémoires : « S'il n'existait pas déjà contre nous une alliance franco-autrichienne, ce n'est pas à l'Autriche que nous en étions redevables, mais à la méfiance de Napoléon III à l'égard de l'Autriche, qu'il ne croyait pas capable de naviguer avec le vent puissant de l'idée nationale³ ».

Napoléon n'avait pas voulu lier sa fortune à cette

1. Wertheimer. *Ouvr. cit.* I, 205.

2. Ollivier. *Ouvr. cit.* V, 552.

3. Bismarck. *Mémoires.* I, 326.

Autriche aux conceptions césariennes, opposée aux flots des idées de nationalité. Pourtant, lors de la guerre entre l'Autriche et la Prusse, il se laissa inspirer uniquement par les notions surannées de chancellerie; il ne voyait dans ce conflit que l'occasion d'une fructueuse médiation.

Le lendemain de Solferino, l'empereur des Français avait préféré à l'Europe des nationalités la force matérielle de l'Autriche. Le lendemain de Sadowa, il abandonnait cette puissance, et, aux applaudissements des doctrinaires du principe des nationalités, l'Allemagne fut concentrée dans les mains de la Prusse.

« Débâcle générale », — annonçait la dépêche du général Benedek à François-Joseph. Monté sur le trône à dix-huit ans, son entourage l'avait convaincu de la nécessité d'un règne personnel. Il n'avait connu que le langage des courtisans. Les rudes échos de Solferino et de Sadowa furent ses éducateurs. Le jeune souverain parcourut le message fatal « blanc comme l'habit de son uniforme¹ ». Et l'héritier de Charles-Quint se résigna à ceindre la discipline de monarque constitutionnel.

Deak fut appelé. Il se rendit au château dans une voiture à un cheval, le véhicule des pauvres. François-Joseph l'engagea à former un ministère constitutionnel en Hongrie. Deak se refusa. Toutefois, sur son conseil, l'Empereur confia cette mission

1. L. v. Przibram. *Erinnerungen eines alten Oesterreichers*. Stuttgart, 1910. I, 55.

à Andrassy, ancien émissaire de Kossuth à Constantinople, condamné à mort, mais par la suite amnistié et rentré au pays.

L'émancipation de la Hongrie entraînait celle de l'Autriche. François-Joseph lui accordait une charte et un gouvernement représentatif.

Dès lors, la Monarchie se divisait en deux États distincts : l'Autriche et la Hongrie. L'association permanente de ces deux États restait assurée par la personne du souverain ; par la communauté des institutions d'ordre international : la diplomatie et l'armée ; par l'union douanière ; enfin, par un pacte financier renouvelable tous les dix ans.

Ce système, surnommé le dualisme, présentait deux lacunes : la Bohême et la Croatie. Une place analogue à celle de la Hongrie faisait l'objet des vœux passionnés de la Bohême. En effet, la Bohême possédait les mêmes titres à l'indépendance que la Hongrie. Cependant, la Hongrie, jusqu'au début de l'ère moderne, avait été un creuset où se fondait le meilleur des éléments humains que produisait son sol, de sorte que le Centre hongrois se trouvait environné de populations rurales de langue étrangère. Les Tchèques partageaient le territoire du Royaume avec des citadins riches, cultivés ; ces Allemands de Bohême disposaient du patronage moral de la grande Germanie, de l'appui des Allemands d'Autriche qui occupaient la première place dans l'État. En Hongrie, la noblesse était passionnément magyare ; ce pays,

si divisé, s'élevait à l'unanimité quand l'existence nationale était en jeu. En Bohême, une partie de l'aristocratie appartenait au camp centraliste. L'autre était favorable aux Tchèques; il était en conséquence de ses convictions sociales et religieuses. Ces anciens grands feudataires se sentaient charge d'âmes pour les habitants de leurs domaines. Mais ils ne se confondaient pas avec la nation; ce n'était même pas des alliés: c'étaient des protecteurs. Et pendant longtemps, ils entraînèrent le mouvement tchèque dans leur sillon, celui du fédéralisme rétrograde. Sous l'influence de la noblesse, les Tchèques avaient consenti à entrer dans le Parlement central de Schmerling. Après de vains efforts pour obtenir la reconnaissance des « droits d'État du royaume de Bohême », les représentants tchèques se confinèrent dans l'inaction du dépit. Ils n'en sortaient que pour manifester avec ostentation leurs penchants pour la Russie. Et la Bohême demeurait une simple province de l'Autriche.

La Croatie concluait un compromis avec la Hongrie; toutefois, ce pacte n'atteignait pas les cœurs. Malgré les efforts de Deak, en suite d'erreurs réciproques, il n'y eut pas de réconciliation sincère entre la Hongrie et la Croatie. Or, celle-ci tenait l'unique voie d'accès de la plaine magyare à la mer; et en outre, ce pays formait l'anneau qui reliait la Hongrie au Balkan slave.

Quand même, après l'absolutisme et les tâtonne-

ments qui lui succédèrent, à cette heure, le dualisme offrait une forme supérieure de la liberté politique et civile. Rien n'était plus éloigné de l'esprit de Deak et de ses collaborateurs que l'idée d'un monopole du pouvoir en faveur de deux nationalités ou de coteries qui s'en prétendaient les représentants. En dépit de ses défauts, le dualisme constituait un progrès considérable, à condition de n'être qu'une étape.

III

Le « Compromis » de 1867 restait à la merci des passions humaines. Les anciens ressentiments couvaient sous les cendres. A un dîner de cour, Szlavy, président du conseil hongrois, eut pour voisin un général autrichien. La table levée, l'impératrice dit à l'homme d'État :

— Vous n'étiez guère communicatif aujourd'hui.
Et celui-ci :

— Le général a l'habitude du monologue. Il commandait au château d'Olmütz au temps où j'étais détenu. Chaque matin, il criait à travers la porte de ma cellule :

— Vis-tu donc encore, chien de Kossuthiste ? »

La crainte des revenants hantait les esprits des deux côtés. A Vienne, c'était le regret de l'autorité intégrale, l'inquiétude que les partis extrêmes — qui désiraient la séparation complète de la Hongrie et de l'Autriche — ne l'emportassent un jour.

A Budapest, les réminiscences du régime personnel et militaire demeuraient vivantes. Toutes les entreprises guerrières, toutes les acquisitions territoriales semblaient dangereuses aux Hongrois. Elles pouvaient donner un nouvel essor à leurs adversaires et les inciter à de nouveaux assauts contre leurs libertés. Le « Compromis » avait beau reconnaître deux États indépendants, les forces qui avaient conclu cette trêve demeuraient toujours présentes. Chacun cherchait des alliés à l'intérieur; chacun s'employait à faire adopter un système de politique extérieure conforme à ses intérêts particuliers.

L'alliance russe restait le rêve de prestige diplomatique et de domination intérieure des éléments qui avaient fait la contre-révolution de 1848. A Pétersbourg, deux tendances alternaient à l'égard de l'Autriche-Hongrie : tantôt celle d'imprimer à sa politique une direction favorable aux projets moscovites et partager les Balkans de connivence avec Vienne; tantôt la tendance d'anéantir la monarchie des Habsbourg.

En 1870, le général Fadéef exposait en toute franchise ces aspirations : « Tant que l'Autriche sera une puissance de premier ordre, écrivait-il, la Russie ne peut résoudre à son profit la question d'Orient. La route, qui de Saint-Pétersbourg conduit à Constantinople, doit nécessairement passer par Vienne. Jamais l'Autriche ne souffrira que la Russie s'empare du Danube et domine sur le Bal-

kan, et l'Autriche, en raison de sa position géographique, peut toujours, quand elle le veut, arrêter la Russie. Celle-ci doit donc détruire l'Autriche, si elle veut atteindre son but. Le moyen d'y parvenir, c'est de l'attaquer par l'arme du panslavisme¹. »

Les rapports des cours de Vienne et de Pétersbourg présentent donc un flottement perpétuel, dû au désir d'éviter une lutte fatale et à la difficulté de concilier les ambitions russes en Orient avec les conditions d'existence de l'Autriche-Hongrie. Aussi, pendant le règne de François-Joseph, les relations entre Vienne et Pétersbourg exerceront-elles une influence décisive sur la politique générale de la Monarchie. Les événements de 1870 en fournissent une preuve éloquente.

Elles trouvaient Alexandre II aigri contre la France à cause des sympathies polonaises qui s'étaient manifestées lors de sa visite à Paris. Bismarck écrivait le 27 décembre 1868 à von der Heydt : « Les Russes tiendront l'Autriche en bride² ». Une année après, Clarendon communiquait à Russel que la cour de Pétersbourg s'était engagée à masser sur la frontière de la Galicie une armée pour empêcher l'Autriche d'assister la France dans la guerre imminente³.

A Vienne, l'état-major et la cour, particulière-

1. Voir E. de Laveleye. *Revue des Deux Mondes*, 1871. 379.

2. Ollivier. *Ouvr. cit.* IX, 447.

3. Ollivier. *Ouvr. cit.* XII, 285.

ment la mère de l'Empereur et l'archiduc Albert, désiraient la revanche contre la Prusse. Dès 1868, un ancien émigré hongrois, qui avait ses grandes entrées aux Tuileries, le général Turr, entamait des pourparlers au sujet d'une alliance entre la France, l'Autriche et l'Italie. L'archiduc Albert s'était rendu à Paris muni d'un projet d'opérations achevé; Leipzig était désigné comme point de jonction des trois armées et comme le théâtre de la bataille décisive. Le 14 juin 1870, le maréchal Lebrun arrivait à Vienne et fut reçu par François-Joseph¹.

Tandis que les Allemands d'Autriche s'agitaient en faveur de la Prusse, les Tchèques craignaient le contre-coup d'une victoire germanique sur la politique intérieure de l'Autriche. En Hongrie, le peuple était pour la France; Pest résonnait de la *Marseillaise*². Le gouvernement hésitait. Andrassy, rapportait à Bismarck le consul de Prusse à Pest, redoutait l'Allemagne, mais ses préférences personnelles allaient à la France; sa femme l'affermait dans ce sentiment³.

Cependant, le 18 juillet 1870, François-Joseph réunissait le généralissime archiduc Albert, le chancelier Beust, Potocki et Andrassy, l'un président du conseil d'Autriche, l'autre de Hongrie, Kuhn,

1. Lebrun. *Souvenirs militaires*. Paris, 1895. 47. — Jules Tessier. *Le plan de l'Archiduc Albert*. Caen, 1903.

2. Przibram. *Ouvr. cit.* I, 269.

3. Wertheimer. *Ouvr. cit.* I, 526.

ministre de la guerre, enfin Lonyai, ministre des finances, pour décider la politique de la Monarchie dans le conflit franco-prussien. Beust exposa la situation. En Russie, l'opinion était favorable à la France, la cour à la Prusse. Le voyage du chancelier Gortschakoff à Berlin indiquait que la Russie interviendrait dans le cas d'une défaite prussienne. Quel parti devait prendre l'Autriche-Hongrie?

Andrassy ne voyait que deux possibilités : la guerre à côté de la France contre la Prusse, ou bien la neutralité. En dépit des sentiments que lui attribuait le correspondant de Bismarck, Andrassy se prononça pour la neutralité ; il n'admettait la guerre que dans le cas d'une intervention de la Russie.

Potocki déclara ses sympathies pour la France, mais il attira l'attention sur l'effervescence qui s'emparerait des Allemands d'Autriche.

L'archiduc Albert demandait quarante jours pour mettre l'armée sur le pied de guerre. Il émit l'opinion que Napoléon serait vers la fin d'août aux frontières de la Saxe ; c'est là que la bataille décisive pourrait avoir lieu au début de septembre. L'archiduc demandait la mobilisation générale ou bien la passivité complète.

François-Joseph termina le débat en se prononçant pour la neutralité provisoire, mais il ordonna de préparer l'armée afin d'être prêt pour toute éventualité¹.

1. *Ministerrath für gemeinsame Angelegenheiten. Protokoll 18 Juli 1870.* Vienne. Archives du ministère des affaires étrangères.

A travers le prudent langage de ces dignitaires, on devinait les passions retenues : chez les militaires, les rancunes pour Sadowa ; chez Andrassy, d'un côté, la crainte de la Russie, de l'autre, l'appréhension des conséquences de toute guerre : la défaite livrait son pays à l'ennemi ; la victoire, à la domination des généraux autrichiens.

Le lendemain de cette mémorable séance, Metternich, ambassadeur de François-Joseph aux Tuileries, communiquait à Vienne une dépêche du général Fleury adressée à Napoléon : « La Russie restera neutre, mandait de Pétersbourg Fleury, mais n'engagez pas l'Autriche à marcher avec la France : elle ne servirait qu'à mettre la Russie contre nous »¹.

L'état de l'armée austro-hongroise et la tournure que prenait la campagne contribuèrent à maintenir la Monarchie dans l'inaction. Néanmoins, dans la seconde moitié d'août, le Tsar envoyait à Vienne le comte Chotek, ambassadeur austro-hongrois à Pétersbourg, afin de communiquer à son maître que la Russie lui ferait la guerre s'il intervenait à côté de la France. Le Tsar engageait François-Joseph à conserver la neutralité et à marcher d'accord avec la Russie. « Je ne donnerai mon consentement, — dit Alexandre au comte Chotek, — que pour un arrangement de paix durable, pas

1. *France. Rapports. 1870.* Vienne. Archives du ministère des affaires étrangères. — Fleury. *La France et la Russie en 1870.* Revue de Paris, 1898-99.

pour des conditions impossibles à la France, préjudiciables à l'équilibre européen, et n'étant dès lors qu'une trêve, non une paix réelle. »

Tandis que les diplomates négociaient à huis clos, de vifs courants populaires battaient les portes des chancelleries. La pensée de voir leur pays se tourner contre la cause germanique exaspérait les Allemands d'Autriche. La volonté du Tsar imposait silence aux Slaves. Mais en Hongrie, le sentiment populaire se manifestait bruyamment : « Les Hongrois se lèveraient en masse pour nous secourir, — rapportait un envoyé de Jules Favre, — si le gouvernement ne les en empêchait »¹.

Ces remous n'eurent aucune influence sur la marche des événements. Les affaires extérieures ne constituaient-elles pas la prérogative exclusive du souverain et de la cour ? Ces affaires se traitaient à Vienne, dans la « Bourg » ou son annexe le « Ballplatz »². Les hommes d'État de diverses nationalités y avaient accès en raison de leur situation politique ou sociale ; en dehors de cette enceinte, ils n'avaient plus voix au chapitre. En 1870-71, à une époque où la politique étrangère exerçait un effet décisif sur la destinée des nations, les procès-verbaux du conseil des ministres de

1. I. Reitlinger. *Une mission diplomatique en octobre 1870. De Paris à Vienne*. Paris, 1899.

2. L'ancien Jeu de Paume, aux portes de la Bourg, où Marie-Thérèse fit élever un hôtel pour le ministère des affaires étrangères.

Hongrie ne contiennent aucune mention de la guerre franco-allemande. Celle-ci constituait sans doute l'objet principal des entretiens du cabinet. Mais on se gardait d'insérer ces propos dans le protocole, car François-Joseph se faisait soumettre celui-ci tous les quinze jours et il n'eût pas admis que les ministres hongrois empiétassent sur le domaine qu'il se réservait.

Dans ce temps-là, en Autriche-Hongrie comme partout ailleurs, seuls les liens et les sympathies de familles, les calculs politiques, enfin le contre-coup des événements décidaient l'action diplomatique.

L'épilogue du drame fut une dépêche de l'empereur Guillaume à Alexandre II :

« La Prusse n'oubliera jamais qu'elle doit au Tsar que la guerre n'a pas pris de plus grandes dimensions ¹. »

*
* *

La paix entre la France et l'Allemagne ne semblait qu'une trêve. En Autriche-Hongrie, on désirait la guerre contre la Prusse aux deux pôles de l'opinion, parmi les combattants de quarante-huit et à la cour.

Un ancien émigré, Iranyi, proposa à la Chambre hongroise un vote de blâme contre le gouverne-

1. Plener. *Erinnerungen*. Stuttgart, 1911. 281. (Selon une autre version, la dépêche était : « Après Dieu, c'est à toi que je dois la victoire. »)

ment, qui n'était pas intervenu en faveur de la France. A la *Diète* de Prague, Rieger protesta contre l'annexion de l'Alsace-Lorraine.

La cour de Vienne n'avait pas abandonné l'idée de la revanche. Les petites Allemagnes redoutaient les griffes de la Prusse, les catholiques l'accroissement d'une puissance protestante, les Tchèques la ruine de leurs espoirs d'autonomie nationale.

Cette coalition était appuyée par la mère de l'empereur. Le 5 février 1871, il y eut un coup de théâtre : le comte Hohenwarth, ami personnel du souverain, prenait la présidence du conseil d'Autriche et s'adjoignait un ennemi juré de la Prusse, le wurtembergois Schöffle, titulaire d'une chaire à l'Université de Vienne.

Cet économiste distingué professait d'excellents principes : il voulait obtenir la collaboration spontanée des Allemands, des Magyars et des Slaves « affirmant leur personnalité vis-à-vis de la Russie sous la protection de l'Autriche ¹ ».

Il négocia avec les Tchèques. Il leur demandait de respecter la communauté de la diplomatie, de l'armée et des finances, leur offrant une autonomie restreinte dans le cadre de l'Autriche et le couronnement de François-Joseph comme roi de Bohême.

Cependant, la transformation des provinces de Bohême en un État tchèque rencontrait de puissants obstacles.

1. Schöffle. *Ouvr. cit.* I, 188.

Il y avait d'abord la Pologne. L'ancien crime des trois co-partageants — selon le mot de Herzen — les tourmentait comme un os dans la gorge. Beust, pourtant passionnément hostile à la Prusse, s'en émut. Comment refuser à ses sujets polonais, remarquait-il à François-Joseph, ce qu'il accordait aux Tchèques ? Or, ni la Prusse, ni la Russie ne sauraient souffrir une Galicie indépendante. Une Pologne libre était le cauchemar d'Alexandre. L'inquiétude commune pour leurs provinces polonaises rapprocherait Berlin et Pétersbourg. Les « plaintes » des Allemands de Bohême irriteraient l'opinion germanique. Le nouvel ordre en Bohême ménerait au système que la Monarchie avait le plus à craindre : l'alliance russo-prussienne.

L'écueil de la Pologne n'avait pas échappé au sens politique de Rieger. Il proposa à l'ambassadeur russe à Vienne de tenter à rapprocher, par l'intermédiaire des Tchèques, les Russes et les Polonais¹. Le baume de la solidarité slave se montra inefficace pour endormir les plaies vives de la Pologne. Cependant, une âpre propagande russo-phile travaillait l'Autriche et la Hongrie ; de sanglantes émeutes éclataient parmi les populations slaves. Les survivants et les héritiers de la contre-révolution de 1848 levaient la tête. Tout le réseau compliqué dont les fils allaient de la chancellerie de Pétersbourg aux couvents de l'Athos, des

1. Goriainow. *Le Bosphore et les Dardanelles*. Paris, 1910. 304.

palais des archiducs aux blockhaus croates, s'agissait.

Andrassy, jusque-là, avait témoigné beaucoup de réserve au sujet des négociations entre Vienne et Prague. Quand il entrevit que la transformation des provinces de Bohême en un État tchèque amènerait infailliblement l'alliance russe, la chute du régime libéral, le partage des Balkans, la prépondérance slave dans la Monarchie, l'homme d'État hongrois jeta dans la balance opposée l'appoint décisif.

Hohenwart fut renversé. Beust avait contribué à sa chute ; en novembre 1871, il lui succéda dans la disgrâce. Intelligence remuante, mais « dépourvu de force et de sérieux ¹ », ses contemporains l'avaient surnommé « le lion dans l'entresol ». Il fut remplacé par son rival Andrassy. A Paris, au temps de son exil, ses amis le désignaient du sobriquet « Aramis ». Pourtant, sous ces dehors de brillant mousquetaire, l'ancien proscrit cachait un vif sens politique. Maintenir la Turquie aussi longtemps que possible ; gagner les sympathies des nations balkaniques et leur concéder des agrandissements territoriaux le jour où la chute de la Turquie d'Europe deviendrait inévitable ; assurer de cette manière la pénétration pacifique de l'Autriche-Hongrie dans les Balkans ; appuyé sur l'Angleterre, empêcher la Russie d'encercler la Monarchie par des annexions ou par la

1. Ollivier.

création d'un puissant État vassal dans la Péninsule, — c'était là le plan qu'Andrassy opposait, à ses débuts, aux partisans de l'alliance russe.

Les projets de l'homme d'État hongrois furent combattus dans la Monarchie même par de puissants adversaires : l'entourage intime du souverain et des généraux impatients d'action. Un conflit avec la Russie leur semblait une perte irréparable pour la cause monarchique. Des aventures orientales en coopération avec la Russie leur promettaient des succès militaires et la domination intérieure. Ce clan trouva l'appui d'un penseur : M^{er} Strossmayer, ancien professeur de théologie à Vienne, qui avait obtenu en 1850, grâce à la protection de Jellacic, l'évêché de Diakovar. Grand par le cœur, utile par son œuvre de mécène des arts et des lettres, en politique, ce docte prélat croate ne fut qu'un magnanime chimérique. Il rêvait d'un panslavisme catholique, du rapprochement des deux Églises, de l'union politique des Slaves sous les auspices de Rome. Le premier pas dans cette voie devait être, lui semblait-il, la destruction de la Turquie. Des dépouilles de celle-ci, on allait agrandir la Monarchie d'un empire yougo-slave que l'on pourrait opposer à la Hongrie¹. « Nous avons assez de terre et trop de Slaves », disaient les Hongrois². Si leurs émules, et particulièrement

1. *Lettres de Mgr Strossmayer à la princesse Lise Troubetskoï. Le Correspondant*, 23 août 1916.

2. Laveleye. *La Péninsule des Balkans*. Paris, 1886. II, 133.

les Croates, demandaient une politique énergique dans les Balkans, c'était autant par solidarité de race que dans l'espoir d'accroître l'influence des Slaves du Sud en augmentant leur nombre par de nouvelles provinces.

L'idée de s'emparer de la Bosnie prit corps en 1869, au cours d'un voyage de François-Joseph en Dalmatie. Ses généraux, particulièrement Rodic, ancien aide de camp de Jellacic, suggérèrent à l'Empereur que la Bosnie était destinée à compenser la perte du royaume lombardo-vénitien et à assurer un appui stratégique à l'Istrie et à la Dalmatie.

Andrassy redoutait toute politique d'expansion. Les projets sur la Bosnie lui semblaient particulièrement périlleux. « Cédons la Bosnie jusqu'à la Narenta aux Serbes, — écrivait-il à un de ses intimes, Kallay, — de cette manière, ceux-ci seront nos factionnaires dans le Sud¹. » Mettre la main sur la Bosnie, c'était s'aliéner les Serbes, et en outre, s'exposer à de graves complications internationales. En 1875, François-Joseph communiquait à Andrassy un mémoire du général Rodic en faveur de l'occupation de la Bosnie. Andrassy désapprouva cet écrit. « Le général Rodic, termina-t-il son rapport, ne tient compte que des embarras qui pourraient surgir de la part de la Serbie et du Monténégro dans le cas de l'occupation de la Bosnie. Quant à moi, il me semble que les vraies difficultés

1. Wertheimer. *Ouvr. cit.* I, 438. — Mollinary. *Quarante-six ans dans l'armée austro-hongroise*. Paris, II, 261.

surviendront de la part de la Russie et du reste de l'Europe. Le général fait comme la souris qui ne flaire que le lard, sans remarquer le piège prêt à s'abattre sur sa tête¹. »

La volonté de François-Joseph et les conjonctures diplomatiques entraînèrent Andrassy à abandonner cette sage réserve. Le cabinet de Pétersbourg se préparait à attaquer la Turquie. L'appât de quelques lambeaux du butin devait servir à gagner la complicité de Vienne. Déjà, à la veille de la guerre de Crimée, le comte Orloff avait été chargé d'offrir à François-Joseph la Bosnie, l'Herzégovine et une partie de la Macédoine². En octobre de 1876, Sumarokow, aide de camp du Tsar, fut investi d'une mission du même ordre³. L'année suivante, la Russie consentait formellement à l'occupation de la Bosnie par l'Autriche-Hongrie, prix de sa neutralité dans la guerre russo-turque. Le Congrès de Berlin donna la sanction internationale à ce marché, dans lequel la Russie tenait l'ombre, l'Autriche-Hongrie la proie. L'« occupation » de la Bosnie que Salisbury désigna du terme : « annexion de main gauche », fut effectuée en 1878. L'Empereur se réjouit de ce succès de sa politique personnelle. La Diète croate exprima sa satisfaction. A la Chambre hongroise, l'opposition demanda la mise en accusation du ministère. Les rancunes que

1. Wertheimer. *Ouvr. cit.* II, 267.

2. Bapst. *Ouvr. cit.*, 486.

3. Przibram. *Ouvr. cit.* II, 11.

valurent à Andrassy, de la part de ses compatriotes, l'acquisition de la Bosnie contribuèrent à le décider à abandonner le pouvoir en 1879.

Le dernier acte de son ministère fut l'alliance qui allait être décisive pour le sort de l'Europe.

La guerre de 1870 avait donné à l'Allemagne concentrée dans les mains de la Prusse l'hégémonie sur le Continent. A Vienne, la ligue antiprussienne n'avait pas désarmé. En 1876, un officier autrichien, le commandant Laaba, s'avisait à plaider dans une brochure anonyme pour l'alliance allemande. Le généralissime archiduc Albert le fit rayer des cadres de l'armée.

Bismarck jugeait que ces rancunes s'endormiraient une fois l'Autriche-Hongrie engagée dans les Balkans. L'expansion de la Monarchie vers l'Orient ne pouvait manquer d'aviver l'antagonisme entre Vienne et Pétersbourg, et obliger Andrassy de se rapprocher de l'Allemagne.

Andrassy redoutait la Prusse, redoutait la Russie, mais redoutait surtout les deux réunies. L'entente des trois empereurs ne fut qu'un palliatif de courte durée. En 1879, l'Allemagne, inspirée par la crainte de la France, et l'Autriche, mue par la crainte de la Russie, concluaient un traité de défense réciproque.

VI

L'Europe était partagée en deux vastes systèmes d'alliances. Leur esprit ne différait guère de celles

des siècles passés. C'étaient des ligues susceptibles de variations selon les conjonctures, les intérêts vrais ou imaginaires des États, tels que les présentaient aux souverains les ministres en crédit.

Une poignée d'hommes de cour et de chancellerie maniait les relations internationales des puissances. Au décor parlementaire près, partout, l'appareil de la politique extérieure était le même qu'au temps de Metternich et de Talleyrand. Cependant, les forces que dirigeait cet appareil s'étaient accrues dans des proportions formidables.

Le service obligatoire avait centuplé l'outillage militaire. L'enseignement primaire, la diffusion des journaux généralisaient sinon l'entendement, du moins le souci des choses publiques. Partout les mœurs électorales et parlementaires ainsi que la presse travaillaient à échauffer la vanité nationale. Il en résultait un patriotisme jaloux et vorace qui pesait sur les minorités se trouvant sous sa loi. On chicanait ces minorités au dedans, on aspirait à les protéger au dehors. Les griefs de ces « frères de race », tout en servant de stimulant aux passions nationalistes, constituaient de précieux instruments à l'usage des chancelleries. Chacune avait des « cris de douleur » en portefeuille : on les rentrait ou sortait selon les convenances ; ils servaient de prétexte à s'immiscer dans les affaires du voisin. Les questions de nationalités devenaient les armes clandestines de la diplomatie, armes

dangereuses qui pouvaient entraîner la main qui les maniait.

L'Autriche-Hongrie se prêtait particulièrement à leur atteinte. Située au carrefour des nations, les liens du sang attachaient ses populations à celles de tous les pays adjacents. Chaque événement européen marquait son empreinte sur le patriotisme rival des sujets de François-Joseph. Un conflit avec n'importe lequel de ses voisins menaçait la Monarchie de furieux ressentiments domestiques. L'Autriche-Hongrie était un château fort où chaque voisin possédait des intelligences et détenait les clefs d'une redoute.

D'un côté se dressait le bloc de l'Allemagne. A l'emplacement de l'ancienne Confédération il s'était élevé un État formidable que sa race prolifique et son esprit d'entreprise poussaient à l'expansion. A une sorte de hardiesse gigantesque dans les conceptions, la société allemande ajoutait la foi de son invincibilité militaire. L'enthousiasme national y touchait au mystique, tout en disposant des immenses ressources pratiques du pays. Cet empire allemand, maître du Continent, tenait l'Autriche-Hongrie par la supériorité de son armée, par sa situation géographique et par son influence sur les Allemands d'Autriche.

Du côté de l'Est, la Russie pesait sur la monarchie des Habsbourg par sa force militaire et par l'ascendant du Tsar sur les Slaves. Au moment où la Russie s'engageait contre le Japon, le général

Kouropatkine proposait à l'Autriche-Hongrie la Bosnie comme salaire de sa neutralité. Sans doute, depuis les offres analogues d'Orloff et de Sumarokow, le langage international avait pris un léger vernis moderne; au lieu d'acquisitions territoriales, le général offrait à Vienne des « sphères d'influence ».

Cependant, comme une immense nappe d'eau que sa propre pesanteur incline tantôt à droite, tantôt à gauche, la Russie, refoulée en Extrême-Orient, revenait vers l'Occident. Une fois de plus, l'ardent intérêt que la société moscovite éprouvait pour les nationalités de son sang et de sa religion devenait une arme de combat dans l'action internationale du tsarisme. Celui-ci trouvait un instrument encore plus redoutable dans les peuples balkaniques.

Les États balkaniques avaient franchi rapidement les étapes qui les séparaient de l'indépendance. Pachaliks turcs, puis provinces vassales de la Porte, ils finirent tour à tour par s'affranchir de la suzeraineté ottomane.

Auparavant, les princes de Moldavie et de Valachie allaient à Constantinople pour embrasser le bord de la robe de Sultan, et souvent celui-ci envoyait à Bucarest un « capegi » chargé d'appliquer sur l'épaule du vassal le chiffon noir, signe de destitution. Au cours du dix-neuvième siècle, trente et un changements de trône eurent lieu en Moldavie, vingt-neuf en Valachie. Mais en 1862, grâce à

l'appui de Napoléon, la réunion de ces deux principautés constituait l'État roumain. Un prince de la branche catholique des Hohenzollern obtenait la couronne. Le Congrès de Berlin reconnaissait l'indépendance de la Roumanie.

La Bulgarie aussi put se dégager de la suzeraineté turque grâce au concours du gouvernement moscovite. Aussi considérait-on à Vienne la Bulgarie, dans ce temps-là, comme « une caserne russe ». Lorsque les Bulgares défirent les Serbes en 1885, François-Joseph arrêta les vainqueurs. « Sa Majesté l'empereur, — déclarait le comte Khevenhuller, son envoyé, — règne sur trois millions de Serbes et il est obligé de sauvegarder les intérêts du royaume de Serbie¹. » Le jeune État bulgare grandit, tour à tour malmené ou caressé par l'Autriche ou par la Russie.

La Serbie avait également secoué la domination turque et obtenait la reconnaissance formelle de son indépendance au Congrès de Berlin. Toutefois, dans cet État, le régicide demeurait une institution politique. Aucun des rois de Serbie ne mourut de mort naturelle². Les familles des Obrenovic et des Kara-George se disputaient le trône. L'Autriche et la Russie se disputaient la Serbie.

Ces gouvernements fragiles servaient de hochets aux puissances rivales. Dans les capitales balka-

1. *Oesterreichische Rundschau*, 1910.

2. Sauf Milan Obrenovic, qui abdiqua en 1889.

niques, les mœurs gardaient encore l'empreinte de la longue servitude. Mais les campagnes respiraient la santé et la force. En 1877, la Turquie put résister à la Russie, soutenue par les populations slaves des Balkans. En 1912, ces populations abattirent à elles seules la puissance ottomane.

Ces jeunes peuples de civilisation hâtive restaient grisés par ce triomphe dépassant leurs espérances. Ils venaient de voir les chimères prendre corps. Aux yeux des plus exaltés, la Monarchie n'était qu'une sorte de Turquie chrétienne. Ses régions habitées par leurs nationaux semblaient une proie facile. L'opinion de l'Occident témoignait de la bienveillance à leurs aspirations d'unité. En France, l'alliance russe avait eu pour complément naturel une politique slave plus étendue. L'Angleterre aussi s'était rapprochée de la Russie. Pourtant, la solidarité traditionnelle entre les cours de Vienne et de Pétersbourg n'avait pas entièrement disparu. La cour de Russie ne désirait pas la destruction de l'Autriche-Hongrie. Mais elle craignait une nouvelle éruption des forces occultes, étouffées en 1906 ; et contre ce danger, plus d'un haut personnage jugeait la guerre le meilleur narcotique. Pour les diplomates de Pétersbourg, les passions balkaniques n'étaient que des atouts dans le jeu contre leurs collègues de Vienne. Mais la nation russe embrassait ardemment la cause des petits peuples slaves.

Ainsi, l'Autriche-Hongrie se trouvait enserrée entre deux immenses convoitises. La bienveillance

d'un groupe de voisins ne s'acquerrait qu'au prix de l'hostilité de l'autre. Pour calmer l'opinion russe et gagner les nations balkaniques, il eût fallu gagner leurs animateurs : leurs frères d'Autriche-Hongrie. C'est de ces hommes que dépendaient les relations de peuple à peuple. Mais pour se concilier ces chefs, il n'eût pas suffi de satisfaire la part légitime de leurs revendications, de même que leurs ambitions personnelles. Il eût fallu s'astreindre à changer d'alliance, à susciter de nouveaux mécontentements intérieurs, à affronter l'autre danger. Seule, une personnalité supérieure, douée d'une subtile prudence et d'un vif sens politique, eût été capable de naviguer entre ces écueils, de sauvegarder l'indépendance, et avec elle, l'existence même de l'Autriche-Hongrie.

François-Ferdinand, depuis la mort tragique de l'archiduc Rodolphe, l'héritier de la couronne, était un esprit actif, violent, opiniâtre. Quelques grands seigneurs, quelques militaires, quelques ecclésiastiques — en premier lieu M^{sr} Stadler, évêque de Bosnie — constituaient sa société intime. Ses idées étaient un singulier mélange de pénétration et d'extravagance. Il entrevoyait que des Slaves maintenus dans une infériorité politique seraient de médiocres soutiens de la Monarchie. Aussi voulait-il transformer le dualisme en trialisme, ajouter aux deux groupes de l'Autriche-Hongrie un troisième groupe yougo-slave. Dans sa pensée, ce royaume slave devait exercer une attraction irré-

sistible sur les Serbes et les attirer un jour dans l'orbite de la monarchie habsbourgeoise. En somme, l'archiduc reprenait l'ancien projet de M^{sr} Strossmayer : la Yougo-Slavie catholique, noyau du futur empire austro-balkanique. L'alliance des trois empereurs devait compléter cette œuvre. François-Ferdinand, infant attardé dans le siècle, eût volontiers fouetté les flots qui ne coulaient pas au gré de ses désirs. L'existence même de la Hongrie contrariait ses projets. Un jour, où il exprima à un de ses intimes les sentiments les plus violents contre les Hongrois, son interlocuteur, homme d'État avisé, lui répondit :

— Votre Altesse veut donc marcher contre Budapest ! Je crois que nous ne serons que trois dans cette phalange : vous, moi et Jalusek. — (Jalusek était le valet de chambre de l'archiduc.)

Cependant, François-Ferdinand comptait sur l'armée pour imposer sa volonté au dedans et au dehors. L'armée austro-hongroise était une immense milice recrutée par la conscription, mais commandée par un corps d'officiers gardant l'esprit des petites armées de métier. Cette armée demeurait le domaine exclusif du souverain ; le ministre de la guerre lui tenait lieu d'intendant. Le cabinet militaire de l'Empereur restait un pouvoir occulte, s'inspirant en matière politique des traditions de l'armée autrichienne et de considérations purement militaires.

François-Joseph était encore le chef formel de

l'armée. Mais François-Ferdinand travaillait à s'emparer du commandement effectif. Il rêvait d'une armée mue par l'esprit des légions de Jellacic, toutefois pourvue d'un outillage de guerre ultra-moderne. François-Joseph, qui, dans sa jeunesse, n'avait qu'un sourire de grand seigneur pour les larcins d'intendant, devenait parcimonieux avec l'âge. Il alla jusqu'à renoncer à faire servir chaque jour son gâteau préféré; ordre fut donné de n'entamer un *Kugelhupf* frais qu'au moment où le souverain aurait consommé les derniers restes du gâteau de la veille. Cette cour chevrotant de vieillesse était arrachée de sa somnolence par les apparitions périodiques du terrible archiduc, exigeant de nouveaux armements, présentant, de sa manière rude et emportée, de hardis projets. Pourtant, les vétérans de l'entourage de l'Empereur et le jeune état-major de l'archiduc s'entendaient sur plus d'un point. La guerre « préventive » leur semblait l'antidote infailible tant contre les menaces extérieures que contre la désagrégation intérieure. Avec cela, tous détestaient l'Italie. « J'ai traversé la Lombardie — dit Kossuth en 1859 à Napoléon III —, j'ai vu les champs de bataille de Magenta et de Solferino. Qui perd de telles batailles et de tels pays, garde dans son âme une vengeance inextinguible. » Ces dispositions à l'égard de l'Italie se transmirent aux générations suivantes. En dépit des engagements d'État, les généraux autrichiens considéraient l'Italie comme « l'ennemi naturel ». Tandis que les regards des

militaires autrichiens restaient tournés vers la plaine lombarde, les préoccupations des diplomates de Vienne allaient vers les Balkans. La Russie leur semblait bien autrement dangereuse que l'Italie. En effet, à Pétersbourg, l'aberration de la « guerre préventive » hantait également les esprits. Là aussi les généraux professaient la maxime de Colligny : qu'il valait mieux mettre le feu à la maison du voisin qu'attendre qu'il le mît à la nôtre. Dans les états-majors et dans les bureaux des deux capitales on retrouvait les mêmes erreurs, les mêmes ambitions, les mêmes préjugés. Mais tandis qu'à Vienne ceux-ci apparaissaient pour ainsi dire à froid, prônés seulement par les milieux officiels et la presse à leur solde, à Pétersbourg ces velléités belliqueuses étaient chauffées par l'ardent mysticisme du monde slave. En 1908, il y eut une première alerte. A trois reprises, la Russie avait offert la Bosnie à l'Autriche-Hongrie. Cette fois, Pétersbourg lui fit un crime de l'annexion. Ce différend fut aggravé par des zizanies personnelles. Deux diplomates retors, Aehrenthal et Isvolsky, se brouillèrent entre deux tours de gobelet, ce qui faillit mettre le feu à l'Europe. Le péril fut conjuré. Cependant, le Monde restait à la merci de cet agiotage de chancellerie qui avait pour enjeu l'amour-propre, l'argent, enfin quelques lieues carrées ; et, pour monnaie, la vie d'innombrables êtres humains. A l'impéritie du système s'ajoutait la futilité de ceux qui le maniaient. Et on pouvait redire le cri de cœur que Roger Damas avait pro-

férent un siècle auparavant : « Pourquoi l'Europe dépend-elle de pareilles gens ? ».

Le danger de guerre restait permanent. Jamais la politique internationale n'avait été plus confuse, plus dissimulée ; jamais elle n'avait été exposée à tel point aux passions collectives et aux intérêts personnels. Les uns désiraient la guerre par ambitions professionnelles, les autres par calcul politique, d'autres encore par avidité. Certaines industries y voyaient la source d'abondants bénéfices. Il en était de même pour plus d'un financier, agacé par cette longue période d'incertitude.

« La guerre, — déclarait dans ce temps-là un représentant de la haute banque internationale, — va guérir les plaies faites par la paix. »

Afin de pouvoir enflammer l'opinion au moment suprême, il fallait la tenir sous une pression constante. Les agences officielles et officieuses remplissaient cette besogne. Ces émotions inoculées aux foules agissaient plus fort que ne l'eussent souhaité les dirigeants, et pouvaient déborder d'un moment à l'autre. Un acte accidentel déclencha les passions amassées. François-Ferdinand, slavophile à sa manière, pourtant voué à la haine sectaire des Slaves, fut assassiné à Serajevo. La conflagration générale était imminente. Parmi les hommes d'État d'Autriche-Hongrie, il n'y en eut qu'un seul qui tenta de retenir la fatalité en marche : c'était le comte Tisza. Il descendait de gentilshommes campagnards calvinistes. Déjà son père avait gouverné la Hongrie

comme président du conseil. Étienne Tisza entra dans la vie le lendemain des victoires germaniques. Il termina ses études à Heidelberg. Ignorant la grande France silencieuse, il ne connaissait que le Paris bruyant des étrangers. Il admirait les institutions parlementaires et le goût sportif des Anglais. Lui-même avait la passion du cheval et de l'épée. Même quand il devint président du conseil, chaque matin, au petit jour, il recevait son maître d'armes.

De fortes convictions étaient ancrées dans sa poitrine virile. Fidèle à la tradition des libéraux hongrois, il n'admettait aucune guerre de conquête. La Hongrie ne songeait qu'à conserver, ses voisins à conquérir. La défaite signifiait la ruine du pays ; la victoire amenait la dictature militaire de Vienne, et un nouveau vasselage pour la Hongrie.

Le 7 juillet 1914, le conseil des ministres se réunissait à Vienne sous la présidence du comte Berchtold, ministre des affaires étrangères. Tous les assistants se prononcèrent pour l'attaque brusquée de la Serbie. Seul Tisza s'opposa au délire universel. Le lendemain, ce ministre envoyait un mémoire à François-Joseph. Il prévenait le chef d'État qu'une campagne contre la Serbie attirerait infailliblement l'intervention de la Russie, et que cette guerre allait avoir les conséquences les plus désastreuses pour la Monarchie. Il déclarait qu'il ne saurait accepter la responsabilité d'une agression militaire contre la Serbie.

En marge de ces sages avis, qui pouvaient sau-

ver ses pays et sa maison, François-Joseph mit d'une main tremblante la formule de renvoi sans appel : *Ad acta*. Le vieillard était entièrement sous l'influence de son entourage intime, formé exclusivement de militaires, et qui brûlaient de sonner le boute-selle¹. L'ultimatum fut lancé contre la Serbie. Tisza avait menacé de démissionner si on ne suivait pas ses avis. Néanmoins, il resta à son poste². Peut-être agit-il par instinct combatif;

1. Plus tard l'empereur Charles dit un jour au baron Conrad, chef de l'état-major : « Comment avez-vous pu voter pour la guerre ! » Et celui-ci : « Sire, un général ne pouvait voter autrement. »

2. Les procès-verbeaux du conseil des ministres ainsi que le mémoire adressé le 8 juillet à François-Joseph par Tisza constituent les témoignages authentiques de l'attitude de ce dernier. On doit la publication de ces documents au cabinet socialiste autrichien, qui ne se souciait guère à réhabiliter le souvenir de l'homme d'Etat hongrois. Voir *Diplomatische Aktenstücke zur Vorgeschichte des Krieges*. Wien, 1919. Pièces 8 et 12.

Il existe un témoignage à certains égards contradictoire, celui de von Tschirschky, ambassadeur d'Allemagne à Vienne. Voir Karl Kautsky. *Documents allemands relatifs à l'origine de la guerre*. Traduit par Camille Jordan. Paris, 1922. I, 14-97. Cependant, il convient de se servir avec une extrême réserve des rapports de ce diplomate.

Celui-ci annonce le 10 juillet au chancelier de l'Empire : « Je profite de toute occasion pour déconseiller tranquillement mais sérieusement des mesures précipitées ».

L'empereur Guillaume barre cette dépêche de remarques rageuses : « Qui l'a chargé de cela ? C'est très bête ! Cela ne le regarde pas du tout... Que Tschirschky me fasse le plaisir de laisser là toutes ses sottises. Avec les Serbes, il faut en finir et le plus tôt possible ».

Sans doute, l'ambassadeur fut-il averti de l'humeur du maître. A partir de ce moment, Tschirschky fait volte-face et se met à souffler le feu. Il s'entend à merveille avec le comte Berchtold ; celui-ci l'honore de ses confidences sur la résistance de Tisza.

Dans sa dépêche du 8 juillet, Tschirschky mande : « J'ai l'im-

peut-être aussi par scrupule de conscience, ne voulant pas abandonner le pont de commandement à une heure dont lui seul sentait toute la gravité. Toujours est-il que Tisza accepta la responsabilité des fautes d'autrui. Et il porta ce masque de fer jusqu'à sa mort.

pression que le comte Berchtold considère le comte Tisza comme un élément d'obstruction ».

Il écrit le 10 juillet : « Le ministre Berchtold se plaignit de l'attitude du comte Tisza qui lui rendait difficile d'agir énergiquement contre les Serbes. Le comte Tisza prétendait qu'il fallait procéder *gentlemenlike*.

Et l'empereur Guillaume, en marge : « Vis-à-vis d'assassins ! Après ce qui s'est passé ! Stupidité ! »

Le 14 juillet, Tisza rendait visite à Tschirschky. Lors de cet acte de courtoisie, l'homme d'Etat s'employait à rassurer l'ambassadeur allié sur la fermeté et l'unanimité des dirigeants de la Monarchie. Tschirschky n'avait ni la finesse ni le désir de rabattre la part de la politique de ces propos. La conversion du redoutable adversaire des projets guerriers lui semblait un succès personnel; il l'annonçait dans un rapport triomphal, exempt de tout esprit critique.

Dans une dépêche datée du même jour, après un entretien avec Berchtold, il ajoute : « Le comte Tisza s'était associé aux vues du ministre d'une façon très satisfaisante, et il avait même, sur beaucoup de points, accentué la sévérité de la note ».

En réalité, Tisza avait agi dans le sens contraire. L'ultimatum fut rédigé à Vienne par les chefs de section du ministère des affaires étrangères.

CHAPITRE II

LES PEUPLES

Quelle fut la part des peuples d'Autriche-Hongrie dans ce cataclysme? Étaient-ils les victimes d'un fatal enchaînement de causes? ou bien leur revenait-il une part active dans la provocation du conflit? Pour répondre à cette question, il convient de jeter un regard en arrière, suivre la carrière publique des diverses générations qui se succédèrent depuis la révolution de 1848.

Les vainqueurs de cette révolution présentaient deux genres d'hommes des plus différents. D'abord, les seigneurs terriens qui occupaient les marches du trône : fervents de l'Église, sensibles au point d'honneur, amis du peuple à la manière du vieux temps, ils considéraient la direction suprême de la société comme leur patrimoine. Ils y apportaient en général de l'humanité, parfois du talent, mais bien peu de la qualité essentielle de l'homme d'État : l'intuition de l'avenir. A côté de cette haute aristocratie, et en rivalité sourde avec elle, on voyait la robe et la petite noblesse réduites aux

bureaux. Pour ceux-ci, l'État constituait une sorte d'idole, — idole qui fait vivre le collège des prêtres.

Cependant, avec le rétablissement du régime parlementaire, la bourgeoisie libérale prit une large place dans le gouvernement. Ses chefs étaient de vrais hommes d'État. Les idées générales semblaient l'emporter partout sur les étroits intérêts de parti. On eût dit que le printemps des peuples approchait. Deak offrait aux Croates une feuille blanche afin qu'ils y inscrivissent leurs désirs. Rieger faisait la même proposition aux Allemands de Bohême. On organisait un banquet en l'honneur des chefs tchèques à Pest. Un Hongrois, ami de Montalembert, le baron Eötvös, publiait un livre dans lequel il résumait les vues de l'élite libérale sur le problème des nationalités. Il montrait que le fond de leurs revendications était le besoin de liberté et qu'il était impossible d'anéantir ces revendications par la force, ou de les endormir par des concessions futiles. La tolérance nationale, déclarait-il, n'est pas moins indispensable dans la vie des peuples que la tolérance religieuse¹.

L'Autrichien Fischhoff lui faisait écho. « Aucune des grandes nationalités d'Autriche ne peut assurer à elle seule l'existence de la Monarchie — proclamait-il — ; chacune peut par sa résistance

1. Eötvös. *La question des nationalités*. Pest, 1865. En hongrois. Une traduction allemande a paru la même année.

mettre l'Empire en danger; chacune est capable d'une action destructive; elles ne peuvent exercer une action constructive que toutes réunies¹. »

Ces nobles et sages idées furent piétinées par les politiciens bourgeois. Peu à peu, la vie publique devenait leur ferme. Des circonstances particulières rendaient la convoitise des places excessivement vive en Autriche. Elle était la seule puissance n'ayant jamais possédé de colonies. Les bureaux constituaient ses îles. Le système électoral de Schmerling et les traditions viennoises assuraient la part du lion des emplois aux Allemands d'Autriche. Le relâchement de la centralisation menaçait leurs intérêts. Déjà l'émancipation de la Hongrie les privait d'une colonie. La restauration du royaume de Bohême signifiait pour eux une perte encore plus sensible. Quant au bourgeois tchèque, l'autonomie de son pays lui apparaissait comme la source d'innombrables places, réservées exclusivement pour lui et les siens. Les luttes de nationalités cachaient une multitude de mesquines préoccupations de monopoles et de gagne-pain patentés.

A quelques nuances près, la situation était assez semblable en Hongrie. Ici, l'émancipation des serfs privait la petite noblesse terrienne de la main-d'œuvre gratuite. Cette classe fut indemnisée dans des conditions particulièrement défavorables. Di-

1. A. Fischhoff. *Ossterreich und die Bürgschaften seines Bestandes*. Wien, 1870.

verses crises économiques jetèrent dans les villes une multitude de gentilshommes campagnards. Séparés de la terre, conservant d'anciennes habitudes d'autorité, il ne leur restait d'autre ressource que les fonctions publiques. Les uns demeuraient dans leur province et se réfugiaient dans l'administration locale. Auparavant, la gestion du *comitat* avait appartenu à la noblesse de campagne à titre honorifique ; à présent, ces charges devenaient le gagne-pain de cette classe. Le favoritisme, tempéré par une certaine bonhomie et par des connaissances régionales, restait sa méthode administrative. Les autres parmi ces déracinés, établis dans la capitale, s'accrochaient à la crèche de l'État, et formaient une corporation de fonctionnaires grossissant de jour en jour.

Dans chaque société, le mouvement ascendant des couches inférieures rencontre une certaine résistance. Ici, de fausses idées en matière de conservation nationale, l'esprit de clan, le souci des places rendaient cette résistance particulièrement vive, et créaient une digue presque aussi irritante que l'incapacité légale.

Chez le Magyar d'humble origine, cette infériorité alimentait les haines de parti ou de classe. Le bourgeois roumain ou slovaque, petit-fils de serf, ayant presque toujours conservé des attaches paysannes, attendait du relèvement de son peuple la possibilité d'une carrière publique et l'accès au pouvoir. Partout, les compétitions de la classe

moyenne pour les charges administratives formaient un des motifs essentiels du « conflit des races ».

En vérité, ces races étaient indécises, mêlées. Autrefois, les destinées personnelles, les mariages, l'heur et le malheur élevaient les uns à la classe dirigeante, abaissaient les autres dans la foule anonyme. Ces derniers se conformaient à l'idiome et aux mœurs de leur entourage. Les flux et les reflux de la fortune entraînaient des changements de la situation sociale, des usages, de la langue, de cet ensemble de mœurs et d'idées que l'on se plaît à appeler la nationalité. Dans les archives des Chapitres où reposent les papiers de famille, on peut relever d'innombrables exemples de ces métamorphoses. La connaissance des réalités du passé comporte une grande leçon de fraternité.

Dans la société contemporaine, la nationalité devenait pour ainsi dire une catégorie morale. En général, le milieu natif déterminait la conviction nationale de l'individu; à moins que ce ne fussent l'enseignement, des amitiés, les intérêts, une femme, mille hasards qui penchaient la conscience d'un côté ou de l'autre.

Plus souvent encore que dans la bourgeoisie, dans le peuple, l'individu ou des flots entiers se dénationalisaient et se dissolvaient dans les groupes étrangers. Les migrations intérieures contribuaient également à rapprocher et à mélanger les races. Le petit peuple vivait côte à côte, il supportait les

mêmes fatigues, partageait les mêmes plaisirs, et sauf certains frottements provoqués par la différence des religions, il ignorait les rivalités nationales.

Le fond de ces rivalités était la poursuite du pouvoir et des avantages qu'il comporte. Palacky dit un jour qu'en Autriche-Hongrie l'autocratie d'un homme avait été remplacée par l'autocratie de deux races. Cette formule passionnée ne répondait guère à la réalité. La Monarchie ne connut pas d'oppression nationale proprement dite. Il est vrai que les statuts de 1867 laissaient les collectivités slaves dans une certaine infériorité. A Vienne tant qu'à Budapest, les nationalités qui détenaient le pouvoir et leurs auxiliaires disposaient de la fortune publique pour accomplir celle de leurs fidèles et pour tenir à l'écart leurs adversaires. Ceux-ci subissaient les désavantages et surtout les blessures d'amour-propre que les majorités parlementaires imposent d'habitude aux minorités. Pourtant, ce régime de centralisation majoritaire, dangereux et précaire en lui-même, compromettrait l'avenir en négligeant les intérêts et en rebutant les aptitudes régionaux. Ces sujets slaves et roumains de François-Joseph, qui s'aigrissaient dans leur province, semblaient prédestinés à servir d'agents de liaison entre leur pays et les peuples voisins. Leur nationalité et leur religion ouvraient à ces hommes les Balkans; ils eurent une part considérable dans la prospérité, les lumières et la concentration nationale de ces peu-

ples en adolescence. Mais ces Slaves et Roumains d'humble origine, écartés chez eux de la carrière publique, allaient devenir dans leur nouvelle partie les pires adversaires de la Monarchie.

De cette manière, les préventions et les jalousies domestiques privaient l'Autriche-Hongrie de ses médiateurs naturels avec les nations balkaniques. Et la grande personnalité affranchie des aveuglements du nationalisme étroit, qui avait pressenti l'élan de ces jeunes États, et indiqué une voie pour prévenir le choc des peuples, disparaissait aussi de la scène. Kossuth mourut en 1894 à Turin. Quatre années auparavant la cour de Vienne avait suggéré une nouvelle loi sur l'indigénat, avec l'arrière-pensée de retrancher du nombre des citoyens hongrois l'exilé que François-Joseph craignait à l'instar d'une puissance adverse. Les dépouilles de Kossuth furent transportées à Budapest. Des milliers de paysans s'agenouillèrent sur la tombe de l'homme auquel leurs pères durent l'émancipation. Les échos de ces émouvantes funérailles tombés, François-Joseph demeurait le maître incontesté de son patrimoine. Mais ce chef suprême donné par la tradition considérait les passions nationales comme des phénomènes accidentels. Leur travail profond lui échappait. Il ne s'en souciait que pour autant qu'elles menaçassent ses prérogatives de souverain, ou bien les institutions fondamentales de la Monarchie, la diplomatie et l'armée. Son autorité empêchait les conflagrations. Mais il lui manquait

le don de sympathie et de compréhension indispensable pour apaiser les passions qui fermentaient dans les cœurs de ses sujets.

La rivalité des puissances agit comme un âcre excitant sur ces compétitions intérieures. Les hommes d'État moscovites mettaient encore une fois les grands sentiments fraternels du monde russe au service de leurs ambitions. La propagande panslaviste se faisait complice de tous les mécontentements réels ou imaginaires des nationalités de la Monarchie, stimulant ces excès de désirs qui sont si nuisibles à la réalisation des justes exigences.

L'action panslaviste avait sa contre-partie dans l'action pangermanique. Chez les uns comme chez les autres, le souci des intérêts de leurs « frères de race » dégénérait en appétit de conquête. Déjà les pangermanistes d'Allemagne considéraient l'Autriche comme leur chose. Quant aux Allemands de l'Autriche, ils exigeaient l'inscription de l'alliance avec l'Empire dans la charte. Les plus intransigeants appelaient l'aigle des Hohenzollern, afin de perpétuer en Autriche la prédominance de leur parti, qu'ils confondaient avec la liberté de leur nation.

Ainsi, au début du vingtième siècle, en Autriche-Hongrie, les partis sont les nations, et les nations les partis. Chacun cherche et trouve l'appui d'une nation voisine. Ces impulsions extérieures augmentaient de jour en jour les surfaces de frottements intérieures. Peu à peu le conflit des nationalités

s'infiltrait dans la vie privée. Jaloux d'autorité, avide d'emplois, talonné par la puissante collectivité de lointains « frères de race », le petit bourgeois s'acharnait contre ses concitoyens de nationalité différente de la sienne, qui osaient réclamer leur part dans les besognes publiques. Dans les carrières libérales, voire chez les gens de petits métiers, la nationalité servait d'enseigne pour attirer la clientèle et pour ruiner le concurrent. Les haines engendraient des haines et des actes de violence réciproques. A la fin, ce fut une sorte d'aveuglement : les uns et les autres ne pensaient plus qu'à assouvir leurs colères, fût-ce à leur propre détriment. Auparavant, les nationalités de la Monarchie cherchaient au dehors des appuis pour conserver la prépondérance politique ou pour acquérir une autonomie. Maintenant, elles sollicitaient l'étranger et eussent accepté volontiers un maître, pourvu qu'elles puissent faire rendre gorge à leurs antagonistes. Ces factions violentes considéraient les questions internationales exclusivement du point de vue de leurs rancunes. Et chacune eût applaudi une guerre à côté d'une coalition qui lui promettait d'abattre ses adversaires intérieurs.

La Monarchie était déchirée au dedans, menacée au dehors. Les peuples se trouvaient en proie à une exaltation comme on n'en avait pas vu depuis le siècle de la Réforme. Tout concourait à la nourrir : et les luttes intérieures teintées du plus furieux nationalisme, et les répercussions des com-

bats diplomatiques. Jadis, la veille des grands conflits politiques, les chancelleries s'employaient à séduire des maîtresses, à corrompre des favoris. Maintenant, les émissaires des puissances rivales attisaient les discordes, subventionnaient les haines. La Russie déployait une activité prodigieuse dans ce sens. L'usage que faisaient ses agents des idées démocratiques et du principe des nationalités, prescrits dans l'Empire des tsars, constituait pour l'Autriche-Hongrie une sorte de provocation permanente.

A Vienne et à Budapest, on ne voyait que ces manœuvres et on s'imaginait que, pour les déjouer, il suffisait de montrer main forte aux Slaves de la Monarchie. On ne se rendait pas compte que l'évolution des petits peuples du Danube avait créé des forces nouvelles et redoutables. Au dehors, on exaspérait ces énergies ; au dedans, on les réprimait. A l'extérieur, on exagérait l'injustice de ces procédés ; à l'intérieur, on grossissait le danger dont les menées slaves menaçaient l'Autriche-Hongrie. Partout on bourrait l'opinion d'excitants comme on gonfle un ballon avant de le lancer. Ces émotions, sincères dans le bas, artificielles dans le haut, gagnaient peu à peu même ceux qui les maïnaient en sceptiques. Elles agirent avec le plus de virulence sur la nation serbe. Chez celle-ci, une brusque floraison de liberté n'avait pas encore effacé les instincts de violence et de révolte d'une longue sujétion. Les idées occidentales d'indépendance et

de nationalité réveillaient des visions légendaires du grand royaume serbe et l'ancestrale convoitise du montagnard pour les plaines grasses. Aucun peuple n'apportait dans ses sentiments nationaux une telle véhémence et une telle foi. Elle fascinait les populations des Marches méridionales de la Monarchie, pourtant de mœurs et de caractère fort différents des Serbes. Il y avait peu de temps, les habitants de ces contrées étaient encore les Cosaques de l'Occident. En 1851, un tyranneau d'Italie, François de Modène, proposait d'établir des Croates et des Esclavons dans les régions de la France les plus réfractaires aux idées d'autorité¹. Un demi-siècle plus tard, grâce à l'étroitesse de la politique austro-hongroise et à la force de croyance de la nation serbe, ces prétoriens de l'ordre monarchique étaient transformés en violents nationalistes yougo-slaves. Leurs regards demeuraient fixés vers Belgrade, la *Ville Blanche*, que jadis les Turcs avaient surnommée « La porte de la guerre sainte ».

Clouer cette porte d'un brusque coup de marteau devenait la hantise des hautes sphères de Vienne. La marche vers les Balkans à la tête des Croates et des Dalmates, dont rêvaient les Jellacic et les Rodic, allait être entreprise contre les Slaves du Sud. Leurs adversaires intérieurs acclamaient l'idée de cette campagne à laquelle jadis les libéraux

1. Kossuth, *Ouvr. cit.* I, 22.

d'Autriche et de Hongrie s'étaient opposés avec tant de fermeté. Mais cinquante ans de surenchère de chauvinisme, l'usage que faisaient les factions au dedans, les puissances au dehors, des passions nationales, tout cela avait mûri les foules pour un de ces grands délires comme en produisit l'histoire au temps des croisades et des guerres de religion. Les chancelleries eurent pour complice l'exaspération nationaliste des peuples. Et par une belle nuit de juillet, tandis que les hommes de plaisir, qui se piquaient de diriger le sort de l'Univers, s'installaient à la table de bridge, dans quelque misérable bouge balkanique, des collégiens aux pommettes empourprées par la phtisie et l'exaltation sectaire, préparaient les armes qui allaient abattre François-Ferdinand et donner le signal de la plus vaste œuvre de destruction que l'on vit de mémoire humaine.

CHAPITRE III

LES HOMMES ET LES CHOSES

I

Remontons un peu plus haut dans le temps et jetons un coup d'œil sur la vie privée pendant la dernière période de l'Autriche-Hongrie.

La cour de Vienne restait brillante sans grandeur, simple sans austérité, ouverte aux influences féminines, sans le rayonnement de la femme. Au début du règne de François-Joseph, sa mère, Sophie de Bavière, dominait la cour. Femme à ses heures, mais n'admettant d'autre mouvement spontané chez une princesse, elle fut un âpre censeur de sa nièce et bru Élisabeth. Celle-ci, de la plus noble beauté, tourmentée d'un vif besoin d'enthousiasme, voyait chaque année augmenter sa solitude dans ce milieu compassé. François-Joseph l'avait épousée pour sa beauté. Élisabeth lui donna quatre enfants. Lassé de son charme majestueux, agacé par sa liberté et sa fantaisie, l'Empereur passa à d'autres, faciles amours.

Grand, bien fait, les traits réguliers bien qu'alour-

dis par des favoris, le port aisé, avec beaucoup de courtoisie, mais peu de grâce, ce prince manquait de flamme et son esprit, doué d'un certain bon sens, avait peu d'étendue. Formé dans l'atmosphère légitimiste du temps de Metternich, il portait à la boutonnière la croix de Saint-Georges que le tsar Nicolas lui avait offerte en 1848. La naissance était, aux yeux de François-Joseph, la pierre de touche de l'homme; il recevait des roturiers, acceptait leurs conseils, usait de leurs services, mais il ne leur tendait qu'exceptionnellement la main. Pourtant, ce César ne pratiqua aucun des arts de prince : les vastes combinaisons politiques, l'architecture et les jardins. Les constructions qui s'attachent à son nom sont conventionnelles et médiocres. Aux jardins, il préférait les bois. Pour ce qui est de la politique, il se laissait guider par la préoccupation de conserver intact le majorat que lui avaient légué ses ancêtres. Hardi à ses débuts, les revers le rendirent cauteleux. N'ayant réussi dans aucune grande entreprise, il fut porté à user des petits moyens. Ombrageux, jaloux de l'exclusivité de son pouvoir, il s'entourait volontiers de personnalités souples : le dévouement n'avait de prix à ses yeux qu'entouré d'une nuance d'humilité.

Les cavalcades et le libertinage constituaient la poésie de cette cour. Vers 1850, le comte Grunne, aide de camp de l'Empereur, fit, par gageure, le tour de la promenade d'une ville d'eaux sur un cheval sans selle, le cavalier n'étant pas plus couvert

que sa monture. Les jeunes archiducs grandissaient sous la tutelle austère d'un abbé. A leur majorité, celui-ci était remplacé par un dignitaire rompu au monde, en général un officier de cavalerie. La brusque transition d'une adolescence sévère à une vie tout opposée altérerait le caractère. Aussi, parfois hautains vis-à-vis des hommes, ces princes l'étaient beaucoup moins à l'égard des femmes; de là de nombreux mariages morganatiques dans la famille impériale. François-Joseph se montrait assez indulgent pour la vie privée des siens. Par contre, il était fort strict pour leur vie publique. Les archiducs remplissaient des postes représentatifs dans l'armée. Ils n'avaient guère l'occasion d'une activité d'un autre ordre. Et l'Empereur n'eut toléré aucune infraction des siens au rôle modeste qu'il leur avait assigné.

Il semblait que son fils Rodolphe allait tirer de son assoupissement cette cour à la fois auguste et étroite. Des gouverneurs d'origine française : Gondrecourt, Latour, l'amiral Bombelles, développèrent la vivacité naturelle du jeune prince. On ne vit jamais des caractères aussi opposés que l'Empereur et son héritier : le père entièrement exempt d'imagination, attaché aux idées traditionnelles, suzerain doublé d'un administrateur scrupuleux, sévère pour lui-même, inexorable pour les autres; le fils spontané, généreux, fantasque, professant des principes très avancés en matière d'État. Rodolphe attendait avec impatience le moment de

l'action. Il détrompait son ennui avec la chasse et les femmes. C'était un exalté aigri quand il rencontra M^{lle} Vecsera.

Les Vecsera appartenaient à un clan de Levantins sportifs, à cheval entre le monde et le champ de course. Marie Vecsera avait dix-sept ans, Rodolphe trente-deux. Il arrêta sa voiture pour écouter les chansons de la rue qui l'attendrissaient jusqu'aux larmes. Et il se prit d'une passion morbide pour la jeune Levantine. Elle était enceinte et obtint de son amant l'engagement de l'épouser.

L'archiduc s'adressa donc au Saint-Siège pour solliciter l'annulation de son mariage avec la princesse Stéphanie de Belgique. Cette demande fut repoussée. Mais François-Joseph apprit les projets de son fils.

Une scène des plus violentes s'ensuivit entre les deux hommes. Après ce grand effort de volonté, Rodolphe tomba dans une immense lassitude. Résolu d'en finir avec la vie, il écrivit des lettres d'adieu à quelques intimes. Et le 30 janvier 1889, dans le château de Mayerling près de Vienne, il tua M^{lle} Vecsera, puis il se brûla la cervelle.

On crut devoir cacher au public ce tragique fait-divers. Par là, on donna libre cours aux débordements de l'imagination populaire. Suicide ? Assassinat et mutilation par sa maîtresse, M^{lle} Vecsera ? Coup de hache d'un garde-chasse au moment où l'archiduc distinguait sa femme ? Tandis que l'opinion excitée discutait passionnément ces diffé-

rentes versions, le corps de l'archiduc fut exposé dans la chapelle ardente du couvent des Capucins. Mais la chaleur des cierges fit fondre le masque de cire cachant ses affreuses blessures. Et le cercueil se referma brusquement sur ce prince brillant qui pouvait faire revivre les meilleures traditions de sa maison.

La société intime de la cour se recrutait dans quelques centaines de familles pour ainsi dire collaboratrices héréditaires des Habsbourg, descendantes de grands feudataires ou bien d'étrangers ayant pris du service et fait souche dans le pays. Parmi ces seigneurs, les uns ne respiraient qu'à Vienne, dans les salons de « l'Olympe », noble coterie où rien ne comptait en dehors de la naissance, si ce n'est la familiarité avec les menues affaires personnelles de ses assidus, enfin, le ton particulier de ce clan, singulier mélange de raideur et de bonhomie, et où l'esprit détonnait comme une inconvenance. D'autres menaient une existence cosmopolite dans les capitales où les conduisait le hasard de leurs plaisirs. Les cadets de famille, les porteurs de grands noms sans fortune continuaient à entrer dans l'armée et dans les bureaux. Ces privilégiés gravissaient rapidement l'échelle hiérarchique. La vitesse de leur ascension ne les préservait guère de la déformation professionnelle ; la crainte de l'initiative et de la responsabilité. Néanmoins, ces fonctionnaires titrés, façonnés aux traditions de l'administration autrichienne,

remplissaient d'utiles besognes de détail. Et ces bureaux, où tant d'hommes d'origines diverses se mêlaient, étaient des conciliateurs naturels des antagonismes nationaux.

Pourtant, la majorité de l'aristocratie d'Autriche-Hongrie consistait en gentilshommes résidents. A chaque palais correspondait une campagne. Elle était la vraie source de la richesse et de l'autorité de cette noblesse.

II

Excepté le bassin de Vienne, la Bohême, la Silésie et le Vorarlberg, où plus de la moitié de la population vivait de l'industrie, l'Autriche-Hongrie apparaît comme un pays essentiellement agricole.

En 1848 on avait émancipé le serf du jour au lendemain. Au premier abord, il ne sut pas s'adapter aux nouvelles conditions. Il dilapidait facilement la terre obtenue gratuitement. Avec cela, les petits tenanciers dont la terre ne suffisait pas pour les faire vivre, enfin le serf sans tenure se trouvaient dans une situation bien plus précaire que sous l'ancien régime. Auparavant, l'autorité patronale les protégeait; d'anciennes tolérances leur permettaient d'user des bois et des pâturages du seigneur. L'émancipation les privait de ces avantages. Sans

appui, sans feu ni lieu, sans autres ressources que leurs bras, beaucoup de serfs affranchis sombraient dans la masse du prolétariat agricole.

Ouvriers agricoles, paysans dont le champ n'était pas suffisant pour les nourrir, n'avaient qu'une idée : acquérir de la terre. Partout où l'indigence, le défaut d'organisation économique, enfin les domaines inaliénables s'opposaient à ces désirs, l'équilibre social se rompait. Tantôt, c'était le mécontentement, l'effervescence, la jacquerie ; tantôt l'émigration. Des hommes appartenant à toutes les nationalités de la Monarchie se mêlaient sur les ponts des transatlantiques, poussés par le même but : gagner quelques pièces d'or pour acheter un lopin de terre dans leur pays natal. Au contraire, dans les régions où la distribution de la propriété, la qualité du sol, le goût de l'épargne avaient multiplié les paysans possessionnés, les conditions sociales se montraient infiniment plus favorables.

Améliorer le régime de la propriété, doter le paysan de terre, devenait pour l'Autriche-Hongrie le grand problème d'avenir. Mais l'idée d'une réforme agraire rencontrait une vive résistance de la part des grands propriétaires. Les uns, engourdis dans l'infatuation et dans l'oisiveté, n'admettaient aucune diminution de leurs revenus. Les autres, l'élite, les gentilshommes résidents, ajoutaient aux motifs d'intérêts des considérations d'ordre sentimental. Dans ces pays, le prestige terrien n'était pas un vain mot. L'étendue de sa propriété, le nombre de ses

fermes, l'abondance de ses troupeaux, la largeur de ses allées, constituaient pour le châtelain une source de plaisirs et de fierté. Il caressait des yeux ce domaine, comme le paysan caresse des yeux son champ. Ce gentilhomme lui-même n'était qu'un paysan ayant du bien, de la tradition et de l'autorité. Voilà que l'instinct de conserver de l'un se heurtait à l'instinct d'acquérir de l'autre. Depuis mémoire d'homme, le seigneur était le protecteur résident, le patron héréditaire du village. Il ne pouvait rester son guide naturel qu'à condition de généraliser et de démocratiser la propriété. Entourée de paysans possessionnés, la noblesse terrienne gardait son influence; elle servait, elle n'était pas séparée. Recroquevillée sur elle-même, isolée, elle devenait une caste stagnante, et, tôt ou tard, les hommes sans terre devaient trouver des chefs dans les villes, où s'accomplissait un formidable travail de nivellement.

III

Les chemins de fer, l'industrie, l'importance de l'argent et de la circulation financière avaient donné un nouvel essor à la bourgeoisie. Vienne, Budapest, Prague devenaient d'immenses villes commerçantes. Rien ne reflète plus fidèlement le génie d'une époque que son architecture. Dans ces capitales on voyait disparaître de jour en jour les vénérables constructions anoblies par le temps. Sur leur empla-

cement s'élevaient des maisons copiées sur les monuments les plus fameux du passé, mais à échelle réduite, à proportions timorées : on eût dit du gothique ou de la renaissance en pantoufles. Cependant, vers la fin du dix-neuvième siècle, l'esprit bourgeois s'enhardit. Un grand besoin d'originalité s'empare de l'architecture. Elle crée d'immenses immeubles en matières fragiles et aux décorations tourmentées. Deux traits frappants se dégagent de cette confusion : d'abord, le manque de mesure ; ensuite, la volonté arrêtée de distinctions nationales dans le style. On recueille dans les campagnes les motifs ethnographiques et on mélange ces vestiges du goût populaire aux ornements inspirés par l'art d'Égypte ou de Byzance. Dans ces logis, qui ne semblent faits que pour une saison, des hommes d'origine différente mènent une vie pareille. Elle les nivelle comme l'eau nivelle les cailloux. Ces citadins se ressemblent de la coupe de leur esprit jusqu'à la coupe de leurs bottines. Mais les façades sont différentes. Différence artificielle et souvent illusoire, elle décele néanmoins un parti pris de scission. L'échange des marchandises, des idées et des modes, travaille à confondre ces bourgeoisies en relations constantes. Comment le toxique des haines nationales s'insinua-t-il quand même parmi elles ? Pour s'en rendre compte, il convient de suivre leur éducation.

L'enseignement des vieux temps ne manquait pas de pittoresque. Il commençait par l'alphabet

etle catéchisme. Ensuite, la classe allait aux champs, cernait un troupeau d'oies, arrachait leurs plumes, l'instituteur les taillait et initiait ses élèves à l'écriture, en leur faisant lécher sans pitié leurs pâtés. Les enfants, qui passaient après cet exercice dans l'enseignement secondaire, y trouvaient un mélange de méthodes désuètes et d'excellentes traditions d'humanisme. La couronne et la poésie de cette instruction était l'Histoire, coup d'œil respectueux et attendri sur le passé.

Vers le milieu du dix-neuvième siècle, l'enseignement devient batailleur. Il travaille à rendre la jeunesse idolâtre de sa patrie, et défiante, méprisante envers toute autre forme nationale. Cet état d'esprit, général en Europe, est particulièrement frappant en Autriche-Hongrie. Les livres de classe que l'on y adopte depuis cinquante ans font l'effet de vrais manuels de guerre civile.

C'est avec ces conceptions reçues, que l'étudiant arrivait à l'université. Vienne et Prague possédaient une université fondée au moyen âge. Celle de Budapest tirait ses origines du collège créé au dix-septième siècle par les Jésuites. En dehors de ces capitales, de nombreuses villes de province avaient d'excellentes facultés, des chaires occupées par des savants distingués. Pourtant, ces universités étaient loin d'être animées de l'esprit d'indépendance frondeuse des corps analogues de l'Occident. Dans les universités d'Autriche-Hongrie, à l'autorité de l'Église succéda l'empire des bureaux. D'illustres

professeurs acceptaient, voire même sollicitaient les titres de « conseiller aulique » ou celui de « directeur ministériel ». Fort respectueuse du pouvoir, l'université était encore plus complaisante à l'égard de l'opinion. La jeunesse dont ces éducateurs avaient charge d'âmes, franchissait le seuil de l'université avec des notions superficielles et déformées sur les nationalités voisines. Ses maîtres pouvaient la mettre en garde contre les préventions nationales, unir le rôle d'animateur et de conciliateur, apprendre à ces frères ennemis à s'estimer en leur apprenant à se connaître. Mais le corps enseignant, sauf quelques exceptions honorables, recherchait les acclamations de la place publique. Les relations intellectuelles entre les diverses nationalités se bornaient donc à de creuses controverses d'historiens ou de légistes. Les universités devenaient les pépinières du chauvinisme.

La jeunesse universitaire prenait les routes de la vie active bourrée de préjugés et avec une notion exagérée de la place que tenait sa nation dans le monde. Parmi ces adolescents, les uns optaient pour le commerce ou l'industrie ; mais la majorité s'accrochait à l'État. Tout était dans sa dépendance. On ne pouvait guère se passer de lui pour arriver à la fortune et à la considération. De cette manière, des esprits, rendus malveillants par l'éducation, devenaient hostiles par la rivalité. Au-dessus du mandarinat bureaucratique, il y avait le mandarinat parlementaire. Le chauvinisme, marche-pied des

politiciens, l'agent électoral le plus efficace, portait les échos de la mégalomanie nationale jusqu'aux plus humbles villages.

Ainsi ces nationalités, taillées sur le même patron, animées des mêmes aspirations, nourries par la même rhétorique, vivaient dans un état d'isolement hostile. Pouvait-il être durable? Les institutions dépassées par l'évolution naturelle des choses s'élargissent ou se brisent. L'exemple de la Hongrie l'avait prouvé. Elle s'était émancipée en dépit de la résistance du puissant Empire d'Autriche. L'heure de la Bohême et de la Croatie devait sonner tôt ou tard. De telles énergies morales, de telles volontés collectives finissent par triompher de tous obstacles. Les autres nationalités n'auraient pu manquer de les suivre dans la voie de l'autonomie. Sans doute, une fois la génération de combat disparue, la génération suivante, libre de ces furieux préjugés, eût appris à se connaître et à coopérer. Mais la crise de notre temps surprendra ces nationalités dans la phase la plus aiguë de l'isolement. On verra comment l'action des grandes puissances sur les nationalités approfondira ce fossé.

IV

L'évolution morale, qui se produisit en Occident au cours du siècle, n'était encore qu'à mi-chemin dans la Monarchie. Toutefois, de grands changements se préparaient dans cette société que les

observateurs superficiels croyaient stationnaire.

En effet, elle en avait les apparences. Le peuple se montrait respectueux du souverain et des grands, se rangeant pour saluer, chapeau bas, leurs carrosses. Le dévouement au prince demeurait la forme courante du patriotisme, surtout chez les Autrichiens qui portaient une admiration déférente aux institutions impériales, en premier lieu à l'armée. Un ancien vivrier, nommé Parkfrieder, allait jusqu'à recueillir dans sa propriété les dépouilles des généraux et leur élever des monuments funéraires. Son rêve suprême était de posséder le corps du maréchal Radetzky.

La soumission aux pouvoirs, le culte des traditions, le respect de la naissance, du rang et de la fortune, étaient fort répandus. Une partie considérable de la population austro-hongroise ne souhaitait aucun changement, à commencer par ces humbles pour lesquels rien n'existait en dehors du paisible bonheur familial, jusqu'aux sceptiques déclarant la Monarchie une pagode de porcelaine qu'il ne fallait pas remuer. Attachement à la vieille société chrétienne, morgue nobiliaire, idées routinières, ou simplement souriante indifférence, voilà les éléments qui s'accrochaient obstinément au passé. Ceux-ci étaient nombreux et puissants. Ils faisaient paraître l'Autriche-Hongrie comme la dernière oasis de la Hiérarchie. Pourtant cette oasis était entourée de sables mouvants.

La nouvelle de la mort de Napoléon n'arrivait

qu'en neuf jours de Londres à Vienne, en trois jours de Vienne à Pest. Depuis que le coup de sifflet du chemin de fer retentit à travers ces contrées, la pensée franchissait rapidement les distances. Les esprits s'émancipaient. Aux millions satisfaits des formes sociales, mais désirant un nouvel ordre politique, s'ajoutent des légions de nouveaux mécontents. Les uns aspirent à créer une société nouvelle ; les autres veulent s'emparer de l'ancienne pour en jouir.

Il y a d'abord tous ceux qui entrent dans la vie sans autre idéal qu'assouvir leurs appétits. Une éducation morale fort mince, quelques connaissances pratiques, l'art de jouer des coudes, voilà leur bagage. Repus, ils sont les soutiens, s'il le faut, les géoliers de l'ordre ; à jeun, ils apparaissent comme ses pires adversaires. Ensuite, il y a la bourgeoisie consciente, imbue d'idées d'égalité, pourtant toujours prête à monter d'un degré l'échelle sociale, ou bien à la secouer si on repousse ses ambitions. Le Juif autochtone flotte entre ces deux catégories. Il s'est assimilé à son entourage ; il est devenu bourgeois nationaliste. En Hongrie et en Pologne, l'absence d'une classe moyenne donne à l'élément juif une importance particulière ; celui-ci constitue le principal agent de l'activité commerciale et industrielle. Cependant, cinq à six millions de Juifs vivent dans le triangle limité entre la Russie, la Pologne et la Hongrie. C'est la léproserie de l'Europe. Ces déshérités s'infiltrèrent continuellement en

Autriche-Hongrie et font poussière avec la basse populace juive. Ils commencent par de petits métiers et finissent par d'éclatantes fortunes. Mais si le Ghetto produit les bénéficiaires les plus détestés du capitalisme, il lui donne également ses pires détracteurs.

Le Juif a le respect superstitieux du savoir. S'il s'adonne aux études, dans sa mansarde, les idées vacillent comme les flammes de sa bougie. Quand il entre dans la vie, il va naturellement aux savants, aux lettrés qui sont, comme lui-même, les produits d'études solitaires, sans expérience directe des hommes. Ces esprits, qui n'ont pas de souvenirs, se heurtent aux esprits esclaves des traditions. Impossible d'imaginer des mentalités plus opposées. Les unes, campées dans l'enceinte des académies et des universités, restent obstinément fermées à tout ce qui est neuf; les autres, animées d'une impatience fébrile de parvenir, embrassent sans critique tout ce qui est hardi, imprévu, troublant. Ici, du levain; là, une pâte indigeste; l'un et l'autre sont insuffisants comme nourriture. Ce contraste est le trait général de la vie intellectuelle de la Monarchie. Il est caractéristique pour les époques de transition.

V

La révolution de 1848 brisait les entraves de la liberté industrielle. L'application des machines,

l'exode des campagnes dans les villes, augmentaient l'importance de la classe ouvrière. Mais entre la dissolution des corporations exclusives des artisans privilégiés et l'essor des syndicats professionnels, la classe ouvrière connut une ère de persécutions. Chez les anciens, on appelait prolétaire le citoyen pauvre. Le lendemain de la contre-révolution victorieuse, les ouvriers salariés adoptaient ce nom. Ils trouvaient un théoricien et un apôtre de leurs griefs contre la réaction européenne en Karl Marx. Celui-ci proclama la lutte des classes, et la nécessité d'assurer à la communauté sociale la propriété des moyens de production et du sol. Il niait la force des notions morales, prétendant ramener les lois de l'Histoire exclusivement aux facteurs économiques. Cependant, l'organisation de la classe ouvrière rencontrait partout des entraves. La Commune de Paris accrut celles que l'on opposait aux ouvriers de la Monarchie. L'ère des persécutions touchait à son comble vers la fin du siècle. Les pouvoirs publics croyaient étouffer les revendications de la classe ouvrière par des mesures administratives.

Rien ne pouvait empêcher le développement des organisations ouvrières. Bientôt le parti ouvrier trouvait un allié dans la Cour. Les hautes sphères comptaient que l'intérêt social allait faire pâlir les antagonismes nationaux. En 1906, le suffrage universel fut introduit en Autriche. Mais en Hongrie, le cens électoral excluait toujours la majorité

des ouvriers du droit de vote. En Autriche, l'ouvrier était plus rassis de tempérament; et il avait l'illusion de collaborer aux affaires de l'État, posédant ses représentants au Parlement. En Hongrie, une partie considérable des ouvriers consistait en journaliers campagnards entrés dans les usines, et à leur turbulence naturelle s'ajoutait le grief de ne pas avoir de voix dans les affaires publiques. En Autriche, le marxisme dominait les esprits. En Hongrie, tout d'abord, le socialisme se développa sous son influence exclusive. Mais la discipline et la minutie allemandes ne s'accordaient guère avec le caractère hongrois. Il se sentait attiré par le génie russe, humanitaire, fantasque, désordonné. L'emprise russe donnait au socialisme hongrois des penchants révolutionnaires. Mais ces velléités avaient deux palliatifs : le bien-être du pays et l'amélioration des conditions de l'ouvrier.

En Hongrie, comme en Autriche, la classe ouvrière était en pleine ascension. Cette classe progresse en nombre et en intelligence; chaque année apporte de nouvelles institutions en faveur de l'ouvrier. Celles-ci présentent toujours de nombreuses lacunes. Encore l'ouvrier connaît de grandes misères. Dans cette phase du conflit, aux préventions du bourgeois contre l'ouvrier succède l'âpre défiance de ce dernier contre les hommes aux fortunes acquises. Mais tout ce que l'ouvrier brigue pour combattre ceux-ci : coalitions, secours mutuels, coopératives, assurances, participation

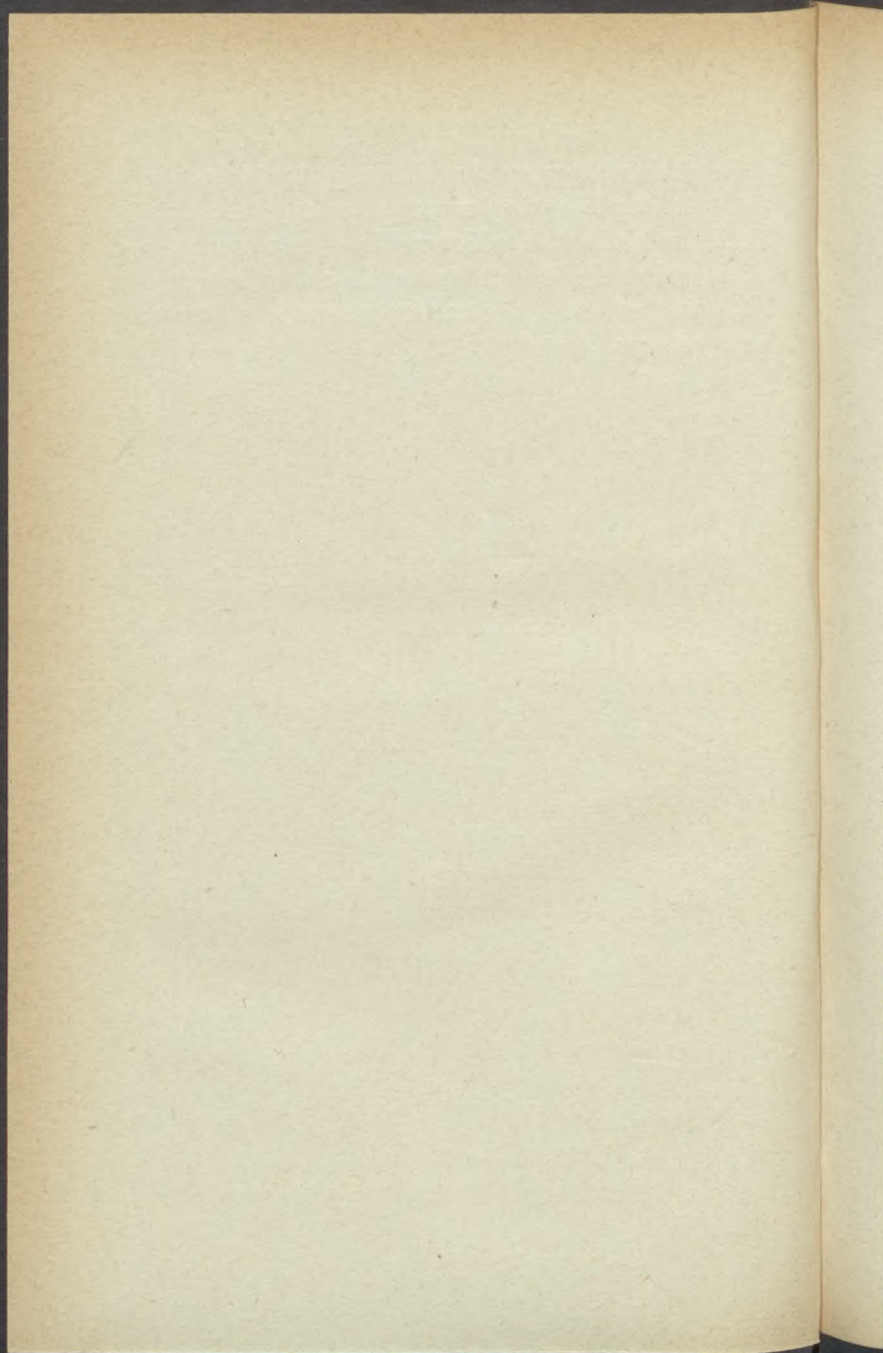
aux bénéfices; tout ce qui améliore le sort de l'ouvrier contribue, en réalité, à rapprocher les adversaires. La place que l'ouvrier prend dans la vie privée commence à lui ouvrir la vie publique. De même que la bourgeoisie finit par triompher des privilèges nobiliaires, il était à prévoir que les prochaines générations du prolétariat arriveraient à l'égalité avec la bourgeoisie, et que le temps allait dégager une moyenne entre ces aspirations opposées.

VI

Le voyageur qui parcourait l'Autriche-Hongrie au printemps de 1914, trouvait les carrefours résonnants de querelles nationales et la pensée particulière non moins agitée que la pensée publique. Il était frappé par les contrastes des esprits : d'un côté, la mentalité de feu de M. de Polignac, cravaté d'un triple tour de préjugés; de l'autre, des intelligences ayant brisé leurs amarres et vaguant dans l'espace. Ces contrastes mêmes signifiaient qu'un profond changement s'opérait dans les conditions et dans les mœurs.

L'impression générale était celle d'un grand pays, florissant et prospère. Le bien-être augmentait. Les services publics fonctionnaient parfaitement. La vie privée était pleine de douceur. Et, en dépit des apparences hiérarchiques, on sentait une lente mais sûre action de progrès et de justice sociale.

Cependant, la guerre devait remuer tout cela. Elle fut la plus terrible et la plus coupable des révolutions. Et l'effondrement de la Monarchie — son œuvre — allait opérer du jour au lendemain ce que le temps eût parachevé sans destructions, sans souffrances, sans retours.



QUATRIÈME PARTIE

1914-1919

CHAPITRE PREMIER

LA DÉCOMPOSITION

I

La guerre se faisait sur terre, sous mer, dans les airs et dans les âmes. Tout fut subordonné à la volonté de vaincre. Les autorités militaires intervenaient dans toutes les fonctions de la vie et concentraient dans leurs mains toutes ses ressources.

La plénitude même de son pouvoir donnait au commandement suprême de l'armée austro-hongroise l'illusion de l'infailibilité. Au début de la campagne, il refusa au comte Tisza de le tenir au courant des opérations militaires. Même le représentant du ministère des affaires étrangères au grand quartier général n'apprenait le résultat des opérations que dans la mesure indispensable pour rédiger les communiqués officiels.

Ces précautions d'alchimiste vis-à-vis des chefs

responsables du gouvernement diminuèrent avec le temps et les revers. Néanmoins, le commandement de l'armée restait une sorte d'île mystérieuse. En dépit de la valeur de quelques chefs et des louanges d'une presse stylée, ce clan rencontrait dans le public un vif sentiment de défiance. Peu apprécié par l'officier de troupe qui payait de sa personne, moins encore par le peuple qui mourait de la guerre et ne pouvait s'enthousiasmer pour ceux qui en vivaient, le commandement de l'armée ne tenait pas compte de son impopularité. Il demeurait omnipotent au dedans. Mais il possédait un rude censeur au dehors : le commandement de l'armée allemande.

On prête à un général français le mot : « J'admire moins Napoléon depuis que je vois de près les coalitions ». Pourtant, dans le camp des empires du Centre, en dépit de vives divergences de vues et de sentiments, l'état-major allemand finissait presque toujours par imposer sa volonté. En septembre 1916, cet état de choses fut sanctionné par la reconnaissance de Guillaume II comme « chef du commandement unique ». Les armées elles-mêmes, bien que fort enchevêtrées, restaient distinctes. L'état-major allemand imposait à celles de ses alliés le maximum d'effort, tout en leur témoignant le minimum de satisfaction. D'après critiques, répandues dans la presse, visaient à faire ressortir la supériorité, — sans doute réelle, — des généraux allemands. Peu confiantes en elles-mêmes, insuffisamment renseignées sur les événements, les

hautes sphères de Vienne étaient tentées d'exagérer la force de l'allié. L'envoyé autrichien siégeant au quartier général allemand ignorait la vérité sur la bataille de la Marne¹. La défaite ne fut connue à Vienne qu'au retour de l'ambassadeur extraordinaire de François-Joseph, qui venait de porter à Guillaume II le grand cordon de l'ordre fondé par Marie-Thérèse pour récompenser les actions d'éclat.

À Berlin, on ne se contenta pas de la direction militaire; on visait également à la tutelle politique. Au début de 1915, on exigea que le ministère des affaires étrangères à Vienne ne prît aucune disposition de quelque importance sans en avoir saisi préalablement la diplomatie allemande. Le comte Berchtold céda aux objurgations du puissant allié. Tschirschky était destiné au poste de moniteur diplomatique.

Tisza apprit le fait accompli par un ami. Il accourut à Vienne et fit des représentations énergiques à François-Joseph. Après quoi le Premier hongrois se rendit au grand quartier général allemand et déclara à l'empereur Guillaume que, s'il persistait à maintenir Tschirschky dans son rôle de surveillant, François-Joseph demanderait les mêmes attributions pour son ambassadeur à Berlin. L'affaire finit par l'abandon des projets de gardien diplomatique et par la chute du comte Berchtold.

1. F.-R. Nowak. *Der Weg zur Katastrophe*. Berlin, 1919, 60. — Ce volume a été écrit d'après les récits du baron Conrad, chef de l'état-major austro-hongrois.

Le 2 décembre 1915, Tisza présenta un mémoire sur la situation générale à son souverain. Il suppliait celui-ci d'entreprendre une action de paix, car l'espoir d'une victoire décisive avait disparu. Peu après, Tisza eut l'occasion de s'entretenir une seconde fois avec Guillaume II. Le ministre rédigea pour François-Joseph un âpre compte rendu de cette audience. L'empereur Guillaume, rapportait-il, est grisé de ses succès, infatué de sa propre puissance, et il déprécie celle de ses adversaires. Cet état d'esprit, ainsi que le caractère versatile et fantasque de l'Empereur, inspirait à Tisza les plus vives inquiétudes. Pour arriver à la paix, il lui semblait indispensable d'en rabattre des buts de guerre. Il proposait donc de rester en contact intime avec les hommes d'État allemands, afin d'être en mesure de leur donner constamment des conseils de modération¹.

Mais à Berlin, on était minutieusement renseigné sur les affaires de l'alliée: on savait que la Monarchie danubienne devenait de plus en plus dépendante de l'Allemagne, non seulement en raison de la situation militaire, mais encore à cause de sa condition intérieure.

En Autriche-Hongrie, la guerre avait poussé au paroxysme les colères des diverses factions nationales. Celles-ci éprouvaient moins de ressentiments

1. Ces documents se trouvent aux archives du ministère des affaires étrangères à Vienne; les minutes sont en possession de l'ancien secrétaire de Tisza.

contre l'ennemi qu'envers les nationalités rivales. Autrefois, pour le moindre grief politique, les Slaves de la Monarchie criaient à l'oppression. Cette fois, ils connurent la pire oppression : l'oppression de la soldatesque, particulièrement cruelle dans les régions limitrophes à la Serbie et à la Russie.

En Bohême, la répression fut plus malhabile que sanguinaire. Aux mesures de rigueur exigées par l'état de guerre s'en ajoutaient d'autres, dictées au gouvernement par la méfiance que lui inspirait cette nation fascinée par sa grande sœur russe. A Vienne, personne ne s'avisait de rassurer les Tchèques sur l'avenir ; au contraire, leurs adversaires politiques faisaient entendre que la défaite de la Russie anéantirait à jamais les revendications d'autonomie de la Bohême.

— « Etes-vous sûr de vos troupes ? » — avait demandé en 1909 François-Joseph à son chef d'état-major.

— « Il y aura des cas isolés d'indiscipline, répondit celui-ci, mais l'armée fera ce qu'on lui ordonnera¹. »

Le général méconnaissait la force des idées. L'unité morale de l'armée ne pouvait se maintenir sans la concorde morale des peuples. Il y eut des défections parmi les troupes tchèques ; elles passaient en masse aux Russes. Le commandement de l'armée ordonna un grand nombre d'arrestations

1. K.-F. Nowak. *Ouvr. cit.*, 70.

en Bohême. Dès le début des hostilités beaucoup de patriotes tchèques s'étaient réfugiés à l'étranger. Le chef de ceux qui restèrent au pays, Kramarz, fut condamné à la potence. Il est vrai que la sentence ne fut pas exécutée et qu'on témoigna au prisonnier des égards allant jusqu'à la déférence ; sans doute, se souvenait-on d'Andrassy, pendu en effigie, et promu, vingt ans après, à la dignité de chancelier. Pourtant, ces persécutions ne firent qu'approfondir la scission entre la Bohême et l'Autriche. Le mécontentement sourd se transformait en hostilité ouverte. Mais au grand quartier autrichien, les généraux ne doutaient pas que l'on pût mettre l'élite d'une nation aux fers, et envoyer le reste au feu.

Cependant, les revers que la Monarchie avait essuyés en Galicie et en Serbie ne brisèrent pas sa force de résistance. L'Autriche-Hongrie était défendue par le jeu automatique d'immenses forces matérielles. Ce puissant rouage fonctionnait machinalement dans les mains inertes d'un chef d'État plus qu'octogénaire. Sanglé dans son uniforme, la tête branlante, les joues ridées, François-Joseph exécutait presque inconsciemment les gestes du souverain. Le 21 novembre 1916, ce doyen de l'Europe ferma les yeux. Il avait vécu quatre-vingt-six ans et régné soixante-sept.

Sous ses dehors de grand seigneur, l'élève de M. de Bombelles cachait une âme aride. Étranger aux curiosités de l'esprit, indifférent aux choses de

l'art, mais chasseur consommé, hardi chevauteur, rien ne lui semblait plus beau qu'une manœuvre de cavalerie. Il gardait un tendre penchant pour cette arme ; jamais il ne souffrit que l'on en modifiât les uniformes ; et quand on lui annonça que ses hussards combattaient à pied, il tomba dans une profonde mélancolie.

Il n'était guère coutumier des mouvements du cœur. Ceux de la princesse, qu'il avait épousée pour sa beauté, n'éveillèrent en lui que de l'impatience. Pas plus susceptible d'amour que d'amitié, au moindre sujet de déplaisir, parfois pour une légère infraction à l'étiquette, il se séparait de ses familiers, leur signifiant ce congé accompagné du geste militaire de ses talons brusquement entre-choqués.

Pourtant, ce prince sut inspirer à son entourage du respect allant jusqu'à la vénération. Courtisans éblouis, cœurs dévoués, tous vantaient sa minutieuse application dans les affaires de l'État ; tous admiraient la perfection de ses manières, sans oser s'apercevoir qu'elles cachaient une insensibilité complète.

Fermé aux choses qui n'étaient pas de son temps, François-Joseph n'usa jamais du téléphone ni de l'ascenseur. Le réséda demeurait sa fleur préférée. Sa dernière maîtresse fut une actrice de Vienne qui lui faisait préparer des mets farineux à l'autrichienne et réunissait, pour dérider le vieillard, des conteurs possédant un vaste répertoire d'anecdotes viennoises.

Son frère Maximilien, transpercé de balles, avait murmuré : « homme » !... (homme). François-Joseph ne prononça jamais ce mot. Il fut enterré dans le caveau des capucins de Vienne, avec la pompe rigide de l'étiquette espagnole. Son cœur et ses viscères, placés dans une urne d'argent, furent déposés à la cathédrale Saint-Étienne, sa tombe et sa mémoire, couvertes de fleurs. Elles se fanèrent rapidement sous la lourde couronne de tant de jeunes vies éteintes.

II

L'humanité, qui avait entièrement fait défaut à François-Joseph, débordait dans son neveu et héritier Charles IV. Sa femme l'affermissait dans ces sentiments. Tous deux montaient sur le trône avec l'ardent désir de mettre un terme à la tourmente. Les jeunes souverains rajeunirent la cour. De vieilles gens, de vieux préjugés disparurent. Un pas décisif fut entrepris pour arriver à la paix.

Sixte de Bourbon, frère de l'impératrice Zita, combattait dans l'armée belge. Il possédait la confiance des chefs de l'Entente. Sur l'appel de son beau-frère, au commencement de mars 1917, il se rendit en Suisse, où un ami personnel de Charles lui communiqua les propositions de paix : restitution de l'Alsace-Lorraine, restauration de la Belgique et de la Serbie, celle-ci obtenant un accès à l'Adriatique. Le Président de la République Fran-

çaise reçut Sixte de Bourbon, et les négociations furent engagées¹.

La France espérait détacher l'Autriche-Hongrie de l'Allemagne. Charles désirait la paix générale. Presque deux mois avant ces ouvertures à la France, vers la fin de janvier 1917, celui-ci faisait expédier par le comte Czernin la dépêche suivante :

« A S. E. le prince Hohenlohe, ambassadeur d'Autriche-Hongrie à Berlin.

« Je prie votre Altesse de communiquer au Chancelier de l'Empire, au nom du Gouvernement Impérial et Royal, que l'Autriche-Hongrie a atteint la limite de ses forces. Nous attendons donc que l'Allemagne se mette d'accord avec son adversaire principal, la France, au sujet de la question d'Alsace-Lorraine ; quant à nous, nous sommes prêts aux sacrifices territoriaux les plus étendus. Si l'Allemagne refuse ou ne se trouve pas en état de satisfaire à notre désir, l'Autriche-Hongrie, à son vif regret, est contrainte de conclure en six semaines une paix séparée. »

Ces injonctions arrivaient mal à propos. A Berlin, on imaginait que les sous-marins allaient foudroyer l'ennemi. Tisza fut invité dans la capitale allemande. Mais au cours de la conférence tenue le 22 janvier 1917, celui-ci s'opposa aux projets de guerre sous-marine, contraire au droit international, à la morale et au bon sens politique. La

1. Prince Sixte de Bourbon. *L'offre de paix séparée de l'Autriche*. Paris, 1921.

guerre sous-marine n'anéantissait-elle pas les dernières espérances de paix? Les arguments du ministre hongrois faillirent convaincre les civils allemands. Pourtant, les militaires demeuraient irréductibles.

Le 2 février, à Vienne, les ministres austro-hongrois examinèrent la question de la guerre sous-marine. Tisza tint le même langage qu'à Berlin. Mais le maréchal Conrad lui répondit que la guerre sous-marine à outrance était la dernière carte pour gagner la partie.

Le 12 février, Guillaume accourut à Laxembourg, à ce moment le siège de la cour des Habsbourg. Les amiraux de sa suite démontrèrent, avec une profusion de documents, que la guerre sous-marine briserait l'Angleterre en peu de mois. Pour empêcher le jeune souverain d'abandonner la partie, l'empereur d'Allemagne mit en jeu l'autorité de son expérience et la puissance menaçante de son armée. Il fit également entendre à Charles que l'abandon de l'Allemagne victorieuse par l'Autriche pourrait décider les Allemands d'Autriche à se soulever et à renverser le trône des Habsbourg. A la fin, un conseil fut réuni. Le comte Czernin, ministre des affaires étrangères, y représentait la Monarchie. On avait eu soin de ne pas convoquer Tisza; son bon sens et sa franchise semblaient dangereux. L'assemblée décida de continuer la guerre et d'appliquer sans restrictions l'arme sous-marine.

L'état-major allemand était entré en campagne

avec la certitude de son invincibilité. Ses succès avaient donné à ce sentiment la force d'une conviction religieuse. Les maîtres de l'état-major dominaient l'Empereur, dominaient la nation, ils étaient sûrs de dominer l'ennemi.

Toute tentative de paix semblait à ces militaires vaine et peu honorable. Pour imposer la modération à ces fanatiques à froid, il eût fallu leur opposer des caractères de la même trempe. Cependant, en Autriche, la vie publique et la vie privée concouraient à émousser la volonté. L'éducation de la volonté était le fond même de la morale allemande. L'humanité de Charles était secondée par des penseurs, des courtisans, des politiques animés des meilleures intentions. Tisza ne possédait pas sa confiance. Celui-ci ne passait-il pas dans les capitales alliées pour le principal auteur de la guerre? Avec cela, le jeune souverain préférait à ce calviniste d'une rude droiture les natures affables et souriantes. Charles entreprit donc sa tâche difficile, entouré de dilettantes fort honorables, mais sans expérience gouvernementale. Ceux-ci avaient en face d'eux des hommes d'action décidés à garder l'Autriche-Hongrie dans la dépendance de l'Allemagne, de gré ou de force. Si le jeune empereur se dérobaît à leur tutelle, ils étaient prêts à soulever contre lui ses propres peuples ou bien à occuper militairement la Monarchie.

L'œuvre de paix de Charles comportait donc des actions d'un ordre différent, mais étroitement

enchaînées : apaiser les haines des nationalités à l'intérieur ; gagner la confiance de l'Entente ; se prémunir contre le parti militaire d'Allemagne.

Pour la réforme intérieure, Charles suivait les conseils d'un esprit probe et avisé, le professeur Lamasch, de Salzbourg, pays de Mozart. Il s'agissait de transformer la Monarchie en une fédération de peuples autonomes. Par là, on calmait l'effervescence intérieure, on allait au-devant des obligations morales que l'Entente avait contractées vis-à-vis des nationalités d'Autriche-Hongrie ; on donnait satisfaction à l'opinion du monde.

Mais, en Autriche aussi bien qu'en Hongrie, des politiciens à courte vue s'opposaient à ces réformes ; les uns s'en tenaient aveuglément aux barrières vermoulues du dualisme ; d'autres jugeaient toute concession superflue, ne doutant pas que les succès militaires mettraient à la merci du vainqueur et l'ennemi et les adversaires intérieurs.

Ce manque de mesure apparaissait encore plus excessif chez les nationalités de la Monarchie favorables aux Alliés. Celles-ci étaient exaspérées par les sévices de la soldatesque, les rigueurs de l'état de guerre, les tracasseries policières, le souci de l'avenir. Ce mécontentement servait l'œuvre souterraine de la pénétration russe. Londres, Paris et Rome encourageaient également les frondes de la Monarchie danubienne. L'affranchissement des petites nations était un article de foi des démocraties occidentales. Ce mot d'ordre jeté aux foules

achevait la mobilisation des forces morales, exaltait les âmes dans la lutte contre une coalition comportant deux empereurs. En même temps, cette action affaiblissait l'adversaire en stimulant ses dissensions intimes. Les capitales alliées accueillirent donc les politiciens qui avaient fui l'Autriche-Hongrie. A leur tête se trouvait Thomas Garick Masaryk, après Kossuth, le second grand conducteur d'hommes dont les Habsbourg ne surent pas faire un Colbert. Fils d'humbles slovaques de Moravie, professeur à l'université de Prague et chef des intellectuels radicaux de Bohême, Masaryk attendait de la victoire russe l'émancipation de sa patrie. Lui, comme ses compagnons tchèques, yougoslaves ou roumains réfugiés à l'étranger, représentaient des opinions extrêmes. L'exil ne fit que les exaspérer. Tous ces hommes vivaient dans cet état d'amertume, d'exaltation et d'activité fiévreuse propre aux proscrits.

Au premier abord, les chancelleries reçurent ces révoltés avec réserve. Mais à mesure que la diplomatie des Alliés reconnut que, pour abattre l'Allemagne, il fallait détacher ou détruire l'Autriche-Hongrie, l'influence de ces émigrés augmenta. Au début, on les considérait seulement comme des sources d'information ; peu à peu, ils devenaient les inspireurs des hommes d'État alliés dans la vaste œuvre qui allait aboutir à la destruction de l'Autriche-Hongrie.

Cependant, les négociations du prince Sixte se

poursuivaient. Le 24 mars, il avait transmis au Président de la République une lettre autographe de Charles¹. L'Empereur manifestait ses sympathies pour la France, reconnaissait les « justes revendications françaises relatives à l'Alsace-Lorraine », et exprimait le désir de conclure la paix avec les Alliés. On fit des ouvertures au Premier anglais. MM. Poincaré et Lloyd George approuvaient l'idée de la paix séparée. M. Ribot lui témoignait une extrême défiance.

Les chancelleries avaient usé de l'appât de certains territoires d'Autriche-Hongrie pour élargir la coalition alliée. Le pacte de Londres du 26 avril 1915, signé par l'Angleterre, la France, la Russie et l'Italie, assurait à celle-ci Trieste et le Trentin jusqu'au Brenner. Des conventions particulières avec la Serbie et la Roumanie promettaient à ces États une partie considérable de la Hongrie. Toutefois, ces prétendants se trouvaient sans exception dans une situation fort précaire. Aucun ne pouvait espérer de conquérir par les armes les territoires revendiqués. Sans se départir de l'esprit de loyauté vis-à-vis de ces alliés, il semblait possible d'obtenir d'eux la revision des buts de guerre.

Il est vrai que les propositions de Charles ne faisaient pas mention des revendications italiennes, peut-être par crainte de la surenchère de ces subtils négociateurs, peut-être aussi par égard à l'état

1. Sixte de Bourbon. *Ouvr. cit.*, 96.

d'esprit de l'armée autrichienne. L'entrée en guerre de l'Italie avait réveillé les rancunes traditionnelles de cette armée. Au front russe, la fureur tombait avec l'action et les officiers des deux camps multipliaient les témoignages d'estime et de courtoisie. Il en était autrement à l'égard des Italiens. Certains généraux autrichiens allèrent jusqu'à défendre de saluer les officiers italiens prisonniers.

En dépit de ces préventions et des stipulations du pacte de Londres, les obstacles de la paix séparée ne semblaient pas insurmontables. Mais la passivité obstinée de M. Ribot ne semblait guère faite pour les maîtriser. Étaient-ce ses convictions personnelles et ses idées générales qui le poussaient à favoriser la destruction d'un empire au bénéfice du gouvernement populaire? Était-ce la crainte que les rumeurs d'une négociation de paix brisassent l'élan guerrier des peuples alliés? Ou bien doutait-il de la sincérité des desseins pacifiques de Charles?

En effet, les ennemis de l'Autriche-Hongrie faisaient entendre que le jeune souverain jouait un double jeu et qu'en réalité, il servait d'homme de paille à l'Allemagne. Les apparences semblaient prêter une certaine vraisemblance à ces suspicions. Le sentiment dominant de la cour de Vienne était la peur de l'Allemagne. Une indiscretion au sujet des pourparlers secrets avec la France pouvait amener l'invasion de l'Autriche par les armées allemandes. Cette appréhension obligeait le jeune

empereur à cacher ses vrais sentiments. Il avait commencé par travailler à la paix générale. Ce loyal dessein avait échoué à cause de l'aveuglement du parti militaire allemand. Les pays du Danube étaient aux abois. Le mémoire que le comte Czernin adressait le 13 avril 1917 à son maître dévoile leur profonde détresse.

« Notre force militaire va vers sa fin, rapportait ce ministre... Les matières indispensables à la production des munitions s'épuisent. Les hommes sont exténués. Un désespoir sourd s'est emparé de toutes les classes à cause de l'alimentation insuffisante..... Vers la fin de l'été ou au plus tard en automne, il faut faire une fin à tout prix..... Votre Majesté sait que le poids qui pèse sur le peuple a atteint un degré presque intolérable. Votre Majesté sait que la corde de l'arc est tellement tendue qu'elle peut sauter chaque jour¹... »

Il ne restait d'autre salut pour l'Autriche-Hongrie que de rompre l'alliance allemande et de reprendre sa liberté d'action. Charles y était décidé. Mais il ne pouvait jeter le masque avant que les négociations avec l'Entente n'eussent abouti. Cette attitude, inspirée par l'angoisse des représailles allemandes, pouvait faire douter de sa sincérité. Et la personnalité de son premier conseiller augmentait ces préventions. Le comte Czernin disposait d'une grande facilité de parole; il trouvait avec la même

1. Ottokar Czernin. *Im Weltkrieg*, Berlin, 1919.

aisance le mot qui flattait les grands et la formule qui captivait les foules. C'était un courtisan démagogue. Il ne possédait aucune décision, il avait des nerfs à fleur de peau, et bien qu'il ne fût pas diplomate de carrière, il subit la déformation professionnelle au plus haut degré. Ce ministre, qui venait de retracer d'une manière saisissante l'état désolé de son pays et d'annoncer sa ruine imminente, continuait à rédiger des notes au style ambigu et à appliquer les méthodes surannées d'agiotage diplomatique. Il parvenait à donner un air artificieux à tout ce qu'il touchait. Et même quand il lui arrivait d'être sincère, ses faits et gestes respiraient l'insincérité.

Les initiés des négociations avaient promis au prince Sixte un secret inviolable. Le baron Sonnino fut mis au courant des ouvertures de paix séparée, mais on lui fit croire qu'elles provenaient du comte Mensdorff, auparavant ambassadeur de la Monarchie à Londres, alors en Suisse. Cependant l'Italie, en dépit de sa situation militaire défavorable, ne voulait rien abandonner des avantages territoriaux stipulés pour son entrée dans la guerre. Au début de mai, le prince Sixte retournait à Vienne et obtenait de son beau-frère la cession du Trentin. A titre de compensation, l'Italie devait abandonner à l'Autriche-Hongrie ses colonies de la Somalie. Charles demandait l'envoi d'un plénipotentiaire allié en Suisse, afin d'y rencontrer son plénipotentiaire et de signer la paix séparée au plus tard le 15 juin 1917.

De retour à Paris, le prince communiqua à MM. Poincaré et Ribot le résultat de son voyage et demandait une nouvelle entrevue à Lloyd George, bien que M. Ribot eût trouvé qu'il fût dangereux de causer avec le Premier anglais, « qui est trop rapide dans ses décisions ». A Londres, Sixte de Bourbon proposait à Lloyd George de lui envoyer le prince Kinsky, ancien ambassadeur. « Je ne veux pas de diplomates ! s'écria Lloyd George ; ceux-ci sont seulement faits pour perdre du temps. » Il se proposait de réunir les deux rois, le Président, M. Ribot et le baron Sonnino. Cette entrevue n'eut pas lieu. Le baron Sonnino la fit échouer. Le 12 juin M. Ribot mandait au prince Sixte : « Il n'y a rien à faire pour le moment ; on ne peut rien faire sans l'Italie ».

Les négociations du prince Sixte s'arrêtèrent là. Les dernières propositions de Charles, formulées dans sa lettre du 9 mai, restèrent sans réponse. En dehors de l'intransigeance du baron Sonnino, la rupture des négociations était due aux notions précises que les Alliés acquirent sur l'affaiblissement de l'Autriche-Hongrie. On a même prétendu que ceux-ci avaient réussi à prendre connaissance du mémoire de Czernin à l'Empereur, dont celui-ci avait communiqué une copie à Erzberger, chef des Allemands pacifistes.

Toujours est-il que la guerre continuait. Pourtant, Charles ne cessait de vouloir la paix immédiate. Il ne se contentait pas d'en parler sans relâche à ses

ministres et à ses familiers ; ce prince trahissait son obsession de paix à tous ceux qui possédaient sa confiance en quelque mesure.

Quant au comte Czernin, il acceptait l'idée d'une pareille paix, toutefois sans consentir à renoncer aux avantages d'une victoire allemande. Il flottait entre la guerre et la paix, au hasard des nouvelles du front. Ce flottement était général dans les chancelleries. Il y eut donc encore diverses tentatives de paix. Le comte Revertera, diplomate austro-hongrois, rejoignait à Fribourg le comte Armand, appartenant au deuxième bureau de l'état-major français. L'état-major soumettait le 20 juillet au général Foch les observations suivantes :

« Le principal adversaire de la France, c'est l'Allemagne... Mais la retraite de l'Autriche entraînerait de telles conséquences militaires... qu'il semble utile de l'aider à sortir de la coalition ennemie afin, d'une part, de faciliter notre victoire par les armes sur l'Allemagne et, d'autre part, pour l'avenir, de provoquer pour longtemps, entre les deux Empires centraux, des ressentiments ruinant le projet de Mitteleuropa.

« Que faut-il répondre, la question étant d'ordre gouvernemental ? »

Le 24 juillet, le général Foch répondait :

« ... On peut maintenir la conversation, la laisser se développer en faisant connaître qu'on est favorable au principe de l'unité de l'Empire, pourvu que la répartition des divers États qui le

composeront assure le respect des nationalités et leur représentation propre; sans toutefois qu'on puisse, dès à présent, préciser l'atteinte qui pourrait être portée à l'intégrité du territoire¹. »

Le 30 juillet, le comte Armand annonce que Vienne est impatiente d'avoir des précisions concernant :

« 1^o Les bases des négociations (cessions demandées à l'Autriche au profit de ses ennemis, compensations éventuelles à trouver par elle, par exemple une union avec une Pologne reconstituée, modifications au régime intérieur de la double Monarchie espérées par l'Entente, quel appui trouverait l'Autriche pour résister à l'Allemagne prussienne);

« 2^o Les personnes (membres des gouvernements) de l'Entente qui adoptent ces bases. »

L'état-major répond le 4 août. En amenant l'Autriche à abandonner la lutte, écrit-il, on frappe la Prusse, l'ennemi. « L'Entente doit donc créer une puissance voisine à la Prusse et irrémédiablement hostile. Elle peut y parvenir au moyen des Habsbourg, en groupant par le lien de l'union personnelle une fédération d'États à majorité slave, donc incorporer, à ces États Unis, la Pologne des limites de 1772 (de Dantzig aux Carpathes). »

M. Painlevé, ministre de la guerre, saisit M. Ribot de cette note. Celui-ci répond qu'on peut suivre les conversations à condition de n'engager

1. Prince Sixte de Bourbon. *Ouvr. cit.*, 233.

en aucune façon le Gouvernement. « Il s'agit d'un sondage et non d'une négociation. »

Malgré ces instructions, le commandant Armand présente au comte Revertera les conditions d'une paix séparée, sur les bases indiquées dans la note de l'état-major. Les négociations traînent et se compliquent avec le projet d'une paix générale où l'on destina à Charles un moment le rôle de porte-paroles de l'Entente vis-à-vis de l'Allemagne.

Après toutes ces tergiversations et temporisations de part et d'autre, le 15 novembre, le comte Revertera reprenait les pourparlers au sujet de la paix séparée, la veille du jour où le cabinet Clemenceau remplaçait le cabinet Painlevé. Le major général de l'armée s'empessa de mettre le nouveau président du conseil au courant des conversations de Fribourg. M. Clemenceau donne la consigne : « Écouter, ne rien dire ».

Cependant, les succès austro-hongrois de Caporetto et l'effondrement de la Russie ranimèrent la confiance du comte Czernin dans la victoire germanique. Le 6 décembre, Czernin proclamait avec emphase la solidarité de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie.

Néanmoins, trois mois plus tard, les conversations Armand-Revertera reprenaient. Czernin, cette fois, visait à obtenir la paix pour l'Allemagne, mais sans la restitution de l'Alsace-Lorraine. Le 23 février, le commandant Armand répondait de Paris au comte Revertera : « Rien à faire ».

L'ensemble de ces négociations donne une impression de stupeur. C'est l'esprit et les procédés de l'époque où la guerre était l'affaire des chancelleries et de petites armées professionnelles, et le temps un élément négligeable. On eût dit que des formidables événements, des torrents de souffrances de ces années, seul l'énervement de la haine eût touché les cerveaux des hommes qui sabotèrent la paix séparée de 1917, et la paix générale qui en était la conséquence infaillible. On refusa le moindre encouragement à Charles, pour lequel le désir de conclure la paix était devenu une véritable obsession. On obligea d'aller jusqu'au bout un pays dont le monarque et la grande majorité de la population désiraient passionnément d'en finir avec la guerre.

Cependant, le comte Czernin tenait au pouvoir et jouait le gagnant. Mais les remous des événements avaient éprouvés ses nerfs. Cédant à un mouvement d'irascibilité astucieuse, il s'imagina de discréditer et de renverser Clemenceau en révélant les négociations secrètes avec la France. Dans un discours prononcé au conseil municipal de Vienne, Czernin prétendit que Clemenceau avait quémandé la paix. Le vieux lutteur riposta : « Le comte Czernin en a menti ». Et Czernin resta sur le carreau.

Clemenceau connaissait les conversations Armand-Revertera. Il ignorait les négociations du prince Sixte, et sans doute aussi l'engagement du secret absolu pris par ses prédécesseurs. Après

l'incident Czernin, Clemenceau se fit communiquer le dossier du prince Sixte et crut pouvoir publier la lettre écrite par Charles le 31 mars 1917 au président Poincaré.

L'Allemagne venait d'obtenir d'importants succès militaires; l'Autriche-Hongrie se débattait dans de terribles embarras. L'attitude de Clemenceau faisait disparaître le dernier espoir de paix séparée entre la Monarchie et les Alliés. Charles fut contraint de nier publiquement sa lettre, divulguée par Clemenceau, et d'aller s'humilier auprès de l'empereur Guillaume, à Spa. Celui-ci exigea « l'approfondissement de l'alliance » et des garanties. Elles ne purent lui être refusées. Le cartel Czernin-Clemenceau livrait la Monarchie sans retour au parti militaire allemand.

III

L'Autriche-Hongrie paraissait le point faible de l'ouvrage ennemi. Elle fut attaquée de tous côtés. Le comité de propagande interallié, installé dans l'hôtel de Lord Crewe à Londres, entreprit de soutenir les désirs d'indépendance des nationalités opposées à l'Allemagne, et surtout de porter la perturbation dans l'armée austro-hongroise grâce aux passions nationales¹. L'Italie fut choisie comme principale base d'opérations. En avril 1918,

1. Sir Campbell Stuart. *Secrets of Crewe House*. London, 1920. 24.

les délégués du comité de Londres, MM. Steed et Seton-Watson, réunirent à Rome un congrès des « Nationalités opprimées de la Monarchie des Habsbourg ». Italiens, Yougo-Slaves, Tchéco-Slovaques et Roumains firent des vœux de fraternité et se déclarèrent solidaires dans la lutte contre l'empire des Habsbourg.

En février 1918, Lord Northcliffe, président du comité de propagande, communiquait au *Foreign Office* ses vues au sujet des affaires de la Monarchie. Celle-ci était entrée dans la guerre — écrivait-il — de « demi-cœur ». On pouvait choisir à son égard entre deux politiques : travailler à une paix séparée, grâce à l'Empereur et à la cour, sans s'immiscer dans les affaires intérieures de l'Autriche-Hongrie; ou bien, l'anéantir, en soulevant toutes ses populations anti-germaniques.

Lord Northcliffe opinait pour la seconde voie. Il conseillait que les gouvernements alliés et le président des États-Unis proclamassent leur volonté d'obtenir pour toutes les races d'Autriche-Hongrie « la liberté démocratique et des gouvernements par le consentement des gouvernés ».

« Le but final des Alliés, ajoutait Lord Northcliffe, sera non pas de créer une série de petits États désunis, mais une Confédération non-germanique des États de l'Europe centrale et du Danube. »

« Tout ce qui encourage les éléments anti-germaniques de la Monarchie — répondait M. Balfour

— contribue en même temps à pousser l'Empereur vers la paix séparée. » Aussi jugeait-il la propagande que Lord Northcliffe dirigeait de *Crewe-House* fort utile ; son effet final serait soit la destruction de l'Empire, soit sa « dégermanisation » sous la loi des Habsbourg.

Une commission interalliée se rendit au front italien afin d'intensifier la propagande. Des légions tchèques combattaient en Russie. On organisa de nouvelles légions avec les prisonniers et avec les transfuges tchèques, yougo-slaves, roumains, que l'on mit au pied des Alpes en face des régiments austro-hongrois formés d'hommes du même sang. Des gramophones, placés en première ligne, jouaient des airs populaires propres à éveiller la nostalgie du pays dans les tranchées adverses. Des aéroplanes semaient d'innombrables feuilles volantes en tchèque, en polonais, en croate, en roumain, en hongrois, engageant les soldats ennemis à jeter les armes. On finit par distribuer quotidiennement un million de ces feuilles volantes.

Celles-ci tombaient parmi des hommes enclins à accueillir leur enseignement. Une ardente foi animait les nations alliées. Elle faisait défaut aux peuples de l'Autriche-Hongrie, engagés dans une guerre politique. Il est vrai que les Tyroliens frémissaient quand ils furent appelés à défendre leur seuil contre les « Velches » ; les Hongrois eurent un sursaut d'enthousiasme au moment où les Russes, puis les Roumains, surgirent sur les crêtes

des Carpathes. A part ces élans isolés, on se battait, après trois années de front, avec plus de résignation que d'enthousiasme. N'était-ce pas une guerre de chancelleries qui avait arraché ces millions de combattants à leurs foyers? Le soldat dans son abri, de même que les siens au village, fouillaient le ciel, à la recherche de l'étoile annonçant la fin de ce cauchemar. L'avènement de Charles avait été salué par d'immenses espérances. Maintenant, un nouvel astre de paix semblait apparaître au delà de l'Océan. C'était le président Wilson.

Les États-Unis entraient en guerre mus par ce mélange de raison et de sentiment qui décide des actions humaines. Le peuple américain était animé par les mêmes idées générales que l'opinion de l'Occident. On eût dit que l'ombre de Washington et de Lincoln protégeait ces légions qui traversaient l'Océan pour mettre en pratique les grandes idées de ces grands hommes.

Woodrow Wilson personnifiait ces doctrines de liberté politique, de gouvernement populaire et de justice internationale. Toutefois, son expérience était exclusivement américaine. De l'Europe, il ne possédait que les notions puisées dans ses lectures. Pour ce qui concerne l'Autriche-Hongrie, il n'eut d'autres informations vivantes que les récits des proscrits. M. Masaryk s'était rendu à Washington; les Slaves des États-Unis l'accueillirent avec enthousiasme. Le Président honora de sa confiance l'illustre étranger, dont les idées générales s'ac-

cordaient avec les siennes. M. Masaryk entreprit de le gagner à ses vues : détruire le vieil édifice austro-hongrois pour reconstruire à sa place la cité des États nationaux.

Le 8 janvier 1918, M. Wilson avait publié son *Programme de la paix mondiale* en quatorze points adressés au Congrès. Cette profession de foi contenait la quintessence de tout ce que les penseurs démocratiques avaient proclamé en matière d'État. Le vœu libre des peuples devait décider de leur destinée; les nationalités d'Autriche-Hongrie obtenir « la plus libre opportunité d'un développement autonome »; enfin, une charte des nations était appelée à remplacer le règne de la violence.

Aucun écrit n'avait exercé pareille impression sur l'humanité depuis la *Déclaration des droits de l'homme*. Et personne ne s'avisa de rappeler les réflexions de Rivarol au sujet de ce fameux manifeste de la Révolution française :

« Pourquoi révéler aux hommes des vérités purement spéculatives? Ceux qui n'en abuseront pas sont ceux qui les connaissent comme vous, et ceux qui n'ont pas su les tirer de leur propre sein ne les comprendront jamais et en abuseront toujours. »

IV

Cependant, quatre années de guerre avaient exaspéré les esprits. La vaste œuvre de propa-

gande dirigée de *Crewe-House* entraînait ses chefs comme la meute entraîne le chasseur. Les proscrits stimulaient la course. La doctrine romantique de la reconstruction de l'Europe sur la base exclusive de la nationalité s'infiltrait dans d'innombrables cœurs. Et cet état de la conscience publique servait les convoitises territoriales des chancelleries.

Jadis, ces gains territoriaux constituaient la préoccupation essentielle des cours. La poussière des archives cache des centaines de projets comportant le partage des divers États, de la France jusqu'à la Turquie. Les auteurs de ces dossiers portaient perruque, et sur les boucles de leurs escarpins chatoyaient les diamants obtenus en récompense de leur habileté ou de leur complaisance en matière de partage. Ces spectres de l'ancien régime virent réapparaître de nouveaux partageurs. Les chancelleries, qui s'étaient servies des passions chauvines en guise d'auxiliaires et avaient fini par en devenir les esclaves, reprenaient ces mœurs politiques des siècles passés. Pour ces hommes, l'Autriche-Hongrie n'était désormais qu'un vaste marché aux dépouilles, le principe des nationalités un prétexte de conquête, le langage de l'idéalisme démocratique un narcotique.

La réalisation de ces projets semblait proche. En Autriche-Hongrie, le travail de démolition intérieure fut accéléré par un fantôme que l'Europe ne connaissait que par les récits du moyen âge :

la famine. Ce n'était pas la grande famine meurtrière, mais la disette chronique, le rationnement, l'unique repas insuffisant, obtenu après d'énervantes stations à la porte des fournisseurs, au milieu d'une foule où l'irritation générale augmentait l'amertume particulière.

Sur ces masses tourmentées par la pénurie alimentaire et profondément dégoûtées de la guerre, les révolutions russes exercèrent une impression immense. La chute des Romanow n'était qu'un événement politique, donnant l'espérance d'une paix rapide. Mais l'avènement du bolchévisme remua les âmes.

La guerre avait supprimé la liberté personnelle. L'État apparaissait comme une sorte d'ogre, collecteur et consommateur de toutes les ressources. La socialisation militaire avait ouvert la voie aux idées de socialisation humanitaire. Le rêve de réformer l'organisation sociale, de refondre les institutions existantes au bénéfice de la collectivité semblait se réaliser en Russie. La contagion de cet exemple pénétrait les villes d'Autriche-Hongrie où la pénurie alimentaire était la plus grande et les esprits les plus mobiles. Une lame de rancune et d'utopie commençait à soulever les masses. Et puisque l'homme se représente volontiers ses prochains à sa propre image, on supposait le même état d'âme dans les capitales ennemies. L'irritation contre le despotisme militaire nourrissait l'enthousiasme pour la justice sociale. On croyait à

son avènement. On s'imaginait qu'il suffisait de jeter les armes pour que l'adversaire en fit autant. On voyait poindre l'aube d'un monde pacifique qui renoncerait à la force dont il avait tant souffert.

En attendant, l'Autriche-Hongrie appelait ses dernières réserves, les territoriaux de quarante-huit ans. Les cloches subirent le sort des hommes. Le bronze faisait défaut. Sur les quais des gares, de longues files de cloches attendaient l'instant d'être transformées en canons. On mit dans les églises de nouveaux bourdons en fonte. Leur son rauque semblait annoncer que même la voix du ciel était armée de fer. Ils avaient beau sonner la victoire aux divers succès des « Centraux » qui marquèrent l'avant-dernière phase de la guerre, ces carillons étaient accueillis par un haussement d'épaules, et une terrible amertume montait à la gorge.

Longtemps l'habitude et la crainte avaient maintenu le mutisme à l'arrière et la discipline au front. Dès 1918, elle commença à se relâcher. Czernin, qui possédait le secret des mots fascinateurs, essaya de magnétiser les estomacs en surnommant le traité de Brest-Litowsk « la paix du pain ». Mais l'espérance des blés de Russie resta un leurre. La disette énervait l'arrière et démoralisait le front. « Les troupiers tombent d'inanition pendant les marches, écrivait au printemps de 1918 à un ami le maréchal Borœwics. Les chevaux sont des

squelettes ; l'artillerie est devenue immobile¹. »

Vers la mi-juillet, un haut officier autrichien, de passage au grand quartier général allemand, exprima ses inquiétudes sur la situation. Son interlocuteur, un général prussien, lui versa un verre de bière de malt. — Il y avait une brasserie affectée au service de l'état-major et pendant la guerre, elle seule possédait le privilège de brasser la bière de malt. — Et, levant son verre, où moussait ce précieux breuvage, le général s'écria :

« Cette année, vous verrez de telles choses, que d'étonnement la salade vous poussera par les oreilles. »

L'armistice bulgare décilla les yeux les plus obstinément clos. Et cet aveu éclatant de la défaite fit entrer en ébullition tous les ferments de révolte.

Une rapide action de paix s'imposait. Mais le successeur du comte Czernin aux affaires étrangères, le comte Burian, était un légiste qui n'avait du diplomate que la cauteleuse lenteur. D'autres entrevoyaient qu'il fallait agir sans retard. Toutefois, les brigues mesquines l'emportaient sur l'intérêt public. Jamais on ne vit tant de petitesse au milieu de si grands événements. Le dernier mois de la Monarchie fut galvaudé en intrigues personnelles, pour ce pouvoir qui, pourtant, fondait comme la neige au soleil.

Ce ne furent pas uniquement ces cabales qui

1, *Pester Lloyd*, 14 mai 1921.

empêchèrent l'œuvre de sauvetage. Depuis cinq ans, la Monarchie avait été soumise à une sorte de blocus moral. Les idées n'y parvenaient qu'en contrebande, mutilées ou obscurcies. On y connaissait les événements, on ignorait l'atmosphère morale du monde. Et, à Vienne aussi bien qu'à Budapest, les dirigeants n'étaient guère aptes à la pénétrer. Ces hommes vivaient, pour ainsi dire, ancrés dans le passé. Tout ce que le passé avait établi leur semblait auguste, inaltérable, éternel et devait, croyaient-ils, paraître tels à la conscience populaire. Vers la fin de septembre, un mois avant l'écroulement de la Monarchie, les généraux autrichiens et les politiciens hongrois se trouvaient aux prises pour l'attribution de la Bosnie. Les premiers voyaient le moment venu de réaliser l'ancien projet de la Yougo-Slavie autrichienne; les derniers leur opposaient qu'au moyen âge, la Bosnie avait été un fief de la couronne de saint Étienne. Pour vider cette querelle, le souverain chargea Tisza de l'ingrate mission d'aller consulter les Bosniaques. Mais l'armée serbe avançait. Serajevo reçut Tisza en ennemi. Cette déception, et peut-être aussi le dessein de ranimer les pusillanimes, inspirèrent à cet homme, jusque-là si maître de soi, un langage dur et déraisonnable : « Vous pouvez nous détruire, dit-il aux notables réunis de Serajevo, mais nous sommes encore assez forts pour vous faire périr avec nous! »

La pensée des Alliés allait vers d'autres extrêmes,

vers une sorte de sectarisme démocratique. On entendait partout, et en premier lieu aux États-Unis, la phrase *This King business must go* (il faut que ce métier de roi finisse). L'œuvre entière du passé semblait condamnable et fut condamnée.

Cette disposition d'esprit eut un résultat pratique de haute importance. Après la France et l'Angleterre, le président Wilson reconnaissait à son tour la Tchéco-Slovaquie, non seulement comme nation alliée, mais encore comme se trouvant en état de guerre avec l'Autriche-Hongrie. De cette manière, il mettait la fronde dans la main de ces âpres lutteurs. Désormais, toute tentative de fédéraliser la Monarchie était vouée à l'insuccès.

Pendant ce temps, au front, la situation empirait. Pas d'habillement, annoncent les rapports militaires; pas de chaussures, pas de linge! Le 4 octobre, un officier d'état-major mande de la Piave que les hommes atteints de *malaria* grelottent nus pendant que l'on lave et sèche leurs loques. Comme fond du ravitaillement, des légumes secs que les troupiers appellent « fil barbelé ». Depuis des mois ils n'ont pas vu de vin. On déserte et on risque le peloton d'exécution pour se rassasier¹.

L'état d'âme de l'arrière contribue à miner le moral de ce front à jeun. « Il semble que l'on considère la guerre comme une affaire particulière de

1. Voir le recueil de documents réunis par le colonel Hugo Kernnawe : *Der Zusammenbruch der Österreich-Ungarischen Wehrmacht im Herbst 1918*. München, 1921. 27-33.

l'armée », — écrit l'officier d'état-major cité plus haut¹.

En effet, les débats parlementaires, les journaux, les permissionnaires, tout répandait dans les cantonnements que la guerre était perdue. L'inutilité de tant de sacrifices remplissait les cœurs d'amertume. Les uns avaient envie de lever la crosse en l'air, les autres de courir défendre leur foyer. Les derniers vestiges de solidarité s'évanouissaient parmi ces frères d'armes. Chacun craignait les nationalités rivales plus que l'ennemi. Un sentiment d'insécurité générale s'emparait des esprits.

Cependant, les Empires du Centre venaient d'envoyer une proposition collective de paix au président Wilson. Le 9 octobre, celui-ci répondait qu'il ne pouvait conseiller aux Alliés d'entamer des négociations pour la suspension des hostilités aussi longtemps que des troupes ennemies foulaient leur sol.

Ce jour même, le commandement austro-hongrois télégraphiait tant au généralissime Hindenburg qu'au ministère des affaires étrangères à Vienne, son intention de conclure un armistice avec les Italiens sur la base de l'évacuation immédiate de l'Italie, et proposait au commandement allemand d'agir de même.

Hindenburg pria d'attendre la nouvelle réponse de Wilson. Quant au ministre des affaires étran-

1. Kerchnawe. *Ouvr. cit.*, 33.

gères, Burian, il protestait par une respectueuse semonce contre cette entreprise « prématurée¹ ».

Faute d'armistice avec l'ennemi, Charles essaya d'établir la trêve intérieure. Le 17 octobre, il proclama par un acte solennel que désormais chaque peuple d'Autriche constituait un État national autonome, et que leur association formerait la Confédération d'Autriche. Il y a un an, ces concessions pouvaient servir de prémices à la paix. A ce moment, cette réforme tardive fut interprétée au dedans et au dehors comme un signe de faiblesse.

L'armée d'Orient avançait à travers les Balkans. Le conseil national tchèque de Paris, présidé par M. Masaryk, s'était constitué dès le 25 septembre en gouvernement provisoire. Il avait été reconnu par les puissances alliées. Le 17 octobre, un Conseil national des Serbes, Croates et Slovènes, se réunissait à Agram. La constitution fédérale de Charles paraissait vaine, insuffisante aux Slaves et aux Roumains de la Monarchie. Ils se sentaient les enfants adoptifs de la victoire; ils en attendaient l'assouvissement de leurs rancunes et la réalisation de leurs espérances les plus démesurées.

L'humeur de sédition était générale. Elle se montrait particulièrement âpre en Hongrie. La vassalité de la Monarchie vis-à-vis de l'Allemagne, la crainte que l'on continuât à sacrifier le sang hongrois dans des combats sans espoir, était le mobile

1. Kerchnawe. *Ouvr. cit.*, 39

principal de cet esprit de révolte. Ces sentiments donnaient une nouvelle idole à la Hongrie : le comte Michel Karolyi.

Ce magnat avait dans sa famille des alliances françaises et du goût pour la France. Avant la guerre, il frondait contre la Triplice : en août 1914, au retour d'un voyage de propagande parmi les Magyars des États-Unis, la déclaration de guerre le surprit à Bordeaux. Il avait le choix de rentrer en Hongrie, ou bien de rester en France et de se rallier à la cause alliée. La défaite de celle-ci eût signifié pour Karolyi la ruine et la déchéance. Mais la victoire eût fait de lui le sauveur de son pays.

Le comte Karolyi, homme des demi-courages, rentra en Hongrie. Il demeura favorable à la France en sentiments et en paroles. Il était démocrate par esprit d'opposition et tolstoïsant entre deux parties de baccarat. Le peuple voyait en lui l'adversaire de l'Allemagne et du despotisme militaire, l'homme de la paix immédiate.

Une paix immédiate semblait le seul moyen d'éviter la révolution. Le comte Andrassy, nommé le 24 octobre ministre des affaires étrangères, le reconnut. Sous la pression des événements, le fils du chancelier qui avait accepté l'alliance allemande offrait, le 26 octobre, la paix séparée aux Alliés.

Il était trop tard. Une nouvelle offensive se déclenchait sur le front italien. Et simultanément, à l'arrière, les colères accumulées depuis cinq ans se mettaient à souffler en tempête. L'esprit d'indépendance

des peuples, la rancune des individus pour tant de souffrances stériles, privaient le gouvernement des derniers vestiges de son autorité. Et dans l'armée aussi, la misère, la défiance et la propagande brisaient la discipline. Des bataillons croates, hongrois, tchèques, allemands, polonais, voire même tyroliens, refusaient d'aller au feu. Ce n'étaient pas des éruptions brutales d'insubordination, mais la révolte muette, opiniâtre, indomptable. L'archiduc Joseph entreprit de haranguer les divisions hongroises du plateau d'Asiago. Cependant, ce général populaire se heurtait à une résistance respectueuse, mais inébranlable. Les troupes déclaraient leur volonté de rentrer dans le pays pour défendre leur propre foyer.

De jour en jour le nombre des régiments mutinés augmentait. Le front et l'arrière se contaminaient réciproquement. Tout craquait. Déjà les pays slaves n'obéissaient qu'à leurs chefs nationaux. A Prague, le 28 octobre, le Conseil national tchèque proclamait la République. Le lendemain, la Diète d'Agram prononçait la séparation de la Croatie et de la Hongrie. A Vienne aussi la situation devenait inquiétante. La Hongrie restait la dernière espérance de la dynastie.

Karolyi était le maître de l'heure. Son palais servait de tribune à tous les adversaires de l'Allemagne et de la guerre : avocats raisonnables, vieux quarante-huitards, jeunes intellectuels, socialistes et libertaires. Le chef et ses partisans péchaient

par deux erreurs fondamentales ; ils croyaient à l'avènement d'une Europe pacifique par la seule puissance des idées. Avec cela, ils s'imaginaient qu'on pouvait se passer de la force et dans la politique internationale et dans le gouvernement.

Le tragique du moment n'avait pas enrayé les brigues personnelles. On ne sut ni écarter Karolyi, ni s'en servir. Rebuté, celui-ci, encore Mirabeau la veille, se réveilla Danton le lendemain. Le 30 octobre, la révolution éclatait à Budapest. Dans toutes les capitales de la coalition vaincue, les peuples mutinés renversaient les trônes.

Le contre-coup de ces événements précipita le sort du front d'Italie. Une armée vit avant tout par son ressort moral ; celui-ci rompu, un souffle suffit pour bouleverser les rangs. L'offensive alliée du 28 octobre attaquait une armée dont le ressort moral était brisé. Cette marée humaine eut un brusque reflux. Le commandement de l'armée austro-hongroise dépêcha en toute hâte des officiers à Padoüe pour conclure un armistice avec le général Diaz, plénipotentiaire des Alliés. Sans attendre le résultat de ces négociations, le ministre de la guerre du gouvernement Karolyi ordonnait, le 4^{er} novembre, aux troupes hongroises de déposer immédiatement les armes « sur la base des conditions de Wilson : désarmement, Société des nations, arbitrage international »¹.

1. Kerchnawe. *Ouvr. cit.*, 131 et 147.

Le désarroi universel n'avait pas épargné le grand quartier général austro-hongrois établi à Bade près de Vienne. Le 1^{er} novembre, des parlementaires austro-hongrois entamaient des négociations d'armistice dans la villa Giusti à Padoue. Ils ne possédaient pas de pleins pouvoirs. Les conditions qu'on leur imposa étaient draconiennes, les communications avec Vienne difficiles. On perdit du temps. Ce retard servait les Alliés. Le matin du 3 novembre, ceux-ci déclanchaient une attaque générale. Les parlementaires de Padoue demeuraient isolés. Le 3 novembre, à une heure de l'après-midi, le grand quartier général austro-hongrois lançait un radio aux troupes pour annoncer la conclusion de l'armistice et pour leur enjoindre d'arrêter les hostilités. A deux heures trente, cet ordre fut annulé. A trois heures quarante, nouvel ordre de cesser immédiatement les hostilités. A cinq heures, les parlementaires de Padoue, qui ignoraient les événements, signaient, la mort dans l'âme, les conditions de l'armistice. Celles-ci stipulaient que les hostilités ne cesseraient que vingt-quatre heures après la signature.

L'armée austro-hongrois se croyait en état d'armistice. En réalité, ce ne fut que le lendemain à trois heures de l'après-midi que l'ordre de cesser le feu parvint aux troupes alliées. Dans l'intervalle, celles-ci avaient continué leur avance et pris les divisions ennemies qui ne s'étaient pas mises en sûreté par une retraite précipitée. De cette manière,

quatre cent mille hommes tombèrent en captivité. Sur le vaste champ de bataille où, hier encore, des millions de soldats, venus des Alpes aux Carpathes, manœuvraient en rangs ordonnés, il ne restait que les débris du puissant appareil guerrier, et çà et là, un immense canon de 305, objet monstrueux et inutile, comme un aérolithe enfoncé dans le sol.

Ainsi finit l'armée austro-hongroise, l'une des plus anciennes de l'Europe. S'il y eut dans ses rangs des courtisans bottés, des reîtres, des viveurs frivoles, pourtant cette armée, qui avait eu l'honneur de compter parmi ses chefs des hommes tels qu'Eugène de Savoie et le prince de Ligne, conservait de hautes traditions militaires, et, à côté de nombreux préjugés de caste, un esprit de sacrifice des plus honorables. Une grande institution disparaissait avec elle.

CHAPITRE II

L'EFFONDREMENT

I

L'armée austro-hongroise, échelonnée au cours de cinq ans selon de vastes et minutieux projets, refluaît en flots désordonnés. D'innombrables files de trains se suivaient, haletant sous le fardeau. Les toits mêmes étaient couverts de soldats; des grappes humaines s'accrochaient aux portières. Ceux qui parvenaient à conquérir une place dans ce dernier assaut, s'endormaient d'épuisement dès que le train se mettait en marche. A l'entrée des tunnels, les cris et le sang des hommes broyés n'arrivaient pas à tirer leurs camarades de leur hébété. Des bandes de traînards cheminaient sur la chaussée jonchée d'armes et d'objets d'équipement. Tout ce bétail humain marchait vers le village.

Pourtant, il y eut des régiments, voire des divisions, qui ne se débandèrent pas. Le tact et la fermeté du chef opéraient ce miracle. Mais beaucoup de ces formations furent désarmées en cours de route par des troupes de nationalité hostile. Et

même les corps qui réussirent à se frayer chemin avec armes et bagages jusqu'à leur pays d'origine, ne devaient pas conserver longtemps leur cohésion. Les casernes servaient de tribune à toutes les démagogies. Une vague de rancune contre le militarisme balayait les pays de la Monarchie naufragée. Comme toujours, la vengeance populaire se montra aveugle. Elle s'assouvit sur l'homme d'État qui avait tenté d'empêcher la guerre.

Dédaigneux de l'opinion, trop fier pour se défendre, trop courageux pour se mettre à l'abri, le comte Tisza était demeuré à Budapest. Il passait pour le principal fauteur de la guerre. Tisza possédait une copie du procès-verbal du conseil ayant décidé l'ultimatum à la Serbie. Il brûla ce document qui le disculpait de ces terribles accusations, propagées à grand bruit par ses ennemis. Le 31 octobre des déserteurs pénétrèrent dans son hôtel. L'un lui dit : « C'est vous qui avez fait la guerre ! » — « C'est à cause de vous que ma femme s'est prostituée ! » cria un autre. — « Mon fils, répondit Tisza, ce n'est pas moi qui suis cause de cette guerre. » Et il s'écroula sous les balles des assassins.

Dans la rue, des mégères hurlaient : « On en a fini avec Tisza, ce misérable qui disait : — nous ferons la guerre jusqu'au jour où deux ouvriers n'auront plus qu'une seule culotte ! Maintenant, c'est le tour des autres faiseurs de guerre. Nous écraserons leur tête sur leur escalier ! »

La fureur populaire ne s'en prenait pas seulement aux hommes. Elle s'attaquait aux institutions. Les vieux édifices politiques s'écroulaient comme des châteaux de cartes. Le 12 novembre, Vienne, la cité des Habsbourg, obligeait l'empereur Charles à se démettre du pouvoir et à se retirer à Eckartsau. Le 14 novembre, l'Assemblée nationale tchèque à Prague déclarait république l'État tchécoslovaque et élisait M. Masaryk comme président. La Hongrie aussi se transformait en république. Charles se désistait du pouvoir, mais, de même que pour l'Autriche, il refusait de renoncer à la couronne. Il demeura spectateur des événements jusqu'en mars 1919; à ce moment, il s'expatriait en Suisse. On pouvait appliquer à ce prince les paroles que Roger Damas avait écrites sur son aïeul, un siècle auparavant : « Cet État-ci en est au point où un grand homme devient indispensable sur le trône; celui qui règne n'est qu'un très honnête homme qui mériterait une destinée heureuse et toute faite, mais qui n'est pas en état de la faire naître »¹.

Dans ces jours de trouble et de désarroi, il y eut des pillages dans les faubourgs, des jacqueries dans les campagnes. Mais bientôt les nouveaux pouvoirs réussirent à rétablir le calme, ou du moins ses apparences. Les Alliés étaient aux frontières. On les attendait. Jamais on ne vit des vaincus porter une telle confiance au vainqueur.

1. Damas. *Ouvr. cit.* II, 37.

Il apportait la paix. Tous haletaient après elle. Aux nationalités favorables à l'Entente, l'approche du vainqueur promettait la réalisation de leur rêve de grandeur nationale. Autrichiens et Hongrois espéraient la mise en pratique des idées d'équité et de conciliation qui avaient donné une si grande force morale aux Alliés. On parlait des Alliés, mais on ne voyait que la France. Son prestige était immense. On attendait d'elle les nouveaux statuts des pays du Danube dans l'esprit des grandes idées humanitaires qu'elle avait répandues à travers le monde.

Mais les rivalités des puissances arrêtaient à mi-chemin cette œuvre d'arbitrage politique et de direction morale. L'Autriche-Hongrie restait livrée à elle-même, c'est-à-dire aux passions déchainées par un demi-siècle de querelles politiques et chauffées à blanc par cinq années de guerre. La transformation de l'ancienne Monarchie en États nationaux allait se faire dans les conditions les plus défavorables : une atmosphère d'exaspération fiévreuse à l'intérieur, un esprit de vindicte au dehors.

II

Les traités accordaient aux États voisins de la Monarchie des agrandissements territoriaux. L'opinion universelle reconnaissait le droit des petits peuples d'achever leur unité nationale. Dans les capitales alliées, à travers l'enthousiasme de la

victoire, les ressentiments contre les adversaires vaincus restaient vivants. On allait refondre l'Autriche-Hongrie en combinant le principe des nationalités avec la loi du talion.

Genève avait été un des centres du mouvement d'émancipation des jeunes nationalités. C'est là que les représentants des Croates et des Slovènes rencontrèrent ceux des Serbes et proclamèrent l'union des trois nations dans un État yougo-slave. Ce fut également à Genève que les délégués du conseil national de la Bohême avaient rejoints les envoyés du gouvernement provisoire tchèque de Paris. Bientôt les cloches de Prague sonnaient la bienvenue au président Masaryk. Il avait parachevé la première partie de sa tâche : la dislocation de la Monarchie. On attendait de cet esprit hardi et vigoureux un rôle décisif dans l'œuvre de la reconstruction. Mais dans le château de Hradschin, le président oublierait-il le proscrit ? Ou bien, si le chef d'État s'élevait au-dessus de ses ressentiments personnels, n'allait-il pas demeurer prisonnier de la haine qui enveloppait ces vastes régions comme une sombre brume d'automne ?

Les pires artisans de cette haine n'étaient pas ceux qui avaient le plus souffert. Sans doute, dans la pensée des émigrés et des légionnaires, leurs sacrifices constituaient une sorte de privilège durable pour eux et leurs nationaux. Mais les plus outrecuidants étaient les pique-assiettes de la Victoire, les opportunistes, qui, hier encore serviteurs

dociles de l'ancien régime, se découvraient soudain un cœur « allié » et d'ardentes convictions nationales.

Les masses accueillaient favorablement les nouveaux pouvoirs. Les persécutions et la propagande avaient concouru à fortifier parmi les nationalités minoritaires la conscience de l'unité morale avec leurs frères de race. Slaves, Roumains, Italiens, se réjouissaient de devenir maîtres de leur propre administration, d'échapper aux charges de la défaite, de s'associer à des États assurés de l'aide politique et financière des grandes puissances. De l'ancienne Monarchie, ils ne gardaient d'autre souvenir que les expériences des dernières années. L'exécration du despotisme militaire dominait tous ces peuples.

En Hongrie, à ce sentiment général, Karolyi et les siens ajoutaient une aversion mêlée de crainte pour la force. Ils s'imaginaient que son ère était abolie à jamais, que les diplomates et les généraux n'auraient plus de voix au chapitre, que désormais partout les conseils d'ouvriers et de soldats feraient la loi. Le gouvernement du comte Karolyi tenait à se débarrasser des restes d'une armée sur laquelle il ne possédait qu'une faible autorité. « Il ne faut plus d'armée ! » s'écria le ministre de la guerre de la République hongroise. Je ne veux plus voir de soldats ! »

Tandis que la Hongrie brisait ses dernières armes, le crédit des vainqueurs et la faveur de l'opinion ensoleillaient les débuts des nouveaux

États. Leurs gouvernements semblaient forts sous l'égide de la force. En réalité, ils étaient les esclaves des rancunes et de l'amour-propre national. Nés de l'aversion contre la dictature militaire, ils étaient tombés sous la dictature du nationalisme. Pour se maintenir, ils se voyaient contraints de flatter les passions, de laisser libre cours aux rancunes, d'effectuer intégralement les revendications territoriales les plus démesurées.

Ce fut une affaire aisée. Les corps serbes avancèrent sans difficulté, tant en Hongrie que dans l'Autriche méridionale. L'armée roumaine passait les Carpathes. Des détachements tchèques pénétraient en Slovaquie. Ni les uns ni les autres ne rencontraient de résistance. Le prestige des maîtres du monde frayait la route à ces troupes. Et, à l'ombre de leurs faisceaux immobiles, des notables de la nationalité de l'envahisseur, convoqués en hâte, prononçaient partout la réunion immédiate et sans conditions de ces vastes contrées à l'État limitrophe.

Nulle part il n'y eut de consultation populaire. Les nouveaux sujets furent amplement régalez d'accolades. Mais, à l'instar du régime aboli, on oublia de concéder à ces régions l'autonomie tant désirée.

Il ne restait qu'un espoir aux vaincus : la Conférence de la paix. Enfin, elle se réunit à Paris. Dans une atmosphère de rancœurs et de rivalités, elle attaqua d'assaut d'immenses problèmes. En

ce qui concerne la Monarchie, les prétendants à son héritage étaient à la fois juges, experts et demandeurs. Les grandes puissances s'inspiraient de leurs engagements diplomatiques et des généralisations hâtives du principe des nationalités. Mais la vie était infiniment plus complexe que cette synthèse.

Chacune des nations du Danube formait un corps homogène. Cependant, comme les anneaux à l'entour des planètes, autour de ces noyaux, il y avait des régions mixtes. On résolut de remanier la carte de la Monarchie de façon à rétablir l'indépendance de toutes les nations. Quant aux régions mixtes, on croyait devoir les attribuer aux peuples qui s'étaient rangés aux côtés des Alliés. En raison de convenances politiques ou par condescendance à des « nécessités économiques », on autorisait l'annexion d'importants territoires où les nouveaux maîtres ne formaient qu'une infime minorité.

De cette manière, la Conférence ne fit que consacrer les appétits et reconnaître les faits accomplis. Les diplomates improvisèrent les statuts des pays du Danube sur les données d'hommes d'État qui, hier encore, étaient des proscrits. Tout ce que ceux-ci avaient répandu à travers le monde aux heures les plus fiévreuses de la lutte fut appliqué à la lettre. Et c'est la première fois dans l'histoire qu'on vit faire la loi à de vastes contrées par la propagande, l'exagération organisée.

III

Tandis que l'on négociait à Paris le partage de l'Autriche-Hongrie, celle-ci devenait le théâtre d'un sanglant carnaval de peuples.

La Conférence avait cru frapper des adversaires, récompenser des auxiliaires, et, grâce à ces riches provinces cédées sans conditions, créer de florissants États, soutiens du nouveau système continental. Cependant les bénéficiaires de ces faveurs eurent à combattre la résistance des anciens possesseurs des régions contestées, les rivalités des autres prétendants, et jusqu'à la méfiance des fractions de leur propre nationalité, car les traditions particularistes restaient vivantes en dépit de la communauté de langue. Les États successeurs se voyaient engagés dans des entreprises au delà de leurs moyens. Il leur fallait mater des populations possédées de vive force, imposer leur autorité à d'autres, demi consentantes. Et pendant que les nouveaux maîtres gaspillaient dans ces tâches ingrates le meilleur de leur énergie et de leurs ressources, la fermentation augmentait dans leurs propres frontières.

Tous les freins se relâchaient. La dissolution politique aidait à la décomposition sociale. Celle-ci se montra plus rapide et plus violente dans le pays affecté le plus durement. La Hongrie, située au centre des régions du Danube, possédait quatre

marches mixtes. Elle les perdait toutes et se voyait condamnée à être réduite au rang d'une Irlande continentale. Karolyi avait cru que l'Entente nourrissait des intentions favorables à son égard. Il avait prêté foi aux principes de Wilson. Et voilà que pour la Hongrie cette doctrine de libre disposition des peuples se dévoilait comme une sorte de cheval de Troie : introduit dans la place, son flanc déversait des conquérants.

L'impuissance, le dépit, la chimère d'une révolution mondiale imminente décidèrent Karolyi à un coup de tête funeste. Il abandonna le pouvoir aux communistes.

Ceux-ci n'étaient représentés que par un petit groupe violent, sectateurs de Moscou pourvus de riches moyens et aidés par le débordement inouï de fausses idées propres aux époques révolutionnaires. Leur première tentative finit par un piteux échec. Ayant assailli l'hôtel d'un journal socialiste, ils furent malmenés par la foule et arrêtés. Leurs blessures n'étaient pas encore fermées que, le 21 mars 1919, le comte Karolyi se rendit dans la prison et transmit le pouvoir à ces communistes. Était-ce le joueur découragé qui abandonnait la partie ? Ou bien imaginait-il que la surenchère sociale dissoudrait les États voulant s'enrichir des dépouilles de la Hongrie, et que, repoussée par les puissances régulières, celle-ci serait sauvée par les forces occultes ?

Le nouveau chef d'État, Béla Kún, était le fils

d'un Juif de Transylvanie. Son père remplissait un humble emploi dans l'administration de sa commune. Le fils ne put terminer ses études universitaires et devint secrétaire de la caisse de secours des ouvriers de Clausenbourg. La guerre survint. Fait prisonnier sur le front russe, Béla Kún connut Lénine. Jusque-là, le prisonnier ne parlait d'autre langue que le hongrois. Il apprit le russe afin de pouvoir communiquer avec son idole et revint en Hongrie comme légat de Lénine.

Le gouvernement communiste se recrutait parmi les hommes les plus différents : fanatiques, amours-propres maladifs, bourgeois en rupture de ban, enfin ceux que Lamartine nommait : « les soldats de l'impossible ». Certain commissaire du peuple commença à régénérer le monde en se commandant une omelette de trente œufs. D'autres en usèrent de même avec les institutions bourgeoises. Il pleuvait des décrets de liquidation sociale. Mais, sauf quelques mesures concernant l'instruction et l'hygiène, ces ordonnances se montrèrent entièrement stériles. On parvenait à faire table rase de toutes les institutions existantes ; on ne réussissait pas à les remplacer par de nouvelles institutions. Les anciennes méthodes capitalistes de production étaient abolies ; les nouvelles méthodes ne fonctionnaient pas ; la vie s'arrêtait. L'ancien rêve de rendre les hommes égaux en conditions et en fortunes aboutissait à les rendre égaux dans l'indigence.

Cependant, la marche vers les extrêmes conti-

nuait. Les hommes sortis des cafés avaient peine à réfréner les hommes sortis des cloaques. Au premier abord, les chefs des *soviets* réussirent à réprimer les instincts sanguinaires de la basse populace. Néanmoins, l'opposition des campagnes allait mener à la terreur.

L'autorité de la *République des Conseils* se bornait à la capitale dévirilisée, qui s'était prêtée sans résistance à l'expérience bolchéviste. Le paysan demeurait réfractaire au nouveau régime. Il voulait de la terre, de la terre à soi. La communauté des biens-fonds lui semblait suspecte, impossible, monstrueuse. Dans maint village, on chassa les émissaires des *soviets*, on les assomma dans d'autres. De cruelles répressions s'ensuivirent. Les automobiles blindées, armées de mitrailleuses, brisèrent vite les révoltes locales. C'était la terreur à soixante-chevaux.

Pourtant, un gouvernement contre-révolutionnaire se formait à Szeged. Sans argent, sans armes, sans appui extérieur, il puisait ses forces dans la haine des usurpateurs bolchévistes et dans l'attachement des paysans. Alarmés par l'action de Szeged et l'effervescence générale, les maîtres du *soviet* tombèrent dans l'erreur habituelle des gouvernements aux abois : ils cherchèrent à rétablir leur prestige par des succès extérieurs. Le front tchèque fut assailli, refoulé. Les représentations de l'Entente décidèrent Béla Kún à arrêter l'attaque. Il imaginait que la Conférence négocierait avec lui

pour le récompenser de sa docilité. Frustré dans cette espérance, il s'attaqua aux Roumains. Les meilleurs éléments de l'armée bolchéviste étaient des patriotes qui, même sous le drapeau rouge, croyaient encore combattre pour le pays. Mais ils se rendaient compte que ce régime consommait sa ruine. L'armée rouge fondait. Elle fut culbutée par les Roumains qui entrèrent sans peine à Budapest.

L'occupation roumaine dura trois mois. Quand, après de laborieuses négociations, les Roumains se retiraient derrière le Tibisque, et que les troupes contre-révolutionnaires de l'amiral Horthy entraient à Budapest, elles trouvaient le pays dans une profonde détresse. Le régime communiste et les exactions roumaines avaient privé la capitale de ses dernières ressources. Le dépouillement des usines, la pénurie de combustibles et de matières premières empêchaient de remettre l'industrie en marche. D'ailleurs la volonté de travail faisait défaut. Le communisme avait détruit les habitudes de labeur, dévié les énergies. Ceux qui s'étaient sentis les maîtres du monde ne pouvaient se résoudre à l'humble besogne quotidienne. Le dégoût du travail demeurait le seul résultat effectif de l'expérience bolchéviste. Le prolétariat restait étourdi de sa chute comme un homme qui, le lendemain d'une foire, s'éveille dans un fossé. La bourgeoisie respirait une âpre rancune contre les communistes, et elle étendait ces ressentiments sur la classe ouvrière entière.

Le camp contre-révolutionnaire rassemblait les éléments les plus disparates. Que l'on s'imagine les blancs de Coblençe, les Chouans et les Versaillais réunis. De tout temps, l'esprit des contre-révolutions fut le même. Cette fois aussi, les passions étaient trop vives et l'élan trop violent pour ne pas dépasser le but. Ajoutez à cela que la guerre civile succédait à cinq années de guerre militaire; que les difficultés croissantes de la vie irritaient les hommes et aigrissaient les rancunes; enfin, que le partage de la Hongrie avait infligé à cette génération le plus douloureux ébranlement. Chacun attribuait la responsabilité de ces malheurs à ses adversaires politiques. La détresse universelle créait la dissension universelle; on voyait se dresser classe contre classe, confession contre confession. Mais la vitalité des campagnes magyares allait l'emporter sur ces germes de fièvre.

IV

Tandis que la Hongrie, après une chute retentissante, revenait peu à peu à la vie, l'Autriche glissait lentement sur la pente. Toutes les régions non-allemandes avaient été séparées de l'Autriche. Ses voisins occupèrent même des territoires purement autrichiens. Cependant les doctrinaires qui façonnaient les pays sans tenir compte des besoins réels des populations, gratifièrent la nouvelle Autriche de quelques lambeaux de la Hongrie occidentale.

Le principe des nationalités servait de prétexte; empêcher le rapprochement de ces deux voisins était le but. Le résultat dépassa les espérances. Lors des bonnes récoltes, le paysan hongrois nourrissait de légumes son bétail, tandis que l'ouvrier autrichien se sustentait à peine de quelques conserves importées d'Amérique.

Gorgée de belles paroles, mais abandonnée à elle-même, l'Autriche s'en allait à la dérive. A l'hostilité de ses voisins s'ajoutait le régionalisme innomical, presque haineux, de ses propres provinces. Les populations catholiques et conservatrices de la Styrie, du Tyrol, de Salzbourg, ne reconnaissaient pas l'autorité du nouveau gouvernement et refusaient d'alimenter Vienne. Capitale d'un Empire disparu, englobant deux millions d'âmes des six millions qui restaient dans l'Autriche réduite, Vienne dépérissait de jour en jour. Les façades de ses palais s'effritaient. L'herbe poussait entre les dalles du pavé. Et cette nouvelle Venise continentale était entourée d'une immense ceinture d'usines aux cheminées éteintes. L'industrie chômait faute de combustibles et de matières premières. Seule, la planche aux assignats travaillait sans relâche. La ruine de l'État avait ruiné le public et miné les mœurs. Elles présentaient une analogie frappante avec celles de Paris aux jours les plus précaires du Directoire. L'agiotage, le jeu, la ruée au plaisir remplissaient le centre de la ville, sorte de lupanar peuplé de baladins, d'aventuriers, d'écumeurs

d'épaves de l'Orient et de l'Occident. Dans les faubourgs, c'était la misère muette. Les enfants et les vieillards mouraient faute de lait. Et dans ces demeures qui respiraient la bonhomie et la vie facile du passé, des milliers d'infortunés s'éteignaient de cette lente consommation qu'amènent les privations et la langueur du désespoir.

V

Dans les autres pays de la succession d'Autriche-Hongrie, aux bouleversements de la guerre s'ajoutaient les embarras résultant de la prise en possession d'immenses territoires et surtout de la manière de les gouverner.

La Monarchie entière couvrait une étendue de 676.616 kilomètres carrés et comptait 52.523.000 habitants. En vertu des traités de paix, l'Autriche, auparavant un État de 300.000 kilomètres carrés et de 29.190.000 âmes, conservait en tout 82.000 kilomètres carrés et 6 millions d'habitants. La Hongrie perdait plus des deux tiers de sa superficie et de sa population. Sans compter la Croatie (43.000 kilomètres carrés et 2.620.000 habitants), la Hongrie proprement dite était réduite de 282.000 kilomètres carrés à 94.000 kilomètres carrés ; sur 18.260.000 habitants, elle perdait 10.780.000. Auparavant, la Bohême et ses provinces (la Moravie et la Silésie) mesuraient 79.000 kilomètres carrés et comptaient 10.300.000 âmes. Par contre, la Tchéco-Sloquavie

se présentait comme un État de 142.000 kilomètres carrés, habités par 13.720.000 âmes. La Serbie, qui possédait un territoire de 48.000 kilomètres carrés avec 2.850.000 habitants avant la guerre balkanique, se transformait en Yougo-Slavie mesurant 251.000 kilomètres carrés et comptant 12.000.000 d'habitants. La Roumanie couvrait hier encore une étendue de 131.000 kilomètres carrés, et comptait à peine 7.000.000 d'âmes. A présent, elle apparaissait comme le plus grand des États successeurs, avec une superficie de 297.000 kilomètres carrés et 15.745.000 habitants.

Notre temps ne connut guère des accroissements territoriaux aussi considérables, à moins que ce ne fussent des acquisitions coloniales. Toutefois, on peut dire qu'ici, en quelque sorte, des colonies annexaient les anciennes fondations. Ajoutez à cela la configuration ethnique des nouveaux États : en Tchéco-Slovaquie, 45 p. 100 de Tchèques, 12,4 p. 100 de Slovaques, 27,5 p. 100 d'Allemands, 7,9 p. 100 de Magyars, 3,2 p. 100 de Ruthènes ; en Yougo-Slavie, 39,2 p. 100 de Serbes, 21,4 p. 100 de Croates, 8,3 p. 100 de Slovènes, 5,4 p. 100 de Bulgares, 5,1 p. 100 de Bosniaques, 4,6 p. 100 d'Allemands, 4,5 p. 100 de Magyars ; enfin en Roumanie 66,7 p. 100 de Roumains, 11,9 p. 100 de Magyars, 6,6 p. 100 de Russes, 5,3 p. 100 d'Allemands. Les nouveaux États montraient donc le même bariolage ethnique que l'ancienne Autriche-Hongrie. Mais, au lieu d'organiser ce fouillis sur les larges bases

d'un régionalisme bien compris, la Bohême, la Roumanie ainsi que la Serbie inauguraient une centralisation rigide. Cette centralisation avait constitué le principal grief de leurs nationaux contre l'Autriche et la Hongrie. Et voilà que les « libérateurs » trahissaient les mêmes préventions, les mêmes convoitises que les anciens « oppresseurs ». Une âpre curée commença pour les places administratives. Les connaissances locales, l'aptitude n'avaient qu'une importance secondaire. Les rancunes nationalistes favorisaient la surenchère sociale. On vit des aiguilleurs improvisés chefs de gare. Ajoutez à cela que la discipline établie par la Monarchie avait disparu; l'éducation n'avait pas encore répandu la conscience civique. Un ingénieur prononça devant les cheminots le mot « il faut ». Et ceux-ci : « Il n'y a plus d'empereur, il n'y a plus d'il faut ».

Après avoir emprunté au régime aboli ses procédés de centralisation, les nouveaux pouvoirs lui empruntèrent des hommes. D'abord, ce furent ces politiciens qui nagent toujours à la surface, comme le persil sur le potage. Ensuite, les fonctionnaires successivement fidèles à tous les gouvernements et imposant à tous leur génie paperassier et leur force d'inertie. Enfin, les États successeurs accueillirent tous ceux qui s'empressèrent de changer de nationalité.

C'est alors que l'on put observer à quel point la nationalité constituait une catégorie morale. On

assista à d'étonnantes métamorphoses. On vit des politiciens et des généraux s'enorgueillir d'une nationalité dont ils avaient été les pires persécuteurs. Ce ne furent pas seulement les ambitieux et les opportunistes qui se dénationalisèrent. Beaucoup de gens paisibles y furent contraints. Les minorités étaient hors la loi. Leurs dominateurs, après avoir bâclé l'unité territoriale, entreprirent de réaliser instantanément l'assimilation politique. Ils ne se contentaient pas du contrôle du patriotisme, de mille mesures vexatoires, de vraies dragonnades morales. Ils allèrent jusqu'à obliger ces minorités à choisir entre leur nationalité et leurs biens. La réforme foncière servait de prétexte aux persécutions politiques ; on expropriait en premier lieu les propriétaires qui refusaient d'abandonner leur nationalité. Les spoliations et les expulsions se multipliaient. A Budapest, le peuple surnomma le bâtiment où s'abritaient ces réfugiés, « l'hôtel des larmes ». Bientôt, cet édifice fut trop étroit. Des milliers de réfugiés restaient campés dans les wagons qui les avaient amenés, et communiquaient à leur entourage leur indignation et leurs ressentiments.

L'intolérance nationale fut souvent doublée de l'intolérance religieuse. Dans la plupart de ces provinces, la religion avait fait la nationalité ; aussi les questions politiques et religieuses étaient-elles étroitement liées. Les préventions du gouvernement de Prague contre le clergé catholique jetèrent dans

une fronde ouverte les Slovaques, déjà aigris par le refus de leur accorder l'autonomie. La Croatie, demi-libre sous la Hongrie, ne cachait pas sa déception de l'être bien moins sous la loi de Belgrade. Croates et Slovènes, catholiques, se plaignaient de l'orthodoxie serbe. En Transylvanie, catholiques et protestants faisaient entendre les mêmes doléances contre la pression de l'Église orthodoxe roumaine.

De pareilles méthodes gouvernementales achevaient la perturbation économique. Tous ces pays cuvaient la guerre, ses dissipations, ses destructions. Le démembrement, les abus de domination et les colères qu'ils suscitaient donnaient le coup de grâce. On avait morcelé des territoires formant une unité économique, détruit les artères qui les reliaient. L'inimitié générale augmentait ce mal. Dans ces pays vidés par cinq années de guerre, les entraves apportées aux communications et aux échanges, — sans autre correctif que la corruption administrative, — perpétuaient l'incertitude des subsistances. A certains moments, les discordes démocratiques faillirent ressusciter les grandes famines féodales.

Les hommes d'État qui avaient distribué les territoires selon les conjonctures diplomatiques et en vertu du « principe des nationalités », oublièrent de compter avec les conséquences de si grands bouleversements. Chez les vaincus comme chez les vainqueurs, les campagnes reflourissaient, les

villes dépérissaient. Parmi toutes les classes, les paysans avaient le moins souffert de la guerre. Pour ces gens robustes, habitués au grand air, celle-ci ne fut qu'une sorte d'interminable et sanglante battue. Quand ils purent enfin rentrer au village, ils se trouvaient riches. Au front, ils avaient pris l'habitude de manger de la viande. Ils continuèrent de se nourrir abondamment. Les billets de banque s'entassaient dans leurs coffres. Et ces heureux campagnards envoyaient leurs fils au collège, préparant de cette manière l'avènement d'une nouvelle bourgeoisie issue de la terre.

Le citadin, lui, retrouvait une étude délaissée, une bourse vide, parfois sa vie de famille détruite. Il venait de passer par des aventures extraordinaires. Arraché à son foyer, il avait été traîné pendant cinq ans d'Italie en Ukraine, d'Albanie en Pologne, pour échouer souvent dans quelque camp de prisonniers en Sibérie ou en Sicile. Le sentiment dominant de ces rescapés était le désir de trouver des compensations instantanées après tant de privations. Mais une lamentable réalité attendait ces hommes assoiffés de jouissances. Ce n'est qu'au prix d'un labeur pénible qu'ils parvenaient à se sustenter misérablement. L'après-guerre avait créé une nouvelle caste de parias : les citadins attachés au papier-monnaie. Les brahmanes, c'étaient, d'un côté, les profiteurs, de l'autre, les détenteurs des pouvoirs publics.

Après les fiévreuses tourmentes de la guerre, ces

ternes souffrances inspirèrent d'immenses découragements ou de furieuses révoltes. On vit une nouvelle catégorie de criminels qui commettaient des forfaits par exaspération, par rancune d'une longue suite de peines. On vit aussi surgir un type d'homme qui avait disparu depuis la guerre de Trente ans : le prétorien errant — le troupiér licencié. Dans chaque pays, il s'assemblait sous une autre enseigne, mais partout il apportait les mêmes dispositions au désordre et à la violence.

Une société à tel point décomposée devait se montrer particulièrement accessible à toutes les démagogies. En effet, les masses ouvrières étaient travaillées par l'utopie bolchéviste, la bourgeoisie par les haines nationales. Nées des erreurs du siècle, fermentées par la politique internationale, débridées par la guerre, ces terribles haines étaient avivées sans cesse par la misère qu'elles avaient engendrée.

Les fureurs chauvines se manifestaient chez tous les peuples avec une identique violence. Elles se montraient aussi aveugles et pernicieuses que les fureurs de la religion au temps de la Ligue. Le jour où les troupes roumaines entraient dans la capitale de la Transylvanie, deux instituteurs roumains escaladaient le monument de Mathias Corvin, ce prince qui réalisa la collaboration des peuples et créa une magnifique civilisation. Les deux fanatiques giffèrent le bronze en lui criant : « Renégat ! »

Quels étaient les résultats d'un pareil état d'esprit ? Des nations taillées sur le même patron, meurtries des mêmes plaies, soulevées des mêmes enthousiasmes, répudiaient toute communauté, sauf celle de se nuire. Les rancunes devenaient gouvernement. Et souvent la démente chauvine allait jusqu'à considérer la détresse du voisin comme le plus beau trophée de sa nation.

Les traités de Saint-Germain et de Trianon codifièrent la fin de la Monarchie des Habsbourg. Celle-ci n'avait pas été un ordre romain. Elle constituait un ordre quand même. Peut-être était-il destiné à une lente dislocation ? Peut-être aussi qu'un souverain éclairé, des hommes d'État avisés, l'évolution naturelle des peuples pouvaient transformer ces cadres vermoulus en une fédération viable ? Mais le vieil édifice fut démoli à coups de hache. Les nouveaux États, appelés à le remplacer, virent le jour dans une période de débâcle économique et d'exaspération nationaliste. Le lendemain des guerres napoléoniennes, un vénérable troupier, affaibli par l'âge et dix-sept blessures, Nicolas Chauvin, excitait la curiosité par la manière passionnée, bruyante et naïve, dont il exaltait les choses de sa patrie. Le lendemain de la guerre mondiale, l'Europe était peuplée de Chauvins sans feu et sans pain, pour lesquels le patriotisme consistait dans la méconnaissance de la réalité et dans la haine du voisin. La ruine de la classe moyenne généralisait ces rages sectaires. Et la

manière dont on appliqua le principe des nationalités fit de cette noble idée humanitaire la pire source de discorde entre peuples. L'après-guerre, saluée par de si belles espérances, allait se dévoiler comme une ère d'énervement moral et de gêne matérielle pour l'individu, enfin d'embarras inextricables pour les États. La grande discorde engendra un nouveau système d'alliance, « la Petite Entente ».

VI

Le partage de la Pologne — selon le mot de Herzen — étouffait la Russie comme un os dans la gorge. Les nouveaux co-partageants, eux aussi, se sentaient l'os dans la gorge. On avait beau séparer par des cloisons étanches les habitants de l'ancienne Autriche-Hongrie, ceux-ci restaient néanmoins en dépendance étroite les uns des autres. Vainqueurs et vaincus souffraient des mêmes maux qui s'aggravaient réciproquement : la désorganisation économique et l'intoxication des haines nationales. Pourtant, la configuration géographique et l'enchevêtrement des intérêts, liaient le sort de ces voisins ennemis. Les embarras économiques, les difficultés sociales et les haines nationales se touchaient de près. Contre le malaise causé par ces maux profonds, le travail d'écureuil des chancelleries pouvait apporter des palliatifs, mais non des remèdes. Ce palliatif : l'alliance entre la Tchéco-

Slovaquie, la Yougo-Slavie et la Roumanie, auxquelles s'associa bientôt la Pologne, fut surnommée la « Petite Entente ».

La « Petite Entente » imposait à ses adhérents une tâche qui avait été autrefois une cause de faiblesse et d'embarras perpétuels pour les trois Empires gardant la Pologne. Il est vrai que là, trois autocraties avaient imposé leur loi à une nation radicalement dissemblable de tempérament et de mœurs; ici, Autrichiens et Hongrois, tuteurs qui ne surent émanciper à temps leurs pupilles, furent livrés à la discrétion de ceux-ci. Toujours est-il que monter la garde autour d'une Autriche agonisante, d'une Hongrie bâillonnée, condamnait ces jeunes États à un effort continu, excitait dans cette portion de l'Europe une sorte de tension nerveuse, exerçait tant au sein de la « Petite Entente » qu'en Hongrie de fâcheux effets sur la vie économique et sur les affaires intérieures.

Toute politique de domination a pour complément naturel un régime de contrainte vis-à-vis du particularisme régional et des minorités ethniques. L'objet même de la « Petite Entente » déterminait la politique intérieure de ses membres. Comme auparavant l'Autriche, ces États aussi étaient réduits à se gouverner par le dehors. Mais le régime intérieur de la Hongrie ressentait également les contre-coups du système diplomatique de ses voisins. La sécurité d'un pays sert la démocratie. Les frontières menacées favorisent les opinions

extrêmes et poussent à la dictature : une politique modérée au dedans, conciliante au dehors, paraissait bien difficile dans une Hongrie dont le partage définitif était l'objet constant des conversations de Prague, de Belgrade et de Bucarest.

Il y eut donc une sorte de guerre latente. Chacun nourrissait toutes les semences de division chez le voisin. Les frontières étaient closes ou hérissées d'obstacles. Ces États demeuraient des corps aux blessures mal cicatrisées où le sang circulait avec peine. Rien d'étonnant qu'un an après la signature des traités de paix, un malaise croissant troublait les pays de l'ancienne Autriche-Hongrie. Partout un vif mécontentement régnait contre l'ordre existant des choses. Les motifs de psychologie collective, qui préparent d'habitude les révolutions, semblaient cette fois ouvrir la voie à une restauration monarchique.

C'est en Hongrie que ses chances se montraient les plus favorables. Ici, les chefs de la révolution s'étaient brisés contre des difficultés dépassant leurs aptitudes gouvernementales. La roue de la fortune avait tourné avec une rapidité prodigieuse. Dix mois après l'effondrement, les anciens pouvoirs réoccupaient l'État. L'Assemblée Nationale déclarait la royauté subsistante de droit, mais confiait l'exercice du pouvoir à l'amiral Horthy, élu gouverneur. Peu de nations avaient tant souffert de la guerre ; aucune de la paix. En Hongrie, les plus chimériques attendaient de la restauration le

rétablissement instantané du royaume de saint Étienne. Des esprits plus avisés voyaient en elle un principe de conciliation au dehors, l'ordre civil solidement constitué au dedans. Indépendamment de ces considérations particulières aux Hongrois, tant dans les États successeurs qu'en Hongrie, la royauté possédait de nombreux partisans animés de ces sentiments complexes que l'on désignait du nom collectif de légitimité.

Il y avait d'abord les fidèles par tradition, par loyauté, par intérêt; parmi ces derniers, les courtisans civils et militaires rêvant de rétablir l'ancienne Monarchie, l'ancienne cour, les anciens abus. Ensuite, venaient ceux pour lesquels la légitimité ne représentait ni un intérêt, ni une éléance, ni une religion, mais un refuge, la possibilité du travail fécond au lieu de luttes stériles : les hommes auxquels les risques et les charges de la royauté semblaient bien peu de chose, comparés à la liste civile de la haine. Quant aux masses indifférentes à la politique et livrées partout à mille tyranneaux, elles éprouvaient le besoin d'une autorité bienfaisante, particulièrement en Autriche, où l'angoisse pour le pain du lendemain tenait les cœurs. Aussi, le rétablissement de la monarchie en Hongrie pouvait imprimer aux peuples limitrophes un de ces mouvements affectifs et mystiques qui, souvent, décident du sort de l'État.

Cependant, la restauration avait des ennemis personnels : les nouveaux pouvoirs, puis tout ce

qui était opposé aux Habsbourg par principe ou par tempérament. Mais les adversaires les plus redoutables de cette maison étaient des souvenirs. Souvenirs de la contrainte en matière nationale et des sévices, des martyres que celle-ci avait engendrés, perpétués à travers les siècles, aliment intarissable des frondes anti-monarchiques : le « hussitisme » en Bohême, l'esprit de « quarante-huit » en Hongrie. Souvenirs de la guerre, de ses privations, de la débâcle. Souvenirs qui voilaient l'œuvre civilisatrice des Habsbourg et entretenaient les pires défiances. La restauration ne dresserait-elle pas le passé contre l'avenir ? Ne sauvegarderait-elle pas les majorats au détriment du village ? Ne tenterait-elle pas d'enrégimenter tour à tour les nations au service des intérêts dynastiques ? Ne se dévoilerait-elle pas comme une entreprise pour arrêter le temps ? En face de telles craintes, de telles préventions, il semblait que la monarchie ne méconnaîtrait pas la nécessité de marcher à visière ouverte, de donner l'assurance par ses actes et par ses paroles qu'elle serait légale, populaire, progressive et conciliatrice. C'étaient là ses grandes chances au milieu d'une société lassée de violence.

Le roi en exil était une nature bienveillante, humaine, mais sans fermeté, peu conscient des difficultés de la situation, accueillant avidement tout ce qui flattait ses espérances. A Pâques 1921, il apparut à l'improviste en Hongrie. L'attitude

menaçante de la « Petite Entente » et une résolution de la Conférence des Ambassadeurs, s'opposant à l'élection au trône d'un prince de la maison de Habsbourg, le décidèrent à regagner la Suisse.

Dans ces parages où le futur Napoléon III avait vécu en proscrit, Charles se rappela-t-il des trois tentatives du prétendant ? Fut-il abusé par des courtisans qui voyaient la réalité à travers le prisme de leurs ambitions ? Ou encore les cabinets qui avaient le plus à craindre d'une restauration patiente, éclairée et pacifique, manœuvrèrent-ils de manière à la déclancher prématurée, aventureuse et violente ? Toujours est-il que le 20 octobre, Charles et la reine atterrissaient en aéroplane dans une bourgade de la Hongrie occidentale. Ils avaient gagné préalablement une fraction de l'armée, et voilà qu'ils marchaient sur Budapest pour reprendre le pouvoir.

Une partie de l'opinion hongroise applaudissait à ce retour, en dépit des conflits dont il menaçait le pays. Mais ces dangers incitaient une autre partie de l'opinion à désapprouver ce coup de tête, et même, en dernière extrémité, à s'y opposer par les armes. Comme toujours, le point d'honneur et l'amour-propre, particulièrement vifs dans cette société, envenimèrent les antagonismes de principe. Alors que la Hongrie était menacée de la guerre civile, les puissances alliées réitéraient l'interdiction de Pâques. La Tchéco-Slovaquie et la Yougo-Slavie mobilisaient.

Charles n'était sans doute pas responsable de la grande guerre ; il avait néanmoins présidé à sa perte. Et voilà qu'à cette heure son apparition signifiait une série de guerres nouvelles. Cette certitude compromettait sa cause.

En effet, ses troupes furent canonnées par les bataillons de la jeunesse universitaire. Le lendemain, ce fut l'armistice ; le surlendemain, la reddition.

Sur l'injonction des puissances alliées, le gouvernement remit le roi au commandant de la flotte britannique. Le 1^{er} novembre 1921 Charles appareillait à bord de la canonnière *Glowworm* pour l'île Madère. Une heure de force mal employée faisait sombrer cinq siècles d'histoire.

Sur ces entrefaites, les puissances sommaient le gouvernement hongrois à prononcer la déchéance immédiate du roi. Le 5 novembre 1922, l'Assemblée Nationale votait la déchéance de Charles et abolissait la « Pragmatique Sanction », loi fondamentale réglant les droits de succession des Habsbourg.

Après la loi de déchéance, la « Petite Entente » présenta de nouvelles exigences : elle demandait impérieusement une loi supplémentaire privant les Habsbourg du droit d'éligibilité au trône de Hongrie.

Cette conception originale de la libre disponibilité des peuples comportait une humiliation que l'Assemblée Nationale ne pouvait accepter. Le cabinet de Budapest se borna donc à s'engager vis-à-vis des puissances à ne présenter aucune candidature au trône sans s'entendre préalablement avec elles.

Ainsi finit la seconde tentative du roi Charles. Son échec eut deux raisons : l'une accidentelle, l'autre profonde. « Il n'y a rien dans le monde qui n'ait son moment décisif, — a dit un homme qui se connaissait en coups d'État, le cardinal de Retz, — et le chef-d'œuvre de la bonne conduite est de connaître et de prendre ce moment. » Charles ne sut pas choisir son heure. Ce fut là une cause de ses revers. L'autre, l'essentielle, consistait dans le fait que ni Charles ni son entourage ne surent compter avec l'autre légitimité : celle des nations.

Cette restauration hâtive représentait pour elles l'inconnu, l'incertitude, l'insécurité. Or, partout le souci de l'indépendance nationale soulève des torrents d'énergie, dont les fureurs du chauvinisme, les exagérations déplaisantes de la propagande ne sont que l'écume. Cette volonté d'indépendance demeure la force dominante de notre ère. Toute action, tout système, peu importe sa bannière, qui — de fait ou même seulement d'apparences — menace de sacrifier ou d'annuler une nation, est vouée à l'insuccès.

La monarchie des Habsbourg avait su coordonner d'immenses ressources matérielles. Elle tombait par son impéritie à saisir les forces morales. Kossuth avait été le premier à combattre les Habsbourg, encore dans la plénitude de leur pouvoir, au nom des idées. Au terme de cette lutte séculaire, le jour où le roi Charles partait pour Funchal, les députés du parti paysan hongrois

déposèrent sur la tombe de Kossuth une couronne avec l'inscription : « Tu as vaincu ».

Comme cette couronne devait peser sur la tombe du grand patriote ! Ce n'est pas ainsi qu'il s'était imaginé la fin des Habsbourg. Au lieu de la fédération qu'il avait conçue, des peuples isolés et hostiles ; les grandes institutions de la Monarchie tombées avec elle ; enfin, ceux qui la détruisirent, héritiers de ses fautes : la rage d'hégémonie et de centralisation.

Pourtant, la nécessité et l'habitude ont jeté plus de liens entre ces nations divisées que des haines factices n'en sauraient rompre. Ressusciter l'Autriche-Hongrie sous quelque nouvelle enseigne paraît assurément une chimère. Mais la vie est infiniment féconde. Tôt ou tard, les nouveaux besoins créeront de nouvelles formules.

La première tâche d'une œuvre de conciliation consiste à rétablir la circulation et les échanges, à liquider les stocks de haine, à ménager les susceptibilités nationales, à garantir aux minorités les libres manifestations de la nationalité. Les traités de Saint-Germain et de Trianon ne sont qu'une sorte « d'intérim d'Augsbourg ». Pour arriver à un concordat durable entre les patriotismes rivaux qui se déchirent sur le Danube, il faut commencer par pacifier les esprits. « Savez-vous ce que j'admire le plus ? — disait Napoléon à Fontanes. — C'est l'impuissance de la force à fonder quelque chose. »

BIBLIOGRAPHIE

- AUERBACH (Bertrand). Les races et les nationalités en Autriche-Hongrie. Paris, 1898. Seconde éd. 1917.
- ANDRASSY. Diplomatie und Weltkrieg. Berlin, 1920.
- BAÏST. Les origines de la guerre de Crimée. Paris, 1883.
- BAUER (Otto). Die Nationalitätenfrage und die Sozialdemokratie. Wien, 1907.
- BEIDTEL. Geschichte der Oesterreichischen Staatsverwaltung. Innsbruck, 1896. 2 v.
- BEKSICS (Gustave). La question roumaine et la lutte des races en Orient. Paris, 1895.
- BOURBON (Prince Sixte de). L'offre de paix séparée de l'Autriche. Paris, 1921.
- BOURGEOIS (Léon). La Hongrie. Publ. de la *Conférence Tocqueville*. Paris, s. d. (vers 1875).
- CASTELLI. Mémoires. Wien, 1861. 4 v.
- CRAMON (Général von). Unser Oesterreich-Ungarische Bundesgenosse im Weltkriege. Berlin, 1920.
- CZERNIN (Ottokar). Im Weltkriege. Berlin, 1920.
- CHÉLARD (Raoul). Napoléon et la Hongrie. *Revue Britannique*, 1897. VI.
- L'émigration hongroise et le panslavisme américain. *La Science Sociale*. Paris, 1902.
- CHERADAME (André). La question d'Autriche-Hongrie au commencement du xx^e siècle. Paris, 1901.
- CONRAD V. HOETZENDORF. Aus meiner Dientzeit. Wien, 1922. 3 v.
- DAMAS (Roger). Mémoires. Paris, 1914. 2 v.

- DEAK (Franz). Denkschrift über das Verhältnis zwischen Ungarn und Croatien. Wien, 1861.
- Discours. Budapest, 1882-1898. 6 v. (En hongrois.)
- DENIS (Ernest). La Bohême depuis la Montagne Blanche. Paris, 1903. 2 v.
- La Grande Serbie. Paris, 1915.
- Les Slovaques. Paris, 1917.
- Diplomatische Actenstücke zur Vorgeschichte des Krieges. Wien, 1919.
- DUNAN (Marcel). L'Autriche. Paris, 1921.
- EISENMANN (Louis). Le Compromis Austro-Hongrois de 1867. Paris, 1904.
- EÖTVÖS (Baron Joseph). Ueber die Gleichberechtigung der Nationalitäten in Oesterreich, 1850.
- La question des nationalités. Pest, 1863. (En hongrois. Il a paru la même année une traduction allemande.)
- FISCHHOFF (A.). Oesterreich und die Bürgschaften seines Bestandes. Wien, 1870.
- FOURNIER (A.). Die Geheimpolizei auf dem wiener Kongress. Wien, 1913.
- FRANKL (L. A.). Erinnerungen. Prague, 1910.
- FRIEDJUNG (Heinrich.). Oesterreich von 1848 bis 1860. Stuttgart, 1908. 2 v.
- GAUVAIN (Auguste). La question yougo-slave. Paris, 1918.
- GERANDO (Auguste de). De l'esprit public en Hongrie. Paris, 1848.
- GERANDO (Attila de). Formation des nationalités de la Hongrie. Paris, Delagrave, 1886. (Extrait de la *Revue de Géographie*.)
- HELFERT (J. A. Freiherr v.). Geschichte Oesterreichs vom Ausgange des Wiener October-Aufstandes 1848. Leipzig, 1869-72. 4 v.
- Die Ceho-Slaven. Wien, 1883.
- Geschichte der Oesterreichischen Revolution. Freiburg. I. B. 1909. 2 v.
- HENRY (René). Questions d'Autriche-Hongrie et questions d'Orient. Paris, 1903.
- Des Monts de Bohême au Golfe Persique. Paris, 1908.
- HERMANT (J.). La révolution hongroise de 1848. Paris, 1901. Thèse.

- HISTORY, The Cambridge Modern. Cambridge, 1906-1910 v. X, XI, XII.
- HUBNER. Une année de ma vie. Paris, 1891.
— Neuf ans de souvenirs.
- IRANYI et CHASSIN. Histoire politique de la révolution hongroise. Paris, 1859. 2 v.
- JARAY (L. G.). Le socialisme et la question sociale en Hongrie. Paris, 1909.
- JASZI (Oscar). La formation des États nationaux et la question des nationalités. Budapest, 1912. (En hongrois.)
- JORGA (Nicolaus). Geschichte des rumanischen Volkes. Gotha, 1905. 2 v.
- KAUTSKY (Karl). Documents allemands relatifs à la guerre. Traduit par Camille Jordan. Paris, 1922.
- Konstituierende Nationalversammlung. Beilage 979 : Bericht des Ausschusses für Heerwesen über die Berichte der Kommission zur Erhebung militärischer Pflichtverletzungen im Kriege. Wien, Juli 1920.
- KOSSUTH. L'Europe, l'Autriche et la Hongrie. Bruxelles, 1859.
— Mes écrits dans l'émigration. Budapest, 1896. 16 v. (En hongrois. Le premier volume a été traduit en français et en anglais.)
- KRASINSKI (Valérien). Histoire religieuse des peuples slaves. Paris, 1853.
- KERCHNAWE (Hugo). Der Zusammenbruch der Österreich-Ungarischen Wehrmacht im Herbst 1918. München, 1921.
- KÄNDL. Die Deutschen in Ungarn. Gotha, 1912.
- KUBECK. Freiherr Tagebücher. Wien, 1909. 4 v.
- LARMEROUX (Jean). La politique extérieure de l'Autriche-Hongrie. 1875-1914. Paris, 1918.
- LAVELEYE (Émile). La péninsule des Balkans. Paris, 1886. 2 v.
- LÉGER (Louis). Le monde slave. Paris, 1885.
— Nouvelles études slaves. Paris, 1886.
— La Save, le Danube et le Balkan. Paris, 1889.
— Russes et Slaves. Paris, 1890.
- LOISEAU (Charles). Le Balkan slave. Paris, 1898.
- MOLLINARV. Quarante-six ans dans l'armée austro-hongroise. Paris, 1914. 2 v.
- NIEDERLÉ. La race slave. Paris, 1911.

- NOVAK (F. K.). Derweg zur Katastrophe. Berlin, 1919.
— CHAOS. München, 1923.
- OLLIVIER (Émile). L'Empire libéral. Paris.
- PALACKY. Eine Stimme über Österreichs Anschluss an Deutschland. Wien, 1848.
— Oesterreichs Staatsidee. Prague, 1866.
— Gedenkbلاtter. Prague, 1874.
— Politisches Vermächtnis. Prague, 1892.
- PICOT (Émile). Les Serbes de Hongrie. Prague, 1873.
- PRZIBRAM (L.). Erinnerungen eines alten Oesterreichers. Stuttgart, 1910. 3 v.
- PLENER. Erinnerungen. Stuttgart, 1911-1921. 3 v.
- RECLUS (Elysée). Nouvelle Géographie universelle. Paris.
- REGNAULT (Elias). Histoire politique et sociale des principautés danubiennes. Paris, 1855.
- REITLINGER (S.). Une mission diplomatique en octobre 1870. De Paris à Vienne. Paris, 1899.
- SAINT-MARC GIRARDIN. Souvenirs de voyages et d'études. Paris, 1852. (Réunion d'articles parus dans le *Journal des Débats* en 1836.)
- SAINT-RENÉ TAILLANDIER. Tchèques et Magyars. Paris, 1869.
- SCHAFFLE. Aus meinem Leben. Berlin, 1905. 2 v.
- SCHÖNHOLZ (F. A. C.). Traditionen zur Charakteristik Österreichs. München, 1914. 2 v.
- SETON-WATSON. H. W. (Scotus Viator). The future of Austria-Hungary. 1907.
— Racial problems in Hungary. London, 1908.
— The South-Slavian Question. London, 1911.
— The rise of nationalities in the Balkans. London, 1918.
- SIRIANU (Mircea R.). La question de Transylvanie et l'unité politique roumaine. Paris, 1916.
- SERL (Hans). Heinrich Lamasch. Wien, 1921.
- SPRINGER (Anton.). Geschichte Österreichs. Leipzig, 1863-65. 2 v.
- SPRINGER (Rudolf) (pseudonyme de Karl Renner). Grundlagen und Entwicklungsziele der österreich-ungarischen Monarchie. Wien, 1906.
— Der Kampf der österreichischen Nationen um den Staat. Wien, 1902.

- SPROXTON (Charles). Palmerston and the hungarian revolution. Cambridge, 1919.
- STEED. La Monarchie des Habsbourg. Paris, 1913.
- STUART (Sir Campbel). Secrets of Crew-House. London, 1920.
- STRATIMIROVIC (Général v.). Was ich erlebte. Wien, 1911.
- SZALAY (Ladislaus v.). Zur ungarisch-kroatischen Frage. Pest, 1863.
- SZILASSY (Baron I. v.). Der Untergang der Donau-Monarchie. Berlin, 1921.
- TKALAC (Emérich). Jugenderrinnerungen aus Kroatien. Leipzig, 1894. Traduction française : *Revue Britannique*. Paris, 1897.
- TOCQUEVILLE. Souvenirs. Paris, 1883.
- TOURTZER (H.). Louis Stür et l'idée de l'indépendanceslovaque. Cahors, 1913. Thèse.
- TYSSAIRE. Une erreur diplomatique. La Hongrie mutilée. Paris, 1922.
- WERTHEIMER (E.). Graf Julius Andrassy. Stuttgart, 1910-12. 3 v.
- WEIL (M. H.). Les dessous du Congrès de Vienne. Paris, 1917. 2 v.
- WINDISCHGRAETZ. Vom roten zum schwarzen Prinzen. Berlin, 1920.
- VINCENTY (Charles). Les nationalités en Hongrie. Genève, 1918.
- YAKSCHITCH (Grégoire). L'Europe et la résurrection de la Serbie (1804-1834). Paris, 1907.
- ZAGORSKY (Wladimir). François Racki et la renaissance scientifique et politique de la Croatie. Paris, 1909. Thèse.
-

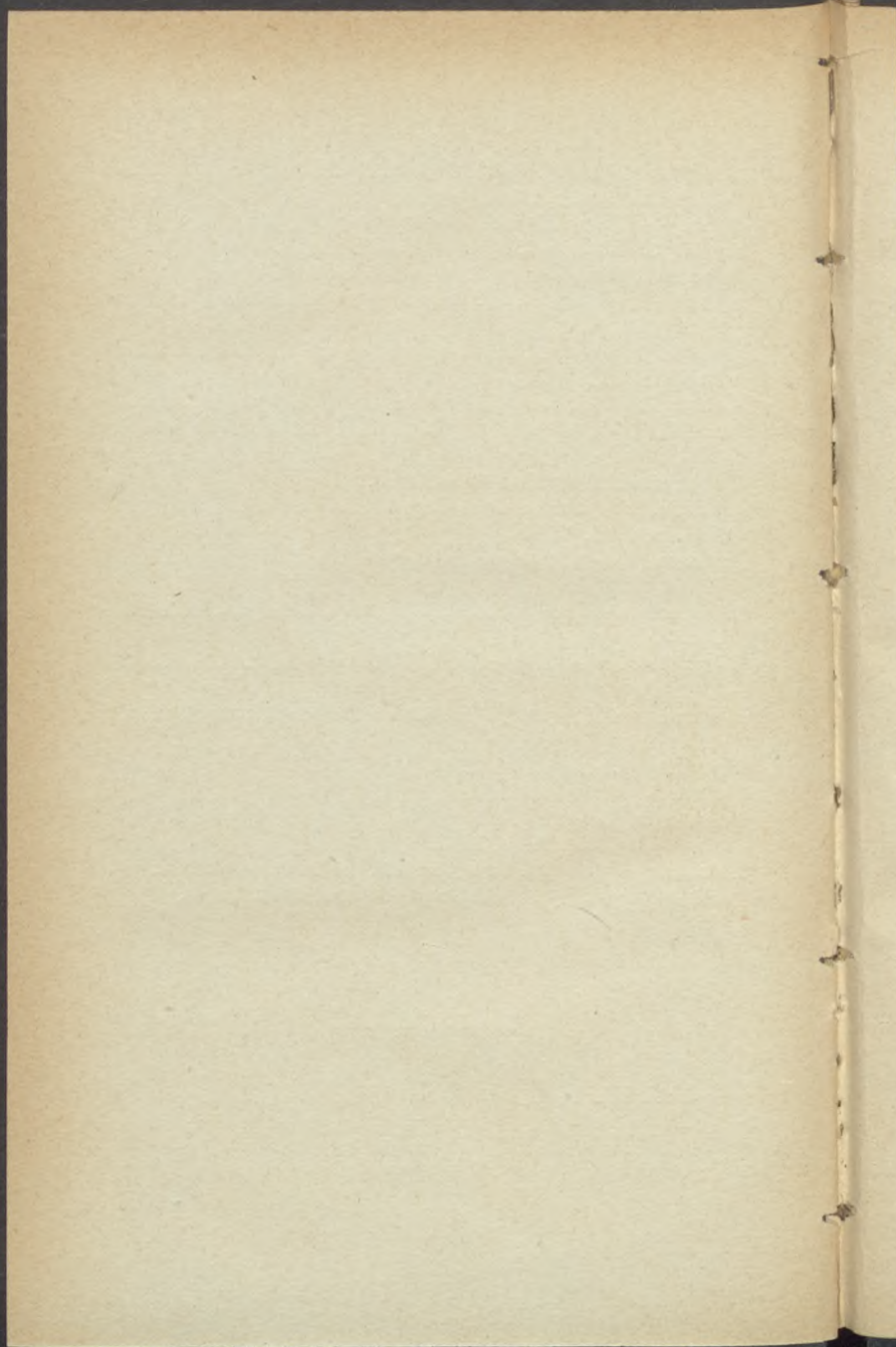


TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS.	1
-----------------------	---

PREMIÈRE PARTIE

1814-1848

CHAPITRE PREMIER

LES GOUVERNANTS

- I. L'Autriche première puissance du Continent. L'œuvre des Habsbourg du dix-huitième siècle. François 1^{er}. Metternich. L'Empereur Ferdinand. Esprit du gouvernement autrichien, p. 10. — II. L'administration, sa grandeur et sa décadence. La police. La quarantaine de l'intelligence. Le gouvernement des vieillards. Aux yeux des peuples de l'Autriche, la vaste organisation créée par la Monarchie est la vie, la nationalité, le rêve, p. 17.

CHAPITRE II

LES PEUPLES

- I. Mécontentement général avec l'ordre établi par le Congrès de Vienne. L'évolution du sentiment de nationalité. Elle devient une force dominante. Comme jadis les passions religieuses, les passions nationales seront exploitées au bénéfice des rivalités politiques, p. 20. — II. Les Autrichiens. Les guerres napoléoniennes font naître l'enthousiasme pour la nationalité germanique; celle-ci se heurte à un austrianisme d'essence dynastique, catholique et conservatrice. Les populations de l'Autriche et celles des provinces slaves fermes soutiens du Conseil de Vienne, p. 23. — III. Les Tchèques.

Renaissance de l'esprit tchèque. Influence morale de la Russie sur la Bohême et sur les autres peuples slaves. Cette influence est exploitée au bénéfice de l'expansion russe. La rivalité pour la maîtrise des Balkans sépare l'Autriche et la Russie; la solidarité des principes les assemble, p. 33. — IV. les Hongrois. Dans le cadre de la monarchie des Habsbourg, seule la Hongrie conserve sa constitution et sa personnalité politique. La noblesse hongroise accueille les hommes d'origines diverses qui se distinguent dans les œuvres de la guerre ou de la paix; les autres nationalités demeurent des populations de paysans et de prêtres. L'ancienne société hongroise encourage l'essor intellectuel de ces nationalités, p. 39. — V. Les origines du conflit des nationalités. L'instinct national et les revendications sociales se confondent. Les querelles qu'ils suscitent se bornent à la place publique et ne pénètrent pas dans la vie privée. Les deux factions européennes en présence: les défenseurs de l'ancien ordre et les libéraux; se servent des diverses nationalités. La Pologne centre de ralliement. Groupement des forces de la veille de la révolution: d'un côté, les provinces italiennes, la bourgeoisie autrichienne et la Hongrie; de l'autre, le gouvernement central de Vienne, les populations des Alpes, enfin les Slaves, p. 48.

CHAPITRE III

LES HOMMES ET LES CHOSÉS

- I. Simplicité de la cour. Faste de l'aristocratie. Elle tire ses origines des grandes actions; elle s'étirole dans l'inaction. Bonhomie et mollesse de la société viennoise. Facilité de la vie. La pensée et le talent serrés dans des bâillons de ouate. Goût des anciens Autrichiens pour l'ampleur en architecture. Au regard des arts plastiques, l'Italie, colonie de l'Autriche, conquiert ses vainqueurs. Un intérieur autrichien au dix-huitième siècle. Relâche de la discipline familiale. Laisser aller général. Les arts moins portés vers le grand que vers le familier. La musique. Elle constitue une partie essentielle de l'éducation. Les musiciens de château; c'est parmi eux que sortent les grands compositeurs de l'époque. La civilisation autrichienne, aimable, mais superficielle, ne réussit pas à créer des liens permanents entre les diverses nationalités de la Monarchie. Ces peuples, matériellement dépendants de Vienne, demeurent moralement indépendants, p. 58. — II. La bourgeoisie; sa soumission et son manque d'esprit civique. L'état des finances autrichiennes le premier stimulant de l'humeur

d'opposition. L'armée. L'aristocratie donne ses chefs; la bourgeoisie et les milices permanentes des Confins fournissent les officiers; les peuples, les soldats. L'esprit de corps de l'armée autrichienne. Celle-ci constitue une vaste garde dynastique. Pour subvenir à ses frais, la maison d'Autriche s'efforce d'enrichir ses contribuables; elle encourage l'industrie, particulièrement dans le bassin de Vienne et en Bohême. La Hongrie demeure un pays essentiellement agricole; sa noblesse est exempte d'impôts. Le Conseil de Vienne s'emploie à maintenir la Hongrie dans un état de colonie; il ne se sent pas assez maître pour l'enrichir, p. 65. — III. Le noble hongrois. Son existence patriarcale. Le latin langue de communication. La noblesse rustique représente les traditions nationales en face des efforts de centralisation de Vienne. La petite noblesse de Hongrie et de Pologne vit de ses terres; celle d'Autriche vit de l'Empire. La fronde véhémement magyare se rencontre avec la fronde respectueuse de la bourgeoisie autrichienne, p. 69. — IV. Le paysan considéré comme « *aerarium vivum* » (trésor vivant). Le Conseil de Vienne s'efforce à ménager son principal contribuable. Tentative d'émancipation de Joseph II. Le paysan demeure tenancier à corvée. Rapports du seigneur et du vilain. Le gentilhomme résidant exerce une sorte de protectorat patriarcal. Le clergé campagnard auxiliaire de ce patronage. Le sort du serf dépend du caractère du maître, de la qualité du sol, des usages de la région. Le paysan est une sorte de fermier amovible, soumis à la justice dominicale. Au début du dix-neuvième siècle, les villages commencent à se racheter à l'amiable. Mouvement pour la libération du serf par la loi. Kossuth promoteur de ce mouvement. En Hongrie, les libéraux gagnent le paysan. Dans les provinces slaves et dans les confins militaires, celui-ci continue à idolâtrer l'Empereur. La crise de 1848 va partager la classe corvéable, p. 76.

SECONDE PARTIE

1848-49

CHAPITRE PREMIER

LA RÉVOLUTION

- I. Répercussion de la révolution de février en Autriche, en Hongrie, en Bohême. Abolition des dîmes et corvées; sujets et tenanciers deviennent propriétaires. Les changements

politiques : gouvernements représentatifs tant à Vienne qu'à Pest; l'Autriche et la Hongrie deux États associés, mais distincts. La Bohême aspire à une situation semblable. Les unités historiques contre l'Empire; le régionalisme contre les unités historiques. Palacky. Son programme : une Autriche indépendante de l'Allemagne et transformée en huit États construits sur la base exclusive de la nationalité. Ce projet a pour arrière-pensée de faire la Bohême maîtresse de l'Autriche et de réduire la Hongrie en une province secondaire. Essai de médiation des Polonais entre Tchèques et Magyars. Le congrès slave de Prague. Il se termine en émeute. Windischgrätz l'écrase. La droite tchèque se raille à la cour et espère le rétablissement du royaume de Bohême comme récompense de sa fidélité, p. 88. — II. L'émancipation de la Hongrie inquiète le cabinet de Vienne. Guerre entre le Piémont et l'Autriche. Mouvement populaire en faveur de l'Italie. Kossuth l'encourage; il veut attacher la cause hongroise à la démocratie européenne. Foi des démocrates dans la France. L'armée autrichienne craint la sédition générale du Continent et prépare la contre-révolution, p. 94. — III. En Autriche, la révolution n'ébranle pas la Monarchie. Popularité des Habsbourg. Ils ne savent pas tirer parti de ces affections. Réminiscences de la révolution française. Fuite de l'Empereur à Innsbruck. Humeur contre-révolutionnaire de l'armée, p. 99. — IV. Effusions fraternelles entre les diverses nationalités et confessions en Hongrie. Chauvinisme réciproque; manque d'esprit fédératif des Magyars; menées de la contre-révolution. Jellacic. La cour le désigne pour chef des frondes anti-magyares. Victoire des armées autrichiennes en Italie. La cour se décide à ramener les peuples à l'obéissance par la force. L'Autriche dynastique dispose de l'armée, des Slaves et des Roumains de Hongrie; la cause populaire a pour défenseurs les Hongrois, les démocrates autrichiens, enfin les proscrits polonais, p. 103.

CHAPITRE II

LA GUERRE CIVILE

I. Jellacic attaque la Hongrie. Émeute à Vienne. La cour se réfugie à Olmütz. Défaite des Hongrois sous les murs de Vienne. L'armée autrichienne réoccupe la capitale. La révolution terrassée en Autriche. Abdication de Ferdinand, avènement de François-Joseph. Son entourage. Schwarzenberg. Il prépare la « grande Autriche » autocratique, destinée à rétablir les Habsbourg en Allemagne et en Italie. La Hongrie seul obstacle in-

térieur de ces projets. Schwarzenberg veut l'écraser. Guerre et jacqueries en Hongrie. Dispositions conciliantes des Hongrois. Intransigeance de Schwarzenberg. Dissolution du parlement autrichien. Dictature militaire. Le parlement hongrois vote la déchéance des Habsbourg et élit Kossuth gouverneur. L'intervention russe. Motifs de la passivité de la France et de l'Angleterre. L'armée hongroise dépose les armes devant le généralissime russe. Représailles autrichiennes. Conseil de Palmerston : « generous conciliation ». Les dirigeants de l'Autriche, après avoir usé d'une nationalité pour combattre l'autre, désarment leurs auxiliaires et instituent une répression universelle, p. 114.

TROISIÈME PARTIE

1849-1914

CHAPITRE PREMIER

LES GOUVERNANTS

I. L'absolutisme. Sa pratique gouvernementale. Ses buts extérieurs : faire la loi à l'Allemagne et à l'Italie. L'Autriche, défenseur de la vieille Europe des traités, se trouve en face de la jeune Europe des nationalités. Origine du principe des nationalités. Pour l'opinion de l'Occident, particulièrement pour celle de la France, ce principe signifie la cause populaire en face des conceptions césariennes. Napoléon III hésite entre les anciens pouvoirs et les nationalités. Évolution de Kossuth ; au contact de la démocratie anglo-saxonne, ce libéral romanesque arrive à des vues plus nettes. Premiers projets de fédérer les nations du Danube. Czartoriski intermédiaire entre Tchèques et Magyars. Napoléon se prépare à attaquer l'Autriche ; il reçoit Kossuth. Celui-ci promet le soulèvement général de sa nation, à condition que l'Empereur la reconnût comme l'alliée de la France. Solferino. La paix de Villafranca. Napoléon abandonne les nationalités pour l'Autriche impériale, p. 124. — II. La défaite de Solferino renverse le régime autocratique. Le « diplôme d'octobre », essai de fédéralisme conservateur. La « patente de février », tentative de centralisation germanisante. Résistance de la Hongrie. Kossuth et le projet de la « Confédération du Danube ». Deak ; sa droiture et son équité. L'Autriche brigue l'alliance française. Napoléon craint de lier sa fortune à cet empire aux conceptions césariennes. Sadowa. Français-

Joseph se résigne à régner en monarque constitutionnel. Le « Compromis » : la Monarchie divisée en deux États distincts, mais associés : l'Autriche et la Hongrie. Lacunes du dualisme : la Bohême demeure une province de l'Autriche ; la transaction entre la Hongrie et la Croatie ne satisfait pas la dernière. Le dualisme profitable à l'intérêt général, à condition de n'être qu'une étape, p. 133. — III. Le jeu des forces intérieures et la politique internationale. Les éléments qui avaient fait la contre-révolution de 1848 désirent l'alliance russe. A Pétersbourg on flotte entre deux tendances : gagner la Monarchie et partager les Balkans de connivence avec Vienne, ou bien d'anéantir l'Autriche-Hongrie. Pendant le règne de François-Joseph, les relations entre Vienne et Pétersbourg commandent la politique générale de la Monarchie. Les événements de 1870. La Russie menace d'attaquer l'Autriche-Hongrie pour le cas où celle-ci interviendrait contre l'Allemagne. Dans la Monarchie, le peuple favorable à la France. Le gouvernement hésite. Le conseil de la « Couronne » du 28 juillet 1870. Raisons militaires de la neutralité. Raisons politiques. Les partisans de la France après 1871. Corrélations entre la question polonaise et la question tchèque. Crainte d'une coalition russo-prussienne. Andrassy contribue à faire échouer l'autonomie de la Bohême par crainte de l'alliance russe. Politique d'Andrassy. Ses adversaires : l'entourage intime de l'Empereur, les coteries militaires qui désirent des aventures orientales en coopération de la Russie, enfin M^{re} Strossmayer et les partisans de la grande Slavie catholique. Mémoire de Rodic, ancien aide de camp de Jellacic, en faveur de l'acquisition de la Bosnie. Réponse d'Andrassy. La souris et le lard. Pétersbourg se sert de la Bosnie en guise d'appât chaque fois que la Russie tente de gagner la Monarchie. Le Congrès de Berlin. Persistance de la ligue anti-prussienne à Vienne. L'archiduc Albert. L'expansion de la Monarchie vers les Balkans augmente l'antagonisme entre Vienne et Pétersbourg. L'Allemagne par crainte de la France, l'Autriche-Hongrie par crainte de la Russie, concluent un traité d'alliance, p. 147. — IV. L'Europe partagée en deux vastes coalitions. L'esprit des chancelleries reste celui des siècles passés, les forces qu'elles dirigent sont accrues dans des proportions formidables. Les questions de nationalité armes clandestines de la diplomatie. L'Autriche-Hongrie particulièrement exposée à leur atteinte. Le bloc de l'Allemagne. Le bloc de la Russie. L'évolution des peuples balkaniques et ses conséquences. L'Autriche-Hongrie enserrée entre deux immenses convoitises. François-Ferdinand. Son mélange de bon sens et d'extravagance. La vieille cour. Aversion contre l'Italie.

Les idées de « guerre préventive » à Vienne et à Pétersbourg. Permanence du danger de guerre. Assassinat de François-Ferdinand. Tisza tente d'arrêter la fatalité en marche. Malgré ses protestations, le conseil des ministres décide de lancer l'ultimatum contre la Serbie. Les influences militaires l'emportent auprès de François-Joseph. Tisza accepte la responsabilité des fautes d'autrui, p. 160.

CHAPITRE II

LES PEUPLES

I. La part des peuples dans le déclenchement du conflit. La noblesse, puis la classe moyenne dans les services publics. Largeur d'idées de la première génération des libéraux. La vie publique devient la ferme de la bourgeoisie. La convoitise des places administratives un des motifs principaux du conflit des nationalités. La vérité sur les « races ». Elles sont indécises, mêlées. Des raisons morales et sociales déterminent la nationalité. Le petit peuple ignore les rivalités nationales. La poursuite du pouvoir constitue leur fond. En Autriche-Hongrie il n'y a pas d'oppression nationale réelle; mais les nationalités minoritaires sont traitées à l'instar des minorités parlementaires. Inconvénients de ces abus: abandon des intérêts régionaux; désaffection des personnalités régionales, prédestinées à servir de médiateurs entre la Monarchie et les États balkaniques. Les pires adversaires de la première dans les Balkans des hommes élevés en Autriche et en Hongrie. Mort de Kossuth. Sa « Confédération du Danube » représentait le pacte des peuples par l'initiative populaire. Le travail profond des passions nationales échappe à François-Joseph. Les rivalités des puissances attisent les dissensions nationales de la Monarchie. Le conflit des nationalités s'infiltré dans la vie privée. Les luttes diplomatiques enveniment les discordes intérieures. La Serbie. Sa force de croyance. Belgrade, la « Porte de la guerre sainte ». L'exaspération nationaliste des peuples complice des chancelleries, p. 172.

CHAPITRE III

LES HOMMES ET LES CHOSES

I. La cour. Mentalité et caractère de François-Joseph. Suicide de Rodolphe. La haute aristocratie. Les courtisans, les bureaucrates, les cosmopolites, p. 178. — II. Le gentilhomme résident.

A chaque palais correspond une campagne. La plus grande partie de la Monarchie essentiellement agricole. Le régime de la propriété et les conditions sociales. La question agraire. La nécessité de généraliser et de démocratiser la propriété, p. 180. — III. L'essor des villes. Nivellement de la bourgeoisie. L'enseignement et les haines nationales. Les universités pépinières du chauvinisme. Isolement des diverses nationalités, p. 184. — IV. L'évolution morale. La Monarchie une oasis de la hiérarchie, entourée de sables mouvants. Transformation de la société. Contrastes caractéristiques pour les époques de transition, p. 187. — V. Les ouvriers. Entraves apportées à leur organisation. Le socialisme. Progrès de la classe ouvrière. Elle est dans la voie d'obtenir l'égalité avec la bourgeoisie, p. 190. — VI. Prospérité de l'Autriche-Hongrie. Lent, mais sûr travail de progrès et de justice sociale. La guerre la plus coupable des révolutions, p. 191.

QUATRIÈME PARTIE

1914-1921

CHAPITRE PREMIER

LA DÉCOMPOSITION

1. La guerre. L'omnipotence des militaires. Prédominance de l'état-major allemand. Tentatives de tutelle diplomatique. Résistance de Tisza. Il invite François-Joseph à entamer une action de paix. Guillaume II et Tisza. Impressions défavorables de Tisza. Ses conseils de modération. La condition intérieure de la Monarchie. Les discordes nationales attaquent l'unité de l'armée. Mort de François-Joseph. Son portrait moral, p. 200. — II. Avènement de Charles. Son humanité. Mission du prince Sixte de Bourbon. Dépêche préalable à l'empereur d'Allemagne l'engageant à chercher un accord avec la France, sinon l'Autriche-Hongrie ferait une paix séparée. Berlin attend la victoire de la guerre sous-marine. Opposition de Tisza. Guillaume à Laxembourg. La guerre sous-marine à outrance. Manque de décision en Autriche. Force de volonté en Allemagne. Charles écarte Tisza. Le jeune souverain reste entouré de dilettantes. Projets de conciliation intérieure. Prétentions et préventions réciproques. L'Entente stimule les dissensions chez ses adversaires. L'émigration. M. Masaryk. L'influence des émigrés. Négociations du prince Sixte. Les engagements du pacte de Londres.

Animosité entre l'Italie et l'Autriche. Défiance de M. Ribot. La cour de Vienne craint l'Allemagne. L'Autriche-Hongrie aux abois. Mémoire de Czernin. Son caractère. Suite des négociations du prince Sixte. L'Italie les fait échouer. Les chancelleries flottent entre la guerre et la paix, au hasard des nouvelles du front. Les conversations Armand-Revertera. Le point de vue de l'état-major français. Variations de Czernin. La paix sabotée. Czernin attaque Clemenceau. Riposte de Clemenceau. Conséquences néfastes du cartel Czernin-Clemenceau, p. 213.

— III. L'assaut contre l'Autriche-Hongrie. Le comité de propagande de Londres. Lord Northcliffe. « Confédération non-germanique des États de l'Europe Centrale et du Danube ». La propagande au front italien. État d'âme de l'armée austro-hongroise. Le Président Wilson. M. Masaryk aux États-Unis. Immenses répercussions du manifeste de Wilson, p. 219.

— IV. L'état de la conscience publique sert les convoitises territoriales. Les partageurs anciens et modernes. Travail de démolition intérieure en Autriche-Hongrie. La famine. Mouvements d'idées créés par la révolution russe. Appel des quadragénaires, fonte des cloches. Relâchement de la discipline. Obstination de l'état-major allemand. L'armistice bulgare. En traves de l'action de paix : brigues personnelles, ignorance de l'atmosphère morale du monde. Mentalité des Alliés. « This King business must go ». Reconnaissance de la Tchécoslovaquie comme se trouvant en état de guerre avec la Monarchie. Dénûment du front austro-hongrois. Découragement de l'arrière. Projet d'armistice immédiat du commandement austro-hongrois. Protestations du comte Burian. Charles donne une constitution fédérale à l'Autriche. Cette réforme a manqué son heure. Humeur de sédition en Hongrie. Exaspération contre la main-mise allemande. Le comte Karolyi. Raisons de sa popularité. La paix immédiate seul moyen d'éviter la révolution. Proposition de paix séparée du comte Andrassy. La dernière offensive. Mutineries dans l'armée austro-hongroise. A Prague et à Agram, les conseils nationaux prennent le pouvoir. A Budapest, Karolyi le maître de l'heure. La révolution de Budapest. Le ressort moral de l'armée brisé. Négociations d'armistice. Ordre aux troupes hongroises de déposer les armes. Désarroi universel. La débâcle. Fin de l'armée austro-hongroise, p. 232.

CHAPITRE II

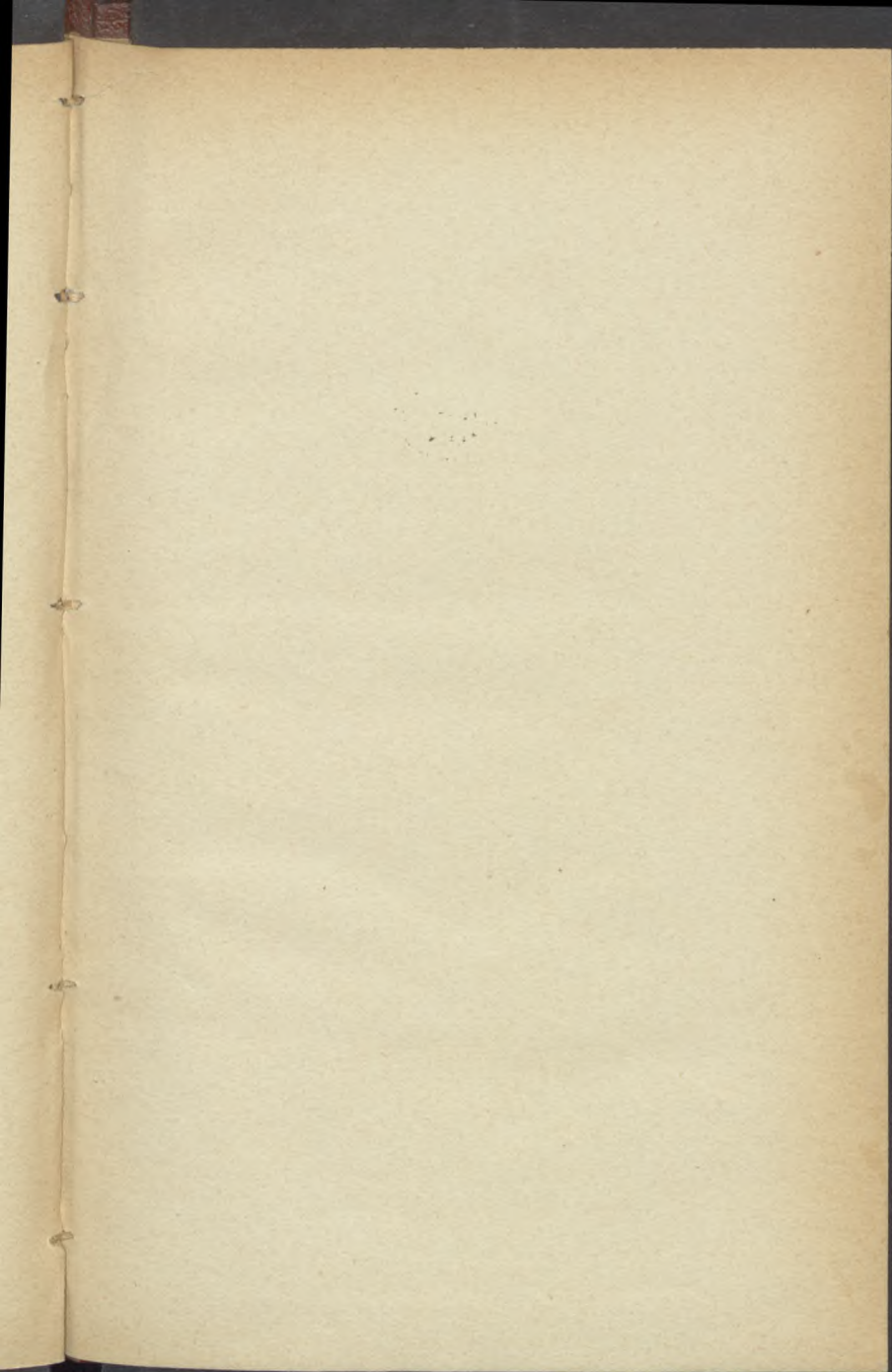
L'EFFONDREMENT

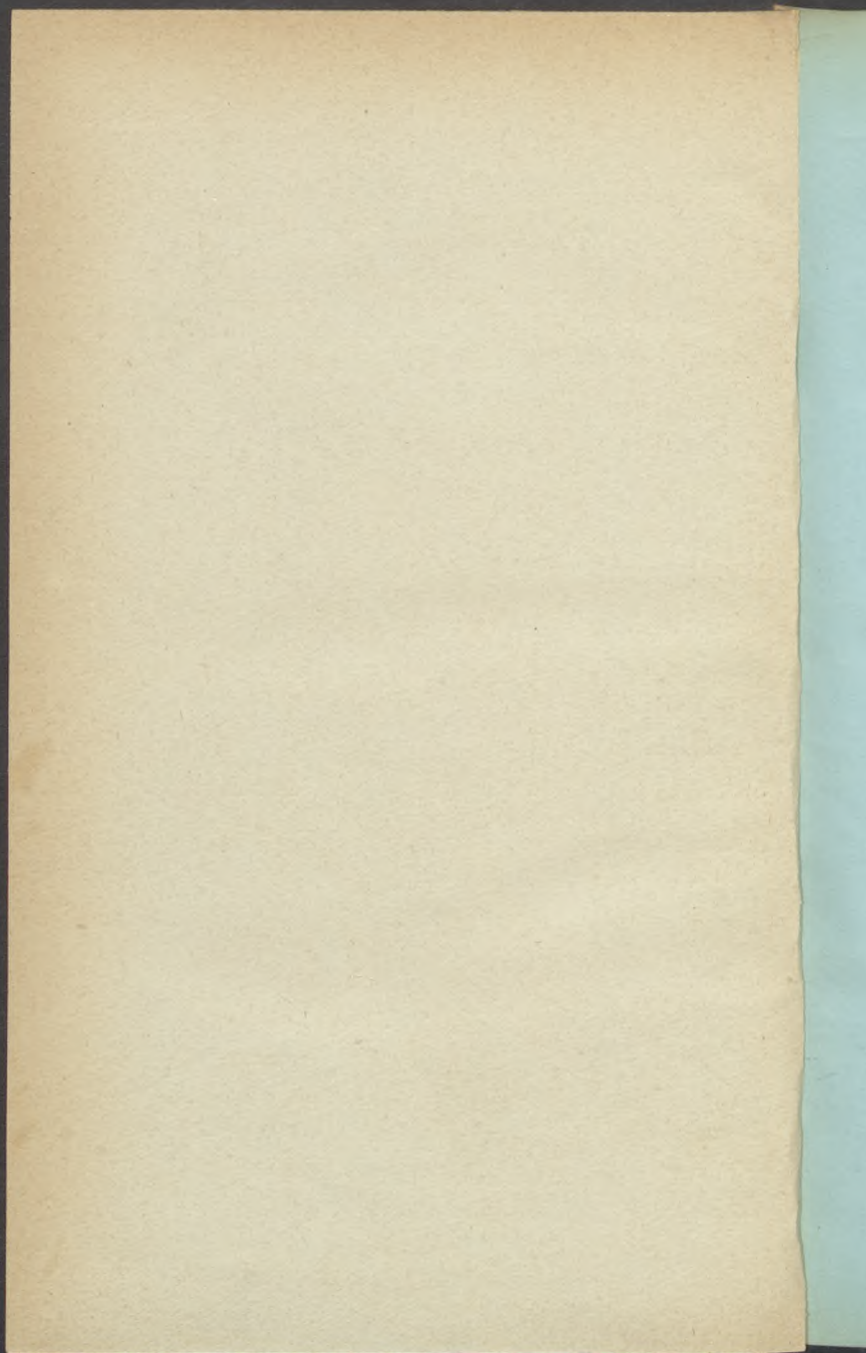
I. Débandade de l'armée. Vague de rancune contre le militarisme. Meurtre de Tisza. Déclaration de la république à Prague, à Budapest, à Vienne. Charles se retire au château d'Eckartsau, puis en Suisse. Confiance dans les vainqueurs. Prestige de la France. L'œuvre d'arbitrage arrêtée à mi-chemin. La transformation de la double Monarchie en États nationaux se fait dans les conditions les plus défavorables, p. 236. — II. Le président Masaryk à Prague. Les pique-assiettes de la victoire. Dispositions favorables des masses pour les nouveaux pouvoirs. Faiblesse de Karolyi. Dans les nouveaux États, la dictature militaire remplacée par la dictature du nationalisme. Ces États s'empressent à prendre en possession d'immenses territoires. Les conquérants évitent la consultation populaire et oublient d'accorder l'autonomie aux nouvelles provinces. La Conférence de la paix. Ses principes et ses méthodes. Au regard de l'Autriche-Hongrie, elle se borne à chercher des titres pour reconnaître les faits accomplis. Elle établit les statuts des pays du Danube d'après les données de la propagande, l'exagération organisée, p. 240. — III. Les violences nationalistes. L'ancienne Monarchie théâtre d'un sanglant carnaval de peuples. Le bolchevisme en Hongrie. Béla Kun. « La république des Conseils ». Le rêve de rendre les hommes égaux en conditions aboutit à les rendre égaux dans l'indigence. Résistance des paysans. La terreur à soixante-chevaux. Le gouvernement contre-révolutionnaire de Szeged. Effondrement du régime bolcheviste. Occupation roumaine. Détresse et désunion de la Hongrie, p. 246. — IV. L'Autriche sur la pente. Régionalisme haineux. Vienne, Venise continentale. Débordements cosmopolites et agonie populaire. L'Autriche et la Hongrie brouillées artificiellement. L'Autriche à la dérive, p. 248. — V. Les États successeurs. Agrandissements démesurés. Bariolage ethnique. Curée pour les charges administratives. Centralisation rigide. Assimilation forcée. Persécution des minorités nationales. Les abus de domination achèvent la perturbation économique. Aveuglements du chauvinisme. Les rancunes deviennent gouvernement. Vainqueurs et vaincus souffrent des mêmes maux : les embarras économiques, les difficultés sociales, l'intoxication des haines nationales. Contre ces maux profonds, les diplomates impuissants d'apporter des remèdes. Le palliatif : « la Petite Entente », p. 256. — VI. La « Petite Entente ». Effets de cette coalition

sur le régime intérieur de ses adhérents et sur celui de la Hongrie. La guerre latente. Malaise général. Possibilités d'une restauration monarchique. Etat d'esprit de la Hongrie. Le légitimisme. Les adversaires de la restauration. Première tentative de Pâques. Seconde tentative du 20 octobre 1921. Son échec. Charles livré aux puissances alliées. La loi de déchéance. Raisons de l'échec de Charles. L'autre légitimité : celle des nations. La couronne sur la tombe de Kossuth. Ce n'est pas ainsi qu'il s'était imaginé la fin des Habsbourg. Celle-ci laisse des peuples isolés et hostiles. Les héritiers de la Monarchie héritiers de ses fautes. Nécessités d'une œuvre de conciliation. Ses premières conditions politiques et morales, p. 264.

BIBLIOGRAPHIE 265

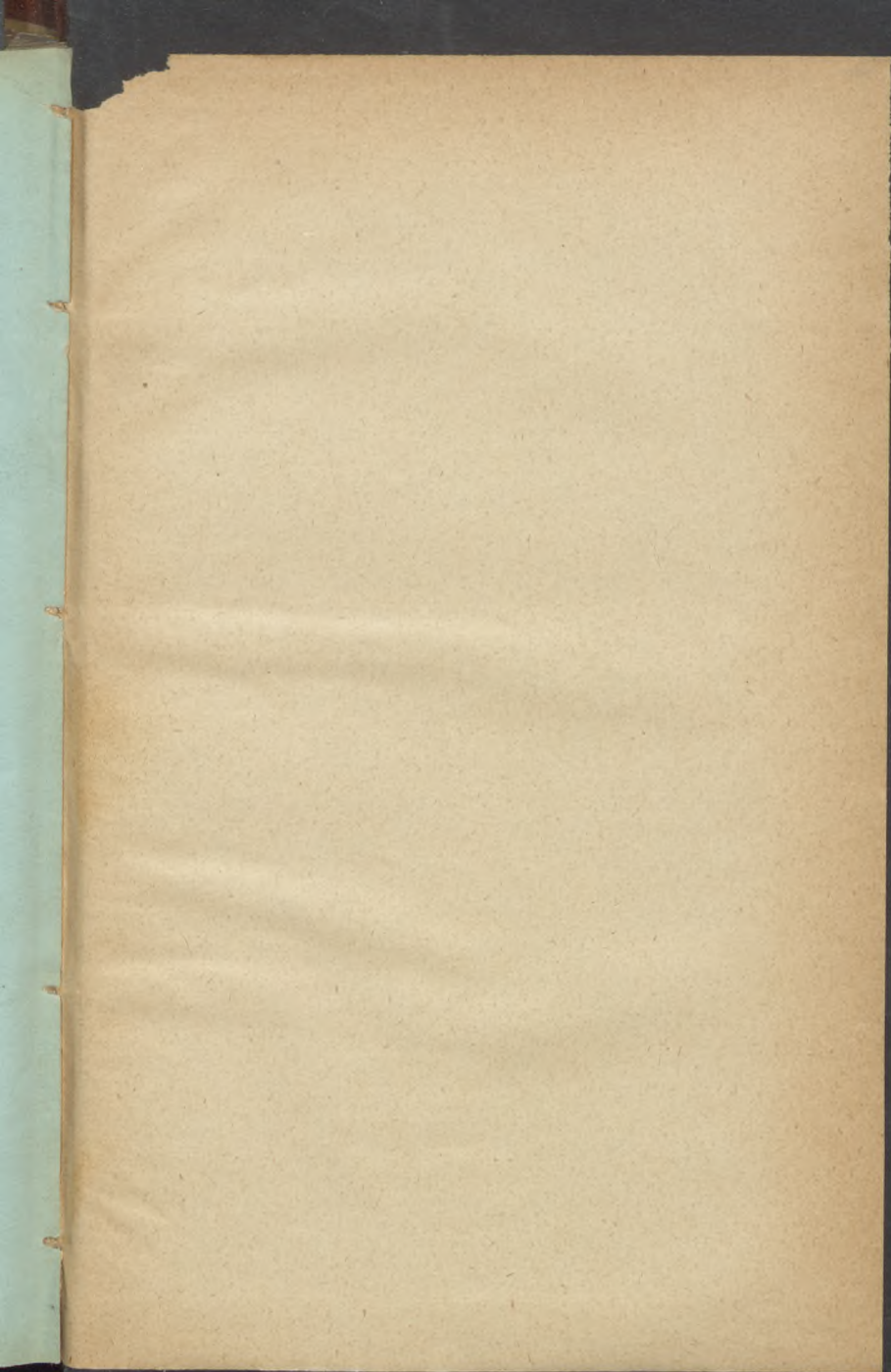


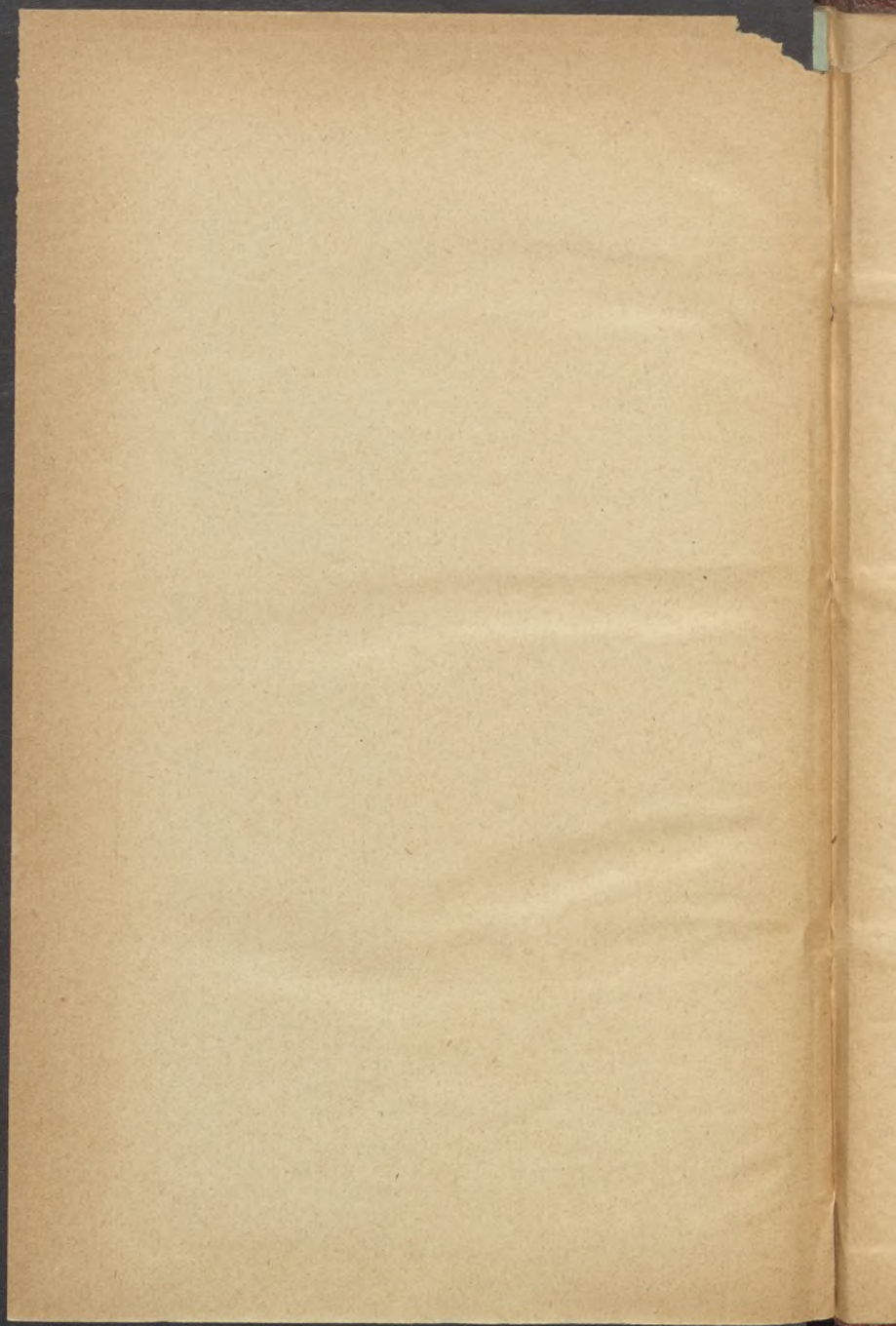


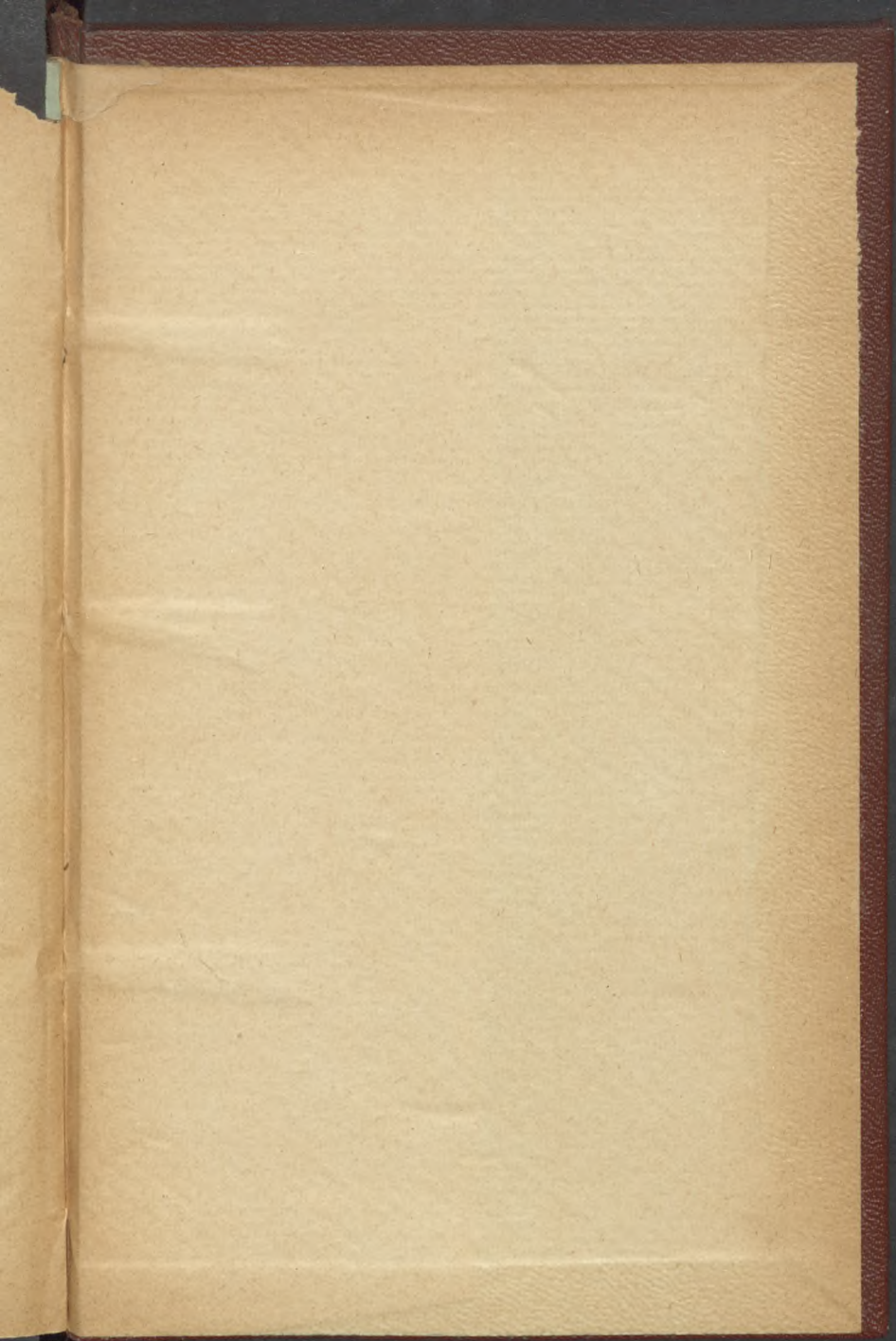


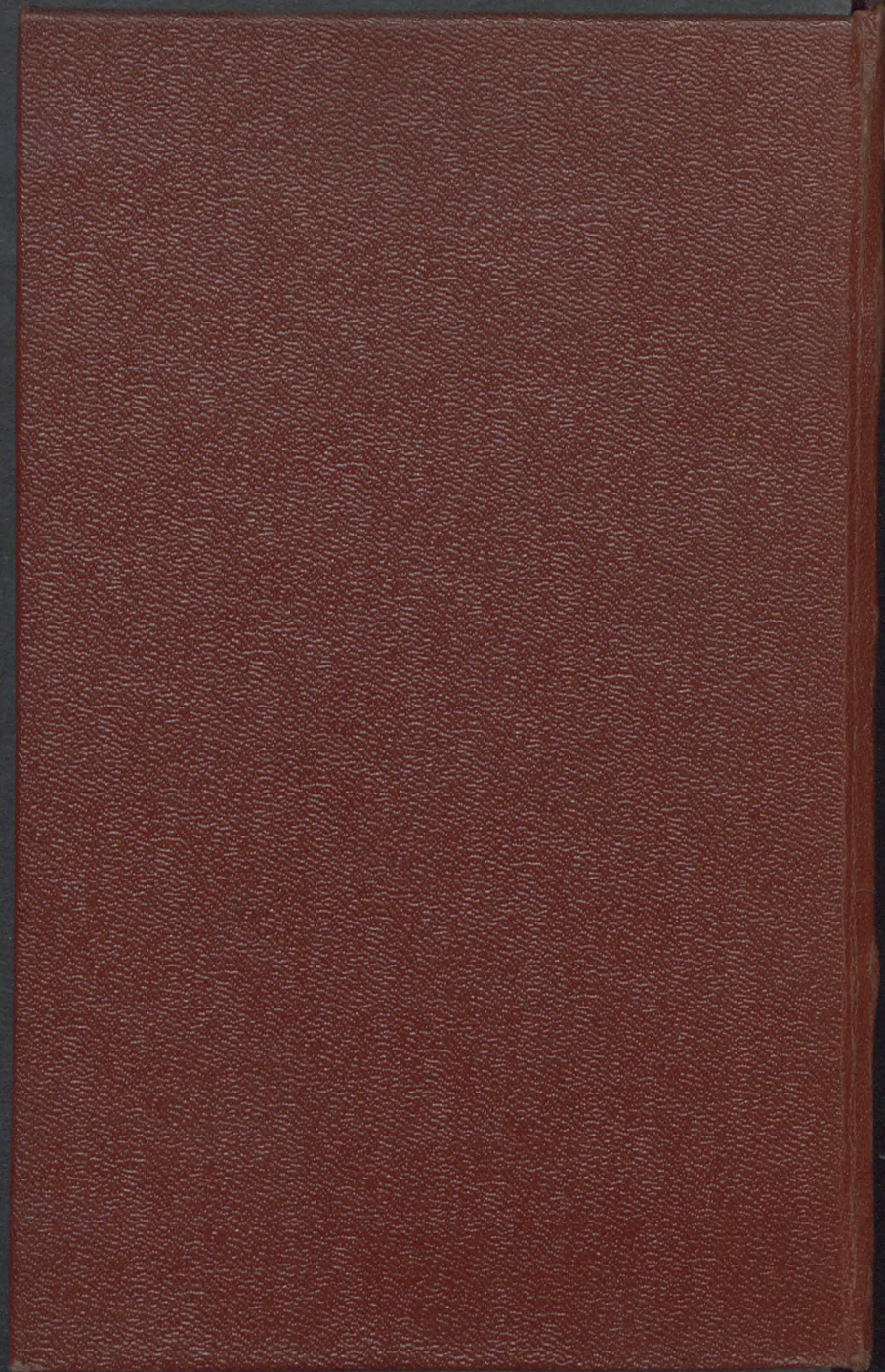
Dernières Publications parues

- SCHNEIDER (L.). *Les maîtres de l'opérette française. Offenbach.* Ouvrage orné de sept gravures. 1 volume in-8° écu.
- BALDENNE (F.). *La Croisée des routes, poésies 1901-1914.* 1 volume in-16.
- GABORY (E.). *Les Bourbons et la Vendée, d'après des documents inédits.* 1 volume in-8° écu.
- WALTER PATER, Marius l'Epicurien, roman philosophique traduit par E. Coppinger. 1 volume in-8° raisin.
- FLERS (R. de), de l'Académie française. *La Langue française et la Guerre.* 1 brochure in-16.
- LENOTRE (G.). *L'Affaire Perlet, drames policiers. Les agents royalistes en France au temps de la Révolution et de l'Empire,* 1 volume in-8° écu.
- LUCAS-DUBRETON (J.). *Enigmes et drames judiciaires d'autrefois. Louvel le Régicide.* 1 volume in-16.
- BÉRGER (Lya). *Les Femmes poètes de la Hollande, précédé d'un Précis de l'histoire de la littérature hollandaise.* 1 volume in-16 orné de 4 portraits.
- GUILLOTEAUX (Eriqne). *Les Joyeux Compagnons des Iles du Soleil aux rives magiques de l'Insulinde, ouvrage orné de 28 gravures.* 1 volume in-8° écu.
- PAPINI (Giovanni). *Un Homme fini, traduit de l'italien, par Henry Chazel, avec un portrait de l'auteur.* 1 volume in-16.
- SAINT BERNARDIN DE SIENNE. *Enseignements et Apologies.* 1 volume in-16.
- NORMAND (Gilles). *Mon Village se meurt.* Illustrations d'Emile Humblot. 1 volume in-16 Jésus.
- CHERIX (R.-B.). — *L'Arche d'Alliance. Essai de synthèse sur le Christianisme avec une lettre-préface de S. E. le Cardinal Mercier.* 1 volume in-8° écu.
- HELLO (E.). *Les Plateaux de la Balance, avec une introduction de M. Georges Goyau, de l'Académie française.* 1 volume in-16.
- DELOCHE (M.). *Les Richelieu. Le Père du Cardinal, François du Plessis, Grand Prévoit de France.* 1 volume in-8° écu.
- DELACROIX (T.). *Théâtre d'Enfants.* 1 volume in-16.
- BAYE (Baronne de). *A l'Ombre du Drapeau. Poèmes, avec une lettre-préface de M. le Maréchal Fayolle.* 1 brochure in-16.
- HAZARD (P.). *L'Italie vivante.* 1 volume in-16.
- SOURIAU (M.). *Le Mysticisme en Normandie au XVII^e siècle.* 1 volume in-8° écu.
- SEAILLES (G.). *Ernest Renan. Essai de biographie psychologique.* 1 volume in-16.
- PLESSIS (F.). *Caroline Gévrot. Roman.* 1 volume in-16.
- BOUCHARDON (P.). *Enigmes et drames judiciaires d'autrefois, Le Crime de Vouziers.* 1 volume in-16.
- CAZALIS (A.-M.). *En regardant la vie.* 1 brochure in-32 écu.









210990